

Espoir
en Afrique du Sud

Le régime sud-africain de l'apartheid peut-il se réformer ? L'entreprise est sans doute aussi difficile que la transformation du communisme en Chine et en URSS, mais des déclarations récentes donnent à penser que le plus puissant pays d'Afrique ne restera pas éternellement figé dans un monde en pleine évolution. Après que le ministre sud-africain des affaires étrangères, en visite à Rome, ait reconnu que « la domination blanche doit prendre fin », le chef du parti gouvernemental, M. De Klerk, parlant, mardi 30 mai, sur une chaîne de télévision américaine, a annoncé des changements « fondamentaux », grâce à l'ouverture prochaine de discussions sans conditions préalables avec la communauté noire.

Après avoir gagné la « guerre des chefs », qui s'est terminée en mars par un compromis consistant à maintenir en place le président Pieter Botha jusqu'aux élections législatives de septembre, M. De Klerk, successeur probable du chef de l'Etat, se comporte comme un homme incarnant déjà un espoir nouveau pour le pays. Avant d'être frappé par la maladie, M. Botha avait déjà aboli une partie de la ségrégation raciale, telle qu'elle était vécue dans la vie quotidienne, dans les transports, sur les lieux de travail, dans les zones d'habitation. M. De Klerk veut aller plus loin en portant le débat sur le terrain des institutions politiques.

Il est évidemment plus facile de faire accepter l'abrogation de l'apartheid « en principe » que le principe « en fait », une voix à laquelle découlerait la suprématie de la majorité noire. Les discussions sur les aménagements de cette règle et les étapes de son application promettent d'être longues, et, dans l'immédiat, le problème principal est de trouver des interlocuteurs valables. Ceux-ci existent déjà au sein des organisations militantes contre l'apartheid dans un cadre légal, et parmi les dirigeants des baoutasans, qui ne sont pas tous de simples créatures de Pretoria. Mais il faudra bien parler un jour avec le Congrès national africain, interdit en Afrique du Sud et dont l'exil contribue sans doute à renforcer les divisions internes.

Condamné à la prison à vie, le chef de l'ANC, M. Nelson Mandela, a refusé, jusqu'à présent, d'échanger sa libération contre une renonciation à l'emploi de la violence. M. De Klerk est prêt à discuter de son sort avec M. Thatcher, probablement le mois prochain à Londres.

S'il mesure l'influence de l'opinion britannique sur ses compatriotes, il veut aussi renouer des relations moins méfiantes avec la Maison Blanche. Après son accession à la magistrature suprême, il prévoit de se rendre à Washington pour renforcer une dynamique déjà en œuvre en Namibie.

Lors des discussions sur l'avenir de ce territoire indument administré par Pretoria, qui devrait accéder à l'indépendance l'an prochain, les Sud-Africains ont reçu chez eux, en avril, une délégation soviétique, malgré trente-trois ans de rupture diplomatique. Auparavant, notamment à Brazzaville, ils avaient dialogué avec des dirigeants de l'Afrique indépendante. Les exclusives et les tabous paraissent brisés, il appartient aussi à ces derniers de faciliter une évolution des esprits qui pourrait changer non seulement le sort des Noirs sud-africains, mais aussi les données économiques de tout le continent.

M 0147 - 0601 0 - 4,50 F



3790147004500 06010

Nouveaux signes d'ouverture à Moscou

- Approbation du plan américain de désarmement
- Renforcement du rôle des institutions parlementaires

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, qui assistait à Paris à l'ouverture de la Conférence européenne sur les droits de l'homme, a favorablement accueilli, mardi 30 mai, les propositions américaines de désarmement, dans lesquelles il voit « un pas sérieux et important dans la bonne direction ». A Moscou, dans le discours qu'il a prononcé le même jour

devant le Congrès des députés, M. Gorbatchev a annoncé un approfondissement des réformes politiques qui tendra à accroître le rôle du nouveau Parlement. Il a, en outre, déclaré que des référendums pourront être organisés et que la loi électorale devait être améliorée. En conséquence, les élections locales, annoncées pour l'automne, n'auront lieu qu'au printemps 1990.

MOSCOU
de notre correspondant

Quatre-vingt-sept pour cent des Moscovites, indique un sondage publié par les Izvestia, suivent « constamment ou presque constamment » la retransmission des travaux du congrès des députés du peuple. A voir la masse de télégrammes et coups de téléphone dont les électeurs de toute l'URSS assaillent chaque soir leurs représentants jusque dans leurs chambres de l'hôtel Moskv, le pourcentage est le même partout, et d'ores et déjà un nouveau pouvoir — un Parlement, un pouvoir législatif — est né en Union soviétique.

Du jour au lendemain, des députés sont devenus des gloires nationales, d'autres, des têtes de

Turc. En moins d'une semaine, l'art de la guérilla parlementaire, de l'interpellation et de la motion d'ordre, la polémique politique et la transparence des débats ont fait leur intrusion dans un pays qui n'avait pour ainsi dire jamais connu de cela. Audiovisuel aidant, l'événement prend des airs de vastes cours scellés de démocratie et d'appelant, le mardi 30 mai, à un « changement fondamental des relations (...) entre le législatif et l'exécutif », M. Gorbatchev n'aura finalement qu'à officialiser ce qui est déjà devenu un état de fait.

Il n'en reste pas moins qu'on a ainsi entendu le secrétaire général d'un parti, dont, rigoureusement tout dépendait hier, expliquer devant les trois quarts des Soviétiques que, non seulement les

futures commissions parlementaires devraient superviser l'ensemble de la politique, intérieure et étrangère, mais examiner également les « candidatures aux principaux postes de l'Etat : ministres, ambassadeurs, etc. ».

Par une simple phrase jetée dans un discours d'orientation d'une heure trente a donc été scellé à la base un autre pilier encore du totalitarisme — la nomenklatura, le vaste ensemble des fonctions que seul le haut appareil du parti pouvait pourvoir. Le Parlement y aura désormais son mot à dire, et à voir la vigueur de tant de députés, l'ardeur avec laquelle ils interviennent et le succès que cela leur vaut immédiatement dans leur circonscription, ce mot pesera lourd.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 6.)

Motion de censure contre le projet
de loi sur l'immigration

Lire l'article d'André Fassin, page 11

Les émeutes en Argentine

Extension des violences en dépit de l'état de siège
PAGE 3

Paris Ile-de-France

La sécurité dans le métro
PAGE 29Concours « Voyages en littérature »
Questions page 19

Le sommaire complet se trouve page 36

L'ENQUÊTE : la préparation du scrutin du 18 juin

La saga des Verts européens

Dans la plupart des pays européens, l'environnement est devenu aujourd'hui l'un des principaux enjeux du débat politique. Cette évolution, qui a mis du temps à prendre forme, est largement due à l'influence prise aujourd'hui par les mouvements verts européens, vingt ans après les premiers balbutiements du phénomène écologiste.

Quand on évoque les Verts, dans l'Europe des Douze, on pense inévitablement aux Grünen allemands, ce mélange explosif de militants pacifistes, antimilitaristes, écologistes, féministes et alternatifs. Les Grünen ne sont pas comme tels qu'en 1980, après de longs combats durant les années 70. Tout, en fait, a commencé avec la lutte contre les missiles américains stationnés en Allemagne de l'Ouest. Qui dit « écologiste », alors, désigne des militants pacifistes qui se battent contre la puissance militaire américaine, contre l'armement nucléaire. Aux Etats-Unis, au Canada, dans l'Europe du Nord, ces militants se disent écologistes. Les mêmes, dans l'Europe du Sud — y compris en France — militent dans les rangs des partis communistes. De cette dualité de situations va naître une ambiguïté qui perdure aujourd'hui : un militant écologiste est souvent soupçonné de « faire le jeu des Russes » ou de « travailler pour Moscou » sous prétexte qu'il s'en prend à la société dans laquelle il vit et que cette société appartient au monde capitaliste.

Dans les années 70, l'énergie des premiers militants écologistes s'était concentrée contre le lancement de vastes programmes de production d'électricité nucléaire, tant en France qu'en Allemagne. L'atome représente le mal absolu. Les anticléricaux se comptent d'abord autour de la centrale de Wyhl, dans le Bade-Wurtemberg, où se retrouvent dès 1975 les manifestants venus d'Allemagne et de France — l'Alsace est juste en face. En Italie ils concentrent leurs attaques sur le site de Montalto-di-Castro, en Toscane, où se prépare la première centrale nucléaire de grande puissance. L'attention se porte ensuite vers Brokdorf, dans l'extrême nord de la RFA, où les écoles allemandes se déclarent bien décidées à tuer dans l'œuf « la plus puissante usine atomique d'Europe ».

Encouragés par leurs succès — les autorités du Schleswig-Holstein ont suspendu les travaux à Brokdorf — les allemands se déchaînent tout au long de l'année 1977. Ils multiplient manifestations et cortèges à Grönhe (Basse-Saxe), Kalkar (Rhénanie-Westphalie) et Crey-Malville (France). Cette dernière manifestation, dirigée contre un projet de surrégénérateur (comme à Kalkar) soupçonné de fabriquer du plutonium pour les militaires, marque l'apogée de la bataille « écologiste » en France. Une bataille rangée qui fera de nombreux blessés parmi les policiers et les manifestants, dont l'un, Vital Michalon, trouvera la mort.

ROGER CANS.

(Lire la suite page 8.)

Services publics et économies budgétaires

Bien gérer les deniers de l'Etat

Alors qu'il prépare le budget de l'Etat pour 1990, le gouvernement s'interroge sur les réductions d'emplois dans la fonction publique. Faut-il poursuivre le mouvement de compression des effectifs, ébauché en 1984 ? La question vaut aussi pour les entreprises publiques, après les agressions dont ont été victimes des contrôleurs de la SNCF.

Depuis six ans, les pouvoirs publics assurent qu'il faut réduire le nombre des fonctionnaires pour mieux utiliser l'argent des contribuables. L'ambition est de s'inspirer du secteur privé pour améliorer la productivité : des services rendus par une administration moins nombreuse et un secteur public séminal, mais revigoré. Dans l'Europe de 1993, la compétition ne se fera pas seulement entre firmes privées, et les nations qui s'en tirent le mieux seront probablement celles dont les secteurs publics seront les meilleurs.

La notion de productivité de l'Etat a fait d'autant plus facilement son chemin que la grande ambition de la gauche arrivant au pouvoir en 1981 — lutter contre le chômage en créant 210 000 emplois publics — s'était soldée par un échec. L'idée qu'une meilleure efficacité implique une baisse des effectifs a donc peu à peu été acceptée.

Des problèmes graves sont pourtant apparus, montrant que les besoins en effectifs publics, non seulement ne diminuent pas partout, mais parfois augmen-

tent. Tel est le cas pour l'éducation nationale, la police, la justice. Dans d'autres secteurs, le recours à l'informatique n'apporte pas de réponses rapides : avec les agents du fisc, passés en cinq ans de 85 000 à 80 000, on a peut-être atteint, pour quelque temps, la limite au-delà de laquelle la qualité du service public se dégraderait. Quant à la SNCF et à la RATP, elles font presque chaque semaine l'expérience d'une modernisation mal conçue, qui a trop sacrifié aux promesses techniques et aux investissements en matériel moderne, oubliant qu'il faut du personnel pour l'entretien en même temps que doivent être assurés la « réception », le confort et la sécurité des voyageurs.

Le résultat est éloquent : en décidant subitement la semaine dernière, après un nouvel incident grave sur une ligne de banlieue, de créer en deux ans un corps spécial de police de cinq cents hommes pour la SNCF, le gouvernement avoue les défauts d'une politique de réduction des effectifs menée sans discernement. Et l'argument du ministre des finances, selon lequel les contrôleurs qui furent attaqués et rossés étaient plusieurs, ne démontre pas que le nombre ne fait rien à l'affaire : la situation s'est en effet tellement dégradée au fil des années sur certains trajets qu'aucune action « normale » ne peut plus maintenant avoir d'effet.

ALAIN VERHOLDES.

(Lire la suite page 32.)

FREDERIQUE LEBELLEY
Tête à tête

« Frédérique Lebelley a rencontré des détenus à vie. Elle en a tiré un livre choc : *Tête à tête*. Un document unique ».

Jean-Marie Pontaut / Le Point

« Sur un tel sujet, réussir à passionner sans être jamais démagogue, c'est un modèle à suivre pour traiter de sujets aussi difficiles en demeurant honnête ». Philippe Boucher / Le Monde

GRASSET

CAMPUS

Les républiques étudiantes au Portugal

L'enseignement des langues en Espagne

Pages 17 et 18

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 26 à 28

POLICE

Le dîner avec le diable

par ÉTIENNE REDON (*)

Pauvre justice, pauvre police, pauvre Jobie !

Pauvre justice qui nous a donné le spectacle lamentable d'une valse-hésitation où l'honnêteté intellectuelle quitte peu à peu la piste. Que penser, en effet, d'un parquet qui transmet à la chancellerie deux réquisitoires, un blanc et un noir, et laisse aux politiques du ministère le soin de décider ? Que penser d'une chancellerie, garante des droits et libertés des citoyens, qui accepte de tels procédés ? Et que penser enfin du sans politique de ces mêmes magistrats qui, après avoir choisi la solution du sursis, c'est-à-dire du grand déballage public, sont incapables de « convaincre » le tribunal que leur choix est le bon ?

Mais aussi, pauvre juge, depuis dans les honneurs de sa sénatorialité, totalement désorienté, déstabilisé, tentant de faire croire que ses jours sont en danger comme si les « Bastilles de la dignité », style Noriega, existaient en France ailleurs que dans l'imagination de certains nostalgiques.

Pauvre police confrontée dans ses activités quotidiennes au harcèlement, légal mais pressant, de la gendarmerie, et qui n'a trouvé que ce

théâtre de banlieue pour régler ses comptes avec cette Arme, au travers du colonel directeur de l'enquête. Rassemblements, manifestations, déclarations, « V » de la victoire, etc. Où sommes-nous ? C'est du surréalisme à l'état pur ! Clameuses, l'inventeur des Brigades mobiles — réveille-toi, ils sont devenus fous !

Pauvre Jobie, enfin, dont les dignités prestigieuses ont été d'un faible secours dans le cloaque marseillais de la rue de Budapest. Mais que diable allait-il faire dans cette galère ? Ses déclarations avec l'IGPN, au travers de ses précédentes relations professionnelles, n'auraient-elles pas dû inciter, bien avant l'affaire, ses supérieurs à lui rappeler les règles élémentaires de la « manipulation des sources » ?

Politique
psychologique et morale

Il est des évidences incontournables. La première est que si le banditisme est certes devenu pluridisciplinaire, tout le secteur qui y reste construit autour du sexe est généra-

teur de pollution, psychologique parce que la chair est faible, et morale parce que le vécu quotidien y était plutôt moins violent qu'ailleurs certains pas ambigus devaient plus faciles à franchir.

La seconde est que, en 1989, on ne fait plus la guerre tout seul, et que le nombre d'ennemis n'est qu'un indicateur parmi d'autres de la « qualité » de la répression. Le palmarès d'un « fil » qui ambitionne les plus hauts postes de sa hiérarchie ne doit plus se mesurer aux « crimes » réalisés (il en faut aussi, bien sûr) — dans une réserve de chasse privée, mais surtout à sa capacité à évoluer dans le monde qui l'entoure. Les périodes de formation doivent alterner avec les périodes d'action, car la fréquentation des voyous, si elle est réductrice moralement, l'est surtout intellectuellement. Il n'est jamais facile de passer des frères Mustafà à Saint-Simon ! Le quotidien, surtout celui de la criminalité de division de police judiciaire, est tellement présent qu'il a souvent pour conséquence une presse intellectuelle, dont plus d'un filiciste se rend compte... après coup.

La troisième évidence est que l'« indic » n'est pas la « propriété »

du fil. Si la qualité de la relation personnelle est prépondérante dans tous les cas, elle ne doit pas faire obstacle à la transparence qui aidera le policier à se préserver des tentations. Il faut définitivement tordre le cou au mythe du tandem « indic-fil », propulsant de concert au travers de leurs prestations réciproques pour le plus grand bien de la société.

La police a besoin de sources : qu'elles soient ouvertes ou non, humaines ou techniques, elles doivent être gérées par un service et non par un homme dont l'émotion, ne serait-ce que pour sa carrière, est nécessairement éphémère.

« L'affaire Jobie » est terminée et le principal intéressé peut se féliciter du résultat ; il n'est pas moins vrai qu'elle aura contribué largement à désamorcer la fonction de justice et à jeter une lumière trouble sur les rapports qui régissent les divers piliers de l'État. On pourrait glaner à l'infini sur ce thème. Que tous les manipulateurs en puissance se rappellent, plus simplement, que depuis l'origine des temps, « on se sert d'une longue cuillère pour dîner avec le diable ».

(*) Pseudonyme d'un haut fonctionnaire de police.

18 JUIN

Notre Europe en Europe

par ALFRED GROSSER

Nous ne pouvons pas oublier l'objet de notre vote du 18 juin. L'assemblée que nous, citoyens de douze pays, nous, dont les députés siègeront par groupes politiques et non par groupes nationaux, dirons ce jour-là, sera la première à laquelle s'appliquera le traité dit Acte unique européen, destiné à « faire progresser concrètement l'Union européenne », c'est-à-dire en permettant aux institutions d'exercer leurs pouvoirs dans les conditions les plus conformes à l'intérêt communautaire.

L'Europe de l'élection parlementaire n'est déjà plus un simple assemblage d'États. La Suisse, l'Autriche, la Norvège, le Suède sont elles aussi des démocraties fonctionnant en Europe. Elles sont autres que les pays de la Communauté parce qu'elles ne sont pas de la Communauté. La Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la RDA progressent sur les chemins de la liberté ; elles sont situées en Europe. Vouloir les aider à progresser plus vite, c'est sans doute une tâche communautaire, mais une tâche exercée vers le dehors de la Communauté.

Qu'est-ce qui fait donc la spécificité de celle-ci ? La première réponse devrait être une constatation négative : ce n'est pas la culture. Certes, la Commission de Bruxelles, contrairement aux affirmations agressives de Jack Lang, accomplit des efforts remarquables dans le domaine culturel, notamment en matière universitaire, en créant des traductions, grâce à des subventions juridiques, une dimension qu'il n'ont pas d'ordinaire. Mais pas plus qu'il n'y a de frontière culturelle intercontinentale (les musées américains coupés des européens ? Les romanciers sud-américains extérieurs au champ culturel de l'Européen d'aujourd'hui ?), il n'y a de frontière intracommunautaire qui mettrait à part la Communauté. Juridiquement déjà, l'organisation comprend 23 membres et non 12, sans compter la Hongrie, en train d'écarter ses conventions qui lient entre eux les États membres du Conseil.

Pour le travail concret, il suffit de regarder fonctionner l'institution non gouvernementale la plus simple, la plus originale, la plus efficace. Née voici trente-cinq ans en Suisse, installée depuis bientôt trente ans à Amsterdam, vivant en grande partie des bénéfices de la Loterie nationale néerlandaise et du concours de pronostics du foot-

ball, la Fondation européenne de la culture agit à travers un vaste réseau d'institutions. Ainsi l'Institut européen d'éducation et de politique sociale de Paris en charge notamment du PACE (Programme européen de formation continue avancée). Ainsi le Centre européen travail et société, ou encore l'Institut pour une politique européenne de l'environnement, dont le bureau de Paris était dirigé par Brice Lalonde jusqu'à sa nomination au gouvernement. Ainsi l'Institut européen de la Communication. Or, si la coopération entre la Fondation et la Commission de Jacques Delors est étroite, elle ne définit nullement ses activités par rapport à la Communauté. Son champ a toujours été au moins celui du Conseil de l'Europe, et s'étend aujourd'hui de plus en plus à l'Europe de l'Est.

Non, le champ communautaire, c'est la mise en place d'un véritable système économique commun tendant à renforcer les orientations vers une sorte de société commune, tout cela grâce aux progrès d'un système institutionnel commun. Actuellement, ce système est trop dominé par le Conseil, c'est-à-dire par les gouvernements qui, à la majorité qualifiée, font œuvre de législateurs imposant leurs textes aux parlements nationaux. L'Acte unique donne au Parlement européen des possibilités d'action considérablement élargies. Aux députés que nous dirons d'y travailler assidûment, ne serait-ce, que pour que l'intérêt communautaire exprime en même temps l'intérêt national français.

Dépasser la nationalité ? Oui si l'on considère que l'intérêt communautaire n'est fait que de concessions nationales à somme nulle. Non si l'on admet que l'avantage commun est bien davantage que la somme des avantages particuliers. Et même s'il n'en était pas ainsi, tout ceux qui trahissent une désertion, tout particulièrement une préférence que nos partenaires allemands pourraient donner à leurs compatriotes dans l'autre État allemand, devraient se rendre compte que, si l'enjeu du 18 juin est simplement la coordination de politiques nationales, la mobilisation des électeurs allemands n'aura aucune raison de se faire. C'est seulement dans la mesure où notre Europe est autre chose qu'une collectivité d'États-nations qu'elle peut devenir une communauté de vie pour les citoyens d'un de ses principaux membres qui est un État sans être une nation.

Au courrier du Monde

AMENDEMENT

Retrait de permis

Dans l'article de votre édition du 13 mai relatif au débat sur la sécurité routière à l'Assemblée nationale, il est indiqué que les députés de l'opposition se sont « acharnés à vouloir retirer au préfet l'autorisation administrative de suspension de permis pour la restituer au seul juge judiciaire, au nom du respect des libertés fondamentales ».

Cela est interprété comme « une inversion paradoxale des rôles ». Ayant été un défenseur de cet amendement, je me permets de préciser que dans le texte présenté par le gouvernement, il ne s'agit pas de suspendre le permis de conduire, possibilité qui demeure dans le code de la route, mais de suppression, ce qui est, vous en conviendrez, d'une toute autre nature.

Nous pouvons considérer, sans qu'il y ait aucune « inversion paradoxale des rôles », que le retrait définitif du permis d'apparence pour le moins à la concrétisation moderne de la suppression de la liberté d'aller et venir, garantie figurant dans le préambule de la Constitution de notre pays.

La réponse du ministre indiquant que le juge administratif pourrait être saisi en appel de ce contentieux marque un virage à 180 degrés par rapport au fait que, depuis 1789, c'est le juge judiciaire le seul garant des libertés fondamentales dans notre pays.

Qui peut croire aujourd'hui à l'impartialité de cette pseudo-justice administrative dans une matière où l'appréciation des faits et des personnes en cause aurait en premier lieu été confrontée à ce mal bien français du piston ?

Pour croire depuis longtemps aux vertus pédagogiques du permis à points, susceptible de modifier profondément le comportement des conducteurs, je n'en crois pas moins à l'évitement de toute suspicion sur des décisions qui concernent des centaines de milliers de Français par an.

FRANCIS DELATTRE,

député du Val-d'Oise.

DÉFENSE

La mémoire

du cardinal Gerlier

Pour la mémoire du cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, et pour le respect de la vérité de l'histoire, je ne peux accepter la phrase du *Monde* du 27 mai, disant sa « réputation d'inconditionnel de Vichy par sa fameuse proclamation de novembre 1940 : « Pétain c'est la France, et la France c'est Pétain », etc., que devaient cependant plus ou moins corriger, à la fin de la guerre, ses actions d'assistance à des résistants à des juifs ».

Je souligne d'abord que le cardinal disait : « On me cite mal. J'ai dit : Aujourd'hui, Pétain c'est la France, etc. » On était, en effet, en novembre 1940. Mais son action de « résistance » n'a pas attendu la fin de la guerre, comme pour se dédouaner et assurer l'avenir. Je ne cite que quelques faits.

Le 6 septembre 1942, il a fait lire (en chaire) dans toutes les paroisses du diocèse (Rhône et Loire) un texte, signé de lui, protestant contre le traitement infligé aux juifs.

On connaît l'action du Père Chaillet pour les juifs. Lors d'une conférence publique, devant des centaines

de personnes, j'ai entendu le cardinal affirmer : « Ce n'est pas le Père Chaillet qu'on devrait arrêter, c'est moi. Tout le monde sait bien que je suis avec lui ».

Sait-on qu'en 1944 un gnet-appeis fut organisé contre lui par le Gnet-appeis ? Il devait être arrêté, place Saint-Jean, à la sortie de la cathédrale. « Générale torse », un agent de la Gestapo, à la fin de la guerre, en dit, et sans jeu de mot, c'est que les fleurs ne lui font pas mal ! Une tombe toute vide, toute sèche, toute dans l'ombre, et qui exhale une désagréable impression d'oubli.

Alors voilà une de nos gloires nationales, dont les ailes de géant s'élevaient dans le monde entier, voilà un poète immense et prodigieux, reconnu par toutes les générations confondues, y compris la jeunesse si prompt à l'iconoclastie, voilà l'auteur d'une œuvre qui doit être vendue à des millions d'exemplaires, qui participe dans sa vocation de la culture française, mais aussi aux bénéfices de bien des éditeurs !

JEAN GAY

(prof., Lyon).

DISCRÉDIT

Le Parlement européen et l'Iran

Le Parlement européen aurait pu s'exprimer en condamnant les crimes du régime islamique iranien. Il vient au contraire de se ridiculiser en appelant, le 24 mai, les gouvernements des États membres de la CEE « à obtenir que le peuple iranien soit représenté par le Conseil national de la résistance iranienne ».

Toute personne un tant soit peu informée de la situation en Iran sait en effet :

1) que le Conseil en question ne représente rien ni personne d'autre que l'organisation des Moudjahidines « du peuple » ;

2) que l'organisation en question, après quelques années de gloire et de popularité (pour sa lutte armée contre le régime du chah), est aujourd'hui totalement discréditée aux yeux du peuple iranien pour s'être rangée, les armes à la main, aux côtés de l'agresseur irakien ;

3) que les Moudjahidines, sous les allures BCBG qu'ils affectent de se donner devant les Occidentaux, sont en réalité des islamistes dont le fanatisme n'a rien à envier à celui des huchollas.

Presser de Khomeyni à Radjavi (chef « charismatique » des Moudjahidines résidant à Bagdad) reviendrait donc à tomber de Charybde en Scylla ou, pour prendre des références hétéles plus familières aux Occidentaux, de Staline en Pol Pot. Pour le boulevard de l'Iran comme pour la réputation du Parlement européen, il faut donc souhaiter que la résolution du 24 mai tombe rapidement dans l'oubli.

JEAN-PIERRE DIGARD,
directeur de recherche au CNRS,
directeur de l'équipe de recherche
« sciences sociales du monde iranien contemporain ».

SPLEEN

Le tombeau
de Baudelaire

La gloire ascensionnelle de Charles Baudelaire, dont votre « Monde des livres » du 19 mai fait état, ne me surprend guère, étant

professeur de lettres en lycée, et l'ayant vérifiée auprès de mes élèves, même les moins « réputés littéraires ». Il s'agit peut-être là de cet idéal tant recherché par le poète, et dont le reflet sans doute l'a tué.

Mais cet idéal s'accompagne du spleen, du poids de gloire qui empêche l'extase :

Il y a quelques jours mes pas m'ont conduit au cimetière de Montparnasse, et je suis tombé par hasard sur la sépulture de Charles Baudelaire. Le poète que j'ai vu en dire, et sans jeu de mot, c'est que les fleurs ne lui font pas mal ! Une tombe toute vide, toute sèche, toute dans l'ombre, et qui exhale une désagréable impression d'oubli.

Alors voilà une de nos gloires nationales, dont les ailes de géant s'élevaient dans le monde entier, voilà un poète immense et prodigieux, reconnu par toutes les générations confondues, y compris la jeunesse si prompt à l'iconoclastie, voilà l'auteur d'une œuvre qui doit être vendue à des millions d'exemplaires, qui participe dans sa vocation de la culture française, mais aussi aux bénéfices de bien des éditeurs !

Et il n'y a pas un responsable culturel, pas une association, pas un vendeur de livres, pas un club de poètes, qui se charge de fleurir régulièrement, comme une dette qu'on acquitte ou comme un remords qu'on repère, la pierre tombale de l'auteur du Guignol !

M. ALBAËDE

(Yver, Besançon).

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bour-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lectrurs du Monde, Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bour-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71

Téléx MONDPUB 206 136 F

Imprimerie de « Le Monde », 1, rue de la Harpe, PARIS-IV

Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71

Téléx MONDPUB 206 136 F

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléx MONDPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2337

Remarque : les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Le Monde

TELEMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 TEL : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Chaque commande doit être accompagnée de son abonnée sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LA GRANDE EAU D'HERMÈS.



Créée en 1949, rééditée en 1987.
son flacon cristal est gravé, si vous le désirez, à vos initiales.
Aujourd'hui, l'Eau d'Hermès est aussi vendue
en vaporisateur de voyage 100 ml. Prix conseillé : 340 F.

HERMÈS
PARFUMS

هنا انا لاصول

ARGENTINE : malgré l'instauration de l'état de siège

Les émeutes continuent dans tout le pays

La tension reste vive en Argentine, où de nouvelles émeutes ont éclaté, mardi 30 mai, après des scènes de pillage dans la province de Buenos-Aires. Le ministre de l'Intérieur, M. Juan Carlos Pugliese, a indiqué que les forces armées ne seraient pas appelées à intervenir. Aucun bilan officiel n'a encore été communiqué, mais selon diverses sources une dizaine de personnes seraient déjà tuées, lors d'affrontements avec la police, au cours de ces derniers jours. Le président Raúl Alfonsín devait rencontrer, mercredi,

son successeur élu, M. Carlos Menem, pour évoquer à nouveau l'éventualité d'une passation de pouvoir avant la date prévue selon la Constitution, le 10 décembre. A Washington, le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a exprimé les « regrets » du gouvernement américain devant les émeutes, et ajouté qu'il était « important que les dirigeants politiques et économiques travaillent ensemble pour prendre des mesures stabilisatrices ».

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

L'état de siège, décrété lundi soir, n'a pas empêché l'Argentine de vivre une deuxième journée d'émeutes, auxquelles s'est ajoutée, dans la capitale, une série d'attentats à la bombe — de faible puissance, qui, dans le contexte de ces derniers jours, — a suffi à relancer la psychose du terrorisme.

Rosario (la troisième ville du pays, située à 300 kilomètres au nord-ouest de la capitale), où tout a commencé lundi, n'a retrouvé un semblant de calme que dans la soirée de mardi. Elle présente encore l'aspect d'une ville morte : commerces et écoles sont fermés et les rues désertes. Des groupes d'émeutiers l'ont parcourue toute la journée à la recherche de nourriture, malgré les patrouilles qui tentaient de les disperser en tirant en l'air. Les supermarchés ayant été dévalisés la veille, ils se sont rabattus sur les petits commerces — dont certains avaient électrifié leur rideau de fer — et même sur des particuliers.

Devant la « passivité » des forces de l'ordre, certains étaient armés et organisés en groupes d'autodéfense, bien décidés à défendre leur bien. La route qui relie Rosario à la capitale a été coupée à plusieurs reprises par des barricades de bois et de pneus enflammés. Le calme n'est revenu, apparemment du moins, que lorsque le gouvernement de la province a demandé à la population de rester chez elle et a averti que les forces de sécurité avaient reçu l'ordre de tirer sur les pillards. Une centaine de gendarmes ont été envoyés en renfort.

La nourriture commence à manquer d'autant que des camionneurs refusent de livrer de peur d'être dévalisés comme cela est arrivé lundi. On ignore le nombre des victimes de la deuxième journée (le bilan de lundi est de trois morts et une cinquantaine de blessés), mais les appels aux demeures de sang lancés par les hôpitaux laissent penser qu'elles sont nombreuses.

On sait, en revanche, que plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées, dont, selon la police, des « membres de partis ou de groupuscules d'extrême gauche », que le gouvernement et l'opposition rendent responsables des troubles.

Eviter un « caracazo »

Cinq personnes au moins sont mortes et treize autres ont été blessées lors d'affrontements entre la police et un millier de personnes qui tentaient de pénétrer dans un supermarché à San-Miguel, dans la province de Buenos-Aires. A Wilde, dans cette même province, les propriétaires d'un autre supermarché ont préféré distribuer eux-mêmes des sacs contenant des aliments de base aux trois cents personnes rassemblées devant leur établissement.

Dans la capitale, deux bombes ont explosé à l'heure du déjeuner, trois autres ont semé la panique dans la City (la quartier des affaires). Elles n'ont fait qu'un blessé léger, mais ont ravivé de vieux fantasmes chez les Argentins encore traumatisés par le terrorisme.

Pendant toute la journée, le Congrès a été le centre de féroces réunions entre membres du gouver-

nement et du Parti péroniste, dans le but notamment de trouver le moyen d'éviter que la crise ne dégénère en un « caracazo » (des émeutes comme à Caracas) (1). M. Antonio Cafiero, gouverneur de la province de Buenos-Aires et président du Parti justicialiste (péroniste), a déclaré après une entrevue avec le ministre de l'Intérieur, M. Juan Carlos Pugliese, qu'une loi d'urgence économique et sociale sera destinée à promouvoir les médicaments et des aliments aux plus nécessiteux et à aider les petites et moyennes entreprises (pour qu'elles puissent payer leurs ouvriers) ainsi que les provinces dont certaines sont en faillite depuis plusieurs mois. Quatre-vingt-deux tonnes d'aliments vont être distribués dans la province de Córdoba, et deux cent cinquante autres dans celle de Buenos-Aires. Des soupes populaires vont être ouvertes un peu partout dans le pays ainsi que des restaurants scolaires.

La CGT, la centrale syndicale unique (péroniste), a annoncé la mise en place d'un plan de secours d'urgence pour les victimes de la crise, en collaboration avec les chefs d'entreprise. Elle a finalement rejeté l'idée d'une grève générale pour protester contre les mesures d'urgence adoptées par le gouvernement. Elle s'est prononcée en faveur d'une accélération de la passation de pouvoir entre l'actuel président Alfonsín et son successeur élu le 14 mai dernier, M. Carlos Menem.

CATHERINE DENVERVY.

(1) A la fin du mois de février des « émeutes de la faim » violemment réprimées ont fait officiellement deux cent soixante-seize morts parmi la population.

EL SALVADOR : après dix années de guerre civile et de crise économique

Le retour au pouvoir d'une droite dure

SAN-SALVADOR
de notre correspondant
en Amérique centrale

Dix ans après que la vieille oligarchie du café ait été écartée du pouvoir par un coup d'Etat militaire, une droite dure reprend la barre au Salvador avec l'entrée en fonction, jeudi 1^{er} juin, du nouveau président, M. Alfredo Cristiani. Le candidat de l'Alliance républicaine nationale (ARENA), largement vainqueur aux élections du 19 mars avec près de 54 % des suffrages, succède au démocrate-chrétien Napoleón Duarte, principale figure de cette décennie sur la scène politique nationale, alors que le pays s'enfonce un peu plus chaque jour dans la guerre civile et la crise économique.

A l'occasion de l'investiture de M. Cristiani, la gauche du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) a décrié une « grève forcée » des transports en commun à partir de mercredi. Elle multiplie également les sabotages contre le réseau électrique. La capitale et certaines zones du pays, déjà très affectées, ces derniers mois, par les coupures de courant, sont de nouveau, chaque nuit, plongées dans une obscurité quasi complète depuis le début de la semaine. Estimant que les résultats du scrutin du 19 mars « ne reflètent pas la volonté de la majorité du peuple » (un peu plus de 50 % des inscrits n'ont pas voté), le FMLN affirme qu'un « gouvernement dirigé par l'ARENA est illégitime ». C'est pourquoi la gauche propose l'organisation de nouvelles élections « vraiment libres et démocratiques » six mois après la signature d'un cessez-le-feu qui reste à négocier.

Dans un nouveau document publié le 29 mai, le FMLN propose une sorte d'alliance avec tous les partis d'opposition pour forcer l'ARENA à négocier une solution politique à une guerre civile qui a fait sept cent dix mille morts en neuf ans. La gauche s'engage, notamment, à cesser les sabotages contre les infrastructures économiques et à ne plus commettre d'attentats contre

les dirigeants politiques au pouvoir. En contre partie, elle demande la libération de dizaines de dirigeants syndicaux arrêtés au cours des dernières semaines, le respect des grandes réformes réalisées au cours de la décennie (réforme agraire, nationalisation des banques et du commerce extérieur), ainsi que le « jugement de l'ancien commandant Roberto d'Aubuisson (1) et de tous ceux qui sont impliqués dans l'assassinat de Mgr Romero », l'archevêque de San-Salvador abattu en mars 1980 au cours d'une messe.

Ne pas perdre l'aide américaine

Ce document — le troisième depuis le début de l'année — a été accueilli dans l'indifférence. Pour le président de l'ARENA, M. Cristiani, le FMLN « cherche simplement à se faire de la publicité en profitant de la présence des délégations étrangères » invitées à l'investiture. « Les opérations terroristes des derniers jours », ajoute-t-il, « confirment que le FMLN cherche à tout prix la confrontation avec le nouveau gouvernement ».

Processus, la revue de la plus prestigieuse université du Salvador — l'UCA — dont l'orientation est à gauche n'hésite pas à écrire, elle aussi, que la gauche fait fausse route, avec des propositions dénuées de « réalisme ». Les auteurs de l'article ajoutent que le FMLN se trompe lorsqu'il affirme qu'il « dispose de la base sociale nécessaire pour déclencher une insurrection ». Ils reconnaissent que la gauche a « une puissance militaire considérable », mais, selon eux, « une insurrection pourrait conduire à la destruction totale de sa base sociale ».

Les alliés politiques du FMLN au sein de la convergence démocratique (ils ont obtenu à peine 3,8 % aux élections du 19 mars du fait du boycott décrété par la gauche) sont eux-mêmes très agacés par la stratégie du Front. Ils ne pensent pas, en tout hypothèse, qu'il puisse y avoir de discussions sérieuses pour parve-

nir à la paix avant six mois ou un an. « Au début, Cristiani va être très prudent, affirme ainsi, M. Ruben Zamora, secrétaire général du Mouvement populaire social-chrétien, une des trois composantes de la Convergence. Il va maintenir des espaces démocratiques pour des débats d'usage et pour ne pas perdre l'aide américaine » (autour de 500 millions de dollars par an). Mais M. Zamora croit aussi que les difficultés vont rapidement surgir avec l'application du programme économique néo-libéral de l'ARENA : « La rationalisation dans le secteur public va se traduire par des licenciements et l'entreprise privée n'investira pas tant que la guerre se poursuivra ». M. Zamora n'exclut donc pas l'éventualité d'une « explosion sociale ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

(1) Le commandant d'Armée, dirigeant charismatique de l'Armée du Salvador, est soupçonné d'avoir organisé, au début des années 80, les Ecuadros de la mort d'extrême droite, chargés d'assassiner des militants et symboles de la gauche et de l'extrême gauche. Il garde un poids considérable au sein de l'ARENA. Il plaide pour une solution dure, susceptible d'« en finir » en moins de deux ans avec la guérilla ; en même temps, il s'oppose discrètement avec certains dirigeants du FMLN.

● COLOMBIE : le chef de la police échappe à un attentat. — Le chef de la police d'Etat colombienne, le général Miguel Meza, a échappé, mardi 30 mai à Bogotá, à un attentat qui a fait six morts et quatre blessés. Le général Meza, âgé de 58 ans, a été assailli par une voiture piégée, a explosé, tuant deux de ses gardes du corps et deux passants. L'officier a survécu, accusé les trafiquants de drogue colombiens d'être à l'origine de cette tentative. Le 26 avril, il avait, lors d'une conférence de presse, accusé notamment M. Pablo Escobar et Gonzalo Rodríguez Gacha, dit « le Medicin », réputés chefs du cartel de Medellín, d'avoir organisé des groupes de tueurs, « escuadras », responsables de nombreux crimes politiques commis depuis un an et demi en Colombie. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

BOLIVIE : incertitude et tensions à La Paz

Les résultats des élections du 7 mai ne satisfont personne

LA PAZ
de notre envoyé spécial

Tension et confusion en Bolivie. La publication des résultats officiels des élections générales (législatives et présidentielles) du 7 mai par la cour électorale n'a satisfait personne, à commencer... par le vainqueur. En effet : bien que son candidat à la présidence, M. Gonzalo Sánchez de Lozada, soit officiellement arrivé en tête avec 23,07 % des suffrages, mais seulement 5 815 voix d'avance, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR, centre-droit), dont le numéro un est l'actuel chef de l'Etat M. Victor Paz Estenssoro, a réclamé l'annulation des élections. Le parti gouvernemental fait état de « très graves irrégularités » pendant le dépouillement et la révision des bulletins par la cour.

Le « coup de gousse » du MNR s'explique : il affronte une offensive qu'il juge « concertée », de l'ADN du général Hingo Baez (droite) et du MIR (social-démocrate) de M. Jaime Paz Zamora. Une alliance tactique jugée contre nature par certains amis du général Baez (dictateur de 1971 à 1978) et par des dirigeants du MIR, qui menacent de faire scission. Son seul but est d'éliminer « Goni » (Gonzalo), c'est-à-dire le candidat du MNR à la présidence.

Par le vote ou avec les bottes...

« Après, on verra », disent « bananiers » et « militants » hostiles — pour des raisons évidemment opposées — à M. Sánchez de Lozada, le « gringo », artisan, en sa qualité de ministre du plan, de la nouvelle politique économique néo-libérale qui a remis le pays sur rails, mais au prix d'un « coût social » considérable.

Dans cette course incertaine, le général Baez est second, à un souffle de « Goni » (il a 22,70 % des voix), et M. Jaime Paz Zamora est bon troisième avec 19,64 % des suffrages. Le leader du MIR et ancien vice-président du gouvernement, M. Síles Zuazo (1981-1985), a, pourtant, plus que doublé son score de 1985.

Pour être élu à la présidence le 6 août prochain par le Congrès

(chargé selon la Constitution de choisir entre les trois premiers), « Goni » devrait obtenir le soutien de soixante-dix-neuf parlementaires au moins. Il est loin de compte. Dans le nouveau Parlement, le MNR a neuf sièges de sénateurs et quarante députés. On compte en revanche huit sénateurs et trente-huit députés « bananiers », et huit sénateurs et trente-trois députés du MIR. Sur le papier, dans le contexte actuel, « Goni » est battu : d'où la réaction de son parti...

Le général Baez qui a juré d'être président « en votant ou en botant » (par le vote ou avec l'appui botté des militaires) conserve sa chance. Et l'ambitieux M. Paz Zamora, chouchou de l'Internationale socialiste, peut encore espérer regrouper cette « nouvelle majorité » qu'il préconise.

Nombreuses critiques

Mais ces combinaisons de colluse irritent une opinion publique désemparée et inquiète. « Je ne permettrai pas un processus semblable à celui de Panama... », affirme M. Mauro Cuellar, président de la cour électorale, qui a annulé plus de 300 000 suffrages (sur environ 2 100 000 électeurs inscrits). Son attitude est critiquée avec violence par les partis minoritaires eux-mêmes. M. Carlos Palenque, ex-animateur de télévision devenu le leader populiste des Condepa (Conscience de la patrie) et qui a remporté une victoire écrasante à La Paz (il a deux sénateurs et neuf députés) entend « mobiliser » ses troupes : le peuple des quartiers pauvres de la capitale. La gauche classique, elle, est larmée (1), de même que les formations indigénistes (2). Les exclus de la nouvelle Assemblée chargée de trouver un successeur à M. Victor Paz Estenssoro, parlent de « lancer leurs sympathisants dans la rue ». Une menace qui ne contribue pas peu à faire monter le fièvre.

MARCEL NIEDERGAU.

(1) Le Gousse uni à dix députés, le Parti socialiste (PS-I) a 2,5 % des suffrages, et aucun élu.

(2) Les citoyens considérés comme « indiens » représentent environ 70 % de la population bolivienne.

Proche-Orient

Après l'attaque d'un village palestinien

Une trentaine d'Israéliens arrêtés

Une trentaine d'Israéliens, parmi lesquels des étudiants d'une école technique près de Naplouse, ont été arrêtés, le mardi 30 mai, à la suite de l'attaque, la veille, d'un village de Cisjordanie, Kif-Harich, au cours de laquelle une Palestinienne de seize ans avait été tuée (le Monde du 31 mai). Intervenant dans un climat de tension accrue entre colon et Palestiniens, l'attaque de lundi a été la plus sanglante des « expéditions punitives » menées par les premiers corps des villages de Cisjordanie. « Ils [les colons] ont ouvert le feu comme des fous », a notamment déclaré un responsable militaire israélien cité par le quotidien israélien Maariv. Il s'agit d'une « petite provocation de la part des colons », a dit un autre militaire, selon le journal Haaretz.

Par ailleurs, le maire d'une implantation juive de Cisjordanie, Ariel, envisage de contraindre les Palestiniens à travailler à porter un badge portant la mention « travailleur étranger ». Ce projet a suscité une vague de protestations en Israël même, où des parlementaires de sept partis, de droite comme de gauche, ont signé une pétition deman-

dant au gouvernement d'empêcher cette pratique.

L'UNESCO a, d'autre part, demandé, mardi, à Israël de ouvrir tous les établissements scolaires, universitaires et culturels dans les territoires occupés. La résolution, présentée par quatre pays arabes ainsi que par la Somalie, et adoptée par l'organisation internationale, souligne que « la fermeture permanente des institutions éducatives et culturelles [en Cisjordanie] provoque une montée spectaculaire de l'analphabétisme ». La même demande avait été formulée la semaine dernière par Washington, tandis que quatre cents universitaires israéliens dénonçaient la reconduction, pratiquement ininterrompue depuis deux ans, de l'ordre de fermeture des écoles et universités de Cisjordanie (le Monde du 27 mai).

Enfin, une nouvelle rencontre a eu lieu, mardi, à Tunis entre Américains et représentants de l'OLP. Cet entretien, organisé à la demande de Washington, devrait être suivi d'une nouvelle rencontre « très prochaine », a-t-on indiqué de source palestinienne. — (AFP, AP, Reuters.)

Le sultan Qabous d'Oman a commencé une visite officielle de quatre jours en France

Le sultan Qabous d'Oman est arrivé mardi après-midi 30 mai à Paris pour une visite d'Etat de quatre jours, la première d'un souverain omanais depuis l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays, il y a deux siècles.

Accueilli à l'aéroport d'Orly par M. Mitterrand, le souverain omanais a été dans la soirée l'hôte d'honneur du président de la République au palais de l'Élysée. Apparaissant, les deux chefs d'Etat avaient en plus d'une heure d'entretien en tête à tête, consacré pour l'essentiel à la situation au Proche-Orient et dans le Golfe.

An cours du dîner, M. Mitterrand a souhaité « plein succès » à la mission de paix au Liban des trois chefs d'Etat mandatés par le sommet arabe de Casablanca. « La France,

a-t-il dit, ne se réjouit ni de l'escalade ni de l'asservissement du Liban ». Évoquant ensuite le problème palestinien, M. Mitterrand s'est déclaré « alarmé » par « le pourrissement de la situation en Cisjordanie et à Gaza ».

« J'ai apprécié », a-t-il déclaré, « leur juste mesure les décisions prises par le Conseil national palestinien à Alger et les déclarations courageuses de Yasser Arafat (...). J'ai voulu, en le recevant à Paris, l'entendre me confirmer que la reconnaissance d'Israël de son droit à l'existence et à la sécurité ne souffrait plus de doute dans l'esprit des dirigeants palestiniens ». Il a souligné que « rien ne doit être compromis des chances de progrès, si ténues soient-elles ».

Dans sa réponse, le sultan Qabous a affirmé que le gouvernement israélien devait accepter des propositions appelées à la tenue d'une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient, préside à la signature d'un accord global permettant d'assurer la sécurité et la stabilité de tous les Etats, y compris de la Palestine et d'Israël.

Le sultan Qabous et M. Mitterrand se sont d'autre part félicités des perspectives de coopération ouvertes entre les deux pays par cette visite, notamment dans les domaines de l'exploitation pétrolière, des télécommunications, de l'aéronautique et de l'agriculture. Le dîner a été suivi d'un concert de musique romantique dans l'un des salons de l'Élysée (le sultan Qabous est un grand amateur de musique classique).

LIBAN

Les combats ont repris

Un accrochage, le plus violent depuis quinze jours, a opposé, mardi 30 mai, la fraction chrétienne de l'Armée libanaise sous les ordres du général Michel Aoun aux miliciens druzes alliés de Damas, tandis que le littoral chrétien était une fois de plus soumis à des bombardements à partir des régions sous contrôle de l'armée syrienne. Au même moment, à Rabat, le roi Hassan II du Maroc invitait les Libanais « à ne pas désespérer, à s'armer de patience ».

Lors d'une conférence de presse, le souverain chérifien, membre, avec le roi Fahd d'Arabie saoudite et le président algérien Chadli Benjedid, du Comité sur le Liban mis en place par les chefs d'Etat arabes, à l'occasion du sommet de Casablanca (du 23 au 26 mai), a appelé une nouvelle fois à l'arrêt des combats au Liban ainsi qu'à la réouverture de tous les ports de ce pays et à créer une atmosphère propice au règlement politique du conflit libanais.

Le roi Hassan II, pour qui « toutes les composantes impliquées au Liban obéissent soit à la Syrie soit à l'Irak », a fait preuve d'un

certain scepticisme quant aux chances de succès rapide de la mission dévolue au Comité des trois. « Il serait de notre part extrêmement léger, pour ne pas dire fat, de penser trouver ou mettre immédiatement sur pied une voie » de règlement du conflit libanais, a-t-il dit.

Sur place, nous signalons notre correspondant Lucien George, les Libanais sont prêts à garder espoir et à s'armer de patience, comme le leur a recommandé le roi Hassan II : l'espoir, surtout à Beyrouth-Ret, de voir les trois dirigeants arabes parvenir à faire lever rapidement le blocus qui étouffe le réduit chrétien. Le général Aoun, chef du gouvernement militaire au secteur chrétien, a annoncé mardi qu'il était disposé à engager des négociations par l'intermédiaire du Comité tripartite, souhaitant qu'elles puissent être fructueuses. De nombreux Libanais, de part et d'autre de la ligne de démarcation, se sont d'autre part étonnés de la façon dont le souverain marocain avait réduit la crise libanaise en seul conflit opposant l'Irak à la Syrie.

SOUDAN

Prolongation de la trêve

L'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) a annoncé, le mardi 30 mai, une prolongation de deux semaines du cessez-le-feu qu'elle avait décrété, le 1^{er} mai dernier, pour une durée d'un mois, le colonel John Garang a pris cette décision à la demande du président de la RFA, M. Richard von Weizsäcker, au moment où la Commission des droits de l'homme organise une audition sur le Soudan. L'APLS avait annoncé le cessez-le-feu afin d'aider le gouvernement de Khartoum à mettre en œuvre l'initiative de paix signée en novembre entre l'APLS et le Parti démocratique soudanais, et de créer des conditions favorables aux opérations de secours qui se déroulent actuellement au Sud-Soudan.

Asie

CHINE : premières arrestations à Pékin

Le couvercle commence à se refermer...

PÉKIN
de notre correspondant

Les banderoles déroulées mardi 30 mai sur la façade de l'hôtel de Pékin ne laissent guère de doute sur les intentions politiques de la direction chinoise, liée à l'armée : il est question de « combattre le libéralisme bourgeois » et de maintenir le pays « sur la voie socialiste ». Un complexe hôtelier édifié en société mixte avec des capitaux japonais a jugé nécessaire d'afficher de la même façon son soutien au « grand et juste Parti communiste chinois ». Les signes d'un raffermissement marqué s'accroissent.

Le pouvoir a fait savoir qu'il considérait comme « insultante pour la dignité nationale et l'image du pays » la présence de la réplique approximative de la statue de la Liberté sur la place Tiananmen (le 31 mai). Celle-ci se dressait pourtant toujours mercredi face au portrait Mao Zedong, bien que la télévision l'ait fustigée mardi soir comme « une espèce de statue de diable » en s'indignant en ces termes : « Ici, ce n'est pas l'Amérique, c'est la Chine ». Trois ouvriers ayant participé à la création d'un embryon de syndicat autonome à Pékin, MM. Shen Yinhua, Qian Yumin et Bai Dongping seraient arrêtés dans la soirée de lundi selon des informations non confirmées officiellement. La nouvelle circulant par le bouche à oreille a provoqué une manifestation de quelques heures dans l'après-midi de mardi devant le siège du gouvernement municipal et du ministère de la sécurité d'État.

La presse officielle a également annoncé la détention de onze motoristes ayant participé aux escouades qui parcourent triomphalement toute la ville, lors du mouvement pacifique ayant suivi l'instauration de la loi martiale, pour assurer qu'ils n'avaient pas pénétré. Ils sont accusés d'avoir pris part à divers incidents dont aucun témoignage n'avait fait état précédemment : « attaques d'usines », « destructions de bureaux de

communications », tentatives de pillage de pompes à essence, incitations à la grève, jets de pierres et bouteilles en direction des soldats... Il s'agit de repris de justice, « mafieux notables » et entrepreneurs privés, a indiqué l'agence Chine nouvelle, qui a pris ses distances pour citer les chefs d'accusation énoncés par la police. La presse étrangère s'est vu prier de respecter le règlement provisoire de la loi martiale lui interdisant d'effectuer des reportages sur l'agitation. Le *Quotidien du peuple* a noté qu'en dépit de ce règlement les caméras de journalistes étrangers et de Hongkong et Macao étaient encore nombreuses ces derniers jours sur la place Tiananmen.

« Voter avec leurs pédales »

Le même journal, organe officiel du parti, a déconseillé aux étudiants de se maintenir sur la place, comme certains en ont exprimé l'intention, jusqu'à l'ouverture de la session du comité permanent de l'Assemblée nationale annoncée pour le 20 juin, dans l'intérêt de la sécurité dont cette réunion doit être entourée. Les forces armées — on parle de cent cinquante mille hommes — qui se trouvent dans les casernes entourant la capitale ont été montrées à la télévision dans des activités plus martiales que celles des jours précédents.

Le couvercle commence donc à se refermer sur la bouillie chinoise. Cela ne veut pas dire que tout soit redevenu normal, loin s'en faut. Les Pékinois continuent, tous les soirs, à « voter avec leurs pédales », en descendant à la fraîche, en vélo, par centaines de milliers au centre-ville. Les lecteurs de tracts s'adonnent sans complexe à leur occupation : ce n'est plus par le journal qu'on s'informe, ni devant le poste de télévision, mais au coin de la rue. Avec les étrangers, la complicité des regards, les sourires et hochements de la tête en disent long sur l'état d'esprit frondeur.

La bureaucratie — à l'exception encore remarquée, mercredi, du

ministère des affaires étrangères — se livre à son exercice de style traditionnel et oblige d'allégeance à la nouvelle ligne politique. L'insistance officielle sur le « petit nombre » des coupables fait penser à une citation figurant dans le tristement célèbre *Petit Livre rouge*, de Mao : « Le nombre des intellectuels qui nourrissent des sentiments hostiles envers notre État est très petit ». On était alors en mars 1957 et l'arbitrage de la purge, qui allait envoyer des millions de « droitistes » dans les camps de « rééducation » (travaux forcés) s'appelaient Deng Xiaoping.

Celui-ci s'est enfoncé dans un mutisme complet et on en est réduit à se demander à quel point l'« architecte en chef » contrôle vraiment la situation, au sein même de cette vieille garde qui semble, sous ses yeux, prendre sa revanche pour la mise à la retraite forcée qu'il lui avait imposée. M. Deng n'a pas été vu en public depuis le 16 mai lors de sa rencontre avec M. Gorbatchev. On a agi en son nom — M. Li Peng en particulier — mais rien n'est venu confirmer de sa part son approbation à tout ce qui se passe au sein de ce pouvoir en miettes. Le chaos politique qui règne au grand jour depuis le départ du chef du Kowloon est radicalement contraire à tout ce que M. Deng avait tenté d'instaurer dans la Chine d'après Mao : le calme, la légalité, la stabilité de nature à inspirer confiance aux investisseurs.

Une tâche monstrueuse

Un autre grand vieillard, M. Peng Zhen (quatre-vingt-sept ans, mais une santé de fer), ancien président de l'Assemblée nationale, a refait surface lundi ostensiblement pour venir soutenir la décision de faire cesser l'agitation et repulser les « intentions scélérates » des « comploteurs ». M. Peng Zhen a été présenté comme étant chargé par le comité central — dont aucune session formelle n'a été annoncée — de présider une réunion de vice-présidents, non-membres du PCC, de l'Assemblée.

Il a souligné, dans le verbiage tautologique de rigueur, que la Chine

étant un pays socialiste, « l'autorité qui y préside n'est pas la dictature du peuple. En conséquence, ne livrer à des actions de libéralisme bourgeois représente une violation de la Constitution », méfait dont « personne ne peut s'arroger le privilège d'accomplir ». Ces propos peuvent s'adresser tout autant aux étudiants, dont il a effectivement décrit les actions, qu'à M. Deng et aux hommes comme MM. Li Peng et Yang Shangkun, le chef de l'État, qui l'ont suivi. M. Peng Zhen s'est prudemment abstenue de citer le moindre dirigeant dans son ralliement conditionnel à la décision de « faire cesser le désordre ». Il ne peut que désapprouver la manière putschiste, lui qui fut, à partir du début de la décennie, l'artisan d'un retour patient, laborieux, à un semblant de légalité constitutionnelle, dans un pays où, depuis 1949, n'existait aucune loi.

L'incertitude sur les grandes manœuvres politiques derrière le rideau de normalité que le pouvoir feint d'avoir dressé reste totale deux semaines après la décision, prise, si l'on en croit les tracts de la rue, le 17 mai de faire donner l'armée. La réapparition mardi, aux côtés des troupes entourant Pékin, d'un des grands commandants militaires, le général Hong Xuechi, qu'on avait dit purgé pour ses sympathies envers M. Zhao Ziyang, n'a pas sur le moment repoussé l'explication. Dans le même temps, M. Li Peng, qui aurait contrôlé parfaitement la situation il y a une semaine en recevant des ambassadeurs étrangers, n'a plus fait d'apparition publique.

Le discours attribué à M. Yang Shangkun, accusant M. Zhao d'avoir été de collusion avec les étudiants pour renverser M. Deng, a tendance à faire sourire le Chinois de la rue. Pour faire bonne mesure, le chef de l'État ajouta tous les crimes dont un Mao accusait autrefois son rival Lin Biaoqi : « Inverser quarante ans d'histoire de la Chine » risque de voir « la République populaire s'effondrer » ; vouloir « changer, après plusieurs dizaines d'années de lutte, le socialisme pour rien moins que la libéralisme ».

Quelle que soit l'authenticité de ces propos, ils éclaircissent d'un jour sidérant l'état d'esprit régnant au sommet. L'intervention de M. Yang tourne autour d'une seule idée forte : « Si nous reculons (sur l'affaire de l'éditorial du 26 avril qui avait violemment dénoncé le mouvement étudiant), nous tomberons tous ». Personne ne semble être, au troisième jour du putsch déguisé contre M. Zhao, en mesure d'imposer l'idée qu'il en serait peut-être allé autrement si on ne s'y était pas pris comme cela.

Déconsidéré chez lui, M. Li Peng n'est pas plus crédible à l'étranger pour mener un prochain gouvernement. Le on les hommes qui émergent de la tourmente, si d'aventure le régime s'en sort, auront la tâche monstrueuse d'avoir à rebâtir pièce par pièce tout le puzzle que le vieil empereur a désagré par son coup de colère, après avoir mis dix ans à en assembler les pièces : la politique envers Hongkong, Taïwan, la communauté chinoise d'outremer, les investisseurs étrangers, et même, comble des paradoxes, les aspects de grande politique de la normalisation avec l'Union soviétique, bécotés pour cause de fin de règne... La seule question qui compte vraiment aujourd'hui est de savoir si l'« architecte en chef » dont s'est vanté M. Li Peng se rend compte de l'ampleur du désastre, et, si oui, ce qui l'empêche d'intervenir publiquement.

FRANCIS DERON.

La rançon de la croissance

Les événements qui se déroulent en Chine attirent l'attention sur les tensions sociales et politiques qui engendrent l'état d'urgence économique de ce pays depuis dix ans. Une croissance très vive, une transformation du système économique sans précédent dans le monde communiste, ont profondément bouleversé les aspirations et les comportements au sein de la société, et s'accompagnent de dérèglements dont les effets sont, ces derniers temps, directement ressentis par la population.

Si les manifestations protestent surtout contre l'absence de libéralisation politique, il existe, en arrière-plan, des causes économiques à l'origine d'une grande partie de la population. Des causes immédiates sont d'abord : pour la deuxième année consécutive en 1988, le pouvoir d'achat des salaires a stagné et il a même subi une baisse dans les grandes villes. L'année dernière, l'augmentation des revenus moyens du ménage (+ 22 % en prix courants) a suivi à peine la hausse du coût de la

vie, restant bien en deçà de la flambée des prix de certains produits alimentaires (viande + 37 %, légumes frais + 32 %).

L'inflation était déjà sensible en 1987 puisque revenus et prix urbains avaient augmenté de 10 % ; elle s'est accélérée en 1988 quand, à l'annonce d'une réforme des prix, la population a anticipé l'augmentation des achats puisqu'ils ont cours de l'été. Les ménages ont ainsi réduit le fort taux d'épargne qui avait jusqu'à un rôle modérateur sur les tensions inflationnistes.

Cette crise de confiance a conduit le gouvernement à prendre à l'annonce des mesures d'austérité pour lutter contre la surchauffe générale de l'économie. (cf. tableau) ; gel des investissements, blocage des crédits, resserrement du contrôle sur les prix et les salaires. En même temps la réforme des prix était reportée et M. Zhao Ziyang, considéré comme son instigateur, était mis à l'écart des responsabilités économiques. Mais la rigueur n'a toujours pas eu les résultats escomptés et la menace de stagnation se précise : pour les deux premiers mois de 1989, la croissance industrielle a été ramenée à 8 %, alors que la hausse des prix a atteint 28 %, en rythme annuel.

La surchauffe en 1988

(% taux de croissance)	
PNB	+ 11,2
Agriculture	+ 3,2
Industrie	+ 28,7
dont secteur public	+ 12,7
Investissements en capital fixe	+ 18,5
Revenus moyens :	
- Salaires	+ 22,2
- Payement	+ 17,7
Prix de détail :	
- Villes	+ 21,3
- Campagnes	+ 17,1

Sources : Bureau d'état des statistiques, Pékin.

protectionnisme imposé par les différentes provinces avait jusqu'à présent contrebalancé de tels transferts. La montée des rivalités régionales souligne les afares d'une stratégie de développement dualiste visant sur les effets d'équilibre entre la façade maritime et le reste du pays.

Symptomatiques des bouleversements en cours apparaît aussi la situation des entreprises d'État : cette base économique et sociale du régime communiste est de plus en plus menacée par la concurrence de petites entreprises de tous acabit.

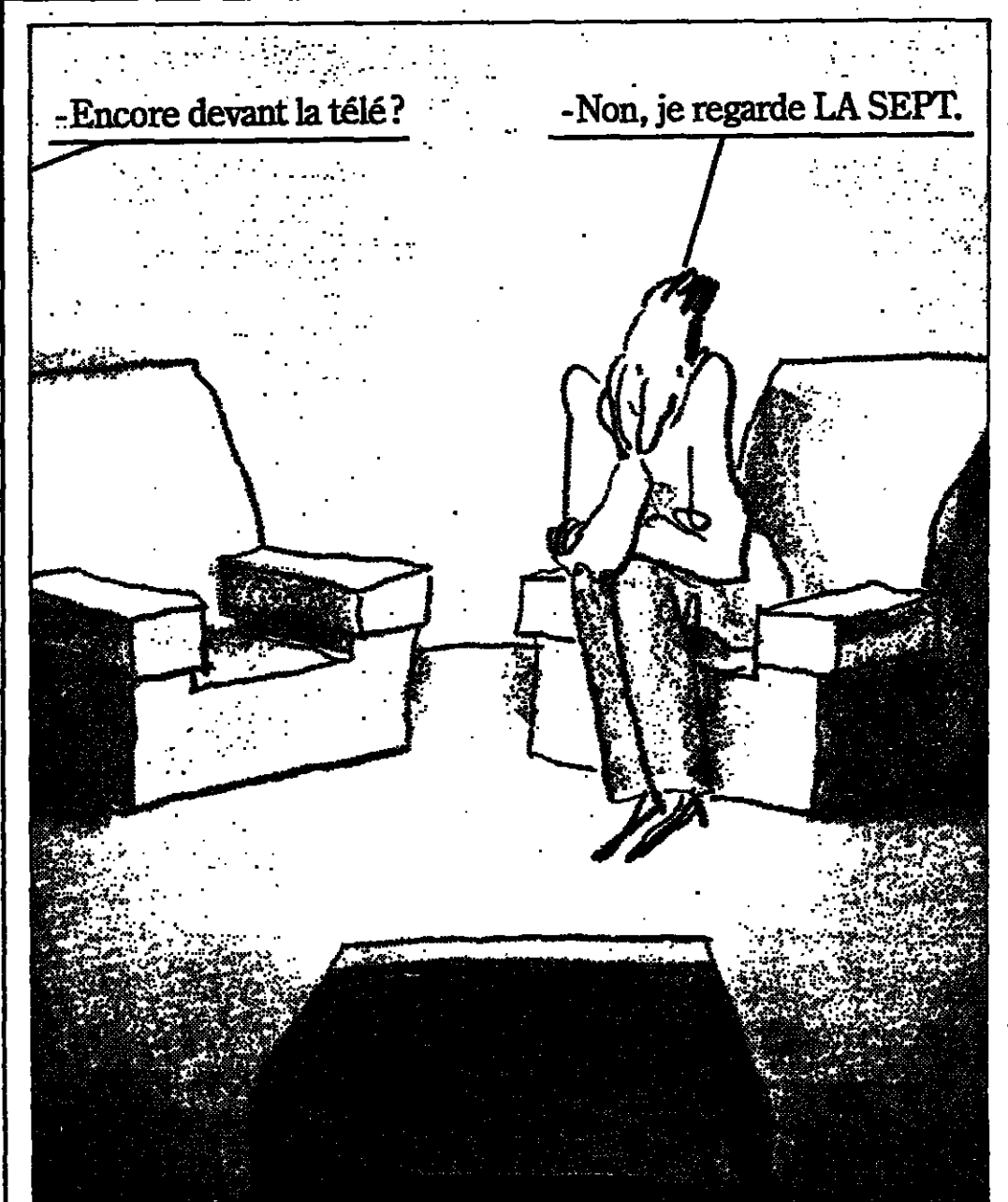
Enfin, les réformes économiques qui ont fait de la recherche du profit un moteur de l'activité, ont permis d'obtenir des effets pervers : les secteurs considérés comme prioritaires (agriculture, énergie, matières premières) demeurent, à ce titre, les plus soumis au contrôle de l'État en ce qui concerne leurs prix. Ceux-ci demeurent relativement bas et leurs producteurs, pour rentabiliser, commencent une progression insuffisante pour répondre à la demande débridée des industries manufacturières.

L'inflation peut s'interpréter comme une des manifestations de ces tensions économiques et sociales. Comme le contrôle macro-économique qui devait remplacer la planification impérative maoïste se révèle inopérant, les rivalités pour la répartition des ressources se traduisent par une course effrénée à l'expansion des productions, des salaires et des investissements, entre les entreprises, entre les provinces.

Ainsi le désengagement de l'État, condition nécessaire à une redistribution des pouvoirs économiques, ne suffit pas pour que se stabilise un nouveau système, apte à réguler les conflits d'intérêt qui se donnent libre cours sur le plan économique et social. Ceux-ci sont sans doute la rançon d'une stratégie économique qui a remporté d'incontestables succès et dont la percée de la Chine dans le commerce international est un des indices. Reste à savoir si la modernisation de l'économie, ainsi justifiée et érigée, peut se poursuivre sans la modernisation du système politique.

FRANÇOISE LEMOINE.

Chargée de mission au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).



LA SEPT est une chaîne culturelle disponible sur le câble. De "Casino-Notte" réalisé par Rudolph Nouriev aux "Chemins de Zou", sans oublier "Stella" avec Melina Mercouri et "En attendant Godot", LA SEPT propose

la sept

à travers ses programmes de vous faire découvrir la richesse de la création européenne. C'est pour cela que vous aurez tout sauf l'impression de regarder la télé. Comment recevoir LA SEPT : tél. : 4145.7177.

LA VOIR, ÇA DONNE ENVIE DE L'AVOIR.

A TRAVERS LE MONDE

Hongkong

Les autorités déportent des « boat people » sur une île déserte

Hongkong. — Le gouvernement de Hongkong a déporté, mardi 30 mai, 350 réfugiés vietnamiens sur une île déserte pour faire face à l'arrivée de 2 500 « boat people » dans la colonie britannique en l'espace de trois jours. « Nos capacités d'accueil sont dépassées », a déclaré l'un des responsables officiels de la colonie britannique, en précisant que les personnes envoyées sur l'île de Soke, au sud-ouest de Hongkong, resteront sur des bateaux, ou bien sur les quais, sous la surveillance de la police et recevront de l'eau de la nourriture. Plus de 850 Vietnamiens sont arrivés à Hongkong mardi, enregistrés lundi et aux 747 de dimanche, soit au total près de

2 500 personnes. Depuis le début du mois, 8 800 réfugiés vietnamiens ont atteint les côtes de la colonie britannique, qui abrite aujourd'hui près de 37 000 Vietnamiens. — (AFP)

Hongrie

Funérailles quasi nationales pour Imre Nagy

Le comité central du PC hongrois a qualifié, le mardi 30 mai, d'« illégale » l'arrestation en 1956 pour haute trahison de l'ancien premier ministre Imre Nagy. Cette déclaration, lue par le porte-parole du PC à l'issue de sa réunion, met fin à plus de trente ans de dogme officiel sur le rôle de Nagy pendant l'insurrection de 1956, qui le présentait comme « contre-révolutionnaire » et traître. La réhabilitation de la dépouille de l'ancien premier ministre, sortie de la fosse commune où elle avait été

jetée, doit avoir lieu le 16 juin prochain, jour anniversaire de son exécution. La cérémonie aura un caractère quasi national. L'agence officielle MTI a annoncé qu'une minute de silence serait observée à 12 h 30, ce jour-là, en souvenir des victimes de 1956 et que les cloches de toutes les églises sonneraient au début de la cérémonie au cimetière central de Budapest. — (AFP)

● INDE : décès à Paris du ministre des communications. — Le ministre indien des communications, Bir Bahadur Singh, est décédé mardi 30 mai, à Paris, des suites d'une crise cardiaque, à l'âge de cinquante-quatre ans. Il avait été ambassadeur d'Inde à Paris. Le ministre avait été victime d'un malaise, le 25 mai, peu après son arrivée à Nice pour assister à la conférence de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Il avait été transféré à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, dans la banlieue parisienne.

هناك من لا يرى

Diplomatie

Après le sommet de l'OTAN

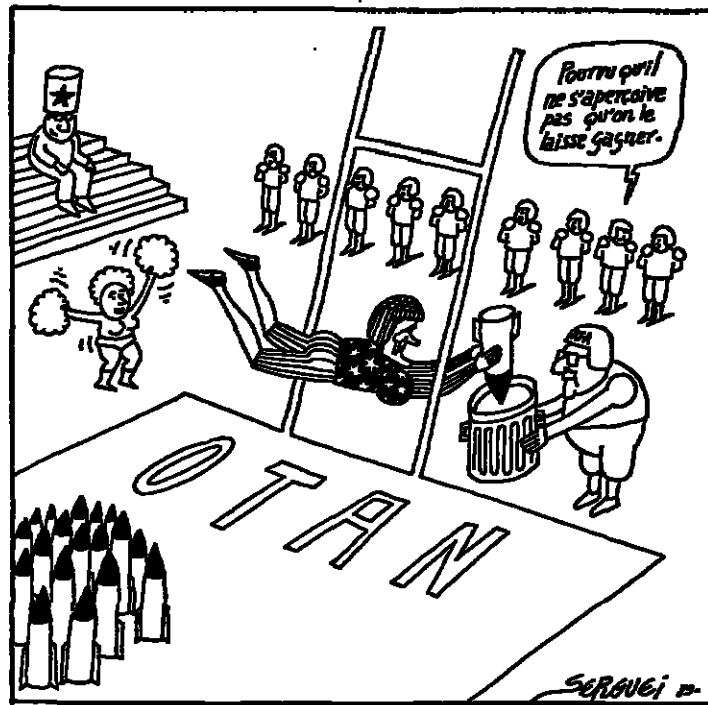
Les premières réactions soviétiques aux propositions américaines sont positives

Les propositions de désarmement américain entérinées mardi 30 mai par le sommet de l'OTAN ont suscité diverses réactions positives de responsables soviétiques, même si M. Gorbatchev n'y a fait aucune allusion dans le discours qu'il a prononcé mardi devant le Congrès des députés du peuple. Profitant de la trêve qui lui était offerte mardi 30 mai, à l'occasion de l'ouverture, à Paris, de la Conférence européenne des droits de l'homme, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a qualifié la déclaration de M. Bush de « pas sérieux et important dans la bonne direction ». « Depuis longtemps déjà, l'Union soviétique appelle les États-Unis à réduire leurs troupes et armements en Europe. (...) Nous nous félicitons que notre ligne de conduite s'avère efficace, que l'offensive de la paix porte ses fruits », a affirmé M. Chevardnadze.

Selon le chef de la diplomatie soviétique, « la délégation soviétique aux négociations de Vienne est prête à discuter sérieusement les considérations de la partie américaine ». A propos du calendrier très serré proposé par le président américain, il a ajouté : « Seule la pratique nous montrera combien de temps il nous faudra pour arriver à des solutions mutuellement acceptables ».

A Moscou, M. Gueorgiev, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, a estimé que le lien entre désarmement conventionnel et nucléaire tactique (SNF) tel qu'il est établi dans le rapport de l'OTAN n'est « pas logique ». « Pourquoi ne pas avancer simultanément sur tous les fronts ? (...) Si les États-Unis veulent retarder la conclusion de pourparlers sur les SNF jusqu'à la conclusion d'un accord sur les armes conventionnelles, cela fera traîner les choses en longueur ».

Le vice-ministre des affaires étrangères, M. Viktor Karpov, tout comme le chef d'état-major adjoint,



le général Dimitri Koulikov, ont également salué les propositions faites par le président américain sur le désarmement conventionnel, tout en notant que subsistent des divergences et des imprécisions.

A chacun son interprétation

A Bruxelles, M. Mitterrand, que d'autres obligations appellent à Paris dans l'après-midi, a été le premier à donner ses impressions à la fin du sommet. Il a réitéré son appui aux propositions faites par M. George Bush et s'est félicité du succès de la réunion, en particulier de la priorité très clairement donnée au désarmement conventionnel. Il y

a près de deux ans déjà, le président français avait insisté sur cette priorité et avancé l'idée qu'il fallait faire dépendre de l'évaluation des progrès accomplis dans ce domaine conventionnel l'attitude à adopter en ce qui concerne d'autres catégories d'armes. Il y a quelques jours, c'est dans sa maison du Maine par M. Bush, qui n'avait pas encore arrêté le détail de ses propositions, le président français avait à nouveau fait valoir que la solution au débat, qui à ce moment faisait craindre une crise dans l'alliance, résidait dans le désarmement conventionnel.

Le président Bush, comme le chancelier Kohl, ont salué à Bruxelles le rôle du président français dans la résolution de la polémique. M. Bush, dans sa conférence de presse, a évoqué les réserves « présentes avec équilibre » par le président français, à propos des armes conventionnelles et de la force de dissuasion française que M. Mitterrand a formulées en marge du sommet des négociations de Vienne. Le président américain entend en tenir compte et ne considère pas qu'il y ait là de difficulté particulière.

Il semble en fin de compte que si le rôle de conciliation de M. Mitterrand s'est exercé dans une très grande discrétion, c'est à cause des réserves qu'il a voulu faire. La France en raison de son statut particulier dans l'alliance, et qui lui interdisait de par trop rafficher publiquement. Elle ne veut être concernée en effet ni par les mesures

de désarmement conventionnel qui pourraient affecter des armes à double capacité (ses avions porteurs d'armes nucléaires), ni par d'éventuels pourparlers sur les armes nucléaires tactiques, lesquels, comme l'a rappelé M. Mitterrand dans sa conférence de presse, ne porteraient que sur les armes relevant du commandement intégré de l'OTAN.

Ces réserves n'ont toutefois pas empêché le président français de se réjouir de la dynamique que M. Bush a réussi à enclencher à Bruxelles. Il a notamment salué en la personne du président des États-Unis « un homme qui a l'habitude de l'Europe ».

Il fallait l'avoir, effectivement, pour parvenir à faire une réussite de cette réunion qui se présentait sous les plus mauvais auspices. Quelques heures de débat n'ont évidemment pas suffi à abolir les problèmes de fond. Ces sommets sont un exercice séminaire consistant à trouver sur les points conflictuels une formulation qui satisfasse tout le monde, et les conférences de presse données par les uns et les autres, mardi en fin de sommet, montraient que chacun, assis, donne du contenu à l'interprétation qui lui est la plus favorable.

M. Bush l'a répété : « Il n'y aura pas de troisième option zéro » et, à-t-il insisté, « partielle veut dire partielle », faisant allusion à la perspective, inscrite dans le rapport de l'OTAN, d'une négociation sur les armes nucléaires à courte portée visant à une « réduction partielle », et non à leur élimination totale. M. Thatcher allait encore plus loin dans sa conférence de presse en déclarant que « les armes nucléaires à courte portée seront toujours nécessaires ».

De son côté, M. Genscher, tirant aussi la couverture à lui, estimait, en substance, que le report à 1992 de la décision de moderniser les Lance équivalait à laisser ouverte la possibilité d'une troisième option zéro. La dynamique des propositions Bush sur le désarmement conventionnel est telle, expliquait le ministre allemand, qu'à cette date une décision de modernisation n'aura pas à être prise, ce qui revient en quelque sorte à une troisième option zéro par obsolescence.

Les alliés ont donc pris acte pour 1992. Mais, d'ici là, du travail les attend. Un groupe d'experts de l'OTAN doit se réunir dès la semaine prochaine pour commencer à mettre en forme le détail des positions de M. Bush. Le résultat du travail ainsi engagé devrait être présenté à la table des négociations à Vienne, à l'ouverture de la session d'automne, le 7 septembre.

C. T.

Le compromis sur les armes nucléaires tactiques (extraits du rapport adopté par les alliés)

Le rapport adopté par les alliés rappelle dans son introduction les objectifs généraux de l'alliance, puis les progrès récemment accomplis dans les relations Est-Ouest et réaffirme les principes de sécurité de l'alliance, notamment son caractère indivisible : « La présence en Europe de forces nucléaires et conventionnelles américaines et de forces canadiennes démontre que les intérêts de sécurité de l'Amérique du Nord et de l'Europe sont indissociables. (...) Pour l'avenir prévisible, la dissuasion exige une combinaison appropriée de forces nucléaires et conventionnelles efficaces et adéquates qui seront maintenues à un niveau où ce sera nécessaire ».

Le texte énonce ensuite les objectifs du désarmement. En ce qui concerne les armes nucléaires à courte portée, objet de la polémique, il dit :

« (...) Des systèmes à lanceurs terrestres, navals et aériens, y compris des missiles basés à terre, seront, dans les circonstances actuelles et aussi loin que l'on peut le prévoir, réduits en Europe ».

« Compte tenu de l'immense supériorité du pacte de Varsovie pour ce qui est des missiles nucléaires à courte portée, l'alliance en appelle à l'Union soviétique pour que celle-ci réduise substantiellement son arsenal en maintenant aux niveaux actuels qui existent au sein de la structure militaire intégrée (...) ».

« L'alliance déclare que dans les toutes premières priorités est d'aboutir à un accord sur des réductions des forces conventionnelles ».

« (...) Les États-Unis ont exprimé l'espoir que cela pourrait se faire dans un délai de six à douze mois. Une fois la mise en œuvre d'un tel accord en cours, les États-Unis, en consultation avec les alliés concernés, sont prêts à entamer des négociations visant à parvenir à une réduction partielle des forces américaines et soviétiques de missiles nucléaires à courte portée basés à terre, en les amenant à des niveaux égaux et vérifiables. Il est entendu, pour les alliés concernés, que des réductions négociées conduisant à un niveau inférieur au niveau actuel de leurs missiles SNF ne seront pas opérées avant que les résultats des négociations de Vienne aient été mis en œuvre. Il faudrait que le pacte de Varsovie procède à des réductions de ses SNF avant cette date ».

« (...) La question de l'introduction et du déploiement d'un successeur pour le missile Lance sera traitée en 1992, à la lumière des développements en matière de sécurité générale. Bien que la décision soit du ressort des autorités nationales, les alliés concernés recommandent l'intérêt que présente la poursuite du financement, par les États-Unis, des activités de recherche et de développement consacrées à un successeur du missile Lance à courte portée ».

A l'ouverture de la réunion de la CSCE sur les droits de l'homme

« Le devoir de non-ingérence s'arrête où naît le risque de non-assistance », déclare M. Mitterrand

Débatte oblige, lorsqu'ils dénoncent les violations des droits de l'homme à l'Est, les pays occidentaux n'évoquent plus désormais l'URSS, mais le moyen des « irrégularités » : l'échec des négociations de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), qui regroupe à Paris, jusqu'au 23 juin, les trente-cinq pays (1) signataires de l'Acte final d'Helsinki (le Monde du 31 mai).

Si quelques chefs de délégation ne se sont pas privés d'attaquer nommément certains États membres, en tant qu'ils le font, M. Mitterrand se devait, dans son discours inaugural, prononcé dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, de rester courtois. Aussi, le chef de l'Etat s'est-il contenté de déclarer : « qu'il reste encore en arrière du chemin quelques-uns qui se refusent à comprendre que la liberté de penser, c'est d'abord celle de penser autrement, que la liberté tout court, c'est la liberté d'être différent, et que, entre États, le devoir de non-ingérence s'arrête à l'endroit précis où naît le risque de non-assistance ».

La Roumanie, les Turcs de Bulgarie

Pour « faire progresser l'Etat de droit », M. Mitterrand a notamment préconisé l'extension, « à l'échelle du continent », de la convention européenne des droits de l'homme, qui permet à chaque citoyen d'un pays membre du Conseil de l'Europe de traduire son propre Etat devant la Cour européenne des droits de l'homme.

« Demandons des comptes à la rhétorique ; il serait bon qu'elle les rende », s'est exclamé le chef de l'Etat, devant les trente-cinq délégations, parmi lesquelles neuf ministres des affaires étrangères et deux secrétaires d'Etat. Plus pragmatiques, ces deux derniers, MM. Klaus Jacoby et Joe Clark, qui représentaient la Suisse et le Canada, n'ont pas hésité à demander des comptes à la Roumanie.

« Il n'est pas acceptable que parmi les trente-cinq pays participant à la CSCE, un seul, la Roumanie, se dérobe aux engagements qu'il souscrit, et permette de dénier aux États participants le droit d'engager avec lui un dialogue en

application du document de clôture de la réunion de Vienne », s'est insurgé M. Jacoby.

Après avoir également mis à l'index la Roumanie, le chef de la délégation islandaise, M. Albert Gudmundsson, s'est aussi déclaré « profondément troublé » par les informations venues de Bulgarie sur les « répressions brutales contre des manifestants pacifiques d'origine turque ». Quelques instants plus tard, le ministre bulgare des affaires étrangères, M. Petar Mladenov, devait affirmer que « il n'y a pas de société idéale et qu'aucun Etat n'a le droit de s'ériger en juge des autres ».

M. Chevardnadze, quant à lui, a fait part de son espoir de voir cette conférence se terminer par un succès, puisqu'un échec mettrait en péril les deux étapes suivantes, les conférences de Copenhague (5-29 juin 1990) et de Moscou (10 septembre-4 octobre 1991). Tout en faisant l'éloge de la liberté de pensée et d'opinion, le chef de la diplomatie soviétique n'a pas manqué de souligner qu'au niveau international, « par malheur, nous ne sommes pas débarrassés des prétentions d'être jugés et arbitrés ». « Les pays de départ selon lequel il ne devrait y avoir dans le monde qu'une seule norme (...) à adopter par tous est immoral et, plus grave, dangereux. A croire que la démocratie ne se bâtit que sur la base des normes et valeurs occidentales, idées que l'on cherche actuellement à imposer au monde », a affirmé M. Chevardnadze.

Par ailleurs, à Vienne, une trentaine de Bulgares d'origine turque expulsés de leur pays ont lancé un appel aux participants, pour le respect des droits de la minorité des Turcs musulmans de Bulgarie.

A Prague, trois associations, la Charte 77, le VONS (Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies) et la Comité tchécoslovaque d'Helsinki, ont publié une lettre ouverte commune, dans laquelle sont énumérées quelques exemples de « violations des engagements internationaux » contractés par la Tchécoslovaquie depuis la clôture de la conférence de Vienne, en janvier dernier.

MARIE-PIERRE SUSTIL

(1) Tous les pays d'Europe, sauf l'Albanie, ainsi que les États-Unis et le Canada.

En marge de la réunion de Paris. — Un comité français de surveillance des accords d'Helsinki sera créé le 1^{er} juin au cours d'une réunion à laquelle participeront notamment le prince von Schwarzenberg, président de la Fédération internationale des comités Helsinki, et plusieurs intellectuels et opposants des pays de l'Est.

La Fondation du futur organise les 2 et 3 juin un colloque sur « La liberté de l'esprit et la condition humaine en Europe » avec la participation d'intellectuels français et des pays de l'Est.

Le Centre de recherches et d'études internationales organise un colloque sur le thème « Vers l'Europe des États de droit », avec des juristes, universitaires, représentants de mouvements de défense des droits de l'homme de l'Est et de l'Ouest. (Lundi 5 juin de 9 heures à 18 h 30 au CERI, 4, rue de Chevreuse, Paris 75006).

La dissidence roumaine Doine Cornes aurait été battue par la police. — En marge de la conférence, M. Dino Zanesescu, porte-parole de la Ligue roumaine des droits de l'homme, a déclaré avoir appris de sources diplomatiques que la dissidente roumaine Doine Cornes avait été battue par la police pour n'avoir pas respecté l'assignation à résidence dont elle fait l'objet. Selon M. Zanesescu, M^{me} Cornes a dû recevoir dix-sept points de suture après son « passage à tabac », le jour même où l'homme politique belge M. Gérard Depaepe avait tenté de lui rendre visite à Cluj (le Monde daté 21-22 mai). — (Reuters.)

La visite du président Bush en RFA L'euphorie de la concorde retrouvée

BONN de notre correspondant

C'est vaillamment soulagé par le succès du sommet de l'OTAN de Bruxelles que le chancelier Kohl a accueilli, mardi 30 mai, le président américain dans la capitale fédérale, où il effectuait une « visite de travail » de deux jours. On n'est en effet imaginé, dans les sphères gouvernementales, tout qu'aurait pu prendre cette visite sans le compromis conclu la veille.

A l'issue de leur premier entretien, mardi après-midi, le président et le chancelier sont apparus de concert sur les pelouses de la chancellerie, détendus et souriants. « Le résultat de Bruxelles est un merveilleux cadeau d'anniversaire pour les quarante ans de l'alliance et de la République fédérale », a déclaré le chancelier qui cultivait la métaphore familiale. Lorsqu'on lui demanda qui est sorti vainqueur de la joute bruxelloise, il fait valoir qu'il s'agit d'un compromis « comme dans la vie privée, dans un couple où l'on se fait des concessions mutuelles ». Et, à-t-il conclu, « laissez-moi jour de ce moment si rare dans la vie politique où, à l'issue d'un affrontement, il n'y a que des vainqueurs ».

Le président Bush, d'un naturel moins expansif, jouant plutôt du sourire en coin que de la jovialité massive répondit : « Jamais les relations entre les États-Unis et la République fédérale n'ont été aussi bonnes ». Une phrase qui, prononcée ne serait-ce qu'une semaine plus tôt, aurait provoqué un éclat de rire général, mais qui aujourd'hui vaut absolution de tous les péchés dont l'Allemagne était accusée contre-Atlantique ces derniers mois.

Parlant mercredi matin à Mayence, M. Bush a élargi son propos : « Notre vision, a-t-il dit, est une Europe libre, en paix avec elle-même. Que les Soviétiques sachent que notre but n'est pas de menacer leurs intérêts légitimes de sécurité. Notre but est de les convaincre, étape par étape, que leur définition de la sécurité est obsolète, que leurs peurs les plus profondes sont sans fondement. (...) La guerre froide a commencé avec la division de l'Europe. Elle ne pourra s'achever que lorsque l'Europe sera une ».

M. Genscher, en dépit d'une longue nuit de négociations à Bruxelles, ne manifestait mardi aucun signe d'épuisement. Il fait partie, si l'on en croit la plupart des commentateurs allemands, de la cohorte des vainqueurs de Bruxelles. « Le compromis sur les armes nucléaires tactiques doit beaucoup aux

formulations que le ministre des affaires étrangères avait introduites dans la déclaration gouvernementale du chancelier », écrit par exemple la *Süddeutsche Zeitung*. M. Genscher se tire avec son habileté coutumière du fait que le compromis final exclut la possibilité d'une option zéro pour les armes nucléaires à courte portée. « La dynamique des propositions Bush sur le désarmement conventionnel ne pourra être arrêtée », a-t-il déclaré, insistant sur le fait que la décision de modernisation de ce type d'armes sera prise « à la lumière de la situation de la sécurité en 1992 ». Optimiste professionnel, M. Genscher laisse entendre que tant d'eau aura coulé alors sous les ponts de Vienne que cette troisième option zéro s'effondrera d'elle-même par une décision de non-modernisation des missiles Lance.

Une journée rhénane

A Bonn cependant, l'humeur n'est pas à repartir dans une querelle d'interprétation sur le sens du compromis de Bruxelles. L'euphorie de la concorde retrouvée s'est encore manifestée mardi soir, lors du dîner offert par le chancelier en l'honneur de son hôte américain. Le président Bush a fait aux citoyens ouest-allemands le cadeau qu'il avait fait aux Italiens lors de son escalade romaine : la suppression des visas pour les touristes ouest-allemands se rendant aux États-Unis. Une polémique intérieure ouest-allemande a cependant été déclenchée par l'invitation à ce dîner de l'ancien bourgmestre de Berlin-Ouest, M. Eberhard Diepgen, alors que son successeur, le social-démocrate Walter Momper, avait été tenu à l'écart. Ce dernier était cependant, lui, dans les projecteurs de l'actualité : il avait franchi le mur qui sépare la ville pour assister au premier concert donné par la Philharmonie à Berlin-Est.

La deuxième journée du président américain en RFA devait être résolument rhénane. Son séjour devait s'achever par une croisière sur le fleuve de Bingen à Coblenne en passant devant la Lorelei, le fameux rocher du naufrage pour les marins fasciés par la blonde chevelure de la mystérieuse jeune fille chantée par Heinrich Heine. Celle-ci est figurée dans un dessin humoristique sous les traits de Margaret Thatcher. On voit le chancelier Kohl s'efforcer de retenir l'attention de son hôte, pour qu'il ne tourne pas ses yeux dans cette direction...

LUC ROSENZWEIG.

SC-PO 50 % de reçus en classe prépa annuelle. **CEPES** préparations et études par correspondance 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 ou 47.45.02.19.

Jeune Afrique Économie
N° 119 - Mai 1989
est paru

Au sommaire de ce numéro :

- Le Cameroun face aux échéances.
- La Tunisie : Ben Ali doit convaincre.
- Mal : Moussa Traoré optimiste.
- Air Afrique en guerre ouverte.
- Plus : Enquêtes et reportages.
- Dernière actualité économique en Afrique et dans le monde.

En vente chez votre marchand de journaux.

هكذا من الأصل

Europe

DANEMARK

Le Parlement envahi
par des
perturbateurs masquésCOPENHAGUE
de notre correspondante

Le Folketing (le Parlement danois) a vécu, le mardi 30 mai, un événement sans précédent en cent quarante et un ans d'existence. Alors que les députés étaient en séance, l'hémicycle a été brusquement envahi par une soixantaine de perturbateurs masqués qui, en posant des questions, se sont mis à lancer des tracts et à voler des cahiers à papier sur la tête des quelques ministres présents.

Les assaillants entendaient protester contre les projets de l'Assemblée concernant l'immigration (la cité des marginaux de Copenhague) et, plus généralement, contre les plans de compression économique et sociale du gouvernement. Une bataille s'ensuivit entre les huissiers et les intrus.

A l'exception d'un représentant du Parti du progrès, qui se mêla au début à ces affrontements, les autres élus, plus avertis qu'effrayés, se contentèrent de se tenir autour que possible à l'écart des empoussières. Les assaillants ne tardèrent d'ailleurs pas à se replier rapidement, et la police, quand elle arriva, ne réussit qu'à en arrêter une trentaine. Les autres coururent toujours.

Tous les chefs de parti, à commencer par le président social-démocrate, ont sévèrement et clairement condamné cet incident, qui aura quand même rendu un service aux membres de la Chambre unique : il leur aura montré que leur sécurité et celle de leurs réunions ne sont pas aussi parfaitement assurées qu'ils pouvaient le croire en dépit des mesures qui avaient été prises ces dernières années devant la menace du terrorisme en Europe. Il semble que les gendarmes aient réussi à s'introduire dans la place par la porte des cuisines du restaurant.

On apprendra peut-être à l'issue de l'enquête ordonnée par le président du Parlement, qui voudrait savoir, en particulier, pourquoi la police, appelée d'urgence, a mis dix minutes à débiter.

CAMILLE OLSEN.

POLOGNE : la campagne pour les élections du 4 juin

A Siedlce, Solidarité fait face
à un communiste capitaliste
et à un indépendant d'extrême droite...SIEDLCE
de notre envoyé spécial

D'abord, on a l'impression d'entrer dans un autre monde à mesure que l'on s'éloigne de Varsovie, en allant vers l'est. Les villages sont basés de bois peints, aux allures d'isbas russes, rappellent que la frontière soviétique n'est plus très loin. De plus en plus, elles sont remplacées par des maisons en ciment toutes droites, sans caractère et jamais tout à fait terminées. Ici, les agriculteurs sont pauvres ; il n'y a pas de tracteur, mais des chevaux ; on fauche à la main, et toute la famille jusqu'à la grand-mère est mobilisée dans les champs pour les foins sous le soleil, comme dans les films des années 50.

Enfin, on aperçoit sous les acacias un fleur au signe familier : l'anneau rouge et blanc de Solidarité, son petit drapeau qui flotte affiché à l'arrière de l'autocar. A l'entrée du village de Dobre-Wielki, la grille de l'église est couverte d'affiches de Lech Walczak et de son syndicat. Un peu plus loin, à Minsk-Mazowiecki, les magasins ont placé en vitrine les affiches des différents candidats aux élections parlementaires des 4 et 18 juin avec un collectivisme méritoire. Parmi eux, bien sûr, de nombreux inconnus, comme cette dame qui se présente pour défendre « les droits de la mère et de l'enfant », et puis, les vedettes : Mieczyslaw Wilczek, le peu orthodoxe ministre de l'Industrie, qui a fait fortune dans le secteur privé dans la région, et

● **Condamnations annulées.** — Le Parlement polonais a adopté, lundi 29 mai, à une forte majorité une loi abolissant les condamnations prononcées contre les opposants politiques depuis la création du syndicat Solidarité, en 1980. La plupart des militants de Solidarité qui avaient connu la prison ont déjà été amnistiés, mais la nouvelle loi permet la destruction pure et simple de leur casier judiciaire. — (Reuters.)

Gabriel Janowski, l'un des fondateurs de Solidarité rurale.

Sur ses affiches, M. Wilczek ne mentionne pas son appartenance au parti, et d'ailleurs, à part les candidats de Solidarité qui annoncent clairement la couleur, il est difficile de savoir qui est dans toutes ces candidatures. C'est un peu ce qui inquiète les permanents du bureau électoral départemental de Solidarité, entassés dans le minuscule local que leur a alloué, loin des États-majors de Varsovie, le maire de Siedlce, chef-lieu de soixante mille habitants.

L'avortement

Zone rurale, avec quelques petites industries, la région n'a pas une réputation d'ardent militantisme. Les hommes de Solidarité sont pourtant relativement confiants. « Les gens s'intéressent aux élections et veulent nombreux nous voir », assurent-ils. De fait, c'est un va-et-vient incessant dans le petit bureau où l'on vient chercher affiches, tracts et conseils. Mais ils craignent, le 4 juin, la concurrence d'un candidat « indépendant », Romuald Stasiulec, qui se présente comme

« catholique sans parti, militant d'orientation nationale chrétienne », professe des idées à mi-chemin entre celles de Mgr Lefebvre et de Jean-Marie Le Pen, et accuse les candidats de Solidarité de « collaboration ». Cette candidature n'a pas été sans causer quelques frictions entre Solidarité et certains curés du coin au début, « mais maintenant, ça s'est arrangé », affirment les supporters de Lech Walczak : dans l'ensemble, ils peuvent compter sur l'aide du clergé.

Tout ce petit monde se retrouve à 15 heures dans l'amphithéâtre d'une école supérieure, où onze candidats de toute dénomination tiennent ensemble une réunion électorale devant deux cents personnes. Très applaudi le candidat du pouvoir, M. Wilczek, polo à col ouvert et montre d'or rutilante au poignet, se

définit comme le « représentant du capitalisme en Pologne », ne manque pas une occasion de rappeler qu'il est « riche », ou qu'il fait partie, comme il dit, de « l'élite financière du pays ». Il se dit « effrayé par les programmes » de ses adversaires, « irréalistes et au mieux naïfs ». Il se dit aussi « convaincu que le parti sera minoritaire au Sénat », et que « pour la première fois de ma vie, je serai dans l'opposition ».

Interrogé sur l'avortement, question qui agite beaucoup les Polonais en ce moment, le candidat « national chrétien » Stasiulec, sauté dans son veston, cravaté, le cheveu ras et l'œil sombre, lue « les religieuses qui ont été violées pendant la guerre d'Espagne et qui ont élevé leurs enfants ». Les candidats gardent entre eux un ton assez civilisé. Les questions sont en général plates et s'efforcent pas les grands débats politiques. L'une d'elles, pourtant, fait éclater Gabriel Janowski, de Solidarité. « Tant qu'il ne restera des forces, promet-il, excité, je lutterai pour chasser le communisme et le mal hors des frontières polonaises. Et, à l'origine du mal, ce n'est pas Staline, ce sont Marx et Lénine qui ont commencé... ». La fin de sa phrase disparaît sous les applaudissements.

SYLVIE KAUFFMANN.

ITALIE : après les élections
municipales partielles
Chrétiens-démocrates
et socialistes
sortent renforcésROME
de notre correspondant

Le pouvoir, même en crise, rapporte encore des voix. Sur les douze partis qui se présentaient, en effet, dimanche 28 et lundi 29 mai aux élections municipales partielles (municipales), seules les formations qui participent au gouvernement (Démocratie chrétienne en tête, puis socialistes, républicains et libéraux) sont en progrès. Tous les autres, à commencer par le Parti communiste et le Mouvement néo-fasciste, enregistrent un déclin.

Plus d'un million d'électeurs (soit 83,9 % des inscrits) se sont rendus aux urnes pour renouveler les conseils municipaux de 166 communes. Certes, l'essentiel de la consultation avait lieu dans le centre sud du pays, et seules 92 communes étaient assez peuplées pour voter à la proportionnelle. Cela limite quelque peu la signification nationale du scrutin. Mais, dans un pays où les sondages fiables sont rares, inutile de dire que la consultation a pris pour tout le monde d'autant plus de valeur qu'elle avait eu lieu en pleine crise gouvernementale et à trois semaines des élections européennes.

Grand vainqueur du scrutin avec 39,6 % des voix (contre 36,9 % aux municipales précédentes de 1983 et 38,6 % aux législatives de 1987), les démocrates-chrétiens exultent. Selon l'Ifop, ces résultats sont plutôt de bon augure pour résoudre la crise en cours, et montrent qu'il n'y a pas d'alternative à la majorité de coalition actuelle.

Beaucoup dépend évidemment de celui qui a fait tomber, le 18 mai, le cabinet de M. De Michelis. M. Bettino Craxi. Avec 19,1 % des voix (contre 17 % aux dernières municipales et 14 % aux législatives), l'homme fort du Parti socialiste italien — même s'il ignore pas que le PSI a traditionnellement mieux aux élections locales qu'aux nationales — a évidemment de quoi se réjouir.

Les résultats du PCI (16,9 %, contre 22,1 % et 22,6 % en 1987) ne sont guère encourageants pour lui.

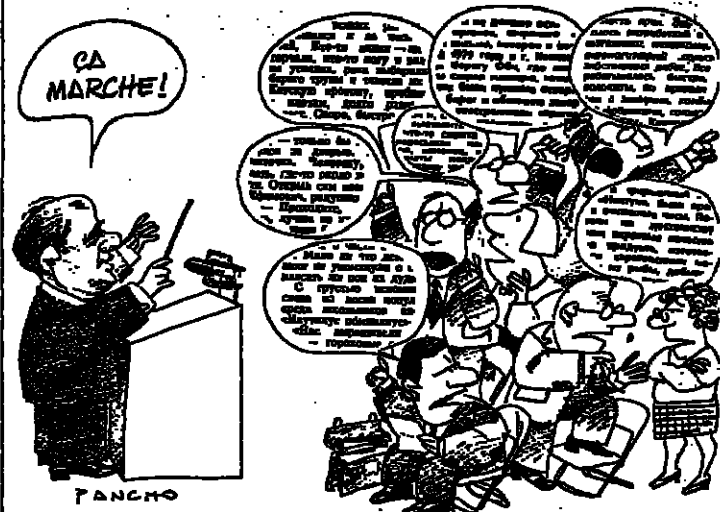
« L'effet Occhetto », du nom de son très actif secrétaire général, sur lequel comptait le parti, ne s'est guère manifesté. Avec 4 % des voix, contre 5,2 % en 1983 et 7,3 % en 1977, le MSI néo-fasciste, lui, ne s'est apparemment pas remis de la mort, en 1987, de son grand leader, Giorgio Almirante...

PATRICE CLAUDE.

● **YUGOSLAVIE** : un manifestant tué au Kosovo. — Un manifestant de souche albanaise a été tué et plusieurs autres ont été blessés mardi 30 mai au cours d'un accrochage avec la police anti-émeutes à Podujevo, dans la province autonome yougoslave du Kosovo, à 60 kilomètres au nord de Pristine, chef-lieu de la province. Selon la version officielle, une cinquantaine d'Albanais qui manifestaient dans la petite ville aux cris de « Kosovo République ! » et « Nous voulons une Constitution ! » ont attaqué la police à coups de pierres. Puis des coups de feu auraient été échangés de part et d'autre. — (AFP.)

URSS

Signes d'ouverture à Moscou



(Suite de la première page.)

Et comme il n'est pas de pouvoir parlementaire sans moyens, le chef de l'Etat s'est parallèlement prononcé pour l'adoption d'un statut du député qui devra disposer « immédiatement » de locaux ou rencontrer ses électeurs et qui pourra, membre ou non du Soviet suprême, passer beaucoup plus directement sur le travail législatif qu'il ne l'avait été prévu.

Prenant en compte les demandes formulées à la tribune, M. Gorbatchev a en effet donné son accord à l'organisation de deux, et non plus d'une seule session annuelle, des 2250 députés du congrès qui sera appelé à se prononcer sur les « lois importantes ». Autrement dit, le pouvoir ne sera pas là, tout entier, concentré parmi les 542 élus au Soviet suprême dont les commissions seccent, au demeurant, compétences pour moitié de simples députés au congrès bénéficiant du droit de vote.

Des référendums

Cela fait bel et bien 2250 députés de plein droit, et M. Gorbatchev a rappelé dans la foulée que le parti avait « définitivement condamné » la confusion des pouvoirs entre son propre appareil et celui de l'Etat. Ces pouvoirs respectifs, s'il dit, doivent être « clairement délimités » afin que le parti puisse jouer son rôle « d'avant-garde » et de « garant du processus révolutionnaire » (de la perestroïka en la) protégeant contre les agissements conservateurs et d'ultra-gauche. Tel que décrit par M. Gorbatchev, le parti aurait ainsi à « principalement harmoniser les intérêts des principaux groupes sociaux » et proposerait pour cela « dialogue et coopération à toutes les organisations sociales et mouvements ».

Des mots ? Sans doute, mais des engagements aussi, qui se précisent un peu plus à chaque discours, qui ont déjà été suivis d'actes, dont la réunion de ce congrès n'est pas le moindre, et des engagements pris maintenant devant un pays attentif et passionné. Cela fait une grosse différence avec deux indignes pages grises de la Pravda, que pour ainsi dire personne ne lit, et toute l'intervention du moins en moins secrétaire général et du plus en plus chef de l'Etat, qui était au demeurant résolu à réformer.

Cela était vrai (le Monde du 31 mai) pour ce qui est de l'économie avec l'introduction dans le paysage de l'agriculture à l'exploitation privée, le développement de la multiplicité des formes de propriété, la réduction des dépenses militaires, la nomination d'un vice-premier ministre chargé de superviser la mise en place des réformes ou encore la reconnaissance du marché, « puisque aucun autre mécanisme économique n'a été inventé ».

L'affaire
de Tbilissi

Cela était tout aussi vrai dans le domaine politique puisque, non content d'affirmer ainsi un pouvoir législatif, M. Gorbatchev s'est rallié à toute une série d'idées et de propositions de l'aile marchante de la perestroïka, de ce qu'on appelle « la gauche » depuis qu'il y a un Parlement. La commission à référendum des lois les plus importantes ? « Mon attitude à cet égard est positive ». La modification, avant les élections locales qui auront donc lieu au printemps et non pas à l'automne prochain, de la loi électorale ? C'est d'accord, puisqu'il faut tenir compte de ses insuffisances. L'examen rapide du train de lois sur les libertés ? Oui, bien sûr, car « le renouveau de la société doit se fonder sur des lois » et que le code soviétique doit répondre aux engagements internationaux pris à Vienne par l'URSS.

La question nationale ? « Nous n'avons pas, aux débuts de la perestroïka, pris la pleine mesure » du problème et il faut aller maintenant vers l'autonomie économique des républiques fédérées et autonomes et « fermement » définir les pouvoirs respectifs de l'Etat fédéral et de ses composantes.

Au passage, M. Gorbatchev a déclaré que les événements de Tbilissi, « la mort d'innocents », dit-il, ne devraient jamais se reproduire, et un député géorgien lui succède bientôt à la tribune. Il raconte, en détail, la répression du 9 avril, les issues honteuses, les crimes bariés à coups de pelle, les gaz, « une bataille organisée à l'avance et menée avec une cruauté particulière », rien de neuf, sauf que c'est en direct à la télévision et que le commandant de la région militaire de Transcaucasie, le général Rodionov, lui-même député, ne peut pas se pas intervenir. Un haut responsable de l'armée soviétique est interpellé par un député et doit se défendre.

Il le fait en disant qu'on parle du « caractère pacifique du meeting, alors qu'étaient lancés d'ignobles appels à en découdre avec les Russes », qu'on avait peint sur les murs de Tbilissi « L'URSS est la prison des peuples » et que c'était cela « la variante géorgienne de la perestroïka et du pluralisme d'opinions ». Les gaz ? « La encore, ce n'était pas l'armée ». Les pelles ? C'était pour que « les soldats se défendent, puisqu'ils n'étaient pas armés ». Les issues bouchées au moment de la charge ? Elles l'avaient été par les manifestants. Quant à l'actuel premier secrétaire géorgien, un homme qui a largement repris à son compte les protestations de sa république, il a, affirme le général Rodionov, participé à la prise de décision de faire nettoyer la place.

Démisionné après les événements, l'ancien premier secrétaire, lui, de ses contacts, avant la charge, avec le ministre de la défense et le secrétaire d'Etat au comité central et demande que « soient nommés ceux qui ont donné l'ordre d'utiliser des pelles et des gaz ». Dans la soirée, les députés pourront voir — mais cette fois à huis clos — un film vidéo sur la charge des forces de l'ordre, ainsi que des images tournées par l'armée. « Toute la vérité doit être faite, quelles que soient les personnes ou institutions concernées », déclare M. Gorbatchev, en appuyant la candidature, avancée par la délégation géorgienne, de M. Iakovlev, son bras droit au bureau politique, pour présider la commission parlementaire créée pour enquêter sur ces événements.

Le congrès avait auparavant récusé le très conservateur M. Karpo, président de l'Union des écrivains. Dernière nouvelle de la journée : le congrès va élire de nouveaux représentants du Haut-Karabakh au Soviet suprême, afin de donner satisfaction à la majorité arménienne, qui s'était fait imposer des candidats par les Azéris.

BERNARD GUETTA.

● **Moscou assoupit les quotas imposés aux Britanniques.** — L'URSS a redéfini, mardi 30 mai, le quota de 205 personnes imposé le semaine dernière aux personnels de institutions britanniques à Moscou, après l'expulsion d'URSS de huit diplomates et de trois journalistes britanniques en réponse à l'expulsion de Londres d'un nombre identique de Soviétiques accusés d'espionnage. Selon M. Guennadi Guerassimov, le porte-parole des affaires étrangères, le quota fixé, qui devait inclure tous les citoyens britanniques travaillant à Moscou, ainsi que tous leurs employés soviétiques, ne concerne plus que le personnel de l'ambassade et les journalistes britanniques accrédités à Moscou. — (AFP.)

-Ce soir, nous dînons chez Maman.

-C'est vraiment dommage,
mais LA SEPT présente
ses programmes sur FR3.

Ce soir, LA SEPT vous donne rendez-vous sur FR3. Au programme : une leçon de cinéma par Bergman. Même si vous aimez beaucoup

votre belle-mère, vous ne regretterez pas d'avoir annulé votre dîner. Comment recevoir LA SEPT : tél. : 4245.7177.

LA VOIR, ÇA DONNE
ENVIE DE L'AVOIR.

Le Village Marin du Golfe de Saint-Tropez PORT-COGOLIN

Les Résidences de Tourisme

2 et 3 pièces avec grands
balcons-terrasses. Jardin
intérieur, piscine, club-house,
réception et animation.
Parking privé.
A partir de 429 000 F*
(mobiliier compris).

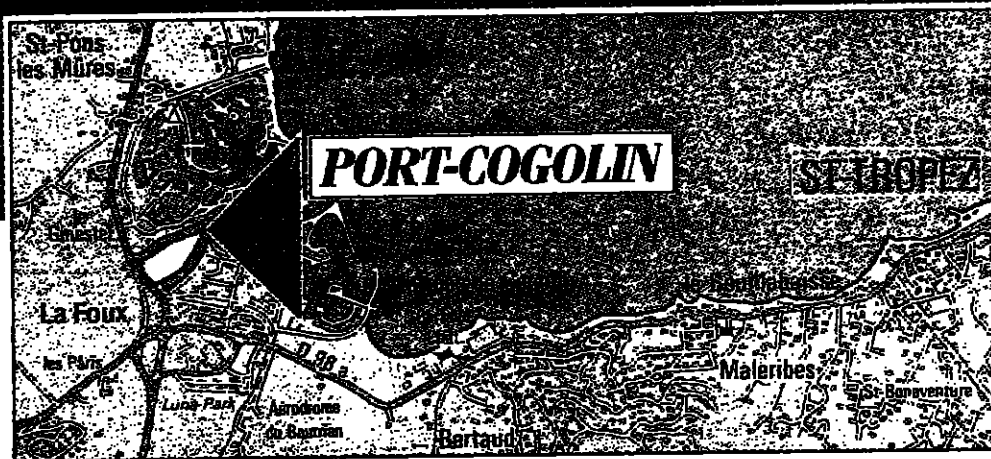
* Dans la limite des stocks disponibles.

Les Appartements

Deux ou trois pièces face au port.
Grand séjour, vaste et profonde
terrasse-loggia. Possibilité d'an-
neau de port. Orientation plein
soleil. Parking privé.
Un placement exceptionnel.
A partir de 499 000 F*
* Dans la limite des stocks disponibles.

Les Maisons de Pêcheurs

Exceptionnelles et grandes mai-
sons à double exposition avec
étage et mezzanine, jardin priva-
tif, appontement privé pour grand
bateau. Aménagement intérieur
très complet avec matériaux de
grande qualité. Parking privé.
Le "Top" de la vie au bord de l'eau
pour les passionnés de la mer.



Dans le golfe le plus recherché de la
Méditerranée ■ Entre Saint-Tropez et
Sainte-Maxime, à deux pas du carrefour de
La Four ■ Maisons de pêcheurs et appar-
tements avec appontement ou anneau de
port privatif ■ Petites résidences de deux et trois étages en copropriété traditionnelle et résidences de tourisme
■ Boutiques, commerces, artisans, restaurants ■ Port de plaisance, coche d'eau pour visites et liaisons inter-
stations ■ Capitainerie et toutes activités marines ■ Une belle architecture régionale, jardins aménagés,
piscines, loggias-terrasses, soleil ■ Possibilité de meubler et louer sa résidence directement avec Ribourel ■
Un vrai village piétonnier, pour les passionnés de plaisance et de bateau ■ La nouvelle station des fanatiques
de la mer et de la Côte d'Azur.

RIBOUREL

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS POUR LES LOISIRS

120, Champs-Élysées 75008 Paris. Tél. (1) 45.62.56.56
Appel gratuit au : 05.00.56.56

Bureau de vente et d'informations sur place.

Une réalisation Dumez Immobilier Promotion.

Les prix ci-dessus sont fermes et définitifs à la réservation. Crédit à taux préférentiel possible par l'U.C.B.

Découpez et retournez ce bon à RIBOUREL, 120 Champs-Élysées, 75008 Paris.
Tél. (1) 45.62.56.56.

Veuillez m'adresser gratuitement votre documentation sur
Le Village Marin du Golfe de St-Tropez à PORT-COGOLIN.

Nom _____	
Tél. dom. _____	Tél. bur. _____
Adresse _____	
C.P. _____	

مكتبة الامم المتحدة

Enquête

Le combat des mouvements écologistes pour l'environnement.

L'expression « Europe verte », jusqu'à ces derniers mois, renvoyait à la politique agricole commune. Depuis la montée des Verts en Allemagne fédérale et plus tardivement en France, lors des élections de mars dernier, l'Europe verte est en passe de désigner une nouvelle donne au sein de la Communauté : le réseau des partis verts qui se met en place chez les Douze et, plus généralement, le nouvel espace écologique européen, qui s'impose même aux « eurocrates » de Bruxelles.

Certes, la « marée verte » observée ici ou là n'a pas encore submergé tous les partisans de la CEE, loin de là. Les partis verts, écologistes ou alternatifs, n'occupent encore qu'une petite place dans la plupart des pays de la Communauté, y compris chez ceux qui, comme le Danemark ou les Pays-Bas, manifestent une sensibilité écologique très vive. Mais la représentation politique des écologistes européens ne correspond plus à leur poids politique réel dans l'opinion. Tous les partis euro-

péens, de l'extrême gauche à l'extrême droite, sont traversés par des courants écologiques plus ou moins prononcés. Tous les programmes se saluent de vert. Tous les États-majors font assaut de bonnes intentions écologiques. Le mot « environnement » figure récurrent en fin de programme et en bas de page, figure maintenant en bonne place parmi les actions prioritaires. La surenchère verte est telle dans l'Europe de 1989 que les gouvernements, quels qu'ils soient, se croient obligés de montrer leur bonne volonté

environnementale. Le premier ministre britannique, M^{re} Margaret Thatcher, convoque un sommet mondial pour voter au secours de la couche d'ozone. Le premier ministre français, M. Michel Rocard, se rend avec ses collègues norvégien et néerlandais, organisés à La Haye une rencontre scientifique internationale pour évaluer les menaces qui pèsent sur la planète Terre. Et le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, présente un programme de lutte anti-pollution si

La saga des Verts européens

(Suite de la première page.)

Cette bataille antinucléaire franco-allemande, vécue comme une défaite, va mettre un terme au premier âge de la contestation écologique en Europe. Il manque encore aux écologistes un relais politique pour se faire entendre dans les instances de décision.

Ce relais, les écologistes allemands vont le trouver en fondant le parti Vert en 1980. Désormais, l'écologie ne sera plus seulement une « folie douce », telle qu'elle fut incarnée en France par René Dumont, candidat à l'élection présidentielle en 1974, ni une aventure solitaire, comme l'élection en 1979 du Suisse Daniel Brelaz, premier écologiste à pénétrer dans une enceinte parlementaire.

Les Allemands sont suivis par les Belges, qui envoient six députés au Parlement dès 1981, puis l'année d'après par les Irlandais de la Green Alliance (Alliance verte), et les Portugais de l'organisation Os Verdes. Ces deux dernières formations, qui placent à des scores dérisoires, prouvent qu'il ne suffit pas de disposer d'un parti vert pour jouer un rôle perceptible sur la scène politique.

En France, les écologistes se rangent — très provisoirement — derrière un nouveau candidat à l'élection présidentielle, Brice Lalonde, animateur des Amis de la Terre et partisan d'une « écologie heureuse » qui tranche avec la conception allemande. Mais la gauche arrive au pouvoir, et les écologistes français sont pris à contre-pied. On leur cède aussitôt Plogoff et le Larzac, les deux hauts lieux de résistance emblématiques contre le nucléaire et l'armée. Beaucoup de militants, voyant leurs camarades de lutte dans les allées du pouvoir, se démobilisent. Et les autres, constatant bientôt que la gauche endosse à son tour ce qu'ils ont combattu — force de frappe, programme nucléaire, notamment — se démoralisent.

Le rejet du nucléaire

L'année 1982 marque le creux absolu de la vague écologique en France. Finis les grands rassemblements où les militants isolés se ressourcent, où les combattants obscurs se montrent au grand jour et reprennent courage en constatant qu'ils ne sont plus seuls.

En RFA par contre, la mobilisation contre le déploiement des missiles américains bat son plein. Dans la foulée, « die Grünen » font pour la première fois leur entrée au Bundestag avec vingt-huit sièges lors des élections de mars 1983. Le mouvement commence à essaimer dans toute l'Europe. Il se crée, en 1983, des partis Verts au Danemark, en Espagne (Alternativa Verde, en Catalogne), au Luxembourg (Grang Alternativ), aux Pays-Bas. L'an 1984 voit naître Los Verdes en Espagne et les Verts en France. En Grande-Bretagne, le Green Party apparaît officiellement en 1985, et la Fédération italienne des listes vertes en 1986. Seule la Grèce, bonne dernière dans la course, n'a toujours pas de parti écologiste. Une coalition hétéroclite est en cours de formation pour présenter une liste aux élections européennes de ce mois.

La protestation contre le nucléaire, qui a donné naissance à la nébuleuse écologiste européenne, continue de jouer un rôle important. En RFA, le site de Wackersdorf, en Bavière, où s'est ouvert le chantier de construction d'une usine de retraitement de combustibles irradiés — les



« déchets nucléaires », — reste un des principaux centres de ralliement depuis le lancement des travaux en 1986.

An Luxembourg, en Belgique et en Sarre, la mise en route de la centrale de Cattenom (Moselle) qui, en cas d'accident majeur, « rayonnerait de la carte le petit Luxembourg », déclenche à partir de 1986 une levée de boucliers.

En Espagne, les rares mouvements de protestation écologique se concentrent aussi sur l'industrie nucléaire. La centrale de Lemóniz, au Pays basque, a connu ses premières manifestations en 1978, et même l'assassinat d'un ingénieur en 1981, lorsque l'ETA militaire a pris le relais des écologistes. C'est l'immersion en mer de déchets nucléaires qui a fait naître une section de Greenpeace à Vigo (Galice). Au Portugal, en 1987, les écologistes sont sortis de leur ghetto en contestant d'une centrale nucléaire à Sayago, en Espagne, à douze kilomètres de la frontière portugaise.

Même en Grande-Bretagne, où la contestation antinucléaire était traditionnellement le fait de Greenpeace et des Friends of the Earth (Amis de la Terre), la catastrophe de Tchernobyl a dopé le petit parti Vert. Les élections qui ont suivi ont fait quadrupler les voix du Green Party et lui ont permis d'avoir pour la première fois deux élus dans des conseils de district. Seule la France, en la matière, fit exception. Les Verts ne profitent pas de la présence des

sites nucléaires. Aux élections municipales de 1989, pourtant si favorables en général, ils ne percent ni à Nogent-sur-Seine ni à Cattenom ni à Crevin-Malville, les hauts lieux de la contestation de l'atome. En revanche, les déchets nucléaires suscitent toujours des réactions de rejet, et les Verts français en ont profité.

Phases actives et valeurs propres

Si la lutte antinucléaire demeure le « fonds de commerce » des Verts, d'autres thèmes porteurs sont apparus au fil des ans. En Allemagne, la revendication d'une plus grande socialisation de la vie politique (scandale Flick) et l'alerte au Waldsterben (dépeuplement des forêts) prennent le relais de la lutte contre les missiles américains pour relancer la mobilisation. Dramatisée à l'extrême, le Waldsterben oblige les grands partis à réagir et à intégrer désormais la défense de l'environnement dans leurs stratégies. Des rejets industriels aux lessives, phosphates en passant par les aérosols, accusés de détruire la couche d'ozone, les campagnes en tout genre se multiplient, permettant aux Verts d'élargir leur audience auprès de nouveaux groupes.

Aux Pays-Bas, les Verts peuvent toujours compter sur la pollution du Rhin pour attirer les sympathies de l'opinion. Qu'il soit pollué par les saumures françaises des potasses d'Alsace, les rejets

des usines allemandes ou les effluents de la chimie suisse (Sandoz et le « mort du Rhin »), le « grand égoût collecteur d'Europe » justifie le combat des écologistes. La mort des phoques en mer du Nord, à l'été 1988, et le réchauffement de la planète par « effet de serre », qui provoquerait une redoutable montée de la mer pour le « plat pays », inquiètent beaucoup les Néerlandais.

Les écologistes belges mènent aujourd'hui la lutte contre le TGV nord. Le tracé de la nouvelle voie, dans un pays aussi densément peuplé que la Flandre, provoque des craintes habilement exploitées.

En Italie, les écologistes sont partis en guerre contre les chasseurs (1,6 million, un peu moins nombreux qu'en France) accusés de tirer sur tout ce qui bouge. Par trois fois (1973, 1980, 1984), ils ont tenté d'imposer un référendum, mais il leur manquait l'appui des grands partis. Depuis le mois d'avril, une quatrième campagne est lancée, qui pourrait bien réunir puisque le PSI et le PCI soutiennent leur initiative.

En Espagne, les derniers combats se sont déroulés contre la création d'un camp d'entraînement militaire dans la province de Ciudad Real, dans le sud de la Castille (à l'ouest dix ans après) et contre le TAV (Tren de Alta Velocidad), prolongement du TGV français. Mais ils ne savent que faire contre la pollution de l'air qui sévit à Madrid et à Barcelone.

De droite ou de gauche ?

Il reste difficile de situer les partis verts sur l'échiquier politique. Confluents de deux mouvements — l'un antimilitariste, antinucléaire et libertaire, traditionnellement proche de la gauche, l'autre naturaliste et apolitique — les Verts restent souvent d'un pays à l'autre. D'une manière générale cependant on retrouve un certain nombre de constantes : la lutte pour le respect de l'environnement et la limitation de la pollution, qu'elle soit d'origine nucléaire ou industrielle ou agricole, mais aussi la moralisation de la vie publique, nationale et internationale. L'affaire Flick et la dénonciation des pratiques des partis traditionnels pour se fournir des fonds illégalement, le refus de la guerre nucléaire ont été aussi importants pour le phénomène vert en RFA que la lutte contre le Waldsterben. L'aspiration à une refonte « écologiste » de la société, hors des schémas traditionnels de la droite et de la gauche, s'exprime de plus en plus fortement et on voit apparaître toutes sortes de théories sur la reconstruction écologique de l'économie.

En France, après l'arrivée à la tête des Verts d'un naturaliste en tous points modérés (Antoine Waechter), on observe aujourd'hui une transformation du mouvement avec l'entrée en scène, depuis la marée verte des municipalités de mars 1988, de militants d'extrême gauche avides d'en débattre avec l'Europe du « grand marché » et la société de consommation.

Le parti des Verts, devenu lieu d'accueil pour tous les surs-partis — depuis les conservateurs bon teint jusqu'aux contestataires de gauche — commence à être investi par des militants qui, tel Alain Lipietz, veulent tendre le cou au productivisme et à l'économie de marché. « Sommes-nous de gauche ? Non, répond Dominique Voynet, porte-parole national des Verts. Car la gauche n'est plus à gauche. » Mais les Verts français font valoir que, pour la Nouvelle-Calédonie comme pour la Palestine, ils sont à gauche de la gauche. « Antoine Waechter est l'unique tête de liste aux européennes à avoir rencontré Arafat », observe Marie-Christine Aulas, spécialiste du Proche-Orient.

Les Verts européens s'appuient aujourd'hui sur un ouvrage fondateur, Our Common Future (Notre avenir à tous), rédigé par l'ancien premier ministre norvégien, Gro Harlem Brundtland (1). En France, c'est Pierre Radenne, l'un des théoriciens les plus pointus des Verts, qui en fait la diffusion. « Mais aussi, le plaidoyer pour un développement durable (la « soutenabilité ») qui, pour permettre la survie de l'homme sur la planète, dit-il. Le Nord étrangle le Sud et lui reproche ensuite de détruire son environnement ! » Pour lui, il n'y a pas de différence entre la lutte sociale et la lutte écologique. « L'écologie est fondamentalement anticapitaliste », affirme-t-il. « La seule grande différence entre nous et les communistes », dit Alain Lipietz, « c'est le

productivisme. » Or le productivisme est encore largement une valeur de gauche, de tradition ouvrière. Les Verts la rejettent totalement, au profit de la qualité de vie.

Que les Verts, globalement, soient considérés comme appartenant à la gauche — ce qui n'est vrai que pour seulement deux tiers de leurs électeurs — c'est un fait. Il suffit de voir ce que l'extrême droite, jalouse de ces nouveaux venus, envisage comme tactique pour les prochaines élections européennes. En décembre dernier, le professeur italien Alessandro Di Pietro s'étonnait devant le groupe des Droites européennes que l'écologie, « religion de droite » qui défend la conservation de la nature et s'en prend aux dégâts du progrès, « ait été utilisée par la gauche comme instrument de pénétration politique ». Et il concluait : « Il faut désormais mettre sur pied dans chaque pays européen un organisme de protection de l'environnement qui soit vraiment de notre bord, afin de substituer une grande défection d'organisations écologistes européennes de droite qui puissent s'opposer aux gauchistes, aux Verts et aux écologistes. » L'événement est clair : l'extrême droite s'apprête à voir des « gauchistes » accéder à la scène politique au nom de valeurs que chacun, aujourd'hui, considère comme universelles.

R. C.

(1) Éditions du Fleuve (Quadrac) 459p.

— "L'amour en France", tu appelles ça de la culture? — Chut! Je prends des notes.

Si incroyable que cela puisse paraître, LA SEPT est une chaîne culturelle. De Fritz Lang à Zola/Jeanne, en passant par Le Corbusier et Comte Basile, la nouvelle chaîne européenne aborde tous les sujets, même les plus inattendus. Comment recevoir LA SEPT : tél. 4245.7171.

LA VOIR, ÇA DONNE ENVIE DE L'AVOIR.

هنا من الأصل

Enquête

le désarmement et la moralisation de la vie publique

drastique qu'il est renversé par ses alliés libéraux ! Cette fibre verte est naturellement exacerbée par l'échéance des élections européennes de ce mois de juin. Même si le Parlement de Strasbourg ne joue qu'un rôle mineur dans le concert européen, chaque gouvernement, chaque parti, tient à y être représenté le plus largement possible, afin de ne plus passer pour le cancer de l'écologie dans la classe des Douze. La surenchère verte, incontestablement, est inspirée par des considérations d'opportunité. Mais elle s'inscrit aussi dans l'air du temps qui, à travers le monde

entier, pousse peu à peu les milieux dirigeants, les décideurs, tous ceux qui sont chargés de gérer, non plus seulement leur pré carré, mais la planète entière. L'environnement ne connaît plus de frontières, ni nationales ni même continentales. C'est précisément ce que les Verts essaient - en vain jusqu'à présent - de faire comprendre à leurs interlocuteurs. On les écoute davantage aujourd'hui, surtout dans les pays où les électeurs influencent la décision, comme c'est le cas dans la Communauté européenne.

En Portugal, ce sont les plantations industrielles d'eucalyptus (pour la pâte à papier) qui mobilisent les écoles. Une manifestation dans le nord du pays, qui avait mobilisé toute une ville, a même provoqué des heurts avec la police.

En Grèce, le gouvernement a dû finalement renoncer à laisser s'installer une usine d'aluminium à portée de fusée du site de Dolphes. Il a accepté de mettre en zone de protection plusieurs plages de l'île de Zante, en mer ionienne, pour préserver du tourisme les lieux de ponte de la tortue de mer caennaise. Une bataille se prépare dans le massif de l'Olympe, où des projets d'équipement touristique indignent les amoureux de la montagne.

Même dans la verte Irlande, épargnée par les fumées industrielles, surviennent parfois des révoltes écologiques. Le mois dernier, plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés à Westport, une localité de la côte ouest, pour protester contre un projet d'exploitation minière d'or. Les gens du lieu disent qu'ils n'avaient jamais vu un tel rassemblement depuis le soulèvement contre les Anglais en 1921 !

Beaucoup d'échecs et quelques succès

Les écologistes européens n'ont pas réussi à empêcher le déploiement des fusées Pershing ni la construction des centrales nucléaires. Mais ils ont été rejoints par l'Histoire. Avec Gorbatchev, l'heure est au désarmement. Après Tchernobyl, on ralentit ou on gèle les parcs nucléaires existants. La Belgique a renoncé à construire sa huitième centrale et prévoit un retour au gaz naturel. La RFA peine à faire tourner ses centrales existantes, soumises à très haute surveillance, et va renoncer à son usine de retraitement de Wackersdorf. Le Danemark a exclu tout recours à l'énergie nucléaire. Les Pays-Bas conservent leurs deux centrales en activité mais renoucent aux trois autres prévues. L'Italie, où le référendum de 1987 a dit « non » à la poursuite du nucléaire, a arrêté deux centrales (sur quatre). L'Espagne gèle son parc existant et renonce donc à cinq centrales nouvelles. La Grande-Bretagne n'envisage plus d'installer en Écosse une nouvelle usine de retraitement. Même la France, pays le plus nucléarisé du monde (70 % de son électricité !), a dû céder à Plogoff et n'envisage plus de nouveau site.

Dans les autres domaines de l'environnement, les résultats de l'action des Verts ont été variables. S'ils n'ont pu arrêter les nouvelles autoroutes ni les projets de TGV - beaucoup d'écologistes défendent le rail - ils ont en revanche fait capoter bien des équipements à problèmes. En France, dernièrement, le gouvernement a dû suspendre les travaux (pas commencés) du barrage de Serre-de-la-Fère, en Haute-Loire, et annuler une déclaration d'utilité publique pour la construction d'une ligne à très haute tension entre la France et l'Espagne. En Allemagne, l'adoption du pot catalytique et l'abandon des CFC, annoncés très tôt, résultent de la pression constante des Grünen sur l'opinion. En Italie, l'interdiction des voitures au centre de Florence et de Bologne, et la campagne qui se développe aujourd'hui contre les sacs plastiques, est la conséquence directe de l'action des écologistes. Ce sont eux aussi qui ont poussé, dans beaucoup de villes italiennes, à la collecte sélective des déchets - pas seulement le verre, mais aussi le papier, les boîtes d'aluminium et même les piles.

Quant aux Pays-Bas, où la reine Beatrix elle-même met en garde contre le déclin de la planète, on n'y compte plus les mesures prises sous la pression du lobby écolo. Même les cultivateurs néerlandais, souvent traités de « cochons » par les Verts, viennent de publier un plan d'action où ils prévoient de revenir à une agriculture « propre », c'est-à-dire moins intensive (diminution des engrais et pesticides chimiques). Et le gouvernement Lubbers, tombé pour avoir envisagé un programme trop vert (trop coûteux, en fait), maintient aujourd'hui l'essentiel de son projet.

Les écoles européennes ont marqué cette dernière décennie. Plus aucun gouvernement, plus aucun industriel ni chef d'entreprise, plus aucun élu même, ne songe aujourd'hui à lancer quelque projet que ce soit sans se préoccuper de leur réaction. Même les pays de l'Europe du Sud doivent s'aligner sur cette tendance lourde de la Communauté. Si l'acte unique intègre la protection de l'environnement dans la construction européenne, c'est à eux qu'on le doit. Si l'on respire mieux un jour dans les rues de nos villes, parce que nos voitures sont plus propres et que les cheminées d'usine mieux filtrées, on le devra aussi à ces empêcheurs de polluer en rond qui gesticulaient maladroitement. Seront-ils plus efficaces lorsque leur internationale verte sera constituée en partis solides et disciplinés ? C'est en tout cas leur rêve : après la contestation, ils aspirent à la gestion.

ROGER CANS.

Enquête réalisée avec la collaboration de nos correspondants : Christian Chartier (Amsterdam), Patrice Claude (Rome), José-Alain Fralon (Bruxelles), Thierry Molinik (Madrid), Camille Olsen (Copenhague) et José Rebelo (Lisbonne).

La tentation du pouvoir

LES Verts au gouvernement ? Ce qui peut paraître une boutade dans beaucoup de pays européens est déjà une réalité en RFA. C'est après une première expérience qui n'a duré que quelques mois, en Hesse, la participation des Verts au pouvoir entre dans les faits. Deux coalitions entre les sociaux-démocrates et les « alternatifs » viennent de voir le jour, à Berlin-Ouest, et, au niveau municipal, à Francfort, sans presque qu'on s'en aperçoive. Lors de sa visite à Paris, au mois de mai, le nouveau bourgmestre social-démocrate, M. Walter Momper, s'annonçait qu'à Washington et à Londres, où il s'était auparavant rendu, le sujet ait été à peine évoqué. Mais l'événement des élections de janvier 1989 à Berlin-Ouest avait bien davantage été l'impulsion de l'extrême droite sur l'échiquier politique de la République fédérale.

L'entrée des Verts au gouvernement régional de Hesse en 1985 avec les sociaux-démocrates avait soulevé une tempête dans le pays. Deux ans à peine séparant cette première coalition « rouge-verte » de l'entrée au Bundestag des premiers députés de la toute jeune formation. L'établissement, qui prôlait alors aux Verts une existence éphémère, écartait les yeux en voyant celui qu'on appelait le « député aux bas-kecks », Joschka Fischer, devenir ministre à Wiesbaden, responsable pour l'environnement.

Aujourd'hui, les Verts sont une composante incontournable de la vie politique. Les responsables sociaux-démocrates n'hésitent plus à évoquer ouvertement, comme si c'était la chose la plus naturelle du monde, la possibilité d'une coopération avec les Verts au niveau du gouvernement fédéral si l'arithmétique électorale de 1990 le permet. Contrairement à ce qu'on avait pu penser au début, les Verts ne sont pas

toujours là, mais ils n'ont cessé de renforcer leurs positions. Ils devaient régulièrement le Parti fédéral, allié du chancelier Kohl à Bonn, qui n'a pas réussi à Berlin-Ouest à franchir la barre des 5 % indispensables pour avoir des élus. Les défections qu'a connus le parti ces dernières années, les bagarres sans fin entre « fondamentalistes » et « réalistes » sur la conception de l'activité politique à mener, n'ont en rien entamé son crédit auprès de l'électorat. L'évolution des conceptions des grands partis en matière d'environnement, de désarmement, largement influencée par leur présence, suffit à elle seule à la justifier aux yeux d'une frange importante de l'opinion.

Les trois préalables du SPD

Comme l'a montré la rupture de la coalition de Hesse, provoquée par les durs du Parti social-démocrate, il a fallu quelques années pour que la question de la participation des Verts aux plus hauts niveaux du pouvoir se pose de façon plausible. Non seulement le parti des Verts avait besoin de temps pour se stabiliser et offrir une image un peu moins chaotique de lui-même, mais pendant longtemps les sociaux-démocrates n'ont agi à son égard que dans l'optique de le faire disparaître. Au sein même des Verts, la réponse était loin d'être évidente. La coalition de Hesse avait été aussi soulevée des tempêtes. Le mouvement n'allait-il pas se faire corrompre à son tour par les jeux de pouvoir ? Des années durant, cette question dominait tous les congrès. Pour violent qu'il ait été, ce conflit sur la stratégie à suivre est cependant resté confiné à un cercle somme toute restreint de dirigeants. Pendant ce temps, au niveau local, dans les municipalités et les cantons, des centaines de militants ont pu

apprendre à gérer et ancrer une expérience qui faisait largement défaut au début du mouvement. Le moment venu, en 1989, ce sont eux qui ont tranché et permis aux « réalistes » d'imposer leur point de vue.

Leurs adversaires « fondamentalistes » avaient fait capoter en 1987 à Hambourg une possible coalition avec le SPD, refusant les compromis nécessaires, notamment la reconnaissance à l'État du monopole de la violence. Les Verts de Hambourg ont de tout temps été dominés par l'extrême gauche, l'une des principales composantes avec les utopistes de l'alle fondamentaliste. C'est une tendance pourtant proche, les « alternatifs » de Berlin-Ouest, qui participe aujourd'hui à un gouvernement régional. Au cours des négociations avec les sociaux-démocrates, ils ont accepté les trois préalables exigés par le SPD : non-tamiser en cause de la présence des Alliés, monopole public de la violence, adoption automatique à Berlin-Ouest des lois de la République fédérale. Malgré les affrontements graves avec la police provoqués par les autonomes le 1^{er} mai, la coalition a passé sans encombre le cap des premières semaines. A Francfort, capitale de la finance ouest-allemande et fief des Realos, les Verts se sont vu confier trois postes d'adjoint au maire, dont l'un pour Daniel Cohn-Bendit, chargé d'une expérience originale dans le domaine des relations avec les communautés d'immigrés. Il n'est venu à l'idée d'aucun responsable industriel comme en 1985 de menacer d'aller investir ailleurs. Malgré d'éprouvées marchandages, notamment avec l'industrie chimique, le pragmatisme qu'avait au manifeste l'ancien scientifique Joschka Fischer lorsqu'il était ministre de l'environnement de Hesse a, il est vrai, beaucoup contribué à calmer les esprits.

HENRI DE BRESSON.

Les forces en présence

● **BELGIQUE** : aux élections européennes de 1979, le parti ECOLO (Verts de Wallonie) obtient le meilleur score de la Communauté : 5,1 % des suffrages. Aux législatives de 1981, il s'octroie six sièges de députés, une première au sein de la CEE (le premier député écolo, élu en 1979, était Suisse). Aux européennes de 1984, il atteint 8,85 % des voix ; il remonte à 6,77 % aux législatives de 1987. Les Verts belges ont deux députés au Parlement européen.

● **DANEMARK** : les Verts danois n'ont jamais pu dépasser 1,3 % des voix. La concurrence des autres partis, qui se proclament tous écologistes, les maintient dans la marginalité. Pas de projet de centrale nucléaire à combattre. Rien que des éoliennes ! En revanche, la Société danoise pour la protection de la nature (1911) est en pleine expansion. De 50 000 adhérents en 1975, elle est passée aujourd'hui à 270 000.

● **ESPAGNE** : divisée entre organisations régionales, les Verts espagnols n'ont obtenu que... 0,44 % des voix aux législatives 1987 (80 000 suffrages). Pour les prochaines européennes, ils ont réussi à présenter pour la première fois une liste commune, conduite par une écologiste de longue date, l'avocate andalouse Purificación García - c'est son nom !

● **FRANCE** : la première percée des écologistes en politique remonte à 1981, lorsque Brice Lalonde a recueilli 3,87 % des suffrages à l'élection présidentielle. En 1988, Antoine Waechter n'a pu faire mieux (3,78 %). La deuxième percée est apparue aux cantonales de 1988 et surtout aux municipales de mars 1989, avec des pourcentages atteignant parfois 30 % (8 % en moyenne générale). Ils ont aujourd'hui quelques

1400 conseillers municipaux, dont une douzaine d'adjoints au maire dans des villes importantes.

● **GRÈCE** : on compte aujourd'hui plus d'une centaine de groupes écologistes dans le pays, répartis entre onze organisations différentes, presque toutes constituées après 1985. C'est autour du plus actif d'entre eux, le Mouvement écologique alternatif, que se constitue actuellement la coalition qui doit se présenter aux élections européennes. Les Verts grecs vont pouvoir se compter.

● **IRLANDE** : l'Alliance verte n'a jamais dépassé 2,3 % dans les districts où elle se présentait, ce qui représente 0,6 % au plan national.

● **ITALIE** : le pays connaît une prolifération d'associations de protection de la nature comme les Amis de la Terre, le WWF (130 000 adhérents), Italia Nostra (12 000 membres), la Ligue pour la protection des oiseaux (LIPU, 20 000 adhérents). La seule organisation politique à longtemps été la Ligue pour l'environnement, créée en 1980 dans le sillage du PCI. Elle regroupe aujourd'hui des écologistes, d'anciens communistes et des militants d'extrême gauche (Parti radical, Parti démocrate prolétarien). Les premiers Verts se sont présentés en tant que tels aux législatives de 1987 et n'ont obtenu qu'une moyenne de 2 % des voix (mais certains Verts s'étaient présentés sur d'autres listes). Le groupe des « Verdi » a onze députés à l'Assemblée.

● **LUXEMBOURG** : l'Alternative verte a atteint 6 % des voix aux dernières élections et deux députés à la Chambre.

● **PAYS-BAS** : dans ce pays où Greenpeace revendique

350 000 donateurs, les Verts n'ont pas de parti à la hauteur de leur rôle. Le Groen Partij, fondé par le Parti radical, ne s'est jamais présenté seul. La coalition présentée aux européennes de 1984 (Groen Progressif Akkoord) a obtenu 5,6 % des suffrages et deux élus aujourd'hui membres du groupe Arc-en-Ciel à Strasbourg.

● **PORTUGAL** : le Parti des Verts, là non plus, ne s'est jamais présenté seul. Allié au Parti communiste et au groupe Intervention démocratique, qui ont obtenu 14 % des voix aux élections générales de 1987, les Verts portugais ont deux députés à l'Assemblée nationale.

● **RFA** : les Grünen ont eu vingt-huit députés au Bundestag en 1983 et sept députés au Parlement européen en 1984. En 1987, avec 9,3 % des voix, ils ont renvoyé quarante-quatre députés au Bundestag. C'est de loin la plus forte représentation politique des Verts dans la CEE.

● **ROYAUME-UNI** : les Greens, pris en tenaille dans le système majoritaire à un tour, n'ont jamais pu faire élire un député. S'ils ont atteint en moyenne 7 % des voix dans les scrutins locaux, leurs 133 candidats aux élections générales de 1987 n'ont recueilli que 90 000 voix, et trois seulement ont dépassé 2,5 % ! Pour les prochaines européennes, les Verts britanniques vont jouer leur va-tout : présenter un candidat dans chacun des 78 districts. Il leur en coûtera 1 000 livres de caution par candidat, qui ne seront remboursées qu'à partir de 5 % des voix. Les Greens, qui n'ont que onze conseillers de districts, ont cependant le vent en poupe. De 7 500 membres en septembre dernier, ils sont passés à 10 000 aujourd'hui, soit exactement autant que les communistes.

DEMAIN, EN AVANT-PREMIÈRE DU CNIT

L'avenir appartient à ceux qui écoutent tôt.

Au CNIT, écoutez battre le cœur des échanges internationaux. Le WORLD TRADE CENTER - PARIS LA DÉFENSE et Radio Classique Affaires : 6 jours d'informations toniques pour vivre à l'heure internationale.

THÈME	LES ENJEUX COMMERCIAUX DE L'AN 2000
INVITÉ 7.40	Paul PAOLI Président Directeur Général CFAO
DÉBAT 8.20 8.30	Paul-Henri DENIEUIL Président FÉDÉRATION FRANÇAISE DU COMMERCE INTERNATIONAL Patrick DEVEAUD Directeur Général PARIBAS Président Directeur Général SCOA
INVITÉ 8.35 8.45	Gilbert SALOMON Président Directeur Général OPTORG

ET TOUTE UNE SÉRIE DE REPORTAGES : CHINE, URSS, USA, ALLEMAGNE...

WORLD TRADE CENTER PARIS-LA DÉFENSE

4, PLACE DE LA DÉFENSE - 92000 PARIS LA DÉFENSE - CEDEX 26 - TÉL. : 16 (1) 47.73.66.44
RADIO CLASSIQUE AFFAIRES : PARIS 101.1 MZ - LILLE 88.2 MZ

552 من الأصل

Politique

La campagne pour les élections du 18 juin

M. Fabius s'efforce de mobiliser les élus et les militants socialistes

M. Laurent Fabius l'avait dit dès le début : la campagne des élections européennes n'était pas sans difficultés ni sans risques. Difficultés et risques pour le PS, mais, aussi, pour sa tête de liste. Pour faire face aux écueils d'une élection par nature peu mobilisatrice, le président de l'Assemblée nationale recherche les initiatives et les gestes symboliques permettant de mettre en images les divers aspects de son message. Il compte, aussi, auprès des militants, sur la combativité dont il fait preuve dans ses meetings.

LYON
de notre envoyé spécial

L'abstention reste la principale préoccupation des responsables de la campagne socialiste, qui se préoccupent davantage de mobiliser l'électorat de gauche que de séduire celui qui peut être tenté par d'autres listes. La mobilisation de la base socialiste passe aussi, néanmoins, par la dénonciation des positions prises par les formations concurrentes, exercice auquel M. Fabius s'est livré, mardi 30 mai, à Lyon, en mettant en cause, principalement, M. Jean-Marie Le Pen et Valéry Giscard d'Estaing.

Dans la « capitale de la Résistance », le chef de file socialiste s'est indigné des propos du président du Front national accueillant d'un « et alors ? » la nouvelle de l'arrestation de l'ancien milicien Touvier. « La démocratie », a dit M. Fabius, « est encore et toujours la même. L'Europe et la démocratie demandent que la lumière soit faite sur Touvier et qu'il soit effectivement jugé ! »

M. Fabius a répliqué, d'autre part, aux critiques formulées la veille par M. Giscard d'Estaing lors de son passage sur Antenne 2. « Deux candidats uniques d'une vraie liste de droite », l'ancien président de la République est mal placé, selon M. Fabius, pour reprocher aux socialistes de ne pas mettre leurs notes en accord avec

leurs paroles. N'avait-il pas insisté, en quittant le pouvoir en 1981, une différence d'inflation de huit points entre la France et l'Allemagne, alors que cet écart est, aujourd'hui, « de zéro » ? « Ce n'est pas tout à fait la même chose ! », a lancé le chef de file socialiste.

Ayant ainsi affirmé que M. François Mitterrand a fait davantage que son prédécesseur pour l'Europe monétaire, M. Fabius a développé les différences qui séparent sa liste de celles de l'opposition. Il a souligné, notamment, que les socialistes sont les seuls à parler de l'Europe de la santé, thème illustré, dans l'après-midi, par une visite de services hospitaliers sous la conduite du professeur Jean-Louis Tournier, candidat sur la liste du PS.

Le professeur Léon Schwartzberg, candidat en cinquième position sur cette liste, a pris la parole au cours de ce meeting, qui a confirmé la popularité de l'éphémère ministre délégué à la santé. « Nous devons faire reconnaître la santé comme un droit naturel, acquis à tous les citoyens d'Europe », a déclaré le cancérologue, qui a cité Saint-Just : « Le bonheur est une idée neuve en Europe. »

L'Europe de la santé est un aspect de l'Europe du progrès social, thème essentiel de la campagne socialiste, que M. Fabius a, de nouveau, développé, en exprimant « un doute » au sujet de l'affirmation de M. Giscard d'Estaing qui s'était déclaré d'accord avec le projet de charte des droits sociaux fondamentaux.

Le président de l'Assemblée nationale a lancé un appel aux élus, aux militants et aux sympathisants pour qu'ils se mobilisent. Telle est, pour lui comme pour les autres formations, la difficulté principale. Si les élus se montrent — avec plus ou moins d'ardeur — disponibles, les militants manifestent un intérêt réduit pour cette campagne. Le meeting de Lyon a réuni moins des trois mille cinq cents personnes attendues. Certains sont déjà prêts à en faire porter la responsabilité à M. Fabius et à son style de campagne.

P. J.

Les candidats de l'extrême gauche justifient leur présence

« N'est-il pas inutile de voter pour votre liste puisque vous n'aurez pas d'influence au Parlement européen ? » Le Monde a posé cette question à trois têtes de « petites » listes de courant communiste : M^{me} Arlette Laguiller (Liste ouvrière, trotskiste), M. Claude Llabres (Mouvement des renouveaux communistes) et M. Marc Gauquelin (Mouvement pour un parti des travailleurs, trotskiste). Voici leurs réponses.

M^{me} Laguiller :
inutile de voter pour les grands

« Ce qui serait inutile, et même préjudiciable pour les travailleurs et pour les salariés en général, c'est de voter pour les grands partis qui sont peut-être sûrs d'avoir des élus, mais dont on sait à l'avance qu'ils défendront, pour l'Europe, une politique aussi anti-sociale que celle qu'ils ont menée, en France, au gouvernement, ensemble ou séparément, depuis dix ans. »

« En me présentant, je demande donc aux travailleurs de donner à la liste que je conduis les 5 % de voix qui nous permettront d'avoir des élus. »

« Il serait, en effet, très utile, pour tous les salariés, qu'il y ait assez de voix pour envoyer à Strasbourg de véritables représentants des travailleurs et pour désamorcer la politique de blocage des salaires et de facilités de licenciement offertes au patronat, menée par des gens qui ont osé se dire les défenseurs des travailleurs. »

M. Llabres :
pour le vote de conviction

« Bonne question, comme disait l'autre, passons donc aux suivantes : que signifie l'utilité en politique ? Ne dissimulerait-elle pas une conception de la citoyenneté qu'il ne serait pas « inutile » de discuter ?

« Voter utile », pour le sens commun, revient à distinguer dans le peloton de tête des candidats le moins mauvais pour faire obstacle au pire. Concevable dans une situation périlleuse pour la démocratie, cette attitude revient, en temps normal, à ne se prononcer que par approximation, à éliminer au lieu de choisir et finalement à transiger avec ses propres convictions. »

« L'affaire serait de faible conséquence si l'offre politique correspondait en ce pays à la demande qui s'exprime. Or c'est l'inverse qui s'avère au fil des consultations électorales où l'abstention galopante, qui n'est souvent que manière de contester la pauvreté des choix proposés, confirme que le système de représentation politique est entré en crise. Voter « utile » dans ces conditions c'est accroître un peu plus l'« inutilité » du politique. »

« Les renouveaux communistes, qui participent d'un mouvement plus large de renouvellement du discours et de la pratique politique, suggèrent une simple modification : substituer au vote dit utile le vote de conviction, le vote d'idée. Des idées, ils en ont quelques-unes qui, si l'on en croit le vent qui se lève à l'Est, l'ébranlement du communisme bureaucratique, la mutation du Parti communiste italien, la montée du courant vert et alternatif en Europe, ne sont pas hors du temps. »

« Faire de l'Europe un moment de la mondialisation, y appliquer en tous domaines la clause du citoyen le plus favorisé, en démocratiser le Parlement et, pour ce faire, supprimer la Commission de Bruxelles, aider à la formation d'un conseil européen des syndicats et des coordinations en démocratie ainsi à inverser la logique purement financière de l'Acte unique : voilà quelques pistes. »

« Qu'un système électoral veniste puisse contraindre un temps ces idées-là est une chose, qu'elles n'aient pas d'avenir en est une autre. »

M. Gauquelin :
l'utilité de la lutte des classes

« La question établit au point de départ comme principe que la possibilité d'avoir des élus définit l'« utilité » d'un vote. »

« Selon ce principe, dont il « faudrait » aller voter pour les gens qui sont présentés par la radio, la télé, les sondages, comme étant susceptibles d'être élus. »

« Il serait « utile » d'envoyer ces gens, qui ont déjà violé sans vergogne le mandat qui leur avait été donné en 1981, à un Parlement européen qui n'est qu'un simulacre de représentation populaire. Il serait « utile » d'envoyer au Parlement européen des gens qui viennent de voter la loi Soisson ayant pour objectif de « faire passer » des dizaines de milliers de nouveaux licenciements dans l'industrie, dans le cadre de l'« harmonisation européenne ». »

« C'est sur un tout autre terrain, celui de la lutte des classes, que désormais les travailleurs attendent une issue à leurs problèmes, l'augmentation des abstentions le démontre. Mais alors, pourquoi nous présentons-nous ? Précisément, pour dire cela. Et parce qu'on ne nous laisse aucune possibilité de nous exprimer à la radio, à la télévision, comme l'exigerait la plus élémentaire démocratie. »

« Dans notre profession de foi, nous disons : l'Europe dont ils nous parlent tous existe déjà. Ce sont ces vingt millions de chômeurs permanents dans les douze pays de la CEE, ce sont quarante millions de personnes au-dessous du seuil de pauvreté. »

« Cette Europe-là, nous n'en voulons pas ! Nous avons constitué dans cinq pays cinq listes sous le même sigle, « Pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie », sur un même programme, pour appeler ensemble les travailleurs, à s'organiser en commun, à l'échelle de toute l'Europe. »

« Le 1^{er} juillet, François Mitterrand va devenir président du conseil des ministres européens. Il peut proposer une directive interdisant le travail précaire dans toute l'Europe, qu'il le fasse ! »

« Pour notre part, dans ces élections, nous appelons les travailleurs à préparer avec nous, dans l'unité avec leurs organisations, une manifestation nationale contre le travail précaire, le 25 novembre 1989, à Paris. »

Les Verts allemands soutiennent les Renouveaux communistes

Rien ne va plus entre Antoine et Dorothée ! Il est vrai que leurs relations n'ont jamais été excellentes. Tous de liste des Verts allemands, M. Antoine Weischer s'en est pris, une nouvelle fois, mardi 30 mai, dans la presse d'outre-Rhin, à « l'activisme internationaliste » des Verts allemands, dont la liste est conduite par M^{me} Dorothée Piamont. Quelques jours auparavant, cette dernière avait qualifié les écologistes français de « Verts conservateurs ».

L'opposition politique entre la conception « verte-verte » de M. Weischer et celle « verte-rouge » de M^{me} Piamont avait constitué une toile de fond du récent congrès des « écoles » européennes (le Monde du 31 avril). « Plus rapidement qu'il ne le croit », affirme un membre de la direction des Grünen, les Verts français devront choisir entre la gauche et la droite. « Partisans du « ni gauche ni droite », les amis de M. Weischer auront à affronter une seconde à l'heure de vérité — après celle que leur chef de file devait subir, mercredi 31 mai sur A2 — à l'occasion de la constitution d'un groupe parlementaire européen à Strasbourg. Par ailleurs, M^{me} Piamont a précisé qu'il ne s'agit pas de question de sécher sans les eurocommunistes dans le groupe Art-an-Ciel. »

Un meeting commun

Pour donner un poids supplémentaire à cet avertissement, M^{me} Piamont participera à un meeting commun avec M. Claude Llabres, tête de liste des renouveaux communistes, le 15 juin à Metz, alors qu'elle s'appuiera pas son soutien à M. Weischer qui, du reste, ne le lui a pas demandé. Il est vrai que les Verts français ont en mémoire le soutien des députés écologistes allemands à M. Pierre Juquin pendant la campagne présidentielle.

« L'opportunisme en politique est une voie à très court terme », confie un dirigeant des Grünen pour expliquer le choix de M^{me} Piamont en faveur des amis de M. Llabres qui sont « peu nombreux mais bénéficient d'une implantation sociale et territoriale, ce qui leur permet de faire passer leurs préférences ». Par opposition, les Verts constituent, pour lui, « une association d'écologistes » dont « la compréhension politique est plus limitée que celle des Grünen ». O. S.

-Drrrriing!

-N'ouvre pas, ils viennent encore pour voir LA SEPT.

Pour regarder LA SEPT, tous les prétextes sont bons : théâtre, fiction, cinéma, musique. Et comme vos voisins ne seront pas toujours disposés à vous ouvrir, mieux vaut avoir LA SEPT à domicile. Comment recevoir LA SEPT : tél. : 4145.71.71.

LA VOIR, ÇA DONNE ENVIE DE L'AVOIR.

M. Giscard d'Estaing, d'un bout à l'autre du tunnel sous la Manche

FOLKSTONE
de notre envoyé spécial

Simone Veil était passée la veille mais s'était arrêtée à Calais. Valéry Giscard d'Estaing se devait de faire mieux. Il a poussé, mardi 30 mai, jusqu'à Folkstone, dans le Kent, où les Britanniques ont déjà creusé 8 kilomètres du tunnel contre seulement 3 kilomètres côté français. « Mais ce n'est pas parce qu'ils sont meilleurs que nous, leur terrain est plus favorable », a tenu à préciser un responsable — français — de la Société Eurotunnel.

Il serait exagéré de prétendre que cette visite de la liste UDF-RPR a suscité une intense curiosité du côté britannique. « RPR-UDF : is it a business company ? », demandait poliment aux accompagnateurs le directeur de l'aéroport de Lydd qui tentait une formation accélérée sur les subtilités de la politique hexagonale. Comme il se doit, un vent glacial balayait le chantier. « Mais c'est le premier jour de mauvais temps depuis un mois », ont tenu à préciser les Britanniques soucieux de désamorcer les plaisanteries anti-insulaires.

« Vous êtes ministre ? », a demandé le maire de Folkstone à Michèle Barzach. « I was », a répondu l'ancien ministre de la santé. Les responsables d'Eurotunnel lui ont offert une lampe de mineur et un calibou scellé dans du plastique, dont elle a soigneusement cherché la symbolique. « ST faut

que j'attende d'être ancien ministre pour recevoir ça », a maugréé Philippe Vasseur, député UDF du Pas-de-Calais, à qui on n'avait pas fait de cadeau. Revenu sur le continent, Giscard, sur le ton d'un animateur télé donnant l'adresse à la speakerine, l'a présentée aux foules comme « le charismatique Michèle Barzach ». Il est vrai qu'elle a eu plus de chance que le malheureux maire de Cambrai, un nommé Jacques Legendre, par ailleurs ancien ministre giscardien, dont Valéry Giscard d'Estaing a oublié le nom avec application tout au long de la journée à cha que fois qu'il devait le citer.

Sortie éducative

Pour le reste, un déplacement de la liste d'Union de l'opposition fait irrésistiblement penser à une sortie éducative d'adolescents chahuteurs sous l'autorité distraite d'un prof de sciences-éco qui a déjà dans la tête ses prochaines vacances. « Et dire que cela ne représente financièrement pas plus que deux centimes nucléaires », a déclaré Giscard méditatif — en anglais — devant le bout — anglais — du tunnel.

Sur ce point, en réponse à Simone Veil qui venait de proposer de faire financer le tunnel par des fonds européens — alors que le tour de table du projet est « bouclé » depuis longtemps — Philippe Vasseur a suggéré de « faire financer la construction de

la tour Eiffel à Paris par des fonds communautaires. »

Siège, entre le prof et le premier de la classe l'assente est cordiale. Au mini-meeting de Lille qui a conclu la journée — pas plus de cinq cents personnes, ce qui est tout de même un succès relatif pour un ancien chef de l'Etat — Juppé a fait consciencieusement scander le nom de Giscard par une foule militante à laquelle celui de Chirac serait plus spontanément monté aux lèvres. En échange, Valéry Giscard d'Estaing a salué son « talent montant », et l'a félicité pour le « mélange de netteté et de modération dans l'expression de ses pensées ».

Bref, l'union va bien. Alain Juppé est tellement sûr d'avoir entendu dire qu'il se tenait systématiquement plusieurs pas en retrait de Valéry Giscard d'Estaing pour ne pas apparaître en sa compagnie sur les photos, qu'il le « colle » à présent avec fidélité.

Comme Valéry Giscard d'Estaing doit tout de même consciencieusement redouter que ces sorties pédagogiques ne suffisent pas à valider l'indifférence des électeurs, il a réduit devant la presse sa proposition, formée la veille au cours de l'émission « l'heure de vérité », de suppression de service national. Il s'agit, a-t-il précisé, d'un grand thème de sa campagne mais pas le seul.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

مكتبة ابن رشد

Politique

Les conditions d'entrée et de séjour des étrangers

L'opposition s'apprête à déposer une motion de censure

Le RPR et l'UDF ont retrouvé depuis mardi 29 mai les délices de l'obstruction parlementaire modérée 1961-1984. Rappels au règlement en cascade, demandes de suspension de séance, « rafales » d'amendements, scrutins publics, motions de procédure : pour la première fois depuis le début de cette législature, l'hémicycle s'est transformé en champ de bataille à l'occasion du débat sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Les anciens présidents RPR de la commission des lois, MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon, ont mené la danse avec une délectation visi-

ble, comme s'ils avaient fait trop longtemps banquette. Le « noyau dur » de l'UDF et du RPR semble déterminé à mener au Palais Bourbon une bataille qui constitue un des volets de la campagne électorale de la liste Giacard-Juppé. Leur positionnement est également destiné à contrecarrer les « rénovateurs » qui souhaitent avec l'UDF que l'hémicycle soit un lieu de débat et non de combat. D'autres initiatives pourraient être prises, à l'instigation de M. Bernard Pons, pour tenter de ressusciter autour de son aile « dure » un groupe menacé de dislocation li-

ya quelques semaines lors de la palinodie de la motion de censure sur l'Europe. L'annonce de l'intention de M. Chirac de défendre la motion de censure que pourrait déposer le RPR et l'UDF en est une preuve supplémentaire. Après deux journées de débats, aucun article n'a pu être examiné ni discuté. Seuls cinq amendements, avant l'article premier, ont pu l'être. C'est ainsi que les députés communistes ont pu dans la confusion générale faire adopter deux amendements contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie.

« C'est du filibuster ! », a protesté, mardi 30 mai, le rapporteur de la commission des lois, M. Michel Suchaut (PS, Dordogne), en représentant à son compte une expression cancéreuse pour désigner l'obstruction parlementaire de l'UDF et du RPR. En séance de nuit, M. Frédéric Bredin (PS, Seine-Maritime), « effarée » par la tournure du débat, a lancé un appel à l'opposition : « Il y a une odeur de souffre. Ne pouvons-nous débiter sur un tel sujet sans propos violents ou racistes (tumulte sur les bancs UDF et RPR) ? Pensons aux quatre millions d'étrangers concernés, aux jeunes qui nous regardent ! Quel spectacle leur offrons-nous ? C'est triste. Rappelons-nous. Car il y a une honte à dire là. L'UDF s'est montrée quant à elle embarrassée devant la brusque poussée de fièvre de ses collègues de l'UDF et, surtout, du RPR. M. Jean-Jacques Hyeat (UDF, Seine-et-Marne) a tenté de se démarquer en s'exprimant : « Depuis le début du débat, nous ne sommes guère parvenus à faire comprendre à nos concitoyens l'intérêt que l'Assemblée porte aux étrangers, et en particulier à ceux qui aspirent à devenir Français. » Tout en maintenant ses réserves sur le texte du ministre de l'Intérieur, le député centriste n'a pas voté les amendements Mazeaud tendant à introduire dans le corps du projet de

loi le contenu de sa proposition de loi, reprenant elle-même quarante-huit propositions de la « commission Marceau Long » sur le code de la nationalité. Un incident a d'ailleurs eu lieu dans la nuit : M. Hyeat a quitté furieux l'hémicycle parce que MM. Gérard Longuet (UDF) et Patrick Devedjian (RPR) avaient tourné les clés de vote du groupe centriste en faveur d'un amendement Mazeaud.

Le RPR a, quant à lui, dénoncé par des rappels au règlement à répétition « le coup de force » du président de la commission des lois, M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine). M. Sapin, devant l'avalanche d'amendements (plus de deux cent cinquante) déposés par le RPR et l'UDF et l'incapacité dans laquelle la commission se trouvait de les examiner sérieusement (le matin M. Mazeaud en commission avait parlé une heure et quart sur le code de la nationalité) avait décidé à 19 h 30 de recourir au vote bloqué pour repousser d'un coup ces amendements. MM. Toubon et Mazeaud, tour à tour, ont vigoureusement protesté contre cette « atteinte au droit du Parlement », le vote bloqué ne pouvant être utilisé en commission. « Il est sans précédent dans le droit parlementaire et dans le fonctionnement des commissions qu'un seul vote soit demandé et effectué sur l'ensemble des amendements », s'est indigné M. Toubon. « Le vote bloqué ne peut être utilisé que dans l'hémicycle et à la demande du seul gouvernement », a expliqué M. Mazeaud, qui a précisé que cette « manœuvre » ferait l'objet d'un des considérants du recours que l'opposition déposera auprès du Conseil constitutionnel. « Vous avez voulu escamoter le débat précisément parce que nous voulions aller au fond des choses ! Mais je vous le dis, nous sommes prêts à développer dans cet hémicycle les arguments

que vous avez refusé d'entendre en commission », a ajouté M. Mazeaud. « Jusqu'à présent, on n'a jamais recouru en commission des lois à l'obstruction : faudrait-il qu'aujourd'hui deux anciens présidents de cette commission des lois soient porteurs de la remise en cause d'une tradition qui a fait sa grandeur », a répliqué M. Sapin. L'incident devait traîner en longueur, ajoutant encore un peu plus de confusion à un débat qui n'a que très rarement, mardi, effleuré le fond du sujet. M. Pierre Joxe devait pour sa part affirmer qu'aucun gouvernement ne saurait modifier le code de la nationalité « dans les conditions que propose M. Mazeaud ».

« La maison n'a plus de murs »

Dans l'après-midi, M. Toubon avait, à la tribune, mis en cause le chef de l'Etat, qui, selon lui, veut « presque seul imposer une conception personnelle de la situation des étrangers en France, et par là affirmer sa trace dans l'histoire ». C'est « un texte de déclamation, mal assuré, fruit de revirements multiples (...), un texte irréaliste, dangereux (...). Le projet constitue désormais une abrogation quasi totale de la loi actuelle. Vous nous avez placés vous-même, en citant aux pressions des plus extrêmes et des plus irresponsables, n'est-ce pas ? », a-t-il déclaré. « L'incapacité de dialoguer », a ajouté M. Toubon. En réponse à M. Toubon, qui avait affirmé que le gouvernement allait dériver des titres de séjour même à des étrangers en situation irrégulière, M. Joxe a voulu mettre les choses au point en expliquant qu'il s'agissait en fait de permettre la régularisation de situations juridiques « absurdes » concernant des

personnes dont le conjoint est Français et dont la demande du titre de séjour a été déclarée irrecevable. M. Alain Lamassouere (UDF, Pyrénées-Atlantiques) a, pour part, concentré son propos sur la compatibilité européenne de la loi Joxe. « Dès le 1^{er} janvier 1990, et en tout cas le 1^{er} janvier 1993, les conditions d'entrée seront bouleversées par des accords européens, avec des conséquences dix fois, cent fois, mille fois, avec plus importantes que celles de votre texte », a expliqué le député giracien. « Les étrangers entrant en Europe là où les frontières seront les moins hautes, et ils resteront là où la vie leur sera la plus facile. La porte reste fermée dites-vous : oui, mais la maison n'a plus de murs ! Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle loi française, mais d'une loi européenne commune. » M. Joxe a rappelé que pour certaines frontières, les contrôles systématiques n'existent déjà plus, la police des frontières opérant par sondage. « Des mesures complémentaires devront être prises pour faire obstacle à l'immigration illégale des ressortissants de pays non membres de la Communauté », a précisé le ministre. M. Robert Vassirand (RPR, Seine-Saint-Denis) a reconnu que le fait de renforcer les contrôles aux frontières « ne servirait pas à grand-chose » : « Nous avons tous connu la période tragique de la guerre : de 1942 à 1944 la frontière espagnole était gardée par la Wehrmacht, qui ne se souciait pas de droit de l'homme, et cela n'a pas empêché de nombreux Français de passer en Espagne pour rejoindre la France libre. » L'ancien ministre de la sécurité publique s'est prononcé pour des contrôles plus intensifs à l'intérieur plutôt qu'aux frontières. La discussion devait (théoriquement !) se poursuivre mercredi.

PIERRE SERVENT.

Les réserves de M. Méhaignerie

Les présidents des groupes UDF et RPR de l'Assemblée, MM. Jean-Claude Gaudin et Bernard Pons, ont annoncé, mardi 30 mai, leur intention de déposer d'ici à la fin de la semaine, selon l'article 48, alinéa 2 de la Constitution, une motion de censure sur le projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France.

L'annonce du dépôt d'une motion de censure par le RPR et l'UDF sonne, enfin, l'heure de la revanche des législateurs. Ils avaient trouvé, mardi matin, lors des réunions de leurs groupes respectifs, l'oreille attentive de deux personnalités de poids : MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac. Ce dernier se disait même prêt à défendre, au nom de son groupe, la censure du gouvernement. La majorité des députés de l'opposition UDF-RPR s'est, finalement, ralliée à cette proposition.

Heureux de retrouver soudainement l'autorité qu'on lui avait contestée sur son groupe, M. Pons, le premier, a défendu vigoureusement le dépôt d'une motion de censure sur un texte qui, selon lui, « bouleverse totalement la loi Pasqua et risque d'avoir des conséquences extrêmement graves pour le pays ».

Plus circonspect sur la procédure, M. Gaudin se disait « gêné » par la proximité de la dernière motion de censure que, comme M. Pons, il s'était refusé à voter. Il précisait aussitôt que s'il s'agit d'un texte qui mériterait d'être censuré, c'était bien celui-là, et il n'excluait pas de se faire, lors de la discussion, le porte-parole de son groupe.

Nettement moins enthousiaste était le président de l'UDF, M. Pierre Méhaignerie. Si son groupe est bel et bien décidé à voter contre le projet de loi Joxe, jugé « franchement mauvais » — un sentiment partagé par M. Raymond Barre, présent à la réunion du groupe —, M. Méhaignerie confiait que les « amendements en rafale » déposés par M. Mazeaud et « la censure à répétition » n'étaient pas sa « tasse de thé ». Le chef de file des centristes, qui n'avait pu consulter l'ensemble de son groupe, se refusait à préciser quelle serait son attitude. S'il semble exclu que l'UDF cosigne la motion UDF-RPR, il est, en revanche, plus probable qu'elle la votera.

Du côté de Matignon, où l'on suivait, vaguement amusé, cette offensive de « restauration », on se contentait de sourire d'un façon elliptique un proverbe... africain : « On ne pleure pas le rail avec une barrique trop pleine. »

P. R.-D.

M. Chirac dénonce les « faits du prince » de M. Mitterrand

M. Chirac défendra lui-même la motion de censure déposée par le RPR et l'UDF à l'Assemblée nationale contre le projet de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers. Le président du RPR, allié depuis plusieurs mois, compte également critiquer plusieurs autres aspects de la politique du gouvernement en s'opposant directement à diverses initiatives de M. Mitterrand.

Après le silence, les clamours ; après le flottement, la clarification ; après la mollesse, la pugnacité ; après la réflexion, l'action : M. Chirac a décidé, d'un coup, d'attaquer sur plusieurs terrains, mais son offensive est dirigée contre une cible unique, M. Mitterrand. Le président du RPR a, depuis plusieurs mois et notamment depuis les élections municipales, observé un maximum qui commençait à intriguer et même à inquiéter ses partisans et qui permettait à des tendances centrifuges de se développer dans la majorité et surtout dans son propre parti (le Monde du 18 mai).

M. Chirac relance donc son offensive tous azimuts, et il a voulu commencer à la faire avant la réunion qu'il présidera, à huis clos, samedi 3 juin dans la région parisienne, de tous les parlementaires de son mouvement. Un mouvement qui attend d'ailleurs d'être repris en main par son chef et dont le secrétaire général, M. Juppé, accepte qu'il comporte désormais des tendances et des courants divers, c'est-à-dire, du moins, celui des « rénovateurs ».

L'ancien premier ministre s'en prend d'abord avec sévérité à la décision de M. Mitterrand de réviser à la baisse les crédits de la loi de programmation militaire dont il avait été l'instigateur en 1987 du temps de la cohabitation. Il y voit une « folie », soupçonne le président d'avoir tenté artificiellement un désaccord entre un premier ministre économiste et un ministre de la défense dépensier pour mieux apparaître comme un arbitre plein de sagesse et il accuse M. Mitterrand de compromettre en définitive les capacités de défense de la France. Le reproche est grave, mais il n'est pas le seul.

Fait exceptionnel, c'est en effet M. Chirac qui défendra lui-même la motion de censure que le groupe RPR a pris l'initiative de déposer à l'Assem-

blée nationale contre le projet de loi Joxe sur le statut des immigrés. Car ce n'est pas le ministre de l'Intérieur mais le président de la République que M. Chirac compte mettre en cause, s'il est vrai, comme on l'affirme dans l'opposition, que M. Mitterrand a imposé au texte abrogant en fait la loi Pasqua alors que M. Joxe se serait contenté d'un aménagement des mesures prises par son prédécesseur. L'intensité de l'opposition conduite par le RPR et soutenue par l'UDF dans le débat parlementaire qui a commencé mardi montre que l'opposition croit avoir trouvé à un bon terrain qui peut lui permettre notamment de réunir auprès d'elle certains de ses partisans tentés de se rapprocher du Front national. Ce dernier étant depuis les dernières élections législatives absent du Palais-Bourbon, la droite parlementaire, et notamment le RPR, essaie donc de reprendre à son compte la défense des électeurs dont les motifs de « vote-bol » — selon l'expression de M. Chirac — avaient fait la fortune de M. Le Pen.

D'une façon plus générale, M. Chirac, qui le sache lui-même ou que des députés de son groupe interpellent le gouvernement à leur sujet, compte dénoncer la multiplication des « faits du prince » de la part de M. Mitterrand.

Népotisme

Trois initiatives récentes du chef de l'Etat sont mises en lumière par le RPR pour souligner la « dérive » du deuxième septennat vers un « exercice solitaire » (1) ou trop personnel du pouvoir. Par un pittoresque retournement de l'histoire, ce sont donc aujourd'hui les gaullistes qui reprochent au président de la République son comportement souverain et même les gaullistes qui reprochent contre lui l'accusation d'« exercice solitaire » portée naguère par M. Giscard d'Estaing contre de Gaulle après son voyage en Québec... « libre » en 1967.

L'annonce faite à Dakar par M. Mitterrand du renoncement à une partie de la dette de certains pays africains envers la France n'aurait pas respecté les formes. C'est au Parlement, remarque-t-on, qu'il revient de décider d'une telle mesure puisqu'il s'agit de « l'argent des contribuables et des impôts payés par les Français ».

Les nominations, par le président de la République, de membres du Conseil

économique et social ou de membres de section de cette assemblée ont, aux yeux de l'opposition, dépassé les limites « décentes » du droit dont il dispose. Elle était déjà irritée par les choix faits en faveur de députés socialistes battus puis en faveur de M. Harlem Désir et de M. Jean-Louis Thévenaz. La coupe a, semble-t-il, débordé avec la nomination de la chanteuse Georges Lemaire, menacée d'expulsion de son appartement pour non-paiement du loyer depuis plusieurs mois.

L'opposition entend par ce moyen dénoncer d'une façon plus générale la « chasse aux sorcières », le népotisme, c'est-à-dire le copinage intense mais plus habile que négative qui se pratiquerait, selon elle, dans la fonction publique.

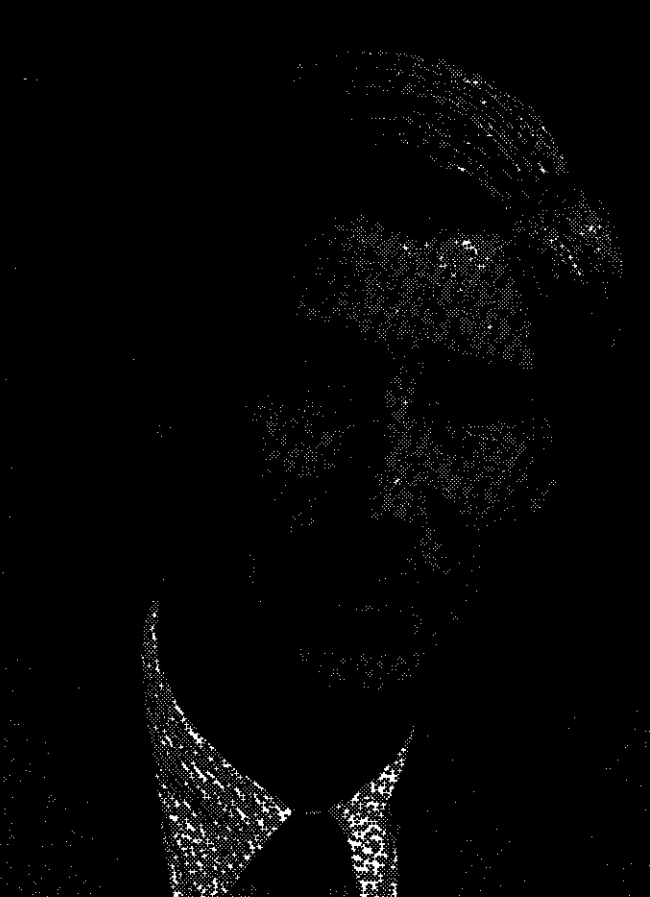
Enfin, entre « fait du prince » contre lequel l'opposition entend protester : les mesures exceptionnelles décidées par le préfet de police pour la célébration du 14 juillet, qui entraîneront, du 10 au 17 juillet, une neutralisation totale de la circulation automobile dans presque tout l'ouest de Paris et dans 70 kilomètres de rues. M. Chirac, qui depuis longtemps avait mis en garde contre les charges et les risques que comporterait l'organisation au même moment de la « parade de la Marseillaise », du sommet des pays industrialisés, de l'inauguration de l'Arche de la Défense et du défilé du 14 juillet avec de nombreux dirigeants étrangers hôtes de M. Mitterrand, a tenté de rappeler que « la Ville de Paris n'était pas responsable des mesures prises » et qui pourraient gêner les Parisiens.

Le RPR et son chef choisissent ainsi des thèmes réputés correspondre aux préoccupations de l'opinion pour bien rappeler qu'ils n'ont renoncé en rien à leur rôle d'opposants actifs. Après la défense nationale et l'immigration, ils pourraient s'en prendre également à la politique du gouvernement concernant notamment l'emploi, l'éducation et la culture.

Un an après l'élection présidentielle, M. Chirac, par ces diverses manifestations, ne souhaite pas laisser le monopole de l'initiative politique au président de la République et pas davantage à M. Giscard d'Estaing ni aux « rénovateurs » de l'opposition. Il se rappelle, en quelque sorte, au bon souvenir des uns et des autres.

ANDRÉ PASSERON.

JOËL DE ROSNAY



Une petite encyclopédie du futur à l'usage de l'honnête homme de ce siècle... c'est un ouvrage particulièrement important, qu'il est bon d'avoir à portée de main en permanence si l'on veut comprendre le monde dans lequel on vit.

Daniel Garric, *Le Point*

Avec « L'Avenir en direct » on mesure les enjeux, les espoirs et les risques du progrès scientifique et technique. C'est passionnant, limpide et motivant. Un livre à lire absolument pour mieux comprendre le monde d'aujourd'hui et préparer celui de demain.

Jean-Pierre Elkabbach, *Europe n°1*



468 p
98 F

FAYARD

سكوا من الأصل

Politique

Au Sénat

Rejet du projet de dénoyautage des sociétés privatisées

Alors que le matin même, dans un entretien publié par le *Figaro*, M. Alain Poirer assurait que le Sénat, qu'il présidait, « reste la seule Assemblée qui examine les textes, article après article », sa majorité (favorable à l'opposition) a eu recours, mardi 30 mai, à la question préalable (dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération) pour rejeter le projet de dénoyautage des sociétés privatisées. Cette procédure a été appliquée au terme de la discussion générale, soit avant l'examen de l'article unique du projet.

M. Pierre Bérégovoy s'est, comme à l'Assemblée nationale, retrouvé face à une double critique parfaitement contradictoire. M. Mario-Claude Beaudan (PC, Val-d'Oise) reprochant au gouvernement de ne pas remettre en cause les privatisations, et la majorité sénatoriale par les voix de MM. Fosco, Xavier de Villepin (Un. cont., Français de l'étranger) et Emmanuel Huraud (RPR, Rhône) le soupçonant fortamment de s'engager sur le chemin des nationalisations rampantes. M. de Villepin a noté au passage que le projet du ministre d'État aurait gagné en crédibilité si les modalités de l'économie mixte d'une réforme audacieuse du financement des entreprises avaient été précisées.

Rapporteur pour avis de la commission des lois, M. Étienne Dailly (RDE, Seine-et-Marne) s'est avant tout intéressé aux aspects selon lui anticonstitutionnels du texte à commencer par la violation du principe d'égalité devant la loi dont auraient à souffrir les sociétés privées ayant appartenu un temps au secteur public. Il a confirmé l'intention de l'opposition de déposer un recours en ce sens auprès du Conseil constitutionnel.

Après que M. Paul Loridant (PS, Essonne) eut justifié le bien-fondé du projet, « exemple d'un libéralisme aménagé sans intentions cachées ni motifs insouvenés », M. Jean-Pierre Masseret a contesté le choix de la majorité sénatoriale de ne pas poursuivre l'examen du texte car, a-t-il affirmé, il faut « en finir avec les noyaux durs », « accorder plus de libertés aux acteurs privés et publics de l'économie » et « mieux armer les entreprises françaises face à la concurrence internationale ». Le ministre de l'économie et des finances retenait toutefois le débat que l'opposition avait manifesté son accord sur la nécessité de voir les actionnaires publics traités de la même façon que les actionnaires privés.

A. Ch.

Avec Le Monde sur Minitel

CENTRALE ET SUPELEC

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

Un entretien avec M. Henri Emmanuelli, trésorier du PS

« L'hypocrisie dans le financement des partis génère des abus »

« Quel est le budget annuel du Parti socialiste ? »

— Je vais vous donner des indications très proches de la réalité. Nous avons cette année 40 millions de francs de financement public plus environ 45 millions de francs de cotisations en provenance des militants et des élus. Nous sommes donc aux alentours de 90 millions de francs de budget de fonctionnement. Il faut ajouter à cela le produit des cotisations, très variable en fonction des événements électoraux.

— Quelles sont les principales charges ordinaires du PS ?

— Il y a le personnel : 80 salariés pour plus de 20 millions de francs. Le plus gros des dépenses est constitué par notre presse (*l'hebdomadaire Vendredi*, distribué à 300 000 exemplaires, nous coûte 9 millions de francs), les revues, les brochures et autres matériels de communication. L'activité des divers secrétariats nationaux représente autour de 10 millions de francs. Il y a aussi les meetings, les réunions, les conventions et les congrès, les transports, l'aide internationale. Il y a les campagnes électorales enfin : cette année nous avons provisionné 25 millions de francs pour la campagne européenne.

— Vous démentez le chiffre de 40 millions de francs ?

— Tout à fait.

— Même en tenant compte des dépenses des fédérations ?

— Si les cent fédérations dépendent de leur côté de 4 millions de francs à 5 millions de francs au total, c'est le bout du monde.

— La campagne des élections municipales ne vous a rien coûté ?

— La trésorerie nationale a engagé 5 millions de francs couvrant le matériel et l'organisation des meetings nationaux.

— Cette campagne a donc été presque entièrement à la charge des candidats ?

— A la charge des candidats, des sections et des fédérations. Mais, outre les élections municipales et européennes, la trésorerie nationale d'un parti a dû contribuer ainsi depuis

Le 14 mai à Solothurn, M. Mitterrand avait exprimé le souhait qu'un nouveau projet de loi soit déposé au Parlement « dans un bref délai » sur la moralisation de la vie politique. « On ne peut pas laisser durablement la gestion démocratique se confondre avec des formes mêmes témoins de corruption », avait-il dit. Le président sortant du PS, M. Mitterrand, avertit le gouvernement de mettre en chantier un texte de loi pour l'automne. A Matignon, le premier ministre y travailla. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Henri Emmanuelli, trésorier du PS, explique les modes de financement disponibles ou cachés de son parti et ajoute que, dans ce domaine, « l'hypocrisie » conduit à de nombreux « abus ».

un an au financement des élections législatives et cantonales ainsi que de la campagne pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie.

— Les ressources transparentes que vous avez mentionnées — financement public, cotisations des militants et des élus — sont-elles suffisantes pour couvrir ces dépenses ?

— Non. Comme des responsables d'autres partis ont déjà eu la franchise de le reconnaître, les lois de mars 1988 instaurant un financement public, si elles constituent un premier pas important, n'ont pas permis de régler le problème de manière satisfaisante. La transparence reste relative, et les besoins réels ne sont pas couverts.

— Combien vous a-t-il fallu trouver par d'autres voies ?

— Nous avons dû trouver les moyens nécessaires.

— Ceux qui vous fournissent ces moyens en attendant-ils une contre-partie ?

— Non. Certains partis ont des alliés naturels qui sont financièrement puissants. Ce n'est pas le cas du Parti socialiste, mais nous avons nos sympathisants et nos sponsors comme tout le monde.

— Y a-t-il des gens qui tirent un profit personnel de ce financement occulte ?

— Ce qui subsiste d'hypocrisie dans le système génère forcément des abus : l'argent collecté au nom des partis politiques ne va pas toujours dans leurs caisses. Ce n'est pas nouveau, mais ce n'est pas tolérable.

— Un autre effet pervers réside dans la tentation de transformer les

affaires de droit commun en affaires politiques comme moyen de défense.

— Le système actuel est donc pernicieux. Que proposez-vous ?

— Il reste en partie pernicieux. Je le répète, un pas sérieux et important a été fait, mais il faut mettre en place des moyens de financement suffisants et transparents et agir en contrepartie la sanction des manquements à cette transparence.

— Sur un autre plan, il faut remanier les dispositions juridiques en vigueur, par exemple, à ce que les appels d'offres restreints ne débouchent pas sur un système de préférence locale, qui serait nuisible à la concurrence et donc, en définitive, à l'intérêt des contribuables. Il faut rétablir aussi l'autorité des chambres régionales des comptes sur l'ensemble des communes, alors que la majorité précédente y avait soustrait les communes de moins de deux mille habitants.

— Dans un autre ordre d'idées, il faudrait peut-être avoir le courage de traiter le problème du statut des élus locaux, problème toujours posé mais jamais résolu.

— Faut-il aussi renforcer le contrôle des ressources des personnes exerçant un mandat politique ?

— Sans doute, mais il ne faut pas non plus instaurer une suspicion généralisée. Les lois de mars 1988 ont déjà établi un contrôle du patrimoine des élus. Un homme politique est soumis d'autre part aux mêmes contrôles juridiques et fiscaux qu'un autre citoyen.

— Quelle méthode envisagez-vous pour le financement public des partis ?

— La méthode a été discutée et peut être à nouveau si d'autres le souhaitent. En France, le financement public repose sur la représentation parlementaire. Dans d'autres pays — en RFA par exemple — on tient compte également du nombre des électeurs. Ce qui est fondamental à mes yeux, c'est que l'on ait le courage et la maturité de régler le problème dans sa dimension réelle de façon à mettre en place les moyens d'une véritable moralisation.

— Souhaitiez-vous que les dépenses de propagande soient plafonnées ?

— C'est indispensable. Il faut assurer les moyens nécessaires mais à condition de contrôler les dépenses et de les plafonner, sinon on serait le tombeau des Danabais ou la ruine. Il faudrait évidemment prendre des dispositions pour ce que plafonnement ne puisse pas être contourné par des associations « amies » ou des supporters très actifs. Les socialistes avaient déjà refusé dans le même ordre d'idées l'introduction de la publicité politique à la télévision qui nous aurait entraînés dans des dépenses vertigineuses. Il faudra sans doute poser le problème d'autres catégories de dépenses.

— La mise en place d'une nouvelle législation devra-t-elle s'accompagner d'une amnistie pour les délits commis par le passé ?

— Il faut sans tarder remettre en chantier la loi sur le financement public des partis politiques et des campagnes électorales en se préoccupant au passage des élections locales qui n'ont pas été prises en compte dans les textes de mars 1988. C'est une question de courage, de maturité et de moralité, et il faut le faire de manière que la question que vous posez n'ait plus à être posée.

— Les socialistes y sont d'autant plus réticents qu'ils ont amèrement regretté l'an dernier de ne pas l'avoir fait entre 1981 et 1986. En 1983, ils n'étaient pas maîtres du jeu.

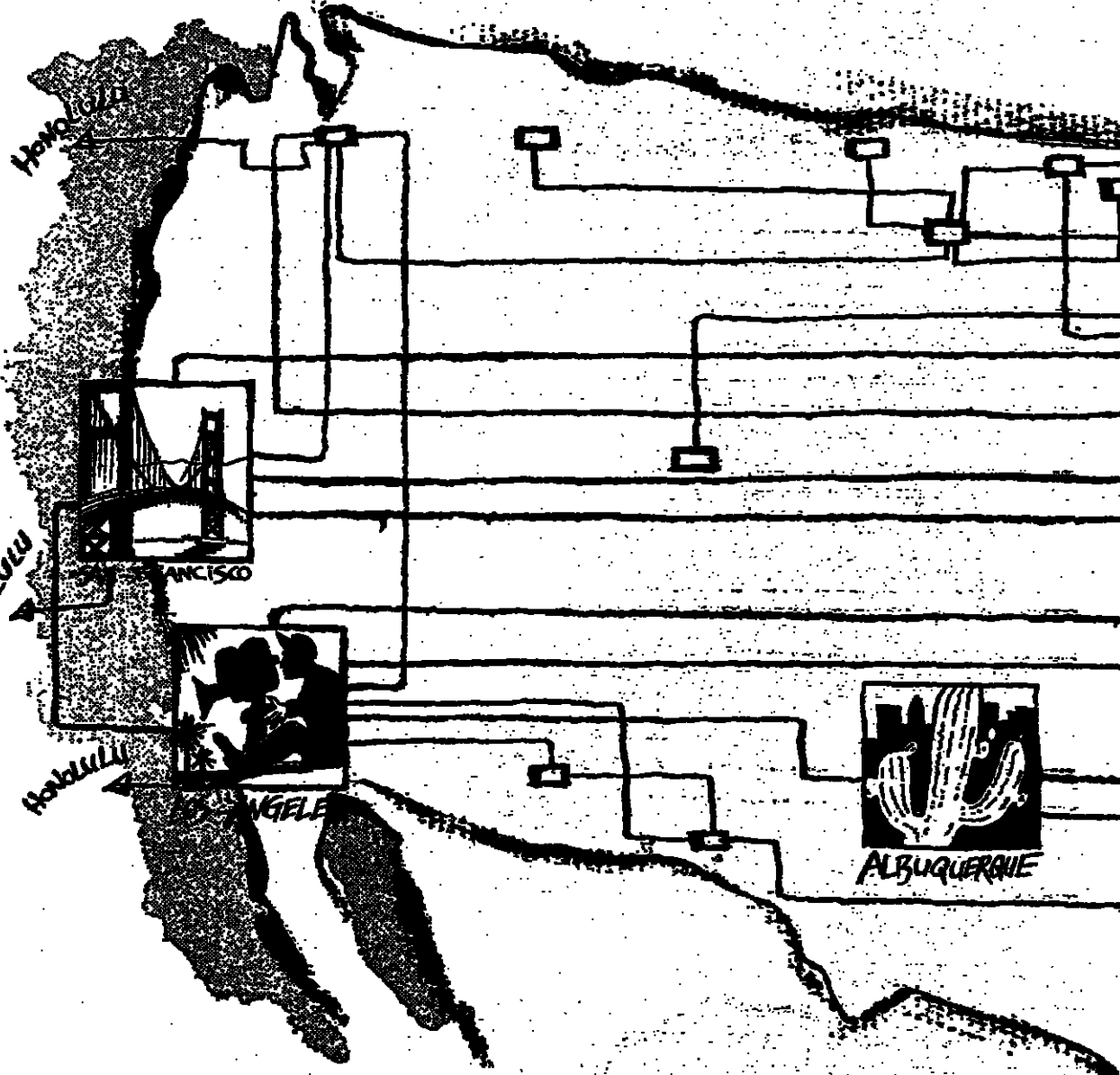
— Aujourd'hui il leur faut prendre leurs responsabilités et aller de l'avant résolument.

Propos recueillis par PATRICK JARREAU.

ENFIN, UN RÉSEAU RÉSERVÉ AUX HOMMES D'AFFAIRES

DEMAIN, PREMIER VOL PARIS-DÉTROIT NON STOP.

Si on vous dit que Détroit est l'escale la plus logique pour rejoindre facilement la Californie, la Floride, le Texas ou même le Wyoming, vous n'allez pas nous croire. Et pourtant... grâce au réseau Northwest Airlines, à partir de Détroit, Minneapolis ou Memphis, vous avez à votre disposition près de 200 villes américaines, des formalités de douanes et d'immigration faciles, donc un gain de temps important. Et tout ça, à partir de Détroit et en exclusivité Northwest Airlines. Quand on vous dit que vous n'aurez pas à rougir du réseau Northwest Airlines... Pour tout renseignement, contactez votre agence de voyage ou appelez-nous au (1) 42 66 90 00.



L'ESPRIT DE CONQUÊTE @ NORTHWEST AIRLINES

مكتبة الامم المتحدة

Politique

L'élection municipale de M. Jacques Dominati à Paris devant le tribunal administratif Les migrations préélectorales du troisième arrondissement

Carmel Kadouch-Friesz a passé la journée du 12 mars à parcourir les bureaux de vote du troisième arrondissement. Parce qu'elle y était candidate à la tête de la « petite » liste « un vrai cœur pour Paris », mais aussi parce qu'elle se méfiait. Au cours de l'hiver précédent, elle avait entendu ses camarades du RPR parler de « magouilles de liste ». Les résultats des législatives précédentes n'étaient guère encourageants : Jacques Dominati craignait d'être dévancé par les socialistes dans son fief. Fidèle parmi les fidèles, militant du RPR depuis 1983, et membre du comité de soutien de Jacques Dominati lors des législatives de 1988, Carmel avait alors décliné sa carte.

Le 12 mars, Carmel, qui est restée pédonneuse en poste dans les bureaux de vote de son quartier, a été fort surprise d'y découvrir des électeurs inscrits de la manière la plus régulière qui soit inacceptables de se souvenir de leur adresse. S'agissait-il d'une inscription « fictive » comme il en apparaît parfois à l'approche d'élections ? Après tout, lors de l'inscription sur les listes, les contrôles du lieu de résidence ne sont guère sévères : la plupart du temps, une attestation gracieuse de domicile ou une quittance de loyer de complaisance suffisent. Qui ira vérifier sur place ? A la veille de scrutins difficiles, la tentation est grande dans les démarches : pourquoi ne pas faire inscrire dans l'arrondissement des électeurs « sûrs » afin de faire basculer le scrutin ? Il suffit alors d'y trouver des « domiciles d'accueil » dont les occupants acceptent de signer des attestations.

Intriguée par les électeurs anonymes du 12 mars dernier, Carmel Kadouch-Friesz a déposé une requête au tribunal administratif de Paris.

Bientôt rejointe par Marie Lantier, tête de liste des Verts pour le troisième arrondissement, Carmel Kadouch-Friesz a épilé les listes électorales, contrôlé de près bien des domiciles, et découvert un bon nombre de « fausses domi-

« Le tribunal administratif de Paris doit se prononcer dans les quinze jours sur une requête déposée le 17 mars par M^{me} Carmel Kadouch-Friesz contestant la régularité du premier tour des élections municipales du 12 mars dans le troisième arrondissement de Paris. M^{me} Carmel Kadouch-Friesz, qui a été rejointe par les Verts, accuse l'équipe municipale de M. Jacques Dominati, le maire sortant réélu au premier tour avec vingt voix d'avance, d'avoir organisé de fausses domiciliations sur les listes électorales afin de faire pencher le scrutin en sa faveur.

« Nous avons étudié les additifs de ces listes, qui recensent les électeurs venus s'inscrire dans les mois qui ont précédé le scrutin », explique M. Pierre-François Divier, l'avocat des Verts. « Nous avons remarqué que ces nouveaux arrivants étaient souvent regroupés dans les mêmes immeubles, et que, là-bas, personne ne les connaissait ! Ce sont des fausses inscriptions qui ont été faites au dernier moment avec des attestations de domicile truquées. »

Ces brusques migrations, qui ont eu lieu juste avant le scrutin, sont, en effet, bien curieuses. Quelques mois avant les élections, certains immeubles du troisième arrondissement voient ainsi débarquer une dizaine de nouveaux locataires prêts à aller voter. C'est le cas du 15, de la rue Payenne, un petit immeuble du Marais dont l'interphone signale neuf appartements. Sept nouveaux arrivants sont venus s'y installer avant les municipales. Sept personnes qui ne figurent ni sur la liste des locaux affichée en bas ni sur des boîtes aux lettres.

Les exemples ne manquent pas. Six nouveaux habitants en quelques mois au 8, rue de Villehardouin, dans le Marais. Six personnes qui restent parfaitement invisibles et dont les noms sont absents des boîtes aux lettres et de la liste du hall de l'immeuble. Trois électeurs de dernière minute au 6, rue des Haudriettes, à la résidence « Le Marais Bondeville ». Le gardien, qui tient à jour un grand cahier recensant les habitants classés par ordre alphabétique, les cherche en vain sur ses feuillets.

Ces mouvements n'ont eurent rien de banals déménagements, mais il est bien difficile de prouver que ces brusques migrations préélectorales ont été organisées et planifiées à l'approche du scrutin. Toutefois, ces nouveaux arrivants ne viennent pas n'importe où. La plupart sont regroupés dans des immeubles... où résident des collaborateurs de Jacques Dominati. L'immeuble de Bernard Fournier, adjoint au maire et neveu de liste en mars 1989, a ainsi accueilli cinq domiciliations de dernière minute pendant les mois qui ont précédé les élections. La gardienne, qui distribue le courrier tous les matins depuis huit ans, n'en a jamais entendu parler. L'immeuble de Philippe Durie, adjoint, lui aussi, de Jacques Dominati et adjoint sur la liste des municipales, a vu débarquer en quelques mois quatre nouveaux locataires qui ne figurent pas sur la liste affichée sur la porte de la gardienne. L'une de ces voisines funtômes porte un nom de jeune fille connu dans l'arrondissement : Dominati. Même scénario dans l'immeuble de Jacques Bidet, adjoint au maire et docteur de liste en mars 1989 : sept électeurs tout frais qui n'ont laissé aucune trace. Avec, cette fois encore, une locataire portant comme nom de jeune fille Dominati.

Mais la plus importante de ces vagues de déménagement a eu lieu dans une petite rue du Marais : quatorze nouveaux arrivants dans un immeuble qui abrite une vingtaine de logements. Quatorze locataires privés d'interphone, de boîtes aux lettres et de téléphone. Coïncidence ? C'est ici qu'habite Frédérique Bestien,

l'attachée de presse de Jacques Dominati. « Je ne connais pas les gens de mon immeuble, explique-t-elle. Si des habitants ont emménagé, je ne les ai pas remarqués ». D'ailleurs, la liste de ces quatorze voisins invisibles ne lui dit rien.

Certaines associations, elles aussi, ont, semble-t-il, joué le rôle de « domicile d'accueil ». Six électeurs se sont ainsi inscrits sur les additifs des listes électorales en indiquant comme adresse le 48 de la rue Beaubourg, qui ne porte nulle trace de leur passage.

Peut-être habitant-ils tout simplement dans le local de la mairie qui accueille les Amis du Quartier de l'Horloge. Dans ce cas, il leur faut partager à sept une modeste pièce du rez-de-chaussée, au fond de la cour...

La requête de Carmel Kadouch-Friesz n'inquiète pourtant guère Jacques Dominati, même si elle rappelle à certains les mésaventures de Didier Bariani dans le vingtième arrondissement : six parents - dont son fils, son frère et sa sœur - trois conseillers d'arrondissement, son garde du corps et plusieurs de ses collaborateurs tous domiciliés au 35, rue Saint-Fargeau... dans le local de sa permanence électorale. « Il s'agit d'une polémique inutile », explique Philippe Chab, qui occupe les fonctions de directeur de cabinet de Jacques Dominati. Une commission administrative a été chargée de surveiller les listes électorales et, dans notre arrondissement, elle n'a relevé aucune situation prêtant à discussion. Le procès-verbal était vierge de tout cas litigieux. Il y a sans doute des domiciliations confuses mais je ne vois pas le problème. »

Pourtant, il ne s'agit pas là d'oubli. Ces électeurs de dernière minute ont bien pris soin de venir s'inscrire sur les listes électorales juste avant le scrutin des municipales. Et ils n'ont, semble-t-il, jamais déménagé...

ANNE CHEMIN.

Carrier

L'excellence en climatisation

Le 31 mai, ouverture au 51, avenue Denfert-Rochereau, d'un « show room » de climatisation. Le confort et le bien-être procèdent de plus en plus d'importances dans notre vie : nous constatons une demande accrue de climatiseurs de petite puissance de la part du particulier ou des professionnels libéraux.

Les quelques degrés de moins qui vous accueillent dans une ambiance climatisée, quand vous laissez à l'extérieur un air étouffant, représentent un moment de sensation agréable toujours apprécié.

Le confort de l'air ambiant, c'est bien mais, le confort de l'œil est tout aussi important : c'est pourquoi « CLIM DENFERT » vous présente l'ensemble de son matériel intégré dans des décors réels (bureau, salon, véranda).

Parce qu'une climatisation ne se vend pas comme une boîte d'allumettes, faites confiance à des professionnels au service de la climatisation depuis 25 ans en région parisienne.

Le président-directeur général, JOELLE BOURQUIN.
TEL : 48-21-70-75.

COLLEGE
DES
INGENIEURS

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
ÉCOLE NATIONALE DU GÉNÉRAL
DES EAUX ET DES FORÊTS
ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

Le Monde

LE MAINTIEN DE L'EMPLOI

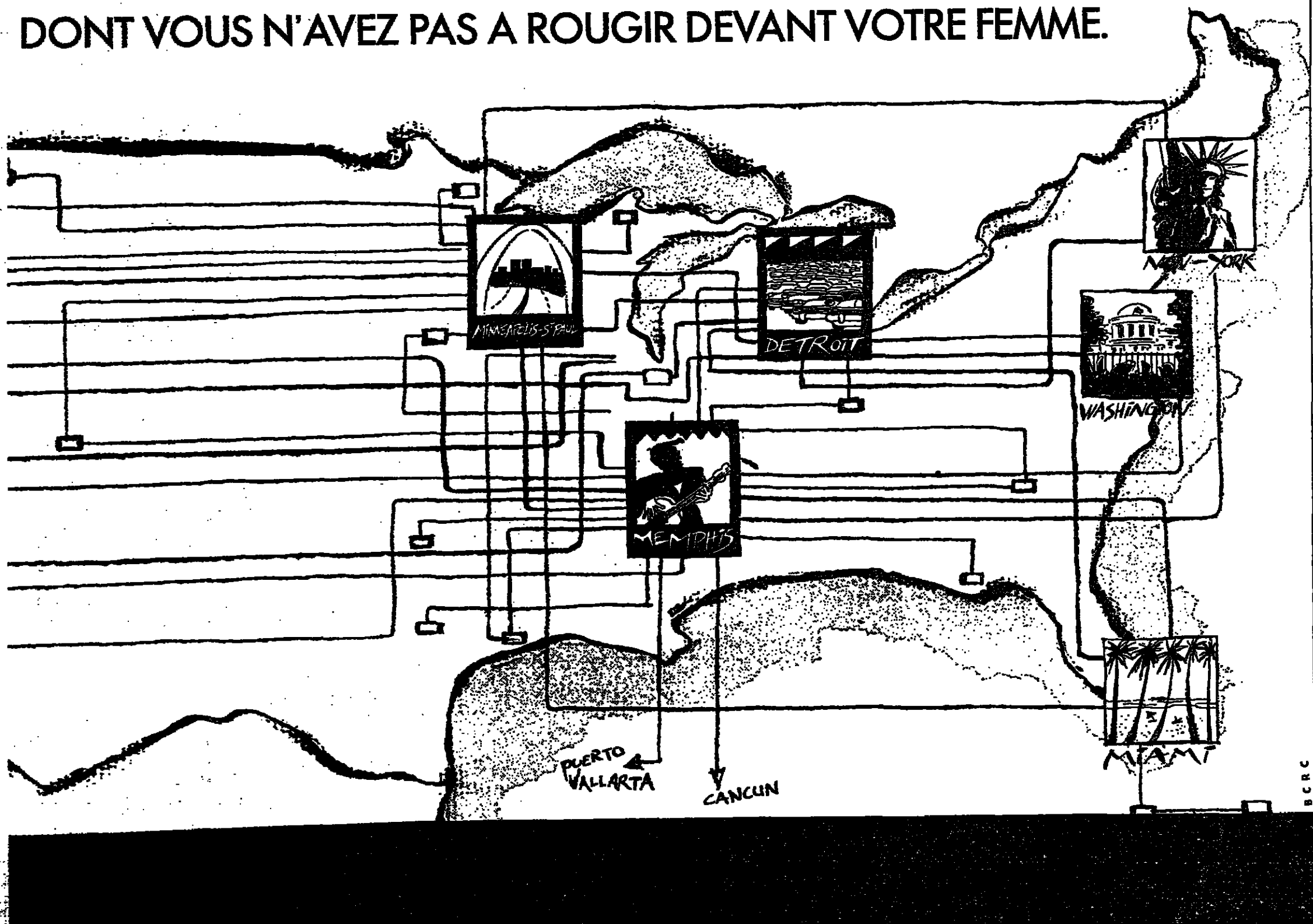
Contrainte ou arme stratégique ?

Jusqu'où l'intérêt collectif de l'entreprise peut-il coïncider avec l'intérêt particulier de ses employés ? Jusqu'où le management s'intéresse-t-il au problème de l'emploi ?

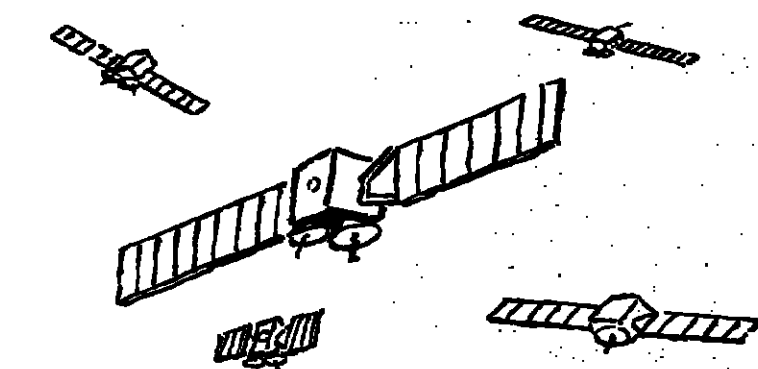
SÉNAT - 27 JUIN 1989

Renseignements et inscriptions :
Association pour la Promotion
du collège des ingénieurs
28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris
Tél. : 42-88-01 79 FAX 42-80-40-72

DONT VOUS N'AVEZ PAS À ROUGIR DEVANT VOTRE FEMME.



مكتبة الأمل



Pour comprendre comment marche la télévision par câble, commencez par regarder en l'air.

La télévision par câble, ce n'est pas un simple câble enterré dans le sol. C'est un outil de réception révolutionnaire qui, en plus des chaînes habituelles, retransmet les programmes thématiques (sport, musique, jeunesse, actualités...) et ceux des satellites en orbite au-dessus de nos têtes. La télévision par câble, c'est en plus une qualité de réception exceptionnelle et inaltérable. Trois millions de foyers pourront la recevoir à la fin de l'année. Pourquoi pas vous ?



Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace

مكتبة امين، الأصل

Visitant pour la première fois les pays scandinaves

Le pape dans les bastions de Luther

« SOS, le pape arrive », titrait récemment le *Sunday Times* dans l'information. En quatre mots, le ton était donné, un mélange de curiosité et d'indifférence, d'une certaine humeur mais aussi d'humour justifié par le caractère pittoresque et insolite de la situation. Jamais l'évêque de Rome ne s'était déplacé dans des pays aussi méconnaissables et aussi peu catholiques.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en Norvège et au Danemark, les catholiques ne représentent pas plus de 0,5 % de la population. En Finlande, ils sont 4 000 (0,07 %), disséminés jusqu'en Laponie, dans un pays huit fois plus grand que le Danemark. En Islande 1 300 ! Ce sont des îlots de catholicisme perdus dans un océan de luthéranisme.

La plupart sont des descendants d'immigrés du dix-neuvième siècle — la première paroisse catholique depuis la Réforme date de 1843 en Norvège — ou des réfugiés d'après-guerre (Polonais, Baltes, Latino-Américains, Vietnamiens, etc.), bénéficiaires de la politique d'accueil ultra-libérale des pays scandinaves. Parmi les 40 000 catholiques de Norvège, on ne compte pas moins de quatre-vingt-dix nationalités. Pour eux, cette visite du pape est un facteur incalculable de reconnaissance et de valorisation.

Des églises boycottées

En Suède, l'influence de l'Eglise catholique est cependant moins marginale que dans les pays précédemment cités. Grâce à l'afflux de réfugiés latino-américains (des Chiliens en particulier), elle compte environ 130 000 baptisés (1,8 % de la population). Devient la deuxième Eglise du pays, elle d'entraîne peu à peu dans la société et l'établissement suédois. Une quinzaine de théologues catholiques enseignent dans les facultés luthériennes. Des catholiques font même partie de la fameuse académie de Stockholm qui, chaque année, décerne le prix Nobel.

Compte tenu de leur situation archi-minoritaire, ce n'est pas des

catholiques nordiques que l'on attend des éclats au cours de cette visite. L'excommunication de Martin Luther par le pape Léon X remonte à plus de quatre siècles et demi (1520). Mais si les rapports entre l'Eglise romaine et les Eglises luthériennes ont radicalement changé (notamment depuis le concile Vatican II), le vieux fond d'anticatholicisme qui sommeillait dans les pays scandinaves vient de se réveiller. N'était-il pas interdit, en Suède, jusqu'en 1863, de se dire catholique au risque d'être dépourvu de ses biens et exilé ?

Notre correspondant à Oslo, Camille Olsson, nous signale que, en Norvège, sept évêques luthériens sur onze, ont décidé de boycotter la rencontre ecuménique prévue avec le pape, jeudi 2 juin, à la cathédrale luthérienne de Trondheim, l'ancienne capitale. Au Danemark, Jean-Paul II ne pourra pas prendre la parole dans la cathédrale de Roskilde, se contentant d'assister, comme spectateur muet, à un office de vœux luthérien : « Des fidèles de notre Eglise risqueraient d'être dérangés par son discours », a expliqué l'évêque luthérien de Roskilde, Mgr Wiberg. Dans la presse danoise et la norvégienne, des caricatures féroces et le mot d'« anticrist » pour désigner le pape ont fait leur apparition. A Copenhague, le théologien Laif Grane l'a traité à la télévision de « gourou spirituel ».

Le clergé luthérien est sans doute plus remonté dans cette affaire que les simples fidèles, dont un grand nombre ont réservé des places, pour voir le pape, dans les églises catholiques. Au point qu'un prêtre danois a eu la maladresse de dire que la visite de Jean-Paul II ferait, selon ses estimations, « 4 000 à 6 000 conversions » !

Dans cette polémique (moins aiguë en Suède), reviennent à la surface les caricatures du passé, mais aussi l'image d'un pape surtout connu pour ses conservatismes en matière de morale sexuelle et familiale, pour ses avertissements répétés aux théologues de la libération ou aux prêtres qui font de la politique. L'impression domine que l'écuménisme avec Rome fait du

Pour son quarante-deuxième voyage à l'étranger, Jean-Paul II se rend pour la première fois dans les pays scandinaves, où les chrétiens appartiennent pour la plupart au luthéranisme. Le pape visitera, à partir du jeudi 2 juin, la Norvège, puis successivement l'Islande, la Finlande, le Danemark et la Suède. Ce voyage doit durer dix jours. Sa préparation a été marquée en Scandinavie par diverses polémiques.

surplace et que Jean-Paul II cherche partout à planter l'étendard catholique. Mgr Linnéus, évêque luthérien de Bergen (Norvège), a même décidé de boycotter lui aussi le pape, par solidarité avec les catholiques progressistes.

L'écuménisme sera pourtant au centre de ce voyage. En dépit d'écarts limités, des célébrations et des rencontres sont prévues dans chaque pays entre la délégation vaticane et la hiérarchie luthérienne. Le « sommet » aura lieu le 9 juin à Uppsala, en Suède, dont l'archevêque luthérien, Mgr Bertil Wehström, a même fait le voyage jusqu'au Vatican pour préparer la rencontre. « Il y a trente ans, l'écuménisme se limitait à coups de bâton », dit le Père Jean-Paul, prêtre catholique de Stockholm. Après Jean XXIII et Vatican II, on est passé à un ecuménisme fusionnel. Aujourd'hui, les Eglises ont trouvé le juste équilibre et ont des rapports de travail sérieux ». Des documents communs sont publiés par des théologues, le plus récent portant sur la fonction épiscopale.

Le jugement sur l'Eglise catholique est en effet plus nuancé que ne le laisse entendre l'effervescence actuelle, en Suède par exemple : après la publication de l'encyclique sociale *Sollicitudo rei socialis* en 1988, beaucoup ont fait remarquer qu'elle ressemblait fort au programme du Parti social-démocrate. Le caractère « universaliste » du catholicisme conviendrait aussi à un certain attrait, par rapport au « provincialisme » des Eglises protestantes locales. Le capital de sympathie n'est donc pas si mince ; la liturgie catholique est généralement jugée moins austère que le culte luthérien. Au point que, à l'Eglise Saint-Jacob de

Copenhague, le pasteur Christensen réintroduit les cierges et l'encens !

Un effondrement de la pratique

La vérité est que toutes les Eglises font face à la même poussée de sécularisation et d'indifférence religieuse, au même effondrement de la pratique

En dix jours, le pape doit traverser une dizaine de villes et participer à un nombre égal de rencontres ecuméniques avec des protestants et, en Finlande, avec des orthodoxes. La Norvège compte 4 200 000 habitants, dont 90 % sont officiellement catholiques, mais 45 000, et les catholiques seulement 4 000. Au Danemark, sur 5 100 000 habitants, 91 % sont membres de l'Eglise luthérienne officielle, et 27 000 catholiques sont enregistrés. En Suède, sur 8 400 000 habitants, 94 % sont officiellement inscrits à l'Eglise luthérienne, et 130 000 catholiques. En Islande, sur 220 000 habitants, 95 % sont catholiques, mais 1 300 seulement. En Finlande, sur 4 700 000 habitants, 93 % sont catholiques, mais 4 000 seulement. En Suède, sur 8 400 000 habitants, 94 % sont officiellement inscrits à l'Eglise luthérienne, et 130 000 catholiques. En Islande, sur 220 000 habitants, 95 % sont catholiques, mais 1 300 seulement. En Finlande, sur 4 700 000 habitants, 93 % sont catholiques, mais 4 000 seulement.

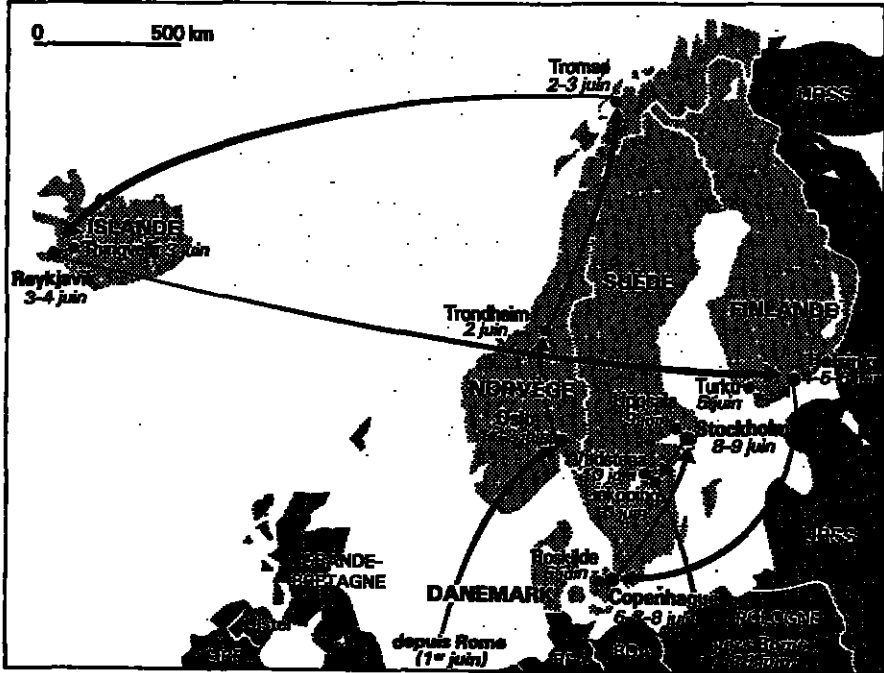
qui atteint ici des taux records en Europe. Car si le christianisme est une donnée majeure de l'histoire, de la culture et même de la politique suédoise, danoise ou norvégienne, la religion n'est guère pratiquée. Les églises sont riches, mais vides. Fonctionnaires payés par l'Etat, ce sont les pasteurs qui tiennent l'état civil : on naît et on est chrétien, parce qu'on est norvégien, suédois ou finlandais. Mais dans une ville comme Stockholm, par exemple, la pratique dominicale ne dépasse pas 1,5 % des baptisés. On paie ses impôts à l'Eglise, mais, sauf pour les baptêmes ou les obèques, on va très peu dans les églises.

Cette faible pratique extérieure est sans doute liée à la mentalité luthérienne, pour laquelle la piété et la lecture personnelle de la Bible sont des

critères d'appartenance à la religion plus déterminants que la participation au culte. Mais les divisions internes aux Eglises, sur les relations avec l'Etat ou sur le sacerdoce féminin, affaiblissent encore leur popularité.

La question est cependant moins celle de la pratique que celle de la foi. Un Norvégien sur quatre s'affirme croyant en Jésus-Christ. Selon un autre sondage, un Suédois sur trois croit en Dieu. L'influence du christianisme pourrait être également jugée en pleine régression si l'on en juge par le taux des divorces (1 sur 2 mariages en Suède, 2 sur 3 au Danemark) ou des avortements. Dans des pays pourtant si proches de la Pologne natale, le pape risque fort de se sentir dépaycé.

HENRI TINGO.



En dix jours, le pape doit traverser une dizaine de villes et participer à un nombre égal de rencontres ecuméniques avec des protestants et, en Finlande, avec des orthodoxes. La Norvège compte 4 200 000 habitants, dont 90 % sont officiellement catholiques, mais 45 000, et les catholiques seulement 4 000. Au Danemark, sur 5 100 000 habitants, 91 % sont membres de l'Eglise luthérienne officielle, et 27 000 catholiques sont enregistrés. En Suède, sur 8 400 000 habitants, 94 % sont officiellement inscrits à l'Eglise luthérienne, et 130 000 catholiques. En Islande, sur 220 000 habitants, 95 % sont catholiques, mais 1 300 seulement. En Finlande, sur 4 700 000 habitants, 93 % sont catholiques, mais 4 000 seulement.

Deux suicides d'étudiants en trois mois

Des mesures seront prises pour améliorer la sécurité au centre Tolbiac

« S'il y avait une enquête sérieuse d'hygiène et de sécurité, la fac fermerait illico », dit une étudiante de l'UNEP-ID. La « fac », c'est le centre Pierre Mendès-France de l'université Paris-6, rue de Tolbiac, dans le treizième arrondissement, cette tour faite d'un empilement de cubes de verre fumé qui, pour la deuxième fois en trois mois, vient d'être le théâtre du suicide d'un étudiant (le Monde daté 28-29 mai). Après Teddy Marcellus, mort le 22 février, c'est une jeune fille de vingt ans, étudiante en histoire et en lettres, inscrite à l'Ecole normale supérieure, qui s'est jetée, vendredi 26 mai, de la terrasse située au seizième étage, à 55 mètres de hauteur.

Ces deux suicides remettent en lumière la question de la sécurité dans cet ensemble universitaire de grande hauteur construit en 1972 pour 8 500 personnes, et qui en accueille couramment 11 000 à 12 000. Seul un muret de moins de 80 centimètres sépare du vide le rebord des terrasses dont l'accès est libre car elles constituent un passage obligé vers des escaliers de secours. En 1985, le suicide d'un chômeur au même endroit avait alerté l'administration de Paris-6. L'aménagement d'un couloir grillagé avait été envisagé, mais les architectes avaient refusé cette solution peu esthétique. Une étude avait été confiée en 1986 au service des constructions des académies de la région Ile-de-France (SCARIF), mais ses conclusions n'ont jamais été suivies d'effet, pour des raisons financières, semble-t-il.

Ce n'est qu'à la suite du drame de février dernier que de nouvelles études techniques ont été entreprises. Un dossier, actuellement examiné par les services de la préfecture de police, envisage plusieurs hypothèses techniques de protection — système de verrouillage des portes débrayables en cas de sinistre, vitrage ou filet de protection — pour un coût variant entre 500 000 à 1,5 million de francs, dépense non négligeable, rapportée au budget total de Paris-6 qui ne dépense pas 70 millions de francs et qui dépend de l'Etat pour ses dépenses d'investissement.

Le 29 mai, le recteur de Paris annonçait qu'« à la suite du deuxième décès survenu en trois mois au centre Tolbiac (...), le ministre de l'Education nationale dégage les moyens nécessaires pour que soient prises les mesures techniques aptes à éviter de tels événements ».

Ph. Be.

JUSTICE

Elections professionnelles dans la magistrature

Les modérés restent majoritaires malgré la poussée du syndicat de gauche

Les résultats des élections professionnelles des magistrats — qui ont eu lieu du 16 au 25 mai dans les trente-six cours d'appel de métropole et des territoires d'outre-mer — seront officiellement connus le vendredi 2 juin mais déjà, les chiffres pratiquement complets, permettent de noter une nette progression du Syndicat de la magistrature (gauche), un maintien de l'USM (Union syn-

dicale des magistrats, modéré majoritaire) et une nette baisse de l'APM (Association professionnelle des magistrats, de droite). Ces élections qui ont lieu tous les trois ans permettent de cerner plus précisément l'influence réelle de ces syndicats au sein d'une profession gagnée depuis quelques années par la politique.

Il est difficile, l'anrait-on sou- haité, d'élaborer système plus tar- disé celui qui régit les élec- tions professionnelles des magistrats. Si traditionnellement les syndicats comptent leurs troupes en annonçant le chiffre, bien difficile à contrôler, de leurs adhérents, ces élections sont, tous les trois ans, le seul moyen de mesurer réellement leur influence d'autant que le nombre de participants au scrutin est de l'ordre de 80 %. Elles consistent à choisir parmi les quelque 6 000 magistrats du corps les 111 « grands électeurs » qui leur tour, à l'automne, désignent un groupe au sein duquel le ministre de la justice choisira les onze mem- bres magistrats élus de la commis- sion d'avancement (1) et leurs quinq-équivalents qui siègeront à la commission de discipline du par- que.

Trois syndicats existent dans la magistrature. Le premier en taille et en ancienneté, l'USM était, il y a trois ans, en perte de vitesse très gri- gorieuse qu'elle était sur sa droite par l'APM et sur sa gauche par le SM. En pourcentage de voix, l'USM attei- gnait aujourd'hui 51,58 % (contre 52,4 % en 1986). Elle recule nette- ment dans les cours d'appel (51,76 % en 1989 contre 56,1 % en 1986) mais progresse dans les tribu- naux de grande instance où elle dépasse les 50 % (51,41 % en 1989 contre 48,88 % en 1986). L'USM reste, en tout état de cause, la pre- mière organisation représentative des magistrats en obtenant 178 sièges.

Après avoir mené une campagne sur la question des indemnités dont elle voudrait aligner le montant sur ceux plus élevés des cours régionales des comptes et des tribunaux admi- nistratifs, la démocratisation (la réforme toujours promise et toujours repoussée du statut), la défense du corps (celle du juge d'instruction, celle aussi de la formation des magistrats) et contre la politisation

Les relations avec le garde des sceaux

Le SM a, cette fois, décidé de présenter des listes dans une bonne douzaine de cours d'appel d'où il était absent aux précédents scrutins. Ce « labourage en profondeur » ne suffit pas, seul, à expliquer le succès d'une organisation dont l'USM et l'APM n'ont plus à dénoncer l'emprise sur l'actuel garde des sceaux. Avec 36,05 % des voix dans les cours et les tribunaux (contre 29,53 % en 1986), le SM réduit l'écart avec l'USM (il est aujourd'hui de 15,53 % contre 23 % en 1986). Le SM obtient 107 sièges. Dans certaines cours (Lyon, Greno- ble, Bourges et Besançon), le SM devance même l'USM.

Très éprouvé par l'affaire Jobic- Hayat, le SM a, d'autre part, nette- ment et très récemment pris ses dis- tances avec le ministre de la justice tant sur la réalisation du programme pénitentiaire, sur la loi relative à la détention provisoire que sur le code pénal. Après des réticences liées à un passé parfois qualifié de gau- chiste, le SM a finalement accepté de se battre sur la question des indemnités. Il a remporté quelques succès après avoir mené campagne pour l'abrogation de la loi Pasqua et la modification de la loi Méhaignerie sur le logement. Sur la question du statut des rapprochements ont été opérés avec l'USM.

« Les Versets sataniques » au tribunal de Paris

Des associations musulmanes demandent expertise et saisie

Une fois de plus, le tribunal de Paris est appelé à statuer sur un litige qui oppose liberté de conscience et liberté d'expression. Tel est en tout cas ce que lui deman- dent des associations dévotées par la Fédération nationale des musulmans de France à laquelle se sont joints cinq associations islamiques et plu- sieurs ressortissants tunisiens de confession musulmane. En leur nom, M. André Hozé, du barreau de Paris, et M. Mohamed Hamadi Bac- car, avocat à la Cour de cassation de Tunis, ont demandé, mardi 30 mai, au tribunal des référés de contrain- dre les éditions Bourgois de produire un exemplaire de l'édition française des *Versets sataniques* de Salman Rushdie, qui doit paraître à la fin du mois de juin, et de désigner un expert afin que celui-ci puisse écla- rir les juges sur le caractère « blas- phématoire, raciste et profana- toire » de l'ouvrage. Sans attendre les résultats de cette expertise, les associations musulmanes ont égale- ment demandé la saisie et l'interdic- tion du livre.

« Un véritable brûlot de guerre civile »

« Je ne me fais pas le valet de la hiérarchie chiite », a tenu à préciser M. Hozé en rappelant que plusieurs personnalités politiques, dont M. Jacques Chirac et M. Simone Veil, s'étaient montrées sévères envers un livre dont le Vatican lui- même avait contesté la teneur. Après avoir rappelé que l'ouvrage présentait Mahomet comme un « bête » et ses femmes comme des « prostituées », l'avocat a souligné que la liberté d'expression avait des limites en citant le combat qu'il a lui-même mené en Tunisie pour obtenir l'interdiction des *Protocoles des sages de Sion*. Pour M. Bac- car, « cette cause intéresse quatre mil- lions de musulmans et deux mille associations en France ». L'avocat

tunisien a regretté « la sage médi- tation » venue d'Iran qui a entraîné « un risque de croisade contre la communauté musulmane ». Aussi a-t-il insisté sur le sens de sa démarche « conforme à un Etat de droit ».

L'ouvrage constitue, selon M. Bac- car, « un véritable brûlot de guerre civile ». Il en veut pour preuve les troubles encore survenus en Grande-Bretagne où la blas- phemy law ne protège que l'Eglise anglicane.

« Il s'agit d'une demande fondée sur l'adage : Retenez-moi ou je fais un malheur », a répondu M. Jean-Claude Zylberstein, qui a refusé toute idée de censure préla- ble en s'appuyant sur la jurispru- dence qui consacre en France la liberté d'expression. Quant au contenu du livre, l'avocat a estimé qu'il ne pouvait surprendre personne et que l'acheteur se déciderait en connaissance de cause. « Vous ne trouverez pas aujourd'hui en France un esprit non prévenu », a souligné M. Zylberstein, avant d'ajouter : « L'éditeur public dans des conditions raisonnables et nul ne pourra se tromper sur l'objet acquis ». Il demandait ainsi à entendre que la traduction française compor- terait un avertissement. « Je vous demande de ne pas mettre une étiquette sur le livre de Rushdie », a conclu l'avocat.

Le ministre public, représenté par M. Jean-Claude Lantier, a porté sur l'affaire un regard strictement juridique. Pour lui, il n'y a pas lieu à référé pour la simple raison que l'on ne peut demander la saisie d'un ouvrage qui n'existe pas encore. En outre, un référé à la fois « préven- tif » et « répressif » ne lui semble pas être conforme à la procédure. Enfin, sans se prononcer sur le fond, le magistrat a remarqué qu'il y a beaucoup à dire sur les rapports entre l'art et la foi.

Le tribunal présidé par M. Robert Diet, président du tribunal de grande instance de Paris, s'est donné jusqu'au 3 juin pour se prononcer. Le choix de cette date n'est pas gra- tuit, car un autre référé contre les *Versets sataniques* doit être plaide le 5 juin à la demande de quatre autres groupements, dont l'Union des organisations islamiques de France et l'Association des étudiants islamiques.

MAURICE PEYROT.

هكذا من الأصل

Société

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

Mardi soir à Roland-Garros pour les anciens champions des lieux : trois d'entre eux ont été sortis dès le premier tour lors de cette deuxième journée des Internationaux de France de tennis 1989. Élimination la plus étonnante : celle de l'Argentin Guillermo Vilas, vainqueur en 1967, finaliste en 1975, 1978 et 1982,

aujourd'hui âgé de trente-six ans, qui avait été invité par la direction du tournoi.

Élimination la plus surprenante : celle de la néo-Australienne Hana Mandlíková, tenante en 1981, quatre fois demi-finaliste, qui a été battue par une Brésil-

ienne inconnue sortie des qualifications, Andrea Vieira. Élimination enfin la plus cruelle : celle de Yannick Noah qui, battu par le Brésilien Luiz Mattar, disputait sans doute le dernier match de sa carrière sur le central où il s'était imposé en simple en 1983 et en double (associé à Henri Leconte) en 1984.

Un rebond de génération

Le tennis engendrerait-il la mélancolie ? Roland-Garros deviendrait-il un repaire de grincheux ?

A trop compter les éclopés - à la liste desquels s'est ajouté mardi 23 mai l'espagnol Emilio Sánchez (10^e de série n° 12), lui aussi contraint à l'abandon par un dos tordu, à trop s'attendrir sur les éliminations figuratives au nombre desquelles figuraient trois anciens champions mardi, Yannick Noah, Hana Mandlíková et Guillermo Vilas - il y a, en effet, un risque : celui de ne plus se promener dans le stade des Mousquetaires que le soir parapluié du souvenir à la main.

Ah ! si vous aviez vu cette finale dames 1985 entre Evert et Navratilova, ça c'était du tennis comme on n'en voit plus. Hâsses ! elles ne sont plus là, elles ont passé l'âge... Ah ! si vous aviez vu Jimmy Connors et Vitas Gerulaitis au temps de leur splendeur, c'était autre chose ! Maintenant ils font les clowns tristes en jouant ensemble le double...

Il faut en convenir, ces Internationaux de France 1989 ne sont plus ce qu'ils étaient. D'autant que le côté « rétro » a été comme souligné par l'installation de deux statues à la gloire de René Lacoste et de Jean Borotra, les deux derniers héros de la grande aventure française en Coupe Davis, deux de ces mousquetaires pour lesquels le stade avait été construit en 1928. Mais s'il n'est plus le temple d'un passé plus ou moins parfait, Roland-Garros serait-il visité par une foule aussi nombreuse, aussi curieuse, aussi passionnée ?

Hier, l'après-midi, le petit central a été envahi par une bande de « groupes » dont l'enthousiasme inconditionnel n'était pas refroidi par un courant d'air frais, le court 11 a été pris d'assaut toute la journée... Et bien tous ces pétiements, tous ces hurlements, toutes ces files d'attente, c'était en l'honneur de la jeunesse, de ces insolents qui ne sont là que pour faire table rase du passé.

Le show d'Agassi

Bien sûr il y a peu de chances pour que Fabrice Santoro ait un jour la notoriété d'un Yannick Noah. Mais pour voir ce gamin de seize ans qui émerge à la quatre-vingt-dixième place du classement mondial c'était tout bonnement l'événement. Il n'a pourtant rien de bien particulier ce jeune espoir français, pas de look chic, pas de jeu choc. Mais il s'est bien battu. Il s'est même battu comme un lion, mobilisant le court 9 pendant près de quatre heures, et ne rendant les armes qu'à un Américain guère plus vieux que lui, David Wheaton, qu'à 8-6 au cinquième set.

Mais parmi les jeunes qui montent, qui poussent, Santoro n'est pas le seul. Dans cette classe d'âge des moins de dix-neuf ans - ils étaient seize sur cent vingt-huit, et la moitié a passé le premier tour - certains peuvent d'ores et déjà prétendre à la gloire.

Le mieux placé est bien sûr André Agassi. Il a capitalisé sur sa performance de l'an passé. Ses supporters sont légion. Et il a tout fait pour leur être agréable mardi lors de sa brève rencontre avec Johan Carlsen. Un petit peu de show : l'Américain a pris un ramasseur de balles sur ses genoux pour le faire boire. Un soupçon de décontraction : il a fait semblant de demander à son adversaire à quel coin du carré il préférait qu'il se place pour servir à gauche. Un zeste d'émotion : il a laissé filer quelques jeux comme si son bras ne lui obéissait plus (mais ce n'était sûrement qu'une paille de concentration). Et une grosse dose d'énergie : son coup droit est toujours aussi dévastateur. Bref Agassi n'est plus seulement là pour faire le spectacle, il a maintenant d'autres obligations pour tenir son rôle, pour amorcer son ambition.

Sera-t-il le premier Américain depuis Tony Trabert en 1955 à s'imposer sur terre battue, la « rouge » comme il aime à préciser ? En tout cas il y a dans son sillage une cohorte de compatriotes qui sont de la même génération et qui semblent tous aussi décidés que lui à combler ce vide. Michael Chang est, outre-Atlantique, le favori de ceux qui ne supportent pas les « poses » d'Agassi. Il s'est un peu étoffé depuis son dernier passage à Paris, il est toujours aussi appliqué dans sa manière de jouer. Mais contre Eduardo Masso, un Argentin émigré en Belgique, il n'a pas montré une très grande autorité même si son adversaire a estimé qu'il avait fini par se laisser complètement manœuvrer.

En fait deux garçons que Chang a battus aux États-Unis, ont fait une plus forte impression alors qu'ils ne sont pas précédés par une notoriété aussi flatteuse. Jim Courier qui est le plus conforme au modèle du tennisman américain - blond et athlétique - a justifié sa quarante-seizième place mondiale atteinte avant son dix-neuvième anniversaire en éliminant facilement le Finlandais Veli

Palohelmo. Pete Sampras, plus jeune d'un an, figure cinquante places plus bas sur l'échelle mondiale des valeurs. Mais les premiers pas sur la brigue pilée de cet admirateur de Rod Laver - l'ancien champion australien dont il s'est inspiré pour sa vidéo de revers - ont montré ses bonnes dispositions contre le Mexicain Jorge Lozano.

Avec de tels gaillards, l'Amérique comblera-t-elle le trou que vont bientôt laisser les Connors et McEnroe ? Le tennis comme la nature a horreur du vide. Si les États-Unis ne s'avèrent plus capables de sortir de très grands champions - cela pourrait être une conséquence directe de l'excès de libéralisme dans l'organisation de ce sport - ils ne manquent de toute façon pas de candidats partout ailleurs dans le monde.

L'Argentin Alberto Mancini, sur la lancée de ses victoires à Monte-Carlo et à Rome, est bien sûr au premier rang de ces espoirs. Mais la question qui se pose à son sujet, est de savoir si son poignet, qu'il met à rude épreuve en tapant aussi fort qu'Agassi mais avec plus d'effet, tiendra jusqu'au bout de la quin-

zaine. En fait c'est la même interrogation qui revient chaque fois qu'on regarde des jeunes comme l'Espagnol Sergio Bruguera ou le Vénézuélien Nicolas Pereira. Comment cognent-ils aussi fort ? Combien de temps vont-ils résister à ce rythme ?

Ce n'est pas ce qu'on se demandait mardi en suivant le Yougoslave Goran Ivanišević. Dans quel sens se déplace-t-il un phénomène ? Du haut de ses deux mètres il fait tomber des services lourds comme le plomb. L'Américain Remeberg en a fait les frais. Mais la taille a rarement permis de marquer la différence sur un court très long. En fait le meilleur atout des Yougoslaves ici serait plutôt une jeune fille fraîche comme un bouton, Miroslava Seles, qui n'a que quinze ans, mais qui a déjà assez de talent pour avoir poussé vers la retraite Chris Evert elle-même en la battant il y a quelques semaines. C'est à coup sûr une impertinence, une insolence. Précisément ce dont le tennis a besoin pour ne pas sombrer dans cette monotonie sournoise qui le guette.

ALAIN GRAUDU.

La sortie de Noah

C'est peu dire que le stade, toute la journée, présentait le drame à venir. A mesure que les heures passaient, la foule traînait son plaisir de court en court, montrant à chaque match un peu plus de ferveur, plongeant ici ou là, espérant de brèves instants, son espoir d'un miracle. Il était évident qu'il allait perdre. Il était évident, mais d'autres convalescents s'échappaient. L'entraînement lui faisait défaut, et ceux qui n'étaient pas prêts s'effondraient.

Furieuse nuit, passé à peser le pour et le contre, et, finalement, à découvrir le pire. Quand le vent se leva en milieu d'après-midi, la foule y vit comme un mauvais présage. Un mauvais vent, glacial, tourment, qui mit les cœurs aux couleurs déprimées de l'automne. Le stade n'était venu que pour maintenir Yannick Noah dans la cour des grands, à coups de cris, d'esprit parisien, de mauvaises foi s'il le fallait, et voilà que la solidarité de Roland-Garros tournait à l'histoire triste, peut-être même à la fin d'histoire. À 16 h 30, lorsque le champion français et Luiz Mattar, ce moult Brésilien, firent leur entrée, le brasier du central chauffait comme pour une finale. Mais on fit semblant de ne rien voir, refusant l'évidence jusqu'au dernier point : comme pour une finale d'adoles.

Et c'était absurde, bien sûr ! Yannick Noah n'avait raisonnablement que fort peu de chances de battre son adversaire. Mattar, en 1988, contre Noah, s'était déjà entraîné à ce

même premier tour. Quarante-quinze jours avant, le Brésilien n'avait plus joué de français. La victoire de celui-ci, en 1983 à Paris, n'était plus qu'un vieux souvenir, et il était évident que le circuit à saisir l'occasion de ses faiblesses de plus en plus fréquentes. Noah aux motivations ébranlées, fragile, du cœur et de muscles. Noah usé, déjà à son avertissement des courts. Noah peut-être trop intelligent pour croire au seul bonheur d'une vie de tennis.

Noah en tout cas blessé au tournoi de Forest-Hills, contraint de précipiter la guérison d'une épineuse à la volée plantaire. Il bottait encore la semaine dernière. Il n'avait repris sa raquette que cinq jours avant ce premier tour. Il allait à l'échec, sans doute le savait-il. Avoir-il parié sur cette fameuse magie du central pour le sauver d'un forfait sans gloire ? Sur cette tendresse si particulière de Roland-Garros pour le joueur malade, et l'inconscience recherche sur le stade de frissons vieux de six ans ?

Avait-il besoin d'un symbole fort, de ce symbole-là, le stade, le tournoi et leur mémoire de lui, pour hâter, mieux formuler son désir de retraite ? L'illusion du jeu dura peu. Yannick Noah offrit ses meilleurs coups, trop rares, son service et son smash, et l'échec fut sans surprise, des belles tour courtes, un revers en arrière des jambes lourdes. Comme s'il était publiquement sa propre, prenant les gradins à témoin de ses hésitations.

Luiz Mattar jouait bien, puisqu'il jouait son avenir face à un adversaire qui mettait en équilibre son passé et son présent. Il empêcha sans tour d'efforts les deux premiers sets : 7-6, 6-4. Comme la foule, il réalisait peu à peu que ce qui se disputait n'était plus rien à voir avec un premier tour. L'enjeu du tournoi se fondait peu à peu dans les contours flous d'une cérémonie autrement plus dense. Un jubilé, dira un confiant, comme on s'applique à montrer un ancien champion dans un répertoire de gestes qu'il oubliera bientôt. Finist un salut, de la foule à l'arrière et de l'arrière à la foule. Un dernier tour de piste.

Et pour que la fête, triste ou gaie, soit réussie, il y fallait le registre tout entier. Une fin de troisième set bouleversante. Le Brésilien tint son rôle très dignement. Il fallait juste aux derniers limites des « points décisifs », laisser filer la balle au-dessus de la ligne à 8-6, pour que la central retienne son souffle, comme au temps où Noah parvenait à sauver une partie sur le dernier point. Il

envoya au ciel le service du Français. Roland-Garros suivit des yeux la chandelle, sa chute, alors que le temps s'arrêtait, sa réception au sol. Out ! 8-6 aux points pour Noah. Le set à 7-6 pour le champion. Le stade poussa ses cris, la plus forte sans doute d'une carrière, persuadé qu'entre Noah et lui, une telle émotion ne se retrouverait sans doute plus.

Comme ne reviendrait plus, un jour, le petit d'une dizaine de quatorze ans en 6-4. Il n'était plus un secret depuis un an que Yannick Noah comptait les mois. Mais il avait répété qu'aucun échec particulier, dans un tournoi, ne fournirait l'occasion de son départ. Surtout pas celui qui risquait de l'étendre à Roland-Garros. Mais, il tomba, mardi, au premier tour. Et il le confia lui-même, cette mésaventure ne lui était pas arrivée depuis 1977. L'année de son premier engagement à Roland-Garros, à dix-sept ans. La foule, comme lui, y vit un signe. L'idée qu'une boucle venait de se boucler. Que repassait les mêmes images.

Alors, les se levèrent quand il sortit. Il se leva de la main, comme les joueurs le font tous. Mais, il y vint comme une séparation. Yannick Noah ne démentit pas. Il évoqua spontanément devant la presse l'immensité de son départ. Quand ? Cela avait-il la moindre importance ?

PHILIPPE BOGGIO

REPÈRES

Catastrophes

Un bilan des typhons en Asie

Le violent typhon qui, le semaine dernière, a ravagé le centre du Vietnam a provoqué la mort de 140 personnes et la destruction de 800 autres dans les provinces de Quang-Nam-Da-Nang, Binh-Trí-Thien et Nghe-Tinh, selon le quotidien Nhan Dan. Au total, 7 000 hectares de riz en pleine moisson ont été totalement détruits et plus de 100 000 endommagés par les inondations. Quant au typhon Brenda, qui a ravagé la province méridionale chinoise de Kouang-Tong la semaine dernière, il aurait fait 84 morts et 280 blessés. — (AFP, AP)

Environnement

Des ministres européens à Prague

Les ministres de l'environnement de sept pays d'Europe centrale (Autriche, Hongrie, Pologne, RDA, RFA, Tchécoslovaquie et URSS) et les représentants de la CEE, du COMECON et de l'ONU se sont réunis les 29 et 30 mai à Prague pour passer en revue la coopération Est-Ouest en matière d'environnement.

Le ministre autrichien de l'environnement, M^{re} Marlies Fiering, a fait part des craintes de ses collègues à l'égard des centrales nucléaires tchécoslovaques (sauf au total), en particulier celle de Dukovany, à 40 kilomètres de la frontière, et elle en construction de Temelin, à 80 kilomètres. Le ministre tchécoslovaque de l'environnement, M. Viktor Pavel, a garanti la sécurité des centrales de son pays, et exprimé l'inquiétude de son gouvernement à l'égard de la suspension des travaux du barrage hongrois de Nagymaros, lié aux projets hydroélectriques de la Tchécoslovaquie.

Les ministres ont accepté le principe d'un sommet des chefs de gouvernement des sept États, mais ils n'ont pas voulu en fixer la date. — (AFP, Reuters)

Famille

Une enquête sur les droits de l'enfant

Que savent les enfants sur leurs droits ? Comment réagissent-ils face à l'injustice ? De quels espaces de liberté disposent-ils au sein de leur famille ? Afin de mieux connaître les dix-huit ans (9^e, 5^e), M^{re} Hélène Dorhac, secrétaire d'Etat chargée de la famille (1), a lancé une enquête réalisée par la SOFRES et menée en collaboration avec l'Association des professeurs d'histoire et de géographie. Cette enquête a été, pour objectif de sensibiliser les jeunes et leurs enseignants à la convention internationale des droits de l'enfant qui devrait être examinée et votée par l'Assemblée générale des Nations-unies à la fin de l'année. M^{re} Dorhac a également présenté, mardi 23 mai, à la presse, un jeu pédagogique sur les droits de l'enfant.

(1) Secrétaire d'Etat à la famille, 8, avenue de Ségur, 75007 Paris.

Résultats du mardi 30 mai

SIMPLES MESSIEURS

Premier tour

1. Lendl (TCH, n° 1) b. P. Kuhn (LFA) 7-6, 6-3, 6-1 ; D. Rostagno (EU) b. O. Delaire (FRA) 6-3, 6-2, 7-6 ; J. Gunnarsson (SUE) b. F. Fontang (FRA) 7-6, 5-7, 6-4, 6-1 ; D. Cahill (AUS) b. N. Broad (ARU) 6-4, 6-1, 6-4 ; T. Wiksten (EU) b. U. Rieglowski (RFA) 6-2, 6-1, 6-4 ; F. Roig (ESP) b. A. Olkovski (URS) 6-4, 6-3, 6-2 ; P. Sampras (EU) b. J. Lozano (MEX) 6-3, 6-2, 6-4 ; M. Chang (EU, n° 15) b. E. Masso (ARG) 6-3, 6-0, 6-3 ; K. Novak (TCH) b. D. Marcelino (BRA) 6-2, 6-2, 6-2 ; A. Boetsch (FRA) b. C. Mezzadri (SUI) 6-4, 6-1, 6-3 ; S. Bruguera (ESP) b. N. Marques (POR) 6-4, 4-6, 4-6, 6-4, 6-3 ; E. Jelen (RFA) b. C. Pioline (FRA) 6-4, 7-5, 7-5 ; C. Pioline (ITA) b. G. Vilas (ARG) 6-1, 6-3, 6-4 ; D. Wheaton (EU) b. F. Santoro (FRA) 3-6, 0-6, 6-3, 6-4, 8-6.

Deuxième quart de tableau. — A. Szandier (CAN) b. D. Goldie (EU) 2-6, 0-6, 6-2, 7-6, 6-3 ; L. Dumoulin (EU) b. T. Champion (FRA) 4-6, 6-4, 7-6, 6-1 ; J. Potier (FRA) b. C. Motta (BRE) 5-7, 2-6, 6-3, 6-1, 6-0 ; L. Mattar (BRE) b. Y. Noah (FRA, n° 13) 7-6, 6-4, 6-7, 6-4 ; A. Chesnokov (URS) b. P. Arvanis (PER) 6-4, 7-5, 7-6 ; J. Svensson (SUE) b. N. Kulti (SUE) 7-6, 7-5, 6-3 ; C. Steeb (RFA) b. J. Stollenberg (AUS) 6-3, 7-5, 6-3 ; A. Tous (ESP) b. T. Nijssen (P-B) 6-2, 6-4, 2-6, 6-4 ;

J. Brown (EU) b. M. Sreijber (TCH) 2-6, 7-6, 6-1, 6-2 ; J. Courier (EU) b. V. Palohelmo (FIN) 6-3, 6-4, 7-6 ; P. Cane (ITA) b. M. Gattafson (SUE) 3-6, 1-6, 6-3, 6-3, 6-3 ; A. Agassi (EU, n° 5) b. J. Carlsen (SUE) 6-3, 6-4, 6-1.

Troisième quart de tableau. — M. Jaito (ARG) b. M. Filippini (URU) 6-3, 6-4, 6-2 ; A. Mancini (ARG, n° 11) b. S. Yoni (AUS) 7-5, 6-2, 6-3 ; G. Ivanišević (YOU) b. R. Remeberg (EU) 0-6, 6-2, 6-1, 6-3.

Quatrième quart de tableau. — G. Perez-Roldan (ARG, n° 16) b. S. Casal (ESP) 6-4, 6-2, 6-0 ; H. de la Pena (ARG) b. R. Fromberg (AUS) 6-4, 6-4, 6-2 ; B. Becker (RFA, n° 2) b. J. Pugh (FRA) 6-4, 6-2, 6-3.

SIMPLES DAMES

Premier tour

1. Rittner (AUT) 7-5, 6-7, 8-6 ; S. la Frette (ITA) b. G. Fernandez (EU) 6-2, 6-0 ; E. Reinach (AF-SUD) b. K. Schimper (AF-SUD) 6-3, 6-3 ; S. Meier (RFA) b. I. Kuczyńska (POL) 6-7, 6-4, 6-4 ; A. Vieira (BRE) b. H. Mandlíková (AUS, n° 14) 6-7, 6-1, 6-4 ; L. Gildemeister (CHI) b. W. Probst (RFA) 6-4, 6-3 ; S. Amich (FRA) b. L. Laskova (TCH) 3-6, 6-1, 7-5 ; J. Popililova (TCH) b. D. Kravtchikova (TCH) 6-0, 6-2 ; C. Martinez (ESP, n° 8) b. B. Herr (EU) 6-3, 6-2.

Deuxième quart de tableau. — M. Seles (YOU) b. R. Reis (EU)

6-4, 6-1 ; S. Martin (EU) b. K. Rajčarova (TCH) 7-5, 7-6 ; F. Fauti (AUS) b. C. Seles (FRA) 6-1, 6-2 ; A. Villagrán (ARG) b. L. Eldredge (EU) 6-1, 6-1 ; S. Sloane (EU, n° 16) b. C. Cunningham (EU) 6-0, 6-2 ; L. McNeil (EU, n° 12) b. N. Tazditi (FRA) 6-4, 6-4 ; E. Burgin (EU) b. J. Weimer (AUT) 6-3, 6-4 ; L. Savchenko (URS) b. I. Cueto (RFA) 6-0, 7-5 ; M. Malceva (BUL, n° 6) b. E. Smyth (AUS) 6-4, 6-4.

Troisième quart de tableau. — A. Sanchez (ESP, n° 7) b. R. Rajčarova (TCH) 6-2, 6-1 ; I. Demongot (FRA) b. M. Paz (ARG) 6-3, 7-5 ; M. Medvedeva (URS) b. R. McQuillan (AUS) 3-6, 6-3, 6-2 ; J. Novotna (TCH, n° 11) b. J. Halard (FRA) 6-3, 6-2 ; M. Werdel (EU) b. J. Byrne (AUS) 6-2, 6-7, 7-5 ; N. Guerrero (FRA) b. L. Badanova (CHI) 6-7, 7-5, 6-1 ; L. Golaeva (ITA) b. E. Pfaff (RFA) 6-3, 6-4 ; R. Reggi (ITA) b. N. Zvereva (URS, n° 3) 3-6, 7-6, 6-2.

Quatrième quart de tableau. — A. Minter (AUS) b. X. Varez (EU) 6-3, 6-3 ; A. Grossman (EU) b. P. Tarabini (ARG) 7-5, 6-1 ; G. Magers (EU) b. M. Laval (FRA) 6-3, 3-6, 7-5 ; K. Rindl (EU) b. B. Romano (ITA) 3-6, 6-0, 6-3 ; N. Dias (BRE) b. R. White (EU) 6-1, 6-1 ; B. Panfilis (AUT) b. S. Cecchini (ITA) 1-6, 6-4, 6-4.

Entre parenthèses la nationalité des joueurs et éventuellement leur numéro de tête de série.

MÉDECINE

Le professeur Schwartzberg persiste et signe

Le retour de M. Léon Schwartzberg sur la scène politique ne pouvait pas se faire sans bruit. Châtié sur la liste socialiste pour les élections européennes, l'ancien ministre de la santé du gouvernement Rocard, en présence de M. Laurent Fabius, repris mardi 30 mai à Lyon, l'essentiel du programme qui, en juillet dernier, lui avait valu ses disgrâces.

Le candidat de la liste socialiste a ainsi une nouvelle fois proposé le dépistage systématique de l'infection par le virus du sida chez certaines personnes (futurs époux, femmes enceintes), la distribution de produits de substitution aux toxicomanes et la création d'un carnet de santé. Il a aussi fait valoir qu'il avait « un peu précédé » M. Claude Evin,

actuel ministre de la santé, sur certaines décisions comme « le dépistage systématique du sida dans les armées ». Toutefois, contrairement aux affirmations de M. Schwartzberg, on indique au ministère de la santé qu'une telle mesure n'est pas souhaitable par M. Evin.

Pour sa part, M. Laurent Fabius n'est pas intervenu sur les évidentes contradictions entre l'attitude du candidat socialiste et la politique menée par le gouvernement en matière de santé. Dans l'entourage de M. Claude Evin, on confie que les propositions d'un futur député européen « prêtent beaucoup moins à conséquence » que celles d'un ministre de la santé.

J.-Y. N.

Grève des crèches et des médecins scolaires

Les syndicats CGT, CFDT, CFTC et Autonome ont appelé les personnels des crèches et des centres de loisirs de la Ville de Paris à une journée de grève, mercredi 31 mai. Ces syndicats réclament, séparément, des augmentations de salaire, des titularisations et des remplacements pour les pédiatres, les éducateurs, les cadres et les auxiliaires de ces établissements, qui accueillent chaque jour plusieurs dizaines de milliers d'enfants.

D'autre part, le Syndicat national autonome des médecins de santé publique (SNAMSP) appelle les médecins scolaires à une journée d'action jeudi 1^{er} juin. Les médecins, qui observeront un jour de grève et manifesteront dès 14 h 30 devant l'Assemblée nationale, réclament un statut spécifique et une reprise du recrutement qui a été interrompu en 1989. Ils soulignent que le système de santé scolaire est actuellement insuffisant et ne comprend qu'un seul médecin pour dix mille élèves.

Mucoviscidose

Des relais pour la recherche

Un relais pédestre entre Aigüen et Paris est organisé du 29 mai au 1^{er} juin au profit de la recherche médicale sur la mucoviscidose, cette affection d'origine héréditaire qui touche chaque année trois cents enfants. Des manifestations similaires, baptisées « Virades de l'espoir », seront organisées à l'échelon national le 24 septembre prochain (Association française de lutte contre la mucoviscidose, 82, boulevard Masséna, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-82-25-25).

Sida

1,6 % de séropositifs en Tanzanie

Le docteur Aaron Chidao, ministre tanzanien de la santé, a déclaré mardi 30 mai à Dar es-Salaam, qu'environ 400 000 personnes (soit 1,6 % de la population) sont porteurs du virus du sida en Tanzanie. Le sida est apparu pour la première fois en Tanzanie en 1983 dans la région de Kagera (nord-ouest), proche de l'Ouganda et du Rwanda, et s'est, depuis, étendue « à un rythme très rapide » dans tout le pays. La région de Dar es-Salaam est maintenant la plus atteinte, avec 2755 malades, suivie par la région de Kagera avec 2139 malades. Le ministre a annoncé qu'une vaste campagne de lutte contre le sida sera lancée le 2 juin. — (AFP)

PORTUGAL

Fête et nostalgie à Coimbra

Considérées comme des espaces de contestation pendant la dictature de Salazar, les « républiques d'étudiants » de Coimbra souffrent de la crise des idéologies. Mais on continue à y discuter — pendant que d'autres font la fête.

La maison se dresse à l'angle de deux ruelles au pavé luisant. Au cœur de ce quartier médiéval, entièrement organisé autour et en fonction de l'une des plus vieilles universités européennes, cette bâtisse étroite, en forme de proue de navire, est bien connue des habitants de la ville. A son balcon, flotte un drapeau noir brodé de blanc. Un méchant écriteau barbouillé à la main proclame *Real Republica Pra Kys Tao*. C'est l'une des seize républiques d'étudiants de Coimbra.

Dans ces maisons plus ou moins décrépies, généralement liées à des particuliers, les étudiants vivent en communauté. Ils sont une dizaine ou une quinzaine selon la capacité de l'immeuble. C'est une façon bon marché de se loger dans cette ville universitaire, où plus de la moitié des 14 500 étudiants sont hébergés chez l'habitant. Mais les républiques sont plus que cela : sous la dictature, elles étaient des espaces de liberté, de création culturelle

et de contestation. Après la révolution du 25 avril 1974, elles furent des lieux de débats passionnés. Aujourd'hui, elles s'interrogent sur leur avenir.

Un carton de victuailles dans les bras, Mario pousse la porte du pied. Il revient du magasin des services sociaux de l'université, où il a fait les courses. Cet étudiant en droit vit dans la *Real Republica Pra Kys Tao* depuis six ans. C'est le plus ancien de la maison, donc son responsable, une sorte de « président de la république » sans titre, mais avec une autorité morale qui ne le dispense pas des corvées. Ici, on fait à tour de rôle les commissions, la cuisine et le ménage. Mais d'une république à l'autre, les règles et surtout l'état d'esprit, peuvent changer. Ainsi, dans cette autre maison, un étudiant impeccablement mis, debout au milieu d'un capharnaüm inextricable, tient des propos égalitaires et révolutionnaires. Cependant, dans la cuisine, une femme s'affaire. Elle est

employée par la communauté pour faire les commissions et la cuisine. Discours radical et mode de vie petit-bourgeois, la contradiction est à l'échelle du désarroi d'une partie de la jeunesse portugaise.

Quinze ans après la Révolution des œillets, le pragmatisme a supplanté le romantisme. Dans certaines républiques, sous le portrait de Che Guevara qu'on a négligé de décrocher, on discute désormais de débouchés et de carrière. « La nouvelle génération est très pragmatique », confie Mario. Elle considère les grandes discussions politiques ou philosophiques comme une perte de temps. L'absence de débat idéologique est le grand danger qui guette les républiques.

Dans celle de Mario, une règle est intangible : les repas sont pris en commun. Du coup, les discussions s'éternisent et s'embourbent dans la *saudade*, ce sentiment très portugais que le mot français « nostalgie » ne traduit qu'imparfaitement. « Nous avons perdu nos rêves », explique Mario, étudiant en philosophie. Le chômage est une réalité qui rend la concurrence très rude entre les étudiants. Elle raconte sa stupeur lorsqu'un étudiant de première année lui a proposé d'acheter un de ses devoirs qui naguère avait été bien noté. « L'unique ambition est aujourd'hui d'obtenir un bon job », ajoute-t-elle, regrettant que l'organisation « très traditionnelle, très scolaire » de l'enseignement à l'université de Coimbra favorise cet état d'esprit.

Créée en 1290, c'est la plus ancienne université portugaise. La plus prestigieuse aussi, notamment dans les matières juridiques. La raideur empêchée de sa longue histoire ne l'empêche pas d'être parmi les plus dynamiques. C'est ici, par exemple, qu'est né le premier ordinateur portugais. Ses chercheurs collaborent au programme Spacelab. N'étant que la troisième université du pays par le nombre des étudiants, les places y sont chères. L'an dernier, la moitié des candidats seulement ont pu s'inscrire. Après plusieurs expériences tentées pour rendre le *numerus clausus* moins cruel, les responsables ont décidé de revenir l'année prochaine au classique examen d'entrée.

Dans cette atmosphère d'intense compétition, les festivités organisées chaque mois de mai pour célébrer la fin de l'année universitaire sont vécues comme un moment unique de défonlement par ces jeunes très accablés par leurs études.

La vie de la cité s'arrête. La rue est abandonnée aux étudiants, vêtus de leur traditionnel costume noir. On boit, on rit, on défile à pied ou sur des chars fleuris, selon une tradition vieille comme l'université et codifiée jusque dans ses moindres détails. C'est l'occasion pour les étudiants d'égratigner

l'institution, voire le gouvernement, par des slogans ou des banderoles iconoclastes. Mais le lendemain, on reprend sagement le chemin des amphithéâtres pour les ultimes examens.

Cette praxe — tradition académique locale — qui déverse des centaines de milliers de personnes dans les rues, les étudiants des républiques la bouclent. Ils observent, goguenards, la grande majorité de leurs camarades sacrifier à cette pratique juste « réactionnaire ». En 1969, les étudiants de Coimbra avaient décidé de ne plus célébrer cette fête pour protester contre l'absence de libertés à l'université et dans le pays. C'était un mai 68 à la portugaise, mûri dans l'ombre des républiques. Après l'instauration de la démocratie, le débat a duré longtemps pour savoir s'il fallait renouer avec la praxe.

Symboles

politiques

Celle-ci n'a revu le jour qu'en 1980, retrouvant aussitôt, malgré onze ans d'interruption, sa vigueur d'antan. « Les étudiants de gauche n'avaient pas compris que la fête est irréversible », dit un étudiant. Aujourd'hui, elle est dénuée de toute coloration politique. En quinze ans, le Portugal est passé de l'idéalisme le plus

effervescent à ce réalisme que partagent d'autres socialismes européens. Les républiques de Coimbra sont restées, selon la formule d'un étudiant, « sur le bord de la route ». Sont-elles condamnées ? « Certains de mes amis ne sont jamais entrés dans des maisons comme celle là. Ça ne les intéresse pas. A la limite, ça leur fait un peu peur », dit Ana-Lucia-Maria, une étudiante en médecine, membre de la république *Pra Kys Tao*. Elle est fière de faire visiter « sa » maison. Bâti en 1521, l'immeuble est classé. Il a l'âge de son méchant plancher déjoint, de son toit percé. Mais la véritable mémoire du lieu, c'est un pan de mur épargné par les barolages sur lequel est apposé une manière de plaque commémorative. Une série de noms et une date. Ce sont les fondateurs de la *Real Republica Pra Kys Tao*, en 1951, en plein régime dictatorial.

« C'est un héritage culturel », disent les occupants des républiques de Coimbra. Deviendront-elles de simples musées que les touristes visiteront au même titre que la bibliothèque fin XVIII^e ou la chapelle de style manuelin de l'université ? Mario ne croit pas à leur disparition. Elles demeurent des symboles politiques que les partis manipulent encore avec précaution. « Ils nous respectent, parce qu'ils ont peur de nous », estime-t-il, craignant davantage la récupération politique que la

mort. Bon nombre des étudiants qui vivent les considèrent comme de simples clubs, mais Mario et ses compagnons de *Pra Kys Tao* ne transigent pas. Avant d'être coopté comme membre de plein droit, il faut satisfaire à des conditions précises. « Nous sommes restés plusieurs mois avec deux pièces libres plutôt que d'accepter des locataires qui n'avaient pas la même conception que nous de la vie en république. »

Ces communautés étudiantes pourraient retrouver vigueur avec la réforme en cours d'élaboration sur l'autonomie des universités portugaises. Dans l'attente d'une loi-cadre, les étudiants ont déjà pesé tous les inconvénients d'une plus grande indépendance des universités. Ils craignent une sélection accrue et une augmentation des droits d'inscription, pour l'instant dérisoires (environ 50 francs par an). Ils ont commencé à le faire savoir. « Les républiques contiennent tous les ingrédients pour une explosion un de ces jours », avertit Mario.

En attendant, les républiques de Coimbra continueront à célébrer leur centenaire tous les ans. Une année en république valant paraît-il cent années ordinaires. Mario sourit de cette coutume, mais il admet que « c'est une très riche expérience ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

L'Espagne en retard pour les langues

Il n'y a qu'une seule langue obligatoire dans l'enseignement espagnol. Résultat : le français est en net recul et les autres langues pratiquement absentes.

LES professeurs et les étudiants de français en Espagne n'ont guère le moral. Depuis vingt ans, la position du français dans l'enseignement secondaire n'a cessé de se dégrader, sous la pression de l'anglais. Alors, que dans les années 60, le français était la langue largement majoritaire, 75 % des lycéens espagnols apprennent maintenant l'anglais, un quart seulement le français. Du coup les professeurs de français en surnombre sont contraints d'enseigner d'autres matières, pour lesquelles ils n'ont pas forcément de compétences particulières.

Cette dégradation est accentuée par le fait que l'enseignement secondaire en Espagne ne comprend qu'une seule langue obligatoire. L'anglais devenant naturellement la langue internationale, le français ne peut restaurer sa situation comme deuxième langue, comme c'est largement le cas pour l'espagnol en France.

C'est pourquoi les différentes organisations de professeurs de français ont entrepris, depuis quelques années, une vigoureuse campagne en faveur de la deuxième langue. Pour rendre leur action plus efficace, ils ont commencé par se regrouper en une association nationale qui publie une revue trimestrielle, *Ici et là*. Tirée à 2 500 exemplaires et vendue par abonnements, elle touche essentiellement les milieux enseignants.

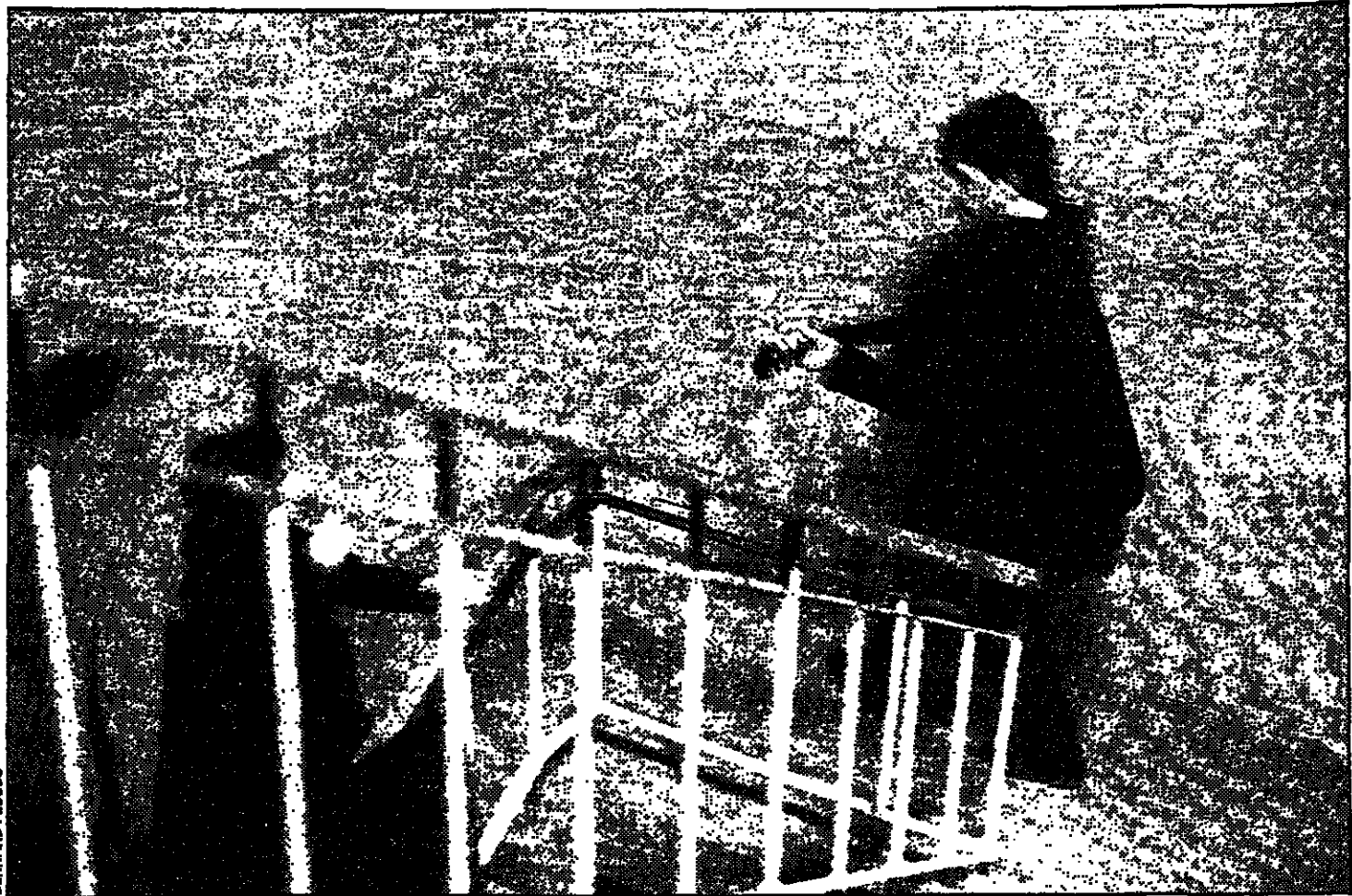
Après avoir organisé un important colloque à l'université d'Alcala-de-Henares, près de Madrid, en mars 1988, sur le thème « Langue et société en l'an 2 000 », les animateurs de ce mouvement ont décidé de l'élargir

en dépassant le cas spécifique du français et en s'adressant à un public non-spécialisé. « C'est tout le problème de la politique linguistique, du multilinguisme et de l'entrée de l'Espagne en Europe qui est posé, nous dit l'une des responsables de l'association, Martine Rivas. L'Espagne connaît un retard linguistique considérable. Il faut sensibiliser tous les milieux concernés par cette question : les enseignants, les parents et les étudiants, mais aussi les représentants du secteur économique, des médias, de l'édition... »

Pour mener ce combat, l'association s'est dotée d'un nouvel outil : la revue *Idiomas*, dont le premier numéro est sorti en février. Tirée à 12 000 exemplaires et vendue en kiosque, elle vise à toucher un public plus étendu, par son contenu et sa présentation. Son comité de rédaction a été élargi à des représentants des ambassades et à des correspondants étrangers.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 18.)



BERNARD FLORE

Cours de vacances par correspondance

du CP aux Terminales

CUF - H. BORDAS

Cours universitaires de France - Enseignement privé à distance

43, rue Boulevard - 75014 PARIS

45.39.37.00

L'anglais intensif en Angleterre :
des stages linguistiques de haut niveau

POUR ADULTES, ÉTUDIANTS OU LYCÉENS.

- De nombreuses formules : du stage individualisé en cours particuliers, au stage semi-individualisé.
- Oxford Intensive School of English : école reconnue par le British Council, le Ministère de l'Éducation britannique.

OSIE : 21 rue Théophraste Renaudot 75015 Paris
Membre-fondateur de l'UNOSEL ☎ (1) 45 33 13 02

La référence pour l'excellence en anglais

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir

**assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)

Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris. Tél. : (1) 48.74.65.94
Depuis 1990, CLCF est un organisme d'enseignement technique supérieur
reconnu par le Ministère de l'Éducation Nationale

مكتبة الأصل

L'Espagne en retard pour les langues

(Suite de la page 17.)

Le premier numéro traite des perspectives de 1992, de la formation linguistique des cadres commerciaux et donne des informations pratiques sur l'enseignement de l'allemand, du français, de l'anglais et de l'italien. Dans les prochains numéros, les responsables souhaiteraient étendre les champs couverts par la revue : manifestations culturelles européennes, médias, livres, séjours linguistiques...

Des « jeunes »

aux « citoyens »

Ce mouvement aidera-t-il à rattraper le retard de l'Espagne en ce domaine ? Une enquête récente sur la formation à l'international dans les grandes universités européennes montre que les étudiants espagnols sont, de loin, ceux qui connaissent le moins de langues, en dehors de l'anglais. Et 7 % seulement d'entre eux ont effec-

tué des études supérieures à l'étranger, alors que la moyenne était de 44 % pour l'ensemble des Européens appartenant aux institutions où a été menée l'enquête (1).

La « bataille de la deuxième langue » ne semble pas, en tout cas, encore gagnée. Si certains membres du gouvernement s'y disent favorables à titre individuel, celui-ci ne paraît pas pressé de prendre une décision qu'il juge fort coûteuse. Il se contente, pour le moment, d'encourager la création d'enseignements optionnels de deuxième langue, à l'initiative des chefs d'établissement si la demande des familles est suffisante.

Les enseignants espèrent que la directive Lingua préparée par la Commission des Communautés européennes affirmerait hautement le principe de l'enseignement de deux langues. Mais soucieux d'éviter toute ingérence dans la politique d'éducation des

Etats membres, la Commission a évité soigneusement une formulation trop contraignante. Et le conseil des ministres de l'éducation, en approuvant le programme Lingua le 22 mai, l'a édulcoré encore un peu : alors que les textes initiaux indiquaient que les Etats membres devaient « encourager les jeunes à acquérir une compétence opérationnelle de deux langues de la Communauté », le conseil a remplacé « les jeunes » par l'expression : « tous les citoyens » et « connaissance » par « compétence ». Ce distinguo reflète le désir, notamment des Britanniques, d'éviter qu'une directive communautaire paraisse empiéter sur le domaine de l'enseignement scolaire, qui ne relève pas du traité de Rome (le Monde du 23 mai). Les jeunes étant, par définition, de futurs citoyens, on peut évidemment en conclure que cette prescription s'adresse à eux tout particulièrement. Mais beaucoup estimeront que cette formulation est, en réalité, fâcheusement restrictive.

Telle ne manquera pas d'être, en particulier, la réaction des professeurs et des étudiants de français en Espagne.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

« Ici et là et là ». Siège : Fuencarral 101. Piso 6^e. 5. 28004 Madrid. Tél. : (91) 593.1477.

(1) « Le Monde Campus » du 18 mai.



GESTION

Le management des ressources technologiques

par Jacques Morin et Richard Sennet.

Après avoir rappelé les fonctions clés d'un véritable management des ressources technologiques d'une entreprise, les auteurs font la preuve qu'il est à la portée des PME. Ils proposent au lecteur un autoquestionnaire en cinquante questions. Les conditions dans lesquelles vous gérez vos ressources technologiques sont-elles cohérentes avec vos projets de développement ? interroge ce « test d'excellence technologique » qui s'adresse aux chefs d'entreprises, notamment de PMI, et aux étudiants.

★ Les éditions d'organisation, 160 p., 185 F.

PSYCHANALYSE

Le négatif, figures et modalités

par A. Missemer, G. Escalada, J. Kristeva, Y. Gauthier, J.-J. Barthes, R. Kaba, R. Boudier, R. Mowry.

Hallucination négative, transfert négatif, déni, non-pensée, négation du vécu, autant de concepts qui rappellent que le problème du négatif a toujours interrogé la psychanalyse. Cet ouvrage réunit les contributions de sept psychanalystes, textes théoriques ou études de situations cliniques.

★ Dunod, coll. « Inconscient et culture », 181 p., 120 F.

SCIENCES

Eloge de l'imperfection

par Rita Levi-Montalcini.

« L'activité que j'ai exercée de façon si imparfaite a toujours été pour moi et continue d'être une source inépuisable de bonheur. » Lauréate du prix Nobel de médecine en 1986, Rita Levi-Montalcini, née dans une famille juive de Turin, évoque les souvenirs d'une vie marquée par la guerre, partagée entre l'Italie et les Etats-Unis, mais toujours consacrée à la recherche scientifique et à l'amitié. Avec, en épilogue, un hommage à Primo Levi, auteur d'un ouvrage inoubliable sur Auschwitz.

★ Plon, coll. « Scientifique », 221 p., 120 F.

SOCIOLOGIE

Entre bourgeoisie et prolétariat, l'encadrement capitaliste

par Alain Bihou.

Cet ouvrage, qui se situe hors des chemins du marxisme classique, s'attache à démontrer l'existence, au sein du mode de production capitaliste, d'une « troisième classe » occulte, composée du personnel d'encadrement des entreprises, des appareils politiques et syndicaux, des appareils d'Etat et des institutions sociales et culturelles.

★ L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 416 p., 190 F.

ESPAGNOL

Castellano actual

par Pierre Abdes et Enrique Fraga Lina.

Destiné à des non-spécialistes (étudiants du premier cycle universitaire, de BTS ou préparant une grande école), ce manuel propose de découvrir la réalité espagnole contemporaine à travers des documents et des articles de presse accompagnés d'exercices de traduction, de commentaires, et de grammaire.

★ Masson, coll. « Español moderno », 175 p., 99 F.

Le Monde
CAMPUS
LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS
l'actualité sociale, culturelle et pratique
TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

L'inquiétude des étudiants

Les études de français ont encore, en Espagne, une orientation très littéraire. Conduisant traditionnellement au professorat, elles offrent de moins en moins de débouchés, la place du français dans l'enseignement secondaire diminuant régulièrement. D'où un certain désarroi des étudiants, engagés dans une voie de plus en plus étroite.

C'est pourquoi une équipe de professeurs du département de français de l'université Complutense de Madrid a entrepris d'ouvrir devant

les étudiants espagnols, après avoir fini leurs études, rêvent de trouver un emploi en rapport avec celles-ci. Mais quelle est la réalité ?

Il y a quelques années, le fait d'avoir un titre universitaire constituait une garantie totale d'obtenir un emploi d'un certain prestige. Aujourd'hui, la situation est tout à fait différente : non seulement il est indispensable d'avoir un titre universitaire, mais il est préférable d'en avoir deux pour trouver un emploi sur le marché du travail espagnol. En plus, si l'on veut réellement trouver un travail dans le secteur désiré, il est bon de faire des études complémentaires à l'étranger, comme des « Masters » qui font qu'une expérience académique se distingue.

Cela est dû à l'augmentation du nombre d'étudiants, plus important pour certaines études

que européennes, on devra faire face à un double problème, qui accroît le grand nombre de chômeurs diplômés.

D'autre part, les étudiants des autres pays représenteront une concurrence pour ceux d'Espagne et les diplômés espagnols auront une formation inadaptée par rapport à ceux des autres pays de la Communauté.

D'après des données récentes de la Communauté, il y a certains secteurs porteurs d'emploi : l'informatique, l'ingénierie, la médecine (thérapies spécialisées, audiologie...), le tourisme et l'hôtellerie.

La modernisation de l'université devient urgente si l'on veut que les jeunes diplômés trouvent du travail.

Maria José Escobedo Cano
García de la Fuente Román
Carolina Gómez Estévez
Pilar Manzanera Juncos.

Back-offices

Dans un article intitulé « La révolution des back-offices » (Le Monde du 27 octobre 1988), François Koch signalait la création d'un diplôme de troisième cycle d'organisation et de contrôle des activités de marchés financiers-back-offices. L'université Lumière (Lyon-II). Vous avez aussi évoqué cette formation dans votre chronique « Campus ». Ce diplôme, au départ diplôme d'université, vient d'être habilité comme DESS.

Créé à l'initiative des milieux professionnels éprouvant des difficultés de recrutement, il fait un très large appel aux praticiens et comporte six mois de stage à temps plein. Les diplômés sont pour la plupart à Paris, les professionnels aussi, mais les cours ont lieu à Lyon, reflet de la volonté d'universitaires de province de résister à certains aspects de la centralisation. Même habilité comme DESS, il est totalement « professionnalisé », ce qui, les étudiants ont espéré, dans une proportion non négligeable, une proportion de recrutement avant même d'avoir terminé leur scolarité.

M. KARLIN
professeur à l'université Lumière (Lyon-II).

en ce sens serait certainement bénéfique en anglais.

GILLES MONSARRAT,
professeur
à l'université de Bourgogne.

Pas de langue...

VOUS tenez, dans le Monde du 29 avril qui rend rendait compte du colloque sur « Le financement de l'enseignement supérieur », « Le développement et la qualité des universités passent par leur autonomie ». Ils passent aussi par la lucidité, le courage et l'imagination des responsables des universités, à quelque niveau, national ou local, qu'ils se trouvent : le 28 avril 1989, le conseil des études et de la vie universitaire Paris-X-Nanterre a approuvé, à une contre-majorité certes, une licence de sociologie et d'aménagement du territoire, et même une licence de sociologie et de science du langage, sans y rendre obligatoire l'enseignement d'une langue étrangère.

Sans commentaire, à l'heure de la construction de l'Europe et de la compétitivité internationale.

GUY BURGEL,
professeur à l'université Paris-X.

Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stage en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTI, association responsable de ce service, en téléphonant au (1) 47-35-43-45 ou en s'adressant sur internet 36-15 JOBSTAGE.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au : (1) 47-35-43-45.

GESTION

Lien : Paris. Date : juin. Durée : 2 mois. Indemnité : 4 500 F/mois. Profil : Bac+3. Obs. : gestion informatique connaissance Multiplex, D Base III, pour application. Gestion budgétaire. G 11516.

Lien : Neuilly. Date : juin. Durée : 2 mois. Indemnité : 1 800 F/mois. Profil : bac+2. Obs. : relations publiques et suivi administratif d'inscriptions dans des stages linguistiques. 15315.

Lien : Paris. Date : juillet. Durée : 2 mois. Indemnité : 5 000 F/mois. Profil : Bac+4. Obs. : participation à un projet de gestion logistique et d'optimisation des coûts. G 11513.

Lien : Paris. Date : août et septembre ou septembre-octobre. Indemnité : 4 000 F/mois. Profil : Bac+4. Obs. : participation à une étude sur les coûts de la non-qualité dans des restaurants. Etre curieux d'essayer et savoir compter. G 00006.

Lien : Ivry. Date : juin. Durée : 30/10. Indemnité : 8 500 F/mois. Profil : Bac+2 ou 3. Obs. : mise en place système informatisé de prise de commande. Travail de recherche et centralisation d'informations. Création d'un fichier. Connaissances informatiques. 17512.

Lien : Paris. Date : mi-juillet. Durée : 6 mois. Indemnité : 500 F/mois + frais de repas et déplacement. Obs. : gestion, planning, recrutement et affectation de personnel. 11511.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Indemnité : à convenir. Obs. : études sur le marché espagnol. G 11506.

Lien : Sartrouville. Date : juillet. Durée : 1 mois. Indemnité : à convenir. Profil : Bac+2. Obs. : travaux comptables divers. G 12504.

Lien : Bagnolet. Date : juin. Durée : 6 mois en pré-embauche. Profil : Bac+4. Indemnité : à convenir. Obs. : prendre en charge la fonction Personnel depuis la vérification des notes de frais jusqu'aux élections. G 1408.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Indemnité : à convenir. Profil : Bac+5. Obs. : création de modèles physico-financiers au siège de l'entreprise et soutien aux ingénieurs. Elaboration de modèles sur certains paramètres. G 11519.

Lien : La Pléiade-Robinson. Date : septembre. Durée : 3 mois. Indemnité : 4 500 F/mois. Profil : Bac+4. Obs. : aménagement des outils de gestion pour la micro-info. Connaissances Info+Gest. 17521.

Lien : Nanterre. Date : immédiat. Durée : 2 mois 1/2. Profil : bac+2. Indemnité : 5 500 F/mois. Obs. : électronique de puissance. 20509.

Lien : Montigny-Le Bretonneux. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Profil : Bac+2. Obs. : étude et conception informatiques. Indemnité : à négocier. 116508.

Lien : Sartrouville. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Indemnité : à convenir. Obs. : programmation et applications sous DBASE III et IV en réseau IBM PS/2 Novell. 117505.

Lien : Châtillon. Date : juin. Durée : 6 mois. Indemnité : 4 000 F/mois. Profil : bac+2. Obs. : formation aux produits, installation de logiciels standard destinés à la gestion dans les entreprises, stage de pré-embauche. Permis de conduire exigé. 117499.

Lien : Clamart. Date : ind. Durée : 4 mois. Indemnité : à convenir. Profil : Bac+4. Obs. : comparaison de 2 méthodes en recherche opérationnelle sur logiciel prototype. 117495.

Lien : Paris. Date : juillet. Durée : 2 mois. Indemnité : à convenir. Profil : Bac+3. Obs. : casier d'un fichier de candidats (2 500) par logiciel informatique. 117491.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Indemnité : à convenir. Profil : Bac. Observation : création d'un journal en PAO (Page Maker). 117489.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois ou plus. Profil : Bac+3. Indemnité : à convenir. Obs. : assistance à l'opération de la salle des marchés. Connaissance micro langage D Base III. 117491.

Lien : Montigny-Le Bretonneux. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Profil : Bac+1. Obs. : secrétaire bureautique. Formation assurée par l'entreprise, à divers logiciels informatiques, et à assistance commerciale. 24507.

Lien : Levallois-Perret. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Profil : Bac. Obs. : aide informatique sur micro, connaissance Lotus. Indemnité : à convenir. 51473.

Lien : Levallois-Perret. Date : ind. Durée : 2 mois. Profil : Bac+4. Indemnité : 5 000 F/mois. Obs. : participation à un projet de gestion logistique et d'optimisation des coûts. M 14513.

Lien : Saint-Ouen. Date : juin. Durée : 4 mois. Indemnité : fixe + primes. Profil : Bac+3. Obs. : développement de clients d'un studio de design. Plan marketing. M 14496.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Profil : Bac+2. Indemnité : 1 400 F/mois. Obs. : assistant d'agence.

Recrutement suivi de dossiers de candidatures. M 1477.

Lien : Paris. Date : immédiat. Durée : à définir. Profil : Bac+3. Indemnité : à convenir. Obs. : communication Presse avec carte de Presse.

Lien : toute la France. Date : juillet, septembre, octobre. Durée : mini 1 mois. Indemnité : 3 500 F à temps partiel. Mission : animation du campus. Profil : Bac+2. Actions de promotion, dynamiser une équipe et gérer le matériel de promotion, être dynamique, avoir sans contact et organisation.

Lien : toute la France. Date : juillet, septembre, octobre. Durée : mini 1 mois. Indemnité : 3 000 F/mois. Mission : conseiller académique. Obs. : informer les étudiants en matière de protection sociale. Etre organisé, méthodique, sans négociation.

Lien : toute la France. Date : juillet, septembre, octobre. Mission : responsable de campagne. Obs. : assister les chefs de centre pour préparer, mettre en œuvre et contrôler la campagne d'information étudiants. Avoir le sens de la stratégie, une excellente présentation, de la rigueur.

Lien : Levallois. Date : août. Durée : 2 mois. Profil : bac+4. Indemnité : 1 500 F/mois. Obs. : stage affecté conseil juridique avant emploi définitif. Formation assurée. Connaissances comptabilité. 23501.

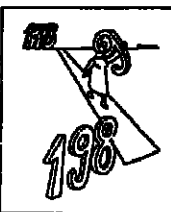
et de nombreux autres stages sur Minitel.

3615 JOBSTAGE
ou en appelant au :
47-35-43-43

مكتبة الأصيل

Bicentenaire

Associés aux cérémonies du 14 juillet



Les trois derniers rois de France viennent de vivre leur révolution...

C'est désormais officiel et le service du protocole en a été dûment informé : les trois derniers et récents rois de France, rois que la République française, devenue démocratique, entretenait sur son territoire national ont accepté de s'associer aux cérémonies du 14 juillet qui constitueront le clou du Bicentenaire de la Révolution.

Sa Majesté Tomasi Kulimoetoke, roi de l'archipel de Wallis, physiquement handicapé par son âge avancé, se fera représenter par l'un de ses ministres mais les deux têtes couronnées qui se partagent l'île voisine de Futuna, Sosepho Vani, roi de Sigavé, et Pétélo Lemio, roi d'Alo, feront le déplacement en personne.

Les mânes des Robespierre et autres amateurs de guillotine n'auront aucune raison de s'émouvoir de leur présence. Ces rois illustres, qui vont pieds nus et en chemises fleuries, ne sauraient être amalgamés aux tarapotes de l'Ancien Régime. En 1789, leurs royaumes vivaient encore hors du temps, ignorés du monde, à 2000 kilomètres à l'est de la Nouvelle-Calédonie et à 3000 kilomètres à l'ouest de la Polynésie.

La tête sans colotte

Par flagornerie révolutionnaire, il serait même facile de prétendre que si ces trois royaumes consacraient la protection de la France, à la fin du dix-neuvième siècle, c'est parce que la réputation de générosité de nos premiers Républicains était parvenue jusqu'à eux. Ils y trouvent aujourd'hui, en effet, largement leur compte. Non seulement ils partagent statutairement le pouvoir temporel avec les représentants de l'Etat, sur ce lointain territoire où chacun des trois royaumes a été

érigé en circonscription administrative dépourvue de communes, mais la République ne laisse pas sur les largesses. Elle leur octroie chaque année une subvention personnelle, qui leur permet de pourvoir aux menus besoins de leurs ministres et de leurs nobles courtisans, une voiture et un chauffeur, qui correspondent aux attributs de leurs fonctions, et même des frais de représentation.

Ainsi bichonnés par une République qui a une peur bleue de leurs rares colottes et n'hésite pas à bannir les fonctionnaires métropolitains trop iconoclastes, le Lavalina de Wallis, le Tuisigave de Sigavé et le Tuisigave d'Alo — ce sont leurs titres traditionnels — perpétuent donc leur souveraineté sur leurs quelque quatorze mille sujets. Des sujets d'autant plus dociles qu'ils sont, à 90 %, dépourvus de toute ressource monétaire quand ils ne partent pas chercher fortune en Nouvelle-Calédonie.

Le respect de la vérité historique oblige à dire — n'en déplaise aux pères laïques de la Révolution — que ces trois royaumes exotiques sont venus à la République dans les soutes de l'Église catholique qui y fit régner, de 1837 — date de l'arrivée des premiers missionnaires maristes — jusqu'en 1959 — adoption du statut de territoire d'outre-mer — une véritable théocratie. Si leurs populations optèrent pour la France, ce fut tout bonnement parce qu'elles préférèrent la France catholique à l'Angleterre protestante. Si elles participèrent ensuite aux rites électoraux de la démocratie formelle en votant systématiquement pour le fondateur de la V^e République, ce fut, tout simplement, parce que dans leur esprit il n'y avait guère de différence, au fond, entre le général de Gaulle et le pape.

Pourtant, même à Wallis-et-Futuna, où le pape n'a pas la même durée qu'ailleurs, les choses chan-

gent. La preuve en est que pour la première fois de leur histoire contemporaine les électeurs des trois royaumes viennent de se donner, avec la complicité de leurs souverains, un député de gauche en la personne de M. Gamito Gata.

Ce fonctionnaire futuriste de quarante ans avait pris le risque insensé d'apparaître comme un suppôt de Satan en osant se convertir à la cause du Mouvement des radicaux de gauche après avoir rompu avec la chapelle gaulliste et fréquenté un instant le purgatoire barbare. Et l'insensé s'est produit : il a réussi l'exploit de faire chuter de son piédestal législatif le cacique du RPR, M. Benjamin Brilal. Sans doute M. Gata s'est-il fait preuve d'une grande habileté personnelle puisqu'il a su miser sur sa parenté avec le roi d'Alo tout en se ménageant la bienveillance du roi de Wallis en prenant l'un de ses fils comme suppléant. Mais sa performance a aussi été la conséquence du seul bouleversement que l'archipel ait vraiment connu depuis le début du vingtième siècle : l'arrivée, en 1986, de la télévision.

« Alors, en effet, explique M. Gata, les gens de Wallis et de Futuna ont découvert, en voyant les images à la télé, que tout ce qu'on leur avait dit auparavant, pendant plusieurs générations, sur les hommes de gauche, et en particulier sur M. François Mitterrand, était faux. » La télé instrument de prise de conscience... La télé ruineuse de mythes et de mystifications... La télé sans-colotte.

C'est ainsi, que se fait l'Histoire

Il a suffi, en vérité, d'une seule image, pour que soudain, dans les royaumes de Wallis et de Futuna, la bataille contre-révolutionnaire s'effondre. Une image d'actualité paternelle, un jour de Pentecôte. L'image, il y a un an, d'un François Mitterrand gravissant la roche préhistorique de Solimé, à l'occasion de son pèlerinage annuel. « Pour beaucoup de Wallisiens et de Futuniens, souligne M. Gata, cela a été la révélation. En entendant parler de pèlerinage, les gens se sont dit : si M. Mitterrand fait lui aussi, chaque année, un pèlerinage, voilà bien la preuve qu'il est un bon catholique et non pas l'Antichrist que disent ses adversaires ! »

C'est ainsi, parfois, que se fait l'Histoire. Et que, par un singulier paradoxe, ces anachroniques majestés venues du bout du monde et du fond des âges seront, le 14 juillet, sur les Champs-Élysées, les témoins du plus récent miracle révolutionnaire.

ALAIN ROLLAT.

1789 dans les écoles

La Ville de Paris à la rescousse

Quel souvenir les petits Parisiens conserveront-ils de l'année 1989 ? Pour sensibiliser les plus jeunes au Bicentenaire, la Ville de Paris a mis en place différentes animations destinées aux enfants et aux adolescents. Sans être à proprement parler... révolutionnaire, l'ensemble a le mérite de coordonner les efforts accomplis par les établissements scolaires de la capitale.

Le clou de l'opération tient dans la mallette pédagogique ornée d'une cocarde qui a été distribuée aux enseignants des écoles primaires et aux enfants des centres de loisirs. Diffusée à vingt-trois mille exemplaires, ce « Carablie 89 » comprend des livres, des jeux et des documents qui doivent aider les enseignants à entraîner leurs élèves dans les arcanes de l'histoire. On y trouve notamment un ouvrage sur la vie quotidienne des Français en 1789, un jeu des sept familles à l'effigie des savants de la Révolution et une reproduction du texte original de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Outre son utilité historique immédiate, le carablie doit permettre aux enseignants de conserver un souvenir tangible de la commémoration.

D'autres activités moins scolaires réuniront les enfants des centres de loisirs au bois de Vincennes du 12 au 17 juin. Des apprentis comédiens, des chansonniers d'âge tendre et des acrobates hauts comme trois pommes y présenteront des spectacles qu'ils ont préparés durant l'année. Par ailleurs, la Ville finance le grand spectacle qui sera offert à sept cents élèves des écoles, lycées et collèges, les 24 et 25 juin dans les arènes de Lutèce.

Les enfants et les enseignants qui souhaitent se documenter sur l'histoire révolutionnaire ou tout simplement s'orienter dans le labyrinthe des réjouissances commémoratives, peuvent enfin se diriger vers

« A pied sur le péril. — Un texte circule actuellement dans Paris, sorte de « chaîne de l'amitié » : « photocopies cette lettre et envoyez-la à dix de vos amis... » Il s'agit de se retrouver le 14 juillet prochain à 15 heures à pied sur le péril », avec gâteaux, boissons fraîches, parisi à roulettes... Ce fameux péril, où l'on enrage dans les bouches, rendu quelques heures à une foule paisible... La préfecture de police s'est-elle déjà repue la lettre ?

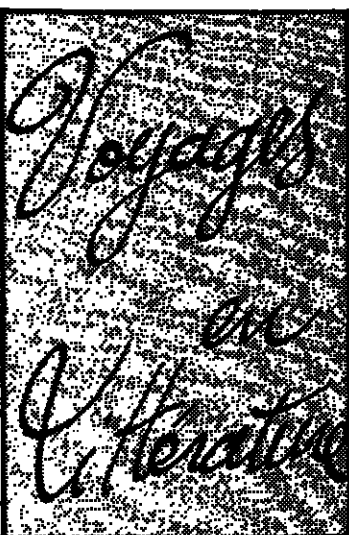
l'« Espace Paris 89 ». Ce centre de documentation, créé par la direction des affaires scolaires de la Ville de Paris et le Groupement d'encouragement au spectacle (GES), propose un fichier thématique de références bibliographiques, artistiques et filmographiques permettant d'obtenir sur la Révolution des informations plus complètes que les clichés trop souvent ressassés à la veille du Bicentenaire.

RAPHAËLE RÉROLLE.

* Espace Paris 89 : 31, rue du Post-Neuf, 75001 Paris, tél. : 41-21-06-93.

GRAND CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989



HACHETTE Classiques
Le Monde
Europe 1

Déchiifrons

Question 17 : Chiffres en tête.

Nombres sont les titres qui contiennent un chiffre dans leur intitulé, comme les Trois Mousquetaires. Grâce aux indications que voici, retrouvez deux chiffres qui figurent dans les titres de deux romans.

- a - Dans les airs le temps de congés payés.
b - Quelques mois chez les invertis.

	Titre a	Titre b
quatre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
cinq	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
sept	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
trente et un	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
quatre-vingt-trois	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
cent vingt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
mille	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
onze mille	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
treize millions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Question 18 :

Message codé.

Le souverain écrit :

P A 6

6 heures 100

L'écrivain répond : G a :

Qui sont-ils ?

- ☐ Catherine II et Diderot.
☐ Charles X et Chateaubriand.
☐ Christine de Suède et Descartes.
☐ Frédéric II de Prusse et Voltaire.
☐ Marguerite de Navarre et Marot.

Bulletin-réponse dans le Monde, le samedi 10 juin 1989 (daté dimanche 11 - lundi 12 juin)

Chaque jour une vignette de participation. Collectionnez les précieusement. Vous devrez les coller sur la bulletin-réponse. Pour vous aider à répondre, chaque jour des indices sur Europe 1 ou sur Minitel 3015 code LEMONDE, EDUC ou EUROPE 1.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-96-03
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F
Abonnés et actionnaires ... 73 F
Communicat. diverses ... 86 F

Décès

M^{me} Pierre Baert, M. et M^{me} Robert Vallart, Marie-Françoise Baert, Martine et Gérard Aubert et leurs enfants, Dominique et Jean-Pierre Laminotte et leurs enfants, Jacques Baert et ses enfants, Patrick Baert, Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BAERT,

surnum subitement le 29 mai 1989, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 2 juin, à 10 h 30, en la chapelle Notre-Dame-de-la-Compassion, porte des Ternes.

96, boulevard Maurice-Barra, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Patrick et Sabine Chouchan et leurs enfants, Jean-Claude et Fanny Chouchan et leurs enfants, Gérard et Catherine Chouchan et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Rosa CROUCHAN,

surnum le 26 mai 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Sa famille, Et ses amis, font part du décès, le 26 mai 1989, de

Albert DECLERCO,

qui fut professeur à Bordeaux, Alger, Amiens et Paris.

Conformément à son vœu, ses restes seront brûlés dans la stricte intimité familiale.

Ceux qui ont eu pour lui amitié, estime, affection, pourront, en mémoire de lui, adresser un don à l'Institut Pasteur de contribuer au financement des recherches sur le sida.

49-53, rue Auguste-Lançon, 75013 Paris.

M^{me} Laurence Dreyfus, M. et M^{me} Serge Dreyfus, M. Robert Gimpel, M. et M^{me} Bertrand Dreyfus, Alexandra et Charles-Edouard, M^{me} Anne Lytton, ont la douleur de faire part du décès de

Laurence DREYFUS,

surnum le 25 mai 1989, à l'âge de trente-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

47, avenue Théophile-Gautier, 75016 Paris.

2, rue de Sontay, 75116 Paris. 237, boulevard Pereire, 75017 Paris.

— Paul de Gaudemar, son époux, François et Jean-Louis Marchand, Agnès de Gaudemar, Jean-Paul et Martine de Gaudemar, Cécile et Luc Javoniz, Antoine et Véronique de Gaudemar, ses enfants, ses petits-enfants, Thérèse et Jean Massigmann et leurs enfants, Les familles Calot, Fan, Maitedo, Bouché, Fabre, de Gaudemar et Kirkycharian,

ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Jeanne-Marie de GAUDEMAR,

née Calot, ancienne assistante à l'université de Paris-VIII,

surnum à Paris le 30 mai 1989, dans sa soixante et onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 2 juin, à 11 h 30, en l'église Sainte-Anne de la Maison-Blanche, Paris-19.

L'inhumation aura lieu le samedi 3 juin, à 11 h 15, au cimetière de l'ancien boulog de Digne (Basses-Alpes).

9, rue de la Cité-Universitaire, 75014 Paris.

— Saint-Jean-de-Vedras. Brouzet-les-Quinans. Lyon.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Philippe LOMBARD,

née Palatin, surnum à Montpellier, le 24 mai 1989.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 26 mai.

De la part des familles Lombard, Palatin, Heusch, Roman.

« Demandez en mon amour. » (Jean, XV-9.)

— M^{me} Mylène LUTAUD, ses enfants Béatrice, Hervé, Anne, Laurent, Et leurs familles, M. et M^{me} Olivier LUTAUD, M^{me} Geneviève LUTAUD, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Michel LUTAUD,

surnum le 27 mai 1989, à Nice.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Albi.

M^{me} Madeleine Barthe, Le général J.-F. Barthe et M^{me} et leurs enfants, Le professeur Ph. Barthe et M^{me} et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Barthe et leurs enfants, M. et M^{me} E. Messier et leurs enfants, M. et M^{me} Christian Bouysse et leurs enfants, Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur André MATHIEU, ancien interne des hôpitaux de Paris, chevalier de la Légion d'honneur,

surnum à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale, le lundi 29 mai 1989, en l'église Saint-Joseph d'Albi (Tarn).

4, rue du Commandant-Blanché, 81000 Albi.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Emilienne Vertut, née Cossuon, Monique et Jean Gaudin, Laurent, Gilles et Caroline, Catherine et Jean Vertut, Mathieu, ses enfants et petits-enfants, Denise et Yves Le Pape, Anne et Gaëlle, Catherine et Bernard Pagès, Isabelle, Nicolas et Pierre, ses beaux-enfants et petits-enfants, Blanche Ravel, son beau-frère, M^{me} Léon Ravel, sa belle-sœur,

ont la douleur de faire part du décès de

Paul VERTUT,

trésorier-payeur général honoraire, officier de la Légion d'honneur, ancien combattant, croix de guerre 1939-1945, chevalier du Mérite militaire, des Palmes académiques, de l'Étoile noire, commandeur de l'Étoile royale de la Grande-Croix,

surnum à Marseille le 22 mai 1989.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

10, boulevard des Tritons, 13008 Marseille.

— M^{me} Jean Walter, M. et M^{me} Olivier Walter et Jeanne, M. et M^{me} Denis Walter, Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean WALTER,

surnum des suites d'un cancer, à Monton (Alpes-Maritimes), le 24 mai 1989, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité familiale.

12, rue Océanographique, 93800 Episy-sur-Seine.

— M^{me} Albert Zitzermann Testavit, a la douleur de faire part du décès de son époux,

Albert ZITZERMANN,

à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Ingénieur ETP, promotion 27, il rejoint l'armée de De Gaulle en Algérie en 1940.

Il fut entouré de toute la famille, qui lui portait la plus grande affection, lors de l'inhumation, qui a eu lieu le 23 mai 1989, au cimetière de Saint-Paul-de-Léon (Finistère).

Ville Kerguelen, 15, rue du Phare, 56170 Guiberon, 15, rue Georges-Pitard, 75015 Paris.

Messes anniversaires

— Jean-Louis Galland, son mari, Charles Galland, son fils, font part qu'une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis, à Bordeaux, le samedi 3 juin, à 18 h 30, à la mémoire de

Huguette GALLAND,

décédée suite à la suite d'un accident le 2 juin 1983, et qui demeurait depuis peu à Aix-sur-Vienne (Haute-Vienne).

Soutenances de thèses

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le lundi 5 juin, à 9 heures, salle 326, escalier G, 2^e étage, M. Pierre Lazard : « Le rôle politique des classes sociales en Irak à la fin de la domination ottomane et au moment de la construction de l'Etat arabe local sous mandat ».

GRAND CONCOURS

COMMANDEZ VOS NUMEROS MANQUANTS

Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

N°1 4.50 F 25 MAI	N°2 4.50 F 26 MAI	N°3 4.50 F 26 MAI	N°4 4.50 F 26 MAI	N°5 4.50 F 27 MAI	N°6 4.50 F 28 - 29 MAI
N°7 4.50 F 30 MAI	N°8 4.50 F 1 JUIN				

NOM : _____ PRENOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes des numéros, 7, rue des Italiens, 75009 Paris.

552 من الأصل

« La diversité dans le dialogue Nord-Sud »

Barcelone, Babylone de la culture

Barcelone vient d'accueillir une centaine d'invités venus du monde entier qui ont participé à un colloque consacré à « La diversité culturelle dans le dialogue Nord-Sud ».

BARCELONE
de notre envoyée spéciale

Dès l'ouverture du colloque, début mai, Jordi Pujol, le président de la Catalogne, précise l'intention. Certes l'Europe avance à pas de géant vers le marché unique de 1993, mobilisant ses économistes et ses technocrates. Mais le danger existe, né de cette tentation de se refermer sur sa propre culture. L'âme européenne y perdrait définitivement son sel. L'enjeu est important.

Sous les lambris du Palau-Marc, siège du département catalan de la culture, le ton est universitaire. Mais l'étréneille jaillit du fond de la classe, quand, leur tour venu, les rares créateurs présents prennent la parole. Cancres généraux sur ces bancs d'école, ils font soudain pétiller le colloque et ses couleurs de leur talent. L'art-vampire se nourrit des mélanges culturels n'a pas loupé le rendez-vous de Barcelone. Out !

Ces feueurs d'images ou de romans évoquent leur propre pratique de la diversité des cultures. Ainsi Carlos Saura, cinéaste né en Aragon... L'homme à la cinquantaine promène son regard d'enfant, un instant ravi et abâté, sur l'honorable d'élite. Il y perd son nord et son sud. Lui qui travaille sur d'autres continents ne méprise pas les « bons sentiments » qui animent l'assemblée. Le nord nierait-il, affirme-t-on, les cultures du sud, préférant les piler. Carlos Saura, simplement, remet les pendules à l'heure. « Les points cardinaux sont en salsé, le monde change. Les Barbares d'hier, les Vikings du nord, sont aujourd'hui à la pointe

de la défense des droits de l'homme. » Usent à la « culture méditerranéenne » brandie comme un fanion, « elle n'existe pas, c'est une invention de l'Occident. Le revendique l'originalité de l'Aragon », lance le cinéaste rigolard. « Les différences sont très grandes entre cette province et la Catalogne, ou la Galice ou le Pays basque. »

Réaliste, cet artisan sait que l'univers audiovisuel est dominé par des multinationales. « Pas de place pour le sentimentisme. C'est la lutte pour le pouvoir, et aussi pour le plaisir de maîtriser le langage moderne sur un marché aujourd'hui à l'échelle du monde sans aucune restriction. » Place donc à cette diversité culturelle. Carlos Saura honore ses passions de l'écran, comme Vincente Minnelli, l'Italien qui travaillait à Hollywood, déjà. « Et moi, je travaille ici », glisse-t-il à la fin de sa rapide intervention, avant de repartir pour Madrid. Là, dans un bar de gare, parce qu'il « aime les trains », il termine le scénario de son prochain film *Ay, Carmela !*, en compagnie de Rafael Azcona, son compère des débuts. Rien à dire de plus : Carlos Saura a pour des mois, surtout pour parler de son œuvre.

Via Bahia

Ce dépoussiérage du dialogue Nord-Sud entreprise à Barcelone se poursuit via Bahia. Jorge Amado, le célèbre écrivain brésilien, a accepté l'invitation par courtoisie, « n'osant pas refuser » malgré ses intenses activités. A soixante-deux ans, il partage son temps entre Bahia, sa région natale, et Paris, la ville chérie où il revint grâce à André Malraux, après quinze ans d'interdiction.

Communiste hier actif, il n'ignore rien de la sujétion de son continent aux intérêts américains. Mais les termes du débat le surprennent parfois. La notion de « littérature latino-américaine »

admise en tribune est « coloniale », « Nord pauvre et Sud riche ? Simple : le Brésil lui-même est un contre-exemple. Nordeste, misérable et troisième monde, et São-Paulo, capitaliste du « premier » monde. » Vouloir unifier l'orthographe entre le brésilien et le portugais ? Bête : les mots ont pris au fil de la vie un sens carrément différent. La diversité est tout en nuances. C'est plus précisément le mélange de trois cultures — indienne, africaine et portugaise, — qui permet, selon Jorge Amado, « l'unité nationale » du Brésil. « Cela a commencé avec le premier Portugais qui coucha avec la première indienne. »

Ce que l'écrivain sait, il l'appréhende dans sa vie avec le peuple. S'il écrit sur la réalité de Bahia, il le fait « du dedans ». Matérialiste, il nourrit son inspiration du syncrétisme religieux de Bahia. « C'est un choix politique. Les religions populaires d'origine africaine ont longtemps été persécutées. Je me suis battu trois jours contre les préjugés de race. » Son dernier roman, dont la traduction française paraîtra en septembre prochain, s'inscrit dans Bahia.

L'homme, issu et pétri de ce mélange, le vit aujourd'hui dans sa chair. Il a été élu « Oba » — l'un des douze « sages » de Bahia — luttant quotidiennement aux côtés de modestes artisans au sort de la ville. Aussi écrit-il à Paris... Au dernier carnaval de Rio, l'école de samba qui remporta le palme avait choisi pour thème tous les personnages des romans de Jorge Amado. « Grande fête » en son honneur pour laquelle il dut défilier avec les danseurs pendant des heures.

Jorge Amado aime la vie. Grâce à lui, le colloque de Barcelone souffre un air subtil et respire sur les chemins traditionnels. Et l'Europe moissonne : la culture est Babylone, de sa confusion naissent de nouvelles formes d'émotions.

DANIELLE ROUARD.

Une application inédite du traité de Rome

La Cour de Luxembourg au secours d'un touriste britannique agressé à Paris

Un touriste britannique recevra bientôt 75 000 F d'indemnités du gouvernement français pour avoir été agressé à Paris par des inconnus. Il le doit à la Cour de justice des Communautés européennes dont la décision va, en outre, obliger la France à revoir sa législation sur le droit des victimes, incompatible selon les juges de Luxembourg, avec le traité de Rome.

Ainsi, l'Europe des Douze n'est-elle pas seulement celle des quotas laitiers et des surplus d'acier. Petit à petit se bâtit une Europe de « M. Tout le monde », une Europe des touristes, entre autres, fondée à revendiquer les mêmes droits que les citoyens des pays de la Communauté qu'ils visitent. Pour paraître logique, cette décision n'allait pas de soi. Il a fallu des années de procédure et de réflexion juridique pour en arriver à cette conclusion.

M. Ian William Cowan, un comptable britannique en séjour à Paris, sortait du métro Madeleine, le 11 juin 1982, lorsqu'il fut attaqué par deux individus que le rapport de police décrit comme « de type N.A. », c'est-à-dire nord-africain. Roné de coups il fut jeté à terre et grièvement blessé. Butin pour ses agresseurs qui ne furent jamais retrouvés : 150 francs.

Une loi votée en 1983, M. Badinter étant garde des sceaux, prévoit l'indemnisation par l'Etat des victimes d'agressions lorsque la personne attaquée ne peut obtenir de réparation pécuniaire « à titre quelconque ». Mais le code de procédure pénale réserve cette indemnisation aux Français et à certains étrangers, en particulier à ceux qui bénéficient d'une « carte de résident ».

Ce n'était pas le cas de M. Cowan. Cela ne le découragea pas pour autant de saisir la commission d'indemnisation des victimes d'infractions. Instaurée après de longues années de grande instance, cette commission est composée de deux magistrats du siège et d'une personne « d'état signalée par l'intérêt qu'elle porte aux problèmes des victimes ». C'est elle qui alloue sans possibilité d'appel les indemnités évoquées plus haut.

La commission parisienne fut donc saisie du cas de M. Cowan et décida... qu'elle ne pouvait décider. Les dispositions du code de procédure pénale qui réservent une indemnisation de l'Etat aux seules victimes françaises se heurtent, en effet, à l'article 7 du traité de Rome, qui interdit « toute discrimination exercée en raison de la nationalité ».

Le 5 juin 1987, la commission demandait à la Cour de Luxembourg de l'éclairer sur cette contradiction. En jargon juridique communautaire, on appelle cela un « recours préjudiciel ». Comment, questionnait la commission, interpréter ces deux textes ? Lequel doit prévaloir ?

Conséquences en cascade

Les magistrats de Luxembourg se sont longuement interrogés sur cette affaire inédite pour eux. Les conclusions de l'avocat général, M. Carl Otto Lenz, explorant en vingt-sept pages des zones jusqu'ici inconnues dans l'ombre du droit communautaire. Pour être plus bref, l'arrêt rendu le 2 février par la Cour-préside par M. Ole Due va dans le même sens et donne satisfaction à M. Cowan. La liberté de circulation affirmée par le traité de Rome, déclare en particulier les juges, passe par la protection de l'intégrité physique des personnes qui se rendent d'un Etat de la Communauté dans un autre.

Cette décision a eu des conséquences en cascade qui illustrent l'influence grandissante du droit communautaire sur des domaines nationaux, même dans des domaines peu touchés jusqu'ici par ce phénomène, comme celui du droit pénal. Tout d'abord, la commission d'indemnisation a alloué le 26 mai 75 000 francs à M. Cowan. Ensuite le ministre français de la justice a annoncé qu'il allait bientôt modifier la législation sur les victimes pour la rendre compatible avec le traité de Rome.

Cette réforme pourrait intervenir à l'automne à l'occasion d'un réexa-

men de cette législation que M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, veut améliorer sur ce point et sur d'autres. En attendant, le directeur des affaires criminelles et des grâces, M. Bruno Cotte, a adressé dès le 28 février une circulaire aux membres du parquet leur recommandant de ne plus s'opposer, à l'indemnisation des victimes d'agressions si elles appartiennent à un pays de la Communauté.

BERTRAND LE GENDRE

Le scrutin du 18 juin

Près de 300 bureaux de vote à la disposition des Italiens résidant en France

L'ambassade d'Italie à Paris invite les cent seize mille électeurs italiens résidant en France à prendre part au scrutin du 18 juin dans les deux cent quatre-vingt-cinq bureaux de vote mis sur pied à l'occasion de ces élections, dans les mairies, les instituts italiens, les écoles, etc. Les électeurs italiens seront d'ailleurs appelés à se prononcer sur un ensemble sur leurs représentants au Parlement de Strasbourg, mais aussi sur l'attribution d'un mandat constituant à ce Parlement.

Les autres ressortissants de la CEE pourront, s'ils ont effectué les démarches nécessaires, voter par correspondance (Belgique, Grande-Bretagne, Luxembourg, Pays-Bas, RFA) ou dans les consulats (Danemark, Espagne, Grèce, Portugal). Les Irlandais ne pourront prendre part au scrutin que dans leur pays, à moins qu'ils ne résident en Belgique où, de même que les Britanniques, ils pourront voter s'ils y sont domiciliés depuis trois ans au moins.

Lire aussi

- La préparation des élections européennes page 10
- Le saga des Verts pages 1 et 2-3

PARIS-VALLÉE DE MONTMORENCY

Un nouveau raccourci direct.

Le RER,
toujours plus vite,
toujours plus loin.

Seulement 25 minutes pour aller directement de Montigny-Beauchamp au Palais des Congrès : oui c'est possible, avec le RER.
Dès dimanche 28 mai 1989, la ligne C du RER va plus vite et plus loin. Les gares de Montigny-Beauchamp,

Franconville-Le Plessis-Bouchard et Cernay seront desservies à toute heure de la journée. Les branches nord-ouest du RER C atteindront désormais

Brétigny-sur-Orge. Avec les trains « bleu, blanc, rouge » à deux étages, le RER va toujours plus vite, toujours plus loin.

RER C SNEF

هناك امين، لا يصل

Culture

THÉÂTRE

La saison 1989-1990 à Chaillot

La saison 1989-1990 du Théâtre national de Chaillot commence le 7 septembre avec la reprise du spectacle de Jérôme Deschamps, *Lapin chasseur*, jusqu'au 6 octobre, dans la grande salle. Suivront les 18 et 19, *Lorenzaccio*, de Musset, les 21 et 22, *Le Misanthrope*, de Molière, en catalan par le Théâtre Poliorama de Barcelone, que dirige José Maria Flotats. Du 8 novembre au 31 décembre, Jérôme Savary joue *Monseigneur Jourdain* dans le *Bourgeois gentilhomme*. Puis ce sera *Macbeth*, dans la mise en scène de Mathias Langhoff, du 3 février au 17 mars, et du 24 avril au 30 juin, une comédie musicale de et par Jérôme Savary, *Zazou*, chronique des années 50 sur des textes et des chansons d'époque.

Salle Gémier, Brigitte Jacques met en scène *Horace*, de Corneille, et un texte de Heiner Müller sur ce même thème, du 4 octobre au 11 novembre. Puis Jean-Marie Villégier présente *Le Fidèle*, de Pierre de Larivey, du 6 décembre au 27 janvier; Hans Peter Cloos, *le Malade*

imaginaire, du 14 février au 24 mars; Charles Tordjman, *Elvis*, d'après *Un jeune homme trop gros*, d'Engels Savitzkaya.

Les enfants, à partir de cinq ans, pourront voir *Fantômes en voyage* du 9 au 18 novembre et du 6 au 13 décembre. A partir de huit ans, *L'Enfant de la haute mer*, de Jules Supervielle, du 9 au 17 février et du 6 au 17 mars. A partir de trois ans, *Tout le cirque magnétique*, du 25 avril au 20 juin. Les représentations ont lieu les mardis, jeudis, vendredis à 10 heures et 14 h 30. Les mercredis à 14 h 30, les samedis à 15 heures.

Des concerts sont prévus, dont le programme sera communiqué ultérieurement, et enfin la danse est représentée par Grandier Weaver avec *Roc in lichen*, du 4 au 13 avril. Un autre programme est prévu entre le 28 et 31 mars.

* Renseignements et abonnements: Agence comptable, 1, place du Trocadéro, 75116. Tél.: 47-27-81-15.

La famille de Gaulle n'arrive pas à interdire une pièce sur le général

La pièce *Ville Luce*, créée au Théâtre national de Strasbourg, et qui représente une rencontre fictive entre le général de Gaulle et le maréchal Pétain, en 1945 à l'île d'Yeu, pourra poursuivre sa carrière. Le bureau de grande instance de Strasbourg a débouté de leur demande l'amiral Philippe de Gaulle et M^{me} de Boissieu, qui soutenaient que cette pièce de Jean-Marie Besset « portait atteinte à l'image et à la vie privée » de leur père.

Le jugement estime que « la représentation de la pièce, écrite de facto la convention du théâtre, et n'éprouve à aucun moment le sentiment que la discussion de l'acte ait été effectivement prononcée par le général de Gaulle ». Il n'y voit « aucune présentation ridicule ou odieuse » du général.

Le juge avait décidé, à l'audience, de « se transporter sur les lieux », et donc d'assister au spectacle.

Trois disparitions

Le chef d'orchestre Giuseppe Patane

Le chef d'orchestre italien Giuseppe Patane est mort, mardi 30 mai à Munich, alors qu'il dirigeait à l'Opéra bavarois *le Barbier de Séville*, de Rossini. Victime d'une crise cardiaque, le musicien a perdu connaissance quarante minutes après le début de la représentation pour mourir quelques heures plus tard à l'hôpital. Il était âgé de cinquante-sept ans.

Comme son père Franco Patane, ce Napolitain s'était spécialisé dans le lyrique. Sa carrière internationale était éblouissante, et toutes ses apparitions saluées par une reconnaissance enthousiaste du public et des critiques; en réalité, il avait accompagné les plus grands chanteurs de l'ère d'Orfeo. Il avait dirigé à l'Opéra de Fribourg, à Pavane, à Paris, à la Scala de Milan, à la Scala de New-York et à l'Opéra de Vienne. Son mauvais état de santé avait à l'époque été évoqué. — A. R.

La soprano Zinka Milanov

La cantatrice yougoslave Zinka Milanov, l'une des plus grandes sopranos vénémiennes des années 40 et 50, est morte du mal du 30 au 31 mai à l'hôpital Lenox Hill de New-York. Elle était âgée de quatre-vingt-trois ans.

[Née à Zagreb, le 17 mai 1906, Zinka Milanov avait appartenu à la troupe de Poppe de sa ville natale entre 1928 et 1935. Sa découverte à Salzbourg dans le *Regulus* de Verdi, sous la direction de Toscanini, entraîne son engagement au Met. Elle était comble d'apparitions sur la scène new-yorkaise dans plus de quatre cents représentations et y était la soprano dramatique vedette du grand répertoire italien notamment dans les rôles d'Abba et de Desdemona. Elle avait enregistré la *Missa solenne* de Beethoven sous la direction de Toscanini. Cette cantatrice à la voix puissante, étendue mais extrêmement musquée, avait fait ses débuts à l'Opéra en 1966.]

Le peintre Henry Gérard Gravaereux

Le peintre et designer Henry Gérard Gravaereux est mort mardi 30 mai à Cannes. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

[Elève de Jean Souverbie à l'Académie Julian, Henry Gérard Gravaereux partagea son temps entre son atelier, où il développait une œuvre figurative et colorée, et la haute couture. Il travailla au département « Diffusion Cardin » dont il fut le PDG pendant plusieurs années.]

Centre Georges Pompidou
JEUNE DANSE EUROPEENNE
du 31 mai au 2 juin
The Cholmondeleys
The Featherstonehaughs
FLAG
Yolande Snaith Kathy Crick
LESSONS IN SOCIAL SKILLS

RENDEZ-VOUS
du 30 Mai au 3 Juin
le triomphe international de
MAGUY MARIN
CENDRILLON
SERGE PROKOFIEV / MAGUY MARIN
LYON OPERA BALLET 49.80.18.88

Communication

Le lancement des programmes de la SEPT

Seuls quelques dizaines de milliers de spectateurs reçoivent la chaîne culturelle

Coup d'envoi, mercredi 31 mai, à 19 heures, pour la SEPT. Après les vœux de six personnalités européennes, la nouvelle chaîne culturelle européenne diffusée par le satellite TDF 1, proposait deux magazines, l'un musical « Megamix », l'autre culturel « Dynamo », suivis d'un documentaire suédois sur le tournage de *Fanny et Alexandre* par Ingmar Bergman (*le Monde* daté 28-29 mai). Dès le lendemain, les émissions prendront leur rythme de croisière, de 15 h 30 à 22 h 30, avec une grille comprenant 31 % de documentaires, 21 % de spectacles, 17 % de fiction, 17 % de cinéma et 14 % d'émissions pour la jeunesse. Un « bouquet » haut de gamme réservé, pour quelques mois encore, à quelques privilégiés.

« La voir, ça donne envie de l'avoir », clame sa publicité. Pourtant, seule une infime minorité du public pourra, mercredi 31 mai, regarder la SEPT. Pour sa soirée inaugurale, la chaîne culturelle européenne — dont FR 3 retransmettait le même soir le programme d'ouverture — n'est encore que très confidentiellement. Un état de fait qui devrait progressivement s'améliorer avec la reprise, d'ici à fin décembre, de la chaîne sur l'ensemble des réseaux câblés français. Après avoir signé avec la Caisse des dépôts, la SEPT vient en effet d'aboutir à un accord avec les deux autres grands exploitants du câble, la Générale des eaux et la Lyonnaise des eaux.

Après Metz, Nice, Rennes et Suresnes, Saint-Cloud, où la chaîne avait choisi de tester longuement ses programmes, les réseaux câblés d'Angers, Orléans, Marseille et Dunkerque — gérés par la Caisse des dépôts — reprendront depuis un mois les émissions diffusées à titre expérimental par le satellite TDF 1. Ceux de la Générale des eaux (Toulouse, Montpellier, Lyon, par exemple) vont suivre, ainsi que les réseaux contrôlés par la Lyonnaise des eaux : Paris, Boulogne-Billancourt, Levallois, Nemilly dans quelques jours; Cannes, Dijon, Epinal puis Chalon. Saint-Mandé et Vincennes devraient cloîtrer l'année.

An total, ce sont de 200 à 250 000 foyers abonnés au câble (il n'y en a que 78 000 actuellement) qui devraient recevoir la SEPT à la

(1) Canal Plus Satellite, Canal Plus Deutschland, Canal Bafana, Sport 2/3.

Grève de la CGT contre l'informatisation des quotidiens

La majorité de la presse régionale n'a pas paru

Une quarantaine de quotidiens régionaux et le quart des départementaux n'ont pas paru mercredi 31 mai, la Fédération du Livre CGT (FILPAC-CGT).

Ce mouvement a été décidé le 18 mai par l'ensemble des délégués CGT de la presse régionale et départementale, et a été déclenché sans préavis. La FILPAC-CGT entend ainsi protester contre le « non-respect par la presse de la presse de l'accord d'entente de 1986 », les délégués CGT estiment que l'installation de systèmes rédactionnels informatisés dans plusieurs journaux « élimine de fait les travailleurs du Livre de leurs postes de travail ». Les délégués CGT ont exigé du projet du quotidien *Paris-Sud* de M. Robert Besset, finalement remis sous le nom de *La modernisation des entreprises de presse*, déclare la FILPAC-CGT, ne justifie pas que l'on supprime les emplois du Livre en échangeant d'autres catégories de salariés dont ce n'est pas le métier.

Le CGT a lancé dans l'accord de 1986 ne sont pas respectés.

Une série de nouvelles actions seront lancées en juin par la CGT. Celle-ci a demandé à être reçue le 31 mai par le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR). La grève, que la CGT qualifie de « plus grand mouvement de ces dernières années », a empêché notamment de paraître *Paris-Normandie* (Rouen), *le Havre libre* et *le Havre-Presse*, *l'Union (Normandie)*, *le Progrès (Lyon)*, *l'Espion (Lyon)*, *le Progrès (Lyon)*, *la Montagne (Clermont-Ferrand)*, *les Dernières Nouvelles d'Alsace (Strasbourg)*, *la Nouvelle République du Centre-Ouest (Tours)* etc., et a empêché la fabrication de différents journaux à Saint-Omer (Nord), *Ouest-France* (Rennes), *Nice-Matin* et *le Midi libre* (Montpellier). Les titres nationaux — *le Figaro*, *Libération*, *le Tribune de l'Expansion*, *France-Sol*, *Paris-Tour* — n'ont pas paru à Lyon et Nantes.

VISIONS NOUVELLES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
Patronnée par le Ministère des Affaires Étrangères, une exposition itinérante rassemblant les grands noms de la peinture d'aujourd'hui, entreprend actuellement un vaste périple à travers les États-Unis et l'Amérique latine.
Les œuvres qu'elle propose à l'attention d'un public innombrable forment un tout dénommé: Visions Nouvelles de la Révolution Française.
Le maître d'œuvre de cette collection est Georges Soria, l'auteur de la «GRANDE HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE» parue l'an dernier aux Éditions Bordes en 3 volumes: 822 images et 1725 pages de texte.
Composée de 33 tableaux (dessins, aquarelles, crayons de couleur, lithographies, huiles) parmi lesquels figurent les plus grands noms de la peinture américaine comme Robert Motherwell et de la peinture française comme André Masson et Cézanne, ce panorama prestigieux s'adresse à un vaste public.
Parmi les «Visions Nouvelles de la Révolution», certaines s'imposent par leur dimension tragique, d'autres se réclament d'un lyrisme transcendant, d'autres, enfin, s'affirment dans un langage audacieux leur attachement à la liberté et l'égalité des droits.
Présentée voilà quelques semaines au Festival International de Houston à l'Université Rice qui, avec ses 120.000 étudiants, est un des hauts lieux de l'enseignement supérieur aux États-Unis, cette exposition a été accueillie avec succès, un succès qui ne se démentira pas tout au long de la tournée qu'elle va entreprendre d'ici la fin de l'année 1989.
PROGRAMME OFFICIEL DE LA TOURNÉE
MEXICO : Du 11 au 31 mai - Musée National Tamayo
HAÏTI : Du 7 au 24 juin - Institut Français
SAINT-DOMINGUE : Du 1^{er} au 21 juillet - Maison de France
GUATEMALA : Août 1989 - Bibliothèque Nationale
COSTA RICA : Septembre 1989 - Musée de la Banque Centrale
BOGOTÁ : Octobre 1989 - Musée d'Art Moderne

Face à l'inquiétude des élus locaux

M. Quilès tente de réformer les équilibres économiques du câble

En plaçant à Médianeville pour une politique inscrite dans la durée, et jouant la complémentarité entre câble et satellite, M. Paul Quilès n'a que partiellement calmé les élus locaux et les opérateurs du câble réels à Angers. Car ceux-ci s'inquiètent des modestes résultats des réseaux câblés ouverts et se plaignent d'une difficile coopération avec France Télécom.

ANGERS
de notre envoyé spécial

« Il faut dix à douze ans en moyenne pour qu'un produit soit largement implanté auprès des usagers; il a fallu quatre ans pour que la moitié des ménages d'Angers possèdent un magnétoscope. Ce rappel à la patience, lancé par le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, n'a pas pleinement satisfait l'adhésion de Médianeville. Car la grève régnait dans le petit monde des réseaux câblés, réuni à Angers pour sa manifestation annuelle (le Monde du 31 mai).

Les chiffres parlent d'eux-mêmes: le taux moyen d'abonnement sur les réseaux construits par France Télécom n'atteint que 10 % sur les communes où il y a plus de six mois. Certes, ces taux sont variables selon les villes et les opérateurs: 12,4 % pour la Générale des eaux, suivie par la Lyonnaise des eaux (8,4 %) et la Caisse des dépôts (6,3 %). Mais le constat d'ensemble inquiète les opérateurs comme les élus locaux, dont la complainte peut se résumer par « recherche abonnés désespérée ».

Dans le bon sens

A ceux qui expliquent ces difficultés par les relations délicates entre opérateurs et France Télécom, M. Paul Quilès demande « d'abandonner les polémiques inutiles et injustifiées ». Rappelant qu'il s'était donné deux ans pour ancrer dans les faits la politique annoncée en octobre dernier, M. Quilès estime qu'en huit mois les choses ont déjà progressé dans le bon sens. Le rythme moyen des abonnements est passé de 5 000 à 8 000, les coûts et les délais de construction ont été réduits.

Progressivement, les réseaux vont disposer de canaux supplémentaires: ainsi, le premier réseau achevé du Plan Câble, 3S (Suresnes, Suresnes, Saint-Cloud), vient-il d'obtenir vingt canaux sans avoir à débiter d'avance financière. Cet élargissement de l'offre devrait profiter notamment aux nouvelles chaînes du satellite TDF 1, dont la SEPT, le ministre souhaitait que les négociations aboutissent rapidement pour que ces programmes soient repris dans les meilleures conditions sur le câble.

Pour séduire les gestionnaires de logements collectifs, M. Quilès veut multiplier les formules d'abonnement collectif à des prix comme celles qui sont décidées à Angers, Epinal ou Paris. Et il souhaite que France Télécom, l'Union des HLM et le ministère de l'équipement mènent « en commun des opérations pilotes dans la domotique ». Concrètement, ces utilisations des

réseaux câblés d'autres fins que la simple télédiffusion permettraient de partager les coûts de câblage de l'habitat social et de les intégrer dans les charges locatives. Sinon le risque existe de voir cet habitat social se déstructurer du câble au profit de la seule réception par satellite sur des antennes collectives.

Quant à la demande pressante de dispositifs de contrôle d'accès permettant des services payants sur les réseaux, elle sera satisfaite par les 750 000 décodeurs DMAC récemment commandés par France Télécom, estime M. Quilès, qui voit là encore un point de complémentarité entre câble et satellite. Souhaitant que la politique en matière de satellite soit davantage fondée sur la demande commerciale que sur les critères technologiques qui ont prévalu jusqu'ici, le ministre a décidé de confier une mission sur la filière des satellites de communication à son directeur adjoint de cabinet, M. Gérard Rymery.

« Le câble ne doit pas seulement être construit, il doit être vendu ». Au-delà d'actions publicitaires, M. Quilès souhaite que France Télécom puisse « adopter une démarche plus directement commerciale ». Ce sera bien sûr le cas dans les villes où France Télécom a investi dans la société d'exploitation. Ailleurs, derrière cette formule plutôt sibylline, la porte est ouverte à une renégociation des conventions signées dans le cadre du Plan Câble, même si le ministre ne souhaite pas en prendre l'initiative.

Ces conventions, dont l'application pointilleuse est au cœur du débat entre opérateurs et France Télécom, sont, de l'avis général, trop rigides. La Caisse des dépôts, par la voix du président de la C3D, M. Jean-Marc Simon, s'est même livrée à une simulation qui tend à montrer que si le réseau de Metz avait appliqué cette logique du Plan Câble, il compterait seulement 6 350 abonnés, au lieu des 25 000 actuels, et aurait cumulé une perte de 21 millions de francs, au lieu des 12 millions d'excédents réellement enregistrés. Pour autant, tous les opérateurs ne sont pas prêts à remettre en chantier l'échec des conventions, car ils pourraient y perdre l'exclusivité commerciale qui est la base de leur métier.

Plutôt que l'affrontement, les différents acteurs du câble recherchent une réalité des accommodements. Car ils savent être condescendants à réunir ensemble. Il reste pour cela, a admis M. Quilès, « beaucoup à faire ».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Galerie Beaubourg
Jean Tinguely
c/o
Arianne & Pierre
Nahon
3 RUE PIERRE AU LARD - PARIS - 42 71 20 80

OPERA
LA DAME DE PIQUE
OPERA EN TROIS ACTES DE TCHAIKOVSKY
ORCHESTRE CHOEURS ET BALLET DE L'OPERA DE VARSOVIE
DIRECTION ROBERT SATANOWSKI
MISE EN SCENE MAREK GRZESINSKI
avec
RÉGINE CRISPIN
ET LES SOUSSES DES THEATRES ROUDNIKOW ET WIENI
1^{er} AU 17 JUIN 1989
PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS
LOCATION SUR PLACE, PAR TÉLÉPHONE, FRANC, AGENCES ET MINITEL
FR 47.58.13.33
MAGUY COLMAN SPECTACLES
Télérama

هكذا من الأصل

L'avenir des carrières médicales

La médecine encombrée

DÉVINETIE. Christiane et Georges ont quatre enfants : Carole, seize ans, Pascal, onze ans, Charlotte, cinq ans, et Julien, un an. Aux deux premiers ils déconseillent vivement la carrière de médecin. En revanche, ils envisagent d'inciter les deux plus jeunes à se lancer dans les études médicales. Pourquoi ont-ils raison ?

Parce que Carole et Pascal arriveront sur le marché de l'emploi à une période où la pénurie médicale aura atteint son paroxysme. Au contraire, Charlotte et Julien obtiendront leur diplôme dans une décennie où de nombreux praticiens partiront à la retraite... et où l'on risque de manquer de médecins ! Morale : il faut décourager lycéens et collégiens de s'orienter vers la médecine... et, au contraire, se préparer à attirer vers elle les enfants qui fréquentent actuellement les crèches et les maternités !

La courbe de la démographie médicale est, en effet, en train de jouer un gigantesque mouvement d'accroissement. Le nombre de médecins en activité est aujourd'hui supérieur à 160 000. Dans la plus basse des hypothèses, ce chiffre frôlerait les 190 000 dans cinq ans et dépasserait la barre des 200 000 dans dix ans. Dix ans plus tard (en 2008), il est probable que l'on se situera au-dessus de 210 000 (voir graphique).

Après seulement, la tendance devrait s'inverser. Et l'on devrait retrouver le niveau actuel de médecins avant les années 2030. Un tel phénomène n'était-il pas prévisible ? Pourquoi ne pas en avoir limité l'ampleur ?

La limitation du nombre des étudiants admis en deuxième année de médecine — le fameux *numerus clausus* — est intervenue trop tard et surtout insuffisamment. Dans les années 60, on parlait en effet de pénurie de praticiens et l'on a ouvert de nouvelles facultés de médecine. Le *numerus clausus* n'a été instauré qu'en 1972... et il est resté supérieur à 8 000 jusqu'en 1978. Pour descendre à 4 100 l'an dernier seulement. Principal accusé : le « lobby » universitaire. Pour maintenir le nombre d'enseignants et de facultés, il a fait fortement pression pour que le nombre d'étudiants en médecine ne soit pas réduit.

Cette résistance semble avoir diminué. La lente prise de conscience des médecins des difficultés d'accès à la profession n'y est pas pour rien. Ni l'évolution des pouvoirs publics, soucieux de limiter le déficit de la Sécurité sociale : la consommation médicale étant relativement élastique, l'augmentation du nombre de médecins en exercice entraîne celle des prescriptions, et... des dépenses.

Le « chômage » des médecins est, lui, difficile à apprécier précisément. 22 000 diplômés inscrits à l'ordre n'ont ni cabinet libéral ni activité à temps plein, mais on ne sait pas réellement quel est le niveau de précarité de leur situation. Moins d'un million se retrouvent à l'ANPE... mais ce chiffre ne reflète pas les difficultés rencontrées en exercice libéral.

Un mois d'emploi dans « le Monde »

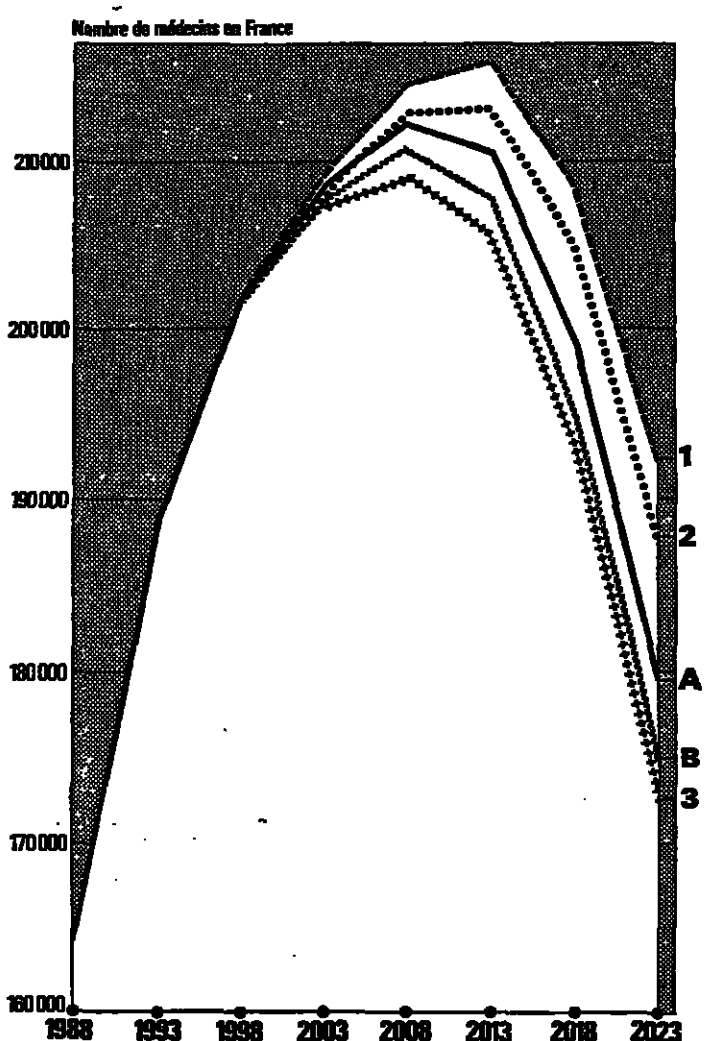
- La réforme du droit de licenciement. Encore un effort... Point de vue de Jean-Jacques Dupuyroux (le Monde du 25 mai 1989).
- En avril légèreté augmentation du chômage. Les créations d'emplois ne permettent pas de réduire le nombre des chômeurs (le Monde du 27 mai 1989).
- Main d'œuvre. Les grandes entreprises à nouveau créatrices d'emplois (le Monde du 30 mai 1989).
- Le taux de chômage américain remonte à 5,3 % en avril. Après être tombé à son niveau le plus bas en mars depuis quinze ans (5 % de la population active), le taux de chômage américain se redresse (le Monde du 7-8 mai 1989).
- La préparation de la loi sur les licenciements économiques. Entente des partenaires sociaux pour améliorer les « conventions de conversion » (le Monde du 12 mai 1989).

« Sur 100 000 médecins libéraux, environ 14 % sont en situation ingérable », affirme le docteur Patrick Brézac, spécialiste de la démographie au bureau de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), principale organisation de praticiens libéraux. Ces médecins, en grande majorité des généralistes, recrutés dans l'armée moins de 195 000 francs de recettes, ce qui ne dégageait aucun revenu pour le praticien, une fois payés les frais de fonctionnement de son

doit être temporaire, sinon la France manquerait cruellement de praticiens dans vingt ou trente ans. C'est pourquoi les mesures incitant au départ anticipé à la retraite devraient être amplifiées : le mécanisme d'incitation à la cessation d'activité (MICA), instauré il y a un an, pour les 7 000 libéraux qui exercent actuellement à plus de soixante ans, n'a donné que de maigres résultats.

« La plupart des médecins n'ont pas, à soixante ans, les

« Le pain de sucre démographique » (projections du nombre de médecins)



Les responsables syndicaux insistent aussi sur le nombre de postes dont le système de soins a besoin et qui ne sont pas actuellement pourvus : plusieurs milliers d'emplois dans les hôpitaux (2 000 postes seraient vacants), la médecine scolaire, par exemple. Le développement de la protection maternelle et infantile (PMI), de la médecine scolaire, des actions de prévention, de la recherche médicale, de la médecine de catastrophe. Les pouvoirs publics ne sont pas insensibles à ces arguments. Une reconversion dans certaines de ces activités entraînerait une baisse des prescriptions. Un avantage non négligeable pour le budget de la Sécurité sociale.

Restent les possibilités de reconversion hors du système de santé. La CSMF y croit, mais personne ne s'est aventuré à les quantifier. « Nous ne nous faisons guère d'illusion sur la portée numérique de telles actions ayant pour but d'offrir à des médecins des débouchés sans rapport direct avec le diplôme de docteur en médecine », soupire Philippe Sopena.

Restent les possibilités de reconversion hors du système de santé. La CSMF y croit, mais personne ne s'est aventuré à les quantifier. « Nous ne nous faisons guère d'illusion sur la portée numérique de telles actions ayant pour but d'offrir à des médecins des débouchés sans rapport direct avec le diplôme de docteur en médecine », soupire Philippe Sopena.

Comment résoudre une telle crise ? Abaisser encore le *numerus clausus* ? La CSMF demande qu'il soit fixé à 3 800, au lieu de 4 100 aujourd'hui. La portée d'une telle mesure serait en fait très limitée. Primo, ses effets bénéfiques sur le nombre de médecins en exercice ne se feraient sentir (faiblement) qu'à partir de l'an 2000, compte tenu de la durée des études. Secundo, une diminution trop forte des entrées dans les facultés de médecine entraînerait un vieillissement de la population médicale au début du vingt et unième siècle. Voilà pourquoi beaucoup de « démographes » préféreraient une remontée du *numerus clausus* à partir de la fin des années 90. Le sud de la France, comme l'Île-de-France, ayant intérêt à ne pas trop rouvrir les vannes, vu la densité de médecins dans ces régions.

Atténuer les effets du « choc démographique » par un gigantesque plan de reconversion (voir ci-contre l'article de Jean Menanteau) ? Difficulté majeure : pour les plus jeunes, cette reconversion

doit être temporaire, sinon la France manquerait cruellement de praticiens dans vingt ou trente ans. C'est pourquoi les mesures incitant au départ anticipé à la retraite devraient être amplifiées : le mécanisme d'incitation à la cessation d'activité (MICA), instauré il y a un an, pour les 7 000 libéraux qui exercent actuellement à plus de soixante ans, n'a donné que de maigres résultats.

« La plupart des médecins n'ont pas, à soixante ans, les

doit être temporaire, sinon la France manquerait cruellement de praticiens dans vingt ou trente ans. C'est pourquoi les mesures incitant au départ anticipé à la retraite devraient être amplifiées : le mécanisme d'incitation à la cessation d'activité (MICA), instauré il y a un an, pour les 7 000 libéraux qui exercent actuellement à plus de soixante ans, n'a donné que de maigres résultats.

doit être temporaire, sinon la France manquerait cruellement de praticiens dans vingt ou trente ans. C'est pourquoi les mesures incitant au départ anticipé à la retraite devraient être amplifiées : le mécanisme d'incitation à la cessation d'activité (MICA), instauré il y a un an, pour les 7 000 libéraux qui exercent actuellement à plus de soixante ans, n'a donné que de maigres résultats.

Certains envisagent également le versement, par la Sécurité sociale, d'une prime au départ.

Un ministère de la solidarité et de la santé, on réfléchit également à la possibilité de favoriser financièrement l'installation de médecins dans les régions où leur densité est faible. Les diplômés restent en priorité aux alentours des facultés où ils ont étudié, alors que les centres universitaires se trouvent déjà dans les régions surpeuplées.

Solennité heures par semaine

Et n'y a-t-il pas un paradoxe à se plaindre de surpopulation médicale... alors que beaucoup de médecins libéraux travaillent encore soixante à soixante-dix heures par semaine ? Pour voir moins de patients et faire des journées de travail moins longues, il faudrait, estiment les médecins, relever sensiblement les tarifs.

Dans l'entourage de Claude Evvin, on n'est guère convaincu : les augmentations de tarifs des années 1986-1987 n'ont pas entraîné de baisse sensible du nombre d'actes effectués par chaque praticien. La CSMF propose, quant à elle, de développer une certaine solidarité : que les praticiens les mieux lotis accueillent de jeunes diplômés pour leur confier une partie de leur activité. Pour MG-France, Philippe Sopena préfère « des mécanismes incitatifs [à la limitation du nombre d'actes], par le biais d'une surcoûtisation progressive à la caisse de retraite au-delà d'un certain niveau de revenus nets ».

Dans le même créneau, le développement de la formation continue semble recueillir l'assentiment de tous. « Si les médecins avaient le droit à un mois de formation indemnisée chaque année, le volume de remplacements fixes ainsi générés donnerait du travail pour 5 000 à 7 000 jeunes diplômés », estime Philippe Sopena. Un accord semble sur le point d'intervenir, mais sur une base plus modeste.

Les responsables syndicaux insistent aussi sur le nombre de postes dont le système de soins a besoin et qui ne sont pas actuellement pourvus : plusieurs milliers d'emplois dans les hôpitaux (2 000 postes seraient vacants), la médecine scolaire, par exemple. Le développement de la protection maternelle et infantile (PMI), de la médecine scolaire, des actions de prévention, de la recherche médicale, de la médecine de catastrophe. Les pouvoirs publics ne sont pas insensibles à ces arguments. Une reconversion dans certaines de ces activités entraînerait une baisse des prescriptions. Un avantage non négligeable pour le budget de la Sécurité sociale.

Restent les possibilités de reconversion hors du système de santé. La CSMF y croit, mais personne ne s'est aventuré à les quantifier. « Nous ne nous faisons guère d'illusion sur la portée numérique de telles actions ayant pour but d'offrir à des médecins des débouchés sans rapport direct avec le diplôme de docteur en médecine », soupire Philippe Sopena.

FRANÇOIS KOCH.

Des vocations reconverties

« **M**ES confrères m'appellent « docteur Money. » « Ils le paient, puis-que j'ai opéré, à quarante-trois ans, une reconversion complète. De médecin rhumatologue, je suis devenu conseiller financier, après dix-huit ans de pratique médicale. Je pose toujours des diagnostics. Mais sur le patrimoine de mes clients, que je reçois en consultation. »

« N'excusez pas. Cette mention apparaît sous le nom du professeur Eric Hazan dans le dernier Annuaire de l'Internet. Son cas est célèbre dans le microcosme médical parisien de haut niveau. Chirurgien des hôpitaux, maître de conférences agrégé, le brillant médecin a un jour tout « plaqué ». Pour devenir éditeur d'art, rue de Seine à Paris.

Marginaux ou symptomatiques, les cas du docteur Jean Serraz, passé de la rhumatologie aux placements en Bourse, ou du chirurgien-éditeur ?

« Exemplaires dans le contexte de l'emploi », répond le docteur Patrick Brézac, le « M. Démographie » de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF). Pour lui, il faut reconverter quelques « mille médecins » — en majorité des jeunes — dont le plupart de ceux qui n'ont pas spécifié à l'ordre leur mode d'exercice (le Monde daté 12-13 février 1989). La CSMF vient d'interpeller les pouvoirs publics, et notamment M. Jacques Chirac en sa qualité de ministre chargé des reconversions.

« Huit à douze ans d'études, c'est un capital à ne pas gaspiller. Il existe des filières d'emplois inexplorées hors du monde de la santé », affirme le docteur Jacques Beaupère, président de la CSMF, convaincu de tout ce que la « diaspora médicale » peut mettre au service de la société. « Nous devons toujours aux candidats : attention, méditez-en ! », résume le docteur Beaupère. Mais nous ajoutons que de nouvelles possibilités peuvent s'ouvrir tous azimuts, notamment en périphérie du sport, de l'urbanisme, de l'agro-alimentaire, du droit, de la consommation, de la gestion, etc. Nous sommes au début de cette démarche nouvelle. »

Le docteur Brézac a, pour sa part, pris un bâton de pèlerin. L'ANPE a été contactée, ainsi que des cabinets de recrutement spécialisés, notamment en direction de l'industrie pharmaceutique : une dizaine d'agences ont pignon sur rue à Paris, « chassant » pour les besoins notamment de la recherche-développement des produits, mais aussi pour les fonctions de marketing des laboratoires. « On propose à de jeunes médecins aussi des postes de visiteurs médicaux, ce qui était impensable il y a dix ans », reconnaît cependant, non sans amertume, le docteur Brézac.

Globalement cependant, les recruteurs paraissent, selon le docteur Brézac, apprécier le haut niveau de formation des médecins. « Un médecin est capable de se réorienter, voire de se reconverter en six mois ou un an, assure-t-il. Un problème :

cela coûte cher. Notre estimation varie de 40 000 à 50 000 francs. Et les universités n'ont pas encore pris en compte cette donnée. »

A la CSMF, on explore tous les secteurs, y compris celui du conseil : « La fonction de conseil sera de plus en plus appelée à des médecins possédant une double formation. Nul n'est mieux placé — à titre d'exemple — qu'un médecin pour orienter le marché potentiel de matériels et d'équipements médicaux. »

« Un grand tournant de la formation »

Si la CSMF envisage la reconversion des médecins « vers des emplois dans le monde de la santé mais en dehors des soins », ou même en dehors de la santé, elle estime que pour répondre à ces différents besoins, « les facultés de médecine doivent devenir des pôles de formation ouverte sur toutes les facettes ». Selon la Confédération, les facultés pourraient établir des équivalences à toutes les étapes des études médicales pour pouvoir accueillir des étudiants venant d'autres filières. Ou encore permettre aux étudiants en médecine de compléter leur formation dans d'autres facultés. Autres souhaits : envisager des doctorats en médecine générale à qualification économique.

L'idée rencontre malheureusement des échos dans le monde universitaire. « Notre ambition, c'est une autre formation conduisant à des carrières hors des circuits de soins », explique le professeur André Gouzé, doyen de la faculté de médecine de Tours. La faculté de médecine de Tours est la première à proposer officiellement, « un autre troisième cycle diversifié », offrant aux étudiants ayant validé le deuxième cycle « une autre formation diplômante complémentaire, ouvrant sur une carrière non médicale médicalisée ».

Ces carrières, qualifiées de « spécifiques », vont, selon le professeur Gouzé, de l'information médicale de la collectivité aux carrières de l'environnement, avec l'architecture et l'urbanisme, en passant par l'industrie pharmaceutique, l'équipement médical, agro-alimentaire... « Nous pensons aussi aux grandes écoles d'ingénieurs, de commerce ou d'administration, lesquelles pourraient offrir à nos étudiants présentant un certain profil, une formation diplômante dans le cadre d'un cursus aménagé », poursuit le professeur Gouzé en indiquant que les différentes options devraient être définies dans le cadre de conventions.

Une position que d'autres facultés (Bichat, Créteil, Nancy, pour le moment) seraient aussi prêtes à adopter. Une rupture avec l'orientation suivie jusqu'à présent et en particulier depuis 1968. Le docteur Beaupère et le professeur Gouzé n'hésitent pas à parler de « grand tournant de la formation médicale », qui consisterait à préparer soigneusement à l'exercice de la médecine ne conduira plus au seul stéthoscope ?

JEAN MENANTEAU.

BIBLIOGRAPHIE

L'investissement intellectuel

secrétaire général de l'Union des ingénieurs et cadres UIC-FO.

La recherche-développement, la formation (même si elle n'est pas toujours un investissement), le développement commercial, les logiciels et les systèmes experts, les nouvelles formes d'organisation constituent autant d'activités qualifiées d'intelligentes. L'investissement intellectuel, pour les auteurs, représente en termes comptables l'ensemble des dépenses non immédiatement nécessaires à la production de biens. Mais portées d'avenir... Dès 1982, le commissariat du Plan avait initié les entreprises à développer ce qu'on appelait joliment alors les « investissements incorporels ». De fait, cet investissement immatériel, même s'il est difficile d'en mesurer l'effet sur l'accroissement des perfor-

mances économiques d'une entreprise, représente environ 40 % des investissements totaux, contre 20 % en 1974. A l'aube du troisième millénaire, il représentera l'équivalent des investissements matériels.

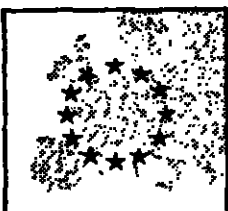
Pierre Caspar et Christine Afriat montrent aussi à travers les treize chapitres de leur étude fouillée que si l'investissement intellectuel a pris de plus en plus d'importance, c'est aussi parce que l'homme était appelé de plus en plus comme un « sujet créateur du développement économique ». Introduire de nouvelles technologies dans l'entreprise, c'est aussi préparer une mutation des esprits, des langages, des compétences et des relations. Il faut donc à la fois valoriser et développer les connaissances et créer un cadre permettant aux hommes et aux femmes de l'entreprise de faire preuve de

créativité et d'imagination. La reconversion du « capital humain », c'est cela aussi.

L'ouvrage est parfois un peu ardu, mais il a le mérite de contenir des propositions afin d'« introduire de la rigueur dans l'identification de la rigueur dans l'identification de la rigueur dans l'identification de la rigueur ». Le résultat économique de l'investissement intellectuel n'est pas « nécessairement immédiat ». Le savoir-faire, le niveau de formation, la capacité d'expertise, la force de vente, l'image de marque sont autant de repères pour en appréhender l'impact sur les individus. Et, a contrario, le coût pour l'entreprise de la non-formation des hommes...

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Economica, 184 pages, 95 F.



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

EUROPEAN MARKETING MANAGERS

FOUR SQUARE is a young and ambitious company developing the vast out-of-home drinks market across Europe. As part of the worldwide Mars Group we belong to a business already widely known for its marketing and product development expertise.

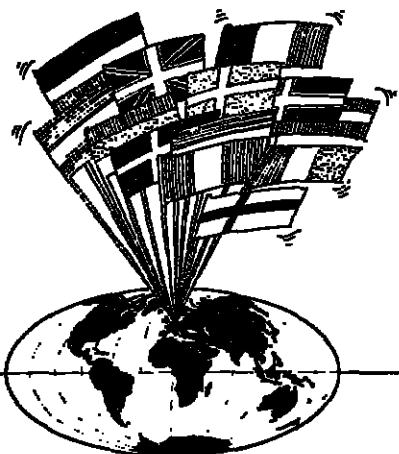
A rare opportunity has now arisen for a BRAND MANAGER

to take responsibility for control of the business management of one of our major European brands. This is an established product, the brand leader in its sector, with a turnover which already exceeds \$ 100 m per annum. It is highly profitable, with major growth opportunities.

You are a true European, with a good command of at least two European languages including English. You are an experienced professional with approximately five years solid business achievement preferably with a minimum of two years significant marketing exposure. Your job will be to redefine the business development programme to maximise brand impact throughout Europe prior to 1992. You will be in our head office in the heart of the Thames Valley near London or another European country. As the business manager for this major international brand, your responsibilities will include brand profitability and product development. You will manage brand communications and lead ambitious geographic expansion programmes. We are expanding our horizons, if you are ready to do the same, then seize this unique challenge.

This job opportunity simultaneously appears in Germany, France, Italy and Spain. Please call Dr. Rolf Bremann (1949-42 31 / 779-0) in our German unit or send him your complete application.

FOUR SQUARE
Neue Schulstraße 1
D-2810 Verden



Abordez l'espace européen en bonne compagnie



PILOTE AIR FRANCE

AIR FRANCE recrute dès aujourd'hui les pilotes professionnels (PPI) complet, PP-IFR et pilotes militaires titulaires du PI (théorique) pour participer au développement européen et mondial de la Compagnie. Être pilote AIR FRANCE, c'est bénéficier d'un entraînement et d'une formation de tous les instants pour répondre pleinement à nos exigences de qualité et de fiabilité.

Futur responsable de vos passagers, de votre avion et de notre image, vous êtes le professionnel que nous recherchons. Pour une évolution nouvelle de votre carrière professionnelle, contactez-nous au 46.75.7166 ou adressez votre candidature à AIR FRANCE, Unité de Sélection Pilote (1) Orly Sud TM, 94396 Orly Aéroport Cedex.

AIR FRANCE

tracez l'avenir

Cette annonce paraît dans Le Monde, Le Soir, Le Standard

The technical brilliance of INMOS ...
The global strength of SGS-THOMSON ...
The opportunity of a lifetime for
Software and Semiconductor professionals

Corporate & Technology Headquarters - Bristol, SW England

- * SOFTWARE DEVELOPMENT: Optimising, Parallelising Compilers; Operating Systems; CASE; Communications
- * VLSI DESIGN: Transputers; DSP; Graphics; Ultrafast SRAMS
- * SUBSYSTEM DESIGN
- * COMPUTER SYSTEMS ARCHITECTURE
- * CAD SYSTEM DEVELOPMENT
- * TECHNICAL DOCUMENTATION
- * TECHNICAL TRAINING

Customer Technical Support - UK, Europe, USA, Far East

- * SOFTWARE SUPPORT
- * APPLICATIONS ENGINEERING
- * STRATEGIC PRODUCT MARKETING

Manufacturing - Newport, S Wales

- * TECHNOLOGY DEVELOPMENT
- * PRODUCT ENGINEERING
- * PROCESS ENGINEERING

INMOS is embarking on a major expansion programme, creating outstanding opportunities in all the above areas.

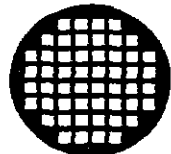
We enjoy the unique position of being able to combine the very best features of both the large and small company.

Our large company advantages include the investment, support and worldwide resources of the SGS-THOMSON Microelectronics Group.

We also enjoy all the attractions of a small company - informality, flexibility, good communications and fast reactions.

Add to this the technical challenge of working for the Company that is leading the way in VLSI - and you have a combination unrivalled in the industry.

Telephone for an application form or send a comprehensive CV, detailing salary, career and technical achievements, quoting reference LM1 to: Jacqui Porter, Personnel Manager, INMOS Limited, 1000 Aztec West, Almondsbury, Bristol, England BS12 4SQ. Tel: (1944 454) 616616. Fax: (1944 454) 617910.



inmos A member of the SGS-THOMSON Microelectronics Group



ASSISTANT TO INTERNATIONAL COUNSEL

"Les Mutuelles du Mans" is the fifth largest insurance group in France. Our Reinsurance Department is growing fast and is already a major player on the worldwide market.

Under the direct supervision of our International Counsel, your main responsibilities will include:

- supervision and control of U.S. litigation/arbitration.
- negotiation of settlements with U.S. partners.
- legal assistance to our overseas department in the field of acquisitions, divestitures, obtaining of regulatory approvals, etc...

If you have:

- a European or U.S. law degree
- fluency in French and English
- a practical sense.

are young and interested in working in a position offering significant career opportunities, with a starting salary of 130,000 Francs, send a complete resume and covering letter in English to:

Laurence LENOR - RAYMOND POULAIN CONSULTANTS under reference RJLM.



Raymond Poulain Consultants
6, rue Montali - 44000 NANTES - Tél. 16/40 35 50 26

"UN AIR D'EUROPE"

GENERALISTE OU SPECIALISTE ? PRENEZ VOTRE AVENIR EN MAIN !
- CROQUIS, PROJECTIONS, CROQUIS
- CADRE, PROJECTIONS, CROQUIS
- 12000 EMPLOIS
- 22 PAYS

Nous sommes la filiale française du groupe Air Products, reconnu au niveau international pour son savoir-faire dans le domaine des gaz industriels.

Nous vous offrons la possibilité d'aborder votre première expérience en entreprise d'une manière personnalisée en intégrant notre cycle "career development program".

Ce programme consiste en 3 missions successives (une à durée d'environ 6 mois) dans différents secteurs de l'industrie des gaz industriels en France et dans les pays d'Europe.

Nous déterminons avec vous vos objectifs et nous les suivons tout au long de votre carrière.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs ou d'un HEC, ESSEC, ISA, ESC

مكتبة امنه الاصل

Le Monde INTERNATIONAL

DROITS DE L'HOMME EN AMERIQUE CENTRALE

Contrat pour une durée déterminée
octobre 1989 - octobre 1990

Amnesty International recherche pour son secrétariat international à Londres

UN CHERCHEUR

Qui sera engagé pour un an et sera chargé de plusieurs pays dont El Salvador, Honduras, Nicaragua et Uruguay, dans la division Amérique du Département de la recherche.

Il rassemblera des informations, préparera des rapports et proposera des actions à entreprendre par Amnesty International, notamment au sujet des prisonniers d'opinion, des procès de politiques, du traitement des détenus, des exécutions extrajudiciaires et des disparitions.

Les candidat(e)s doivent avoir une connaissance spécialisée de cette région, une excellente connaissance des méthodes de recherche, être doté(e) d'un bon jugement politique et capable de travailler en équipe, souvent sous pression. Ils (elles) doivent pouvoir s'exprimer parfaitement en anglais et en espagnol, tant oralement que par écrit.

TRAITEMENT ANNUEL : 14 687 livres sterling.

Date limite de réception des candidatures : 10 JUIN 1989.

Pour obtenir des renseignements complémentaires et une formule de candidature, adresser une demande sur carte postale à : Amnesty International, service du personnel - 1 Easton Street, W1K 7JN (Grosvenor Gardens) ; ou téléphoner au 01-585 5855 (24 h/24). Cher la référence RD 2.



Cette Société française indépendante, créée en 1976, a pour vocation d'apporter un appui technique et humain au développement rural et agro-industriel des pays du tiers monde. Agissant en tant que prestataire de service, ses interventions concernent entre autres l'ingénierie pour des projets agricoles et de développement rural, ainsi que l'ensemble des actions d'assistance technique et de formation, régulières ou ponctuelles, auprès de ses clients institutionnels.

Elle recherche un DIRECTEUR DU DEPARTEMENT AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

Dépendant directement du Directeur Général de la Société, ce candidat se verra confier en totalité l'animation de ce département aux plans commerciaux, techniques, financiers et humains avec, pour mission, de développer le chiffre d'affaires de cette activité en garantissant la qualité des services apportés.

Ce poste s'adresse à un ingénieur Agronome (INA, ENSA, ENSIA, ENGREF...) avec, si possible, connaissance des conditions de l'agronomie tropicale. Agé d'au moins 35 ans, ce véritable patron, parlant français, a déjà acquis, outre-mer et de préférence en Afrique, une expérience de conduite de projets d'ingénierie en développement rural.

Ce poste rattaché à PARIS nécessite des déplacements fréquents mais de courte durée.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 892/07 à Denis PANTHOU - FRANCE CADRES 22, rue Saint Augustin 75002 PARIS.

CONCOURS PANAFRICAIN DE MUSIQUE A YAOUNDE REPUBLIQUE DU CAMEROUN

DU 20 AU 23 JUIN 1989

SOUS L'EGIDE DE L'OUA,
DE L'UNESCO (CIM),
DU MINISTRE DE L'INFORMATION
ET
DE LA CULTURE
ET
DE LA VILLE DE YAOUNDE

CONDITIONS :

Avoir moins de dix-neuf ans et habiter en Afrique depuis deux ans.
Les candidats sont attendus à Yaoundé dès le 19 juin et sont entièrement pris en charge pendant la durée du concours (hébergement et repas).

EPREUVES :

ELIMINATOIRES LE 21 JUIN
3 EPREUVES AU CHOIX DONT 1 DE CHOPIN
FINALE LE 22 JUIN :
VALSE N° 6 DE PROKOFIEV
SONATE N° 6 DE MOZART

PRIX :

1 000 000 FCFA
et
1 BOURSE D'ETUDE A L'ETRANGER

CONFIRMATION DE PARTICIPATION AU CONCOURS
OUVERT JUSQU'AU 10 JUIN 1989
AU SECRETARIAT DU CONCOURS
TELEX : 8215 KN

TRANSPORT :

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES AU DEPART DE PARIS
SUR CAMEROUN AIRLINES ET UTA.
EN AFRIQUE AU DEPART DE TOUTES LES VILLES
DESSERVIES PAR CAMEROUN AIRLINES.

CAS INTERNATIONAL

dans le cadre de ses
missions en AFRIQUE

recherche

des CONSULTANTS

expérimentés

(5-10 ans d'expérience)

- Ressources humaines

- Système éducatif

- Organisation

- Economiste industriel

- Economiste planification

- Maintenance industrielle

Envoyer C.V. à :

M. DES SAINTS ROSES

3, rue de la République

75002 PARIS

Envoyer C.V. et lettre

de motivation à :

LE MONDE PUBLISTE

6, rue de Montmoyne

75007 PARIS.

CIBA Vision

AN INTERNATIONAL LEADER
IN THE CONTACT LENS
AND LENS CARE FIELD

CIBA Vision - a member of Switzerland's CIBA-GEIGY group - has, in seven years, grown to become an acknowledged leader in the vision care field. With abundant resources in R & D, manufacturing and finance and a firm commitment to innovation, CIBA Vision is one of the fastest-growing eye care companies in the world.

In order to achieve its ambitious growth objectives, CIBA Vision seeks:

International Product Managers

Contact Lenses/Lens Care Products

Based at our worldwide headquarters near Zurich, the successful candidates will devise global marketing strategies and coordinate all activities to ensure their implementation.

To fill these positions, we seek university-educated individuals with at least five years marketing experience, preferably in consumer goods, vision care, or OTC pharmaceuticals, and with excellent analytical and interpersonal skills, as well as fluency in English. Demonstrated success in an international marketing environment would also be highly desirable.

If you feel challenged by these positions and want to join a dynamic team in a growing company, please send your application to:

Ciba Vision Management Ltd., Personnel Officer, Postfach, 8150 BULACH, SWITZERLAND.

Trois postes sont à pourvoir en Nouvelle-Calédonie

Niveau : INGÉNIEUR ou EQUIVALENT

Formation : agro-économie ou équivalent (INA, ENSA).

Expérience : entre 5 et 10 ans en milieu rural.

Poste : chargé d'animer une équipe de 20 personnes environ

(technicien, agents de terrain, animateurs ruraux, agents administratifs) ;

- de conseiller les structures provinciales en matière de développement rural ;

- d'étudier la faisabilité de projets de développement rural, d'appui à la commercialisation des produits ;

- d'administrer et gérer l'agence décentralisée.

Localisation : hors Nouméa.

Rémunération : en fonction du niveau.

Avantages : logement et véhicule de fonction ; contrat d'expatrié.

Adresser les candidatures à :

- Monsieur le Directeur général de l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier, B.P. 4228, NOUMÉA (Nouvelle-Calédonie).

- Copie au C.N.A.S.E.A. : Division du personnel et des relations sociales, B.P. n° 1, 92121 ISSY-LES-MOULINEAUX.

Groupe bancaire International intensifiant ses actions de recouvrement dans divers pays francophones en développement souhaite adjoindre à ses banques

3 JURISTES EXPERIMENTES en recouvrement et contentieux.

Une formation de niveau maîtrise, 4 à 5 ans d'expérience réussie en procédure et action sur le terrain seront les atouts essentiels pour la réussite des candidats dans ces postes.

Rémunération et conditions de vie attractives pour des postes à pourvoir dans de grandes métropoles à l'étranger.

Adresser CV détaillé, photo et lettre de candidature

sous réf. 1686/M à : AMP - 40, rue Olivier de Serres

75015 PARIS (qui transmettra)

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. 24 a., 3^e CES, CP prof.

INTA, EP, tech. stage obs.

juin de entr. passionnée

sport. Ang./esp. cour. 40-44-55-66.

Jeune femme cherche

emploi en DAD-CA, ayant

2 ans d'expérience en digi-

taison sur table magné-

tique, réf. 102.

Tél. : 43-26-75-62.

CLAVISTE

Photocopie

(10 ans exp.) ch. poste

mise en page

ECRAN

Région Compiègne

ou région parisienne.

Tél. : 44-75-70-64.

J. Fme, 28 ans, mobil.

totale, DEA d'information

et de comm., allem.-angl.

ch. et emploi en fusion avec

la comm. 23-24-60-09.

Femme 30 ans, maîtrise

économique + IAE (DESS

gestion), 5 ans d'expérience

études en gestion.

Etude des propositions

sérieuses. Ecr. à réf. 2208 à

Sid Hyperbol, 104, rue

Réaumur, 75002 PARIS,

qui transmettra.

- DEA psycho :

- 2 ans grapho et dactylo ;

- bonne présentation, soci-

able, aimant travailler, étu-

dier ;

- bonne équilibre.

Tél. : 45-72-33-50, de 9 h à

12 h, ou écrire à DO NAFIS,

10, av. Porte-de-Villiers,

75017 PARIS.

CADRE DE DIRECTION

Assurances vie, Dr. Sciences

Eco., Sciences Po, ex-

fusion Cie, pratique direction

générale. Réf. 1^{er} ordre,

adm. et commerciale, Libre

imm. si nécessaire.

Ecrire sous la réf. 3364

LE MONDE PUBLISTE

6, rue de Montmoyne

75007 PARIS.

Eud. autrichien, 18 ans, ch.

6-8 au par, France, 3 ans,

5-8 mois, entre 10-7 et

10-10-58, Helmut Dettler,

Notental 18, 6178 Völs,

Autriche.

J.F. 30 ans, niveau BTS

comptabilité, connaissance

en informatique, 10 ans

d'expérience professionnelle,

cherche emploi dans cabinet

d'expertise comptable.

60-55-15-67 après 18 h.

Florian Mantione Institut

300/400 000 FF



Le Groupe ROCLAND
spécialisé dans le revêtement des sols industriels
et leader sur le marché français
recherche dans le cadre de son développement international

RESPONSABLE DE SOCIETE EN ESPAGNE

qui assurera le démarrage et le développement de la nouvelle filiale implantée à Madrid.

Votre mission : rattaché au Directeur Général du Groupe, vous dirigerez de façon autonome votre unité de production. Responsable sur le plan commercial, vous développerez la totalité du marché espagnol à partir d'un chiffre d'affaires déjà existant. Responsable d'unité, vous en assurerez la bonne marche dans ses différents aspects : management, production, gestion, relations extérieures...

Votre profil : âgé de 30/40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur français ou espagnol, éventuellement autodidacte, vous avez une expérience d'au moins dix ans en entreprise, si possible dans le bâtiment et à l'étranger. Vous connaissez les problèmes de dynamique de vente et parlez couramment l'espagnol.

Envoyer C.V. + photo sous réf. P589E au FLORIAN MANTIONE INSTITUT, Conseil en recrutement, 39 rue Etienne Marcel, 75001 Paris ou consulter la définition de fonction sur MINITEL 3615 code 5071EL ou téléphoner à Bruno LAVASTE au (1) 40.28.50.50.

AIX - BESANCON - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LA REUNION - LA ROCHELLE - LYON - MONTPELLIER - PARIS - REIMS - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE.

Le Monde CADRES

Filiale d'un important groupe, nos activités se situent dans le domaine du service aux entreprises et sont réparties sur plusieurs sociétés. Afin d'intégrer la fonction Personnel, gérée actuellement au sein d'une autre société du groupe, nous créons ce poste de

Responsable du Personnel

Vous mettez donc en place ce nouveau service, chargé de gérer la paie, le personnel (environ 100 personnes) et d'assurer l'administration dans le cadre de procédures à développer. Vous assurerez la totalité de la fonction, formation, recrutement, ainsi que les aspects juridiques et sociaux. Après une formation supérieure type EP, Sciences Eco, droit, CELSA, DUT... vous avez acquis environ 5 années d'expérience en tant que Responsable du Personnel en PME, couvrant toutes les facettes de la fonction. En tant que Jeune Professionnel, vous pourrez imposer de façon autonome votre fonction, votre rigueur et votre pragmatisme. Afin de pourvoir vous rencontrer rapidement, merci d'adresser votre C.V., lettre manuscrite et rémunération actuelle, sous la réf. JM/89116 à notre conseil.

Garnier Demolnet & Associés
17, rue Tronchet 75008 PARIS

Si vous êtes HEC ou

équivalent DES-20 ans

Si vous désirez partici-

per à l'échelon direction au

développement d'une jeune

entreprise

Si vous aimez les res-

ponsabilités et à condition

que vous soyez dynamique,

capable d'organiser et de

diriger

Si vous désirez un

salariat en rapport avec vos

capacités

Adresser votre CV manuscrit

à M. B. B. B. B. B. B. B. B.

15, rue Talbot,

75008 Paris

qui transmettra.

Quotidien régional du Sud-

Est, rech. journalistes poly-

valents confirmés (journaliers

et secrétaires de rédaction).

Ecr. à M. B. B. B. B. B. B. B.

Toulon 732248.

SOCIÉTÉ DE CONSULTANTS

RECHERCHE

COLLABORATRICE

INTERPRÈTE

TRILINGUE ANGLAIS-ESPAGNOL

à Paris et à l'étr.

Préférence pour les emplois

de l'enseignement. Ecr. à

40-55-04-57, pr R.V.

LE THÉÂTRE DE SARTROUVILLE

RECHERCHE

DES CADRES

dans les domaines

des relations publiques,

de l'administration et de la

production.

Envoyer lettre de candidature

et C.V. à Bertrand COLLETTE,

Théâtre de Sartrouville,

B.P. 53, 91800 Sartrouville

Cadex.

Lycée technique

sous contrat

CHERCHE

PROFESSEURS

niveau maîtrise/diplômé

(Mécanisme, gestion marit.)

pour BTS et lycée ;

action commerciale/

économie-droit ;

techniques de vente.

42-83-35-57

CENTRE DE TRANSFUSION

recherche

TECHNICIEN(S)

BTS - AB

pour remplacements 3 à

7 mois. 1, rue Félix-Eboué,

94000 CRETEIL. Tél. pour

R.V. : 42-07-66-60.

importante sté

recherche

titulaire maîtrise en droit

pour situation évolutive,

connaissances complètes de

l'anglais indispensable.

Adr. lettre manuscrite, C.V.

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, *le Monde* consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont donc ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent donc

aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre *le Monde* et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			18^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE		
3^e ARRONDISSEMENT			2 pièces	40, av. de Saint-Ouen	3.850	4 pièces	Neuilly	19.200
2 pièces, park.	7 bis, rue Saint-Gilles	9.034	48 m ² , 6 ^e étage	SAGEL - 42-66-61-05*	+ 974	160 m ² , 3 ^e étage	74, rue de Chézy	+ 2.980
82 m ² , 5 ^e étage	COFIMEG 43-21-63-21	+ 822	78 - YVELINES			3 pièces	Neuilly	8.000
4^e ARRONDISSEMENT			4 pièces, 6 ^e étage	Montigny-le Bretonneux	3.288	85 m ² , terrasse	225, avenue Ch.-de-Gaulle	+ 1.300
2 pces	18, rue Quincampoix	4.950	94 m ² + loggia	SGI/CNP - 30-44-01-13	+ 1.082	8 ^e étage	COFIMO - 49-24-50-00	+ 1.300
55 m ² , 3 ^e étage	SAGEL - 47-42-44-44*	+ 806	91 - ESSONNE			4 pièces	Paris	4.950
7^e ARRONDISSEMENT			2 pièces, 6 ^e étage	Versailles	2.780	82 m ² , 2 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 740
4 pièces	12, place Joffre	14.700	55 m ² + balcon	1, place Robert-Dary	+ 980	3 pièces	Paris	4.200
123 m ² , 2 ^e étage	GCI - 40-16-28-70	+ 1.838	4 pièces	Versailles	5.810	73 m ² , 6 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 1.180
8^e ARRONDISSEMENT			102 m ² , 1 ^e étage	20-22, prom. Mons-Lie	+ 1.360	4 pièces	Paris	5.400
Studio	153, bd Hausmann	2.630	2 pièces, 2 parkings	Versailles	2.780	85 m ² , 7 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 825
25 m ² , r.-de-ch.	AGF - 42-44-00-44	+ 110	47 m ² , 1 ^e étage	13 13, av. Gél-Panting	+ 625	3 pièces	Paris	4.000
9^e ARRONDISSEMENT			3 pièces	COFIMEG - 39-54-21-39	+ 780	72 m ² , r.-de-ch.	Paris	+ 1.080
Studio	34-36, rue de Cléry	3.772	80 m ² + balcon	Viroflay	5.480	28 m ² , 6 ^e étage	Paris	2.300
48 m ² , 1 ^e étage	SAGEL - 42-66-61-05*	+ 925	1 ^e étage	2, rue Joseph-Bertrand	+ 780	2 pièces	Paris	+ 430
11^e ARRONDISSEMENT			4 pièces + balcon	COFIMO - 48-24-50-00	+ 1.120	70 m ² , 4 ^e étage	Paris	4.850
Studio meublé	74, rue Amelot	2.875	115 m ² , 2 ^e étage	Viroflay	8.080	3 pièces, parking	Paris	+ 987
36 m ² , R.-de-ch.	HOME PLAZZA - 40-21-20-00	2.380	4 pièces, duplex	2, rue Joseph-Bertrand	+ 513	78 m ² , 1 ^e étage	Paris	+ 1.108
Studio meublé	74, rue Amelot	2.380	85 m ²	COFIMO - 48-24-50-00	+ 513	93 - SEINE-SAINT-DENIS		
28 m ² , RC	HOME PLAZZA - 40-21-20-00	4.760	92 - HAUTS-DE-SEINE			2 pièces, parking	Paris	2.040
2 pièces meublé	74, rue Amelot	4.760	5 pièces	Massy	4.008	51 m ² , 4 ^e étage	Paris	+ 488
45 m ² , 6 ^e étage	HOME PLAZZA - 40-21-20-00	CC/SM	105 m ²	Avenue Nationale	+ 1.232	4 pièces, parking	Paris	4.780
12^e ARRONDISSEMENT			8 pièces, jardin	COFIMEG 68-20-48-81	8.800	95 m ² , 3 ^e étage	Paris	+ 897
2 pièces	28, av. Ledru-Rollin	5.000	Maison 156 m ²	Gif-sur-Yvette	+ 400	5 pièces	Paris	2.735
62 m ² , 1 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 750	94 VAL-DE-MARNE			98 m ² , r.-de-ch.	Paris	+ 1.210
3 pièces	18 bis, bd Bastille	7.020	2 pièces	Asnières	3.500	95 - VAL-D'OISE		
84 m ² , 6 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 980	48 m ² , 3 ^e étage	4, rue Pierre-Durand	+ 818	4 pièces	Paris	3.850
13^e ARRONDISSEMENT			Studio	SAGEL - 42-66-61-05*	2.250	82 m ² , 2 ^e étage	Paris	+ 480
4 pièces	14, rue de F.-d'Astier	5.800	31 m ² , 4 ^e étage	Bois-Colombes	4.410	4 pièces	Paris	8.200
83 m ² , 3 ^e étage	SGI/CNP - 45-55-54-15	+ 786	Studio	11-17, rue du Général-Lacaze	+ 410	82 m ² + balcon	Paris	+ 884
14^e ARRONDISSEMENT			56 m ² , 3 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	4.400	1 ^e étage	Paris	3.800
Studio, parking	13, rue Jean-Zay	3.700	2 pièces, parking	Boulogne	4.385	84 m ² + balcon	Paris	+ 432
40 m ² , 2 ^e étage	SAGEL - 47-42-44-44*	+ 462	45 m ² , 3 ^e étage	33-35, rue A.-Jacquin	+ 1.000	5 pièces	Paris	4.975
3 pièces	47, rue Froidevaux	6.300	2 pièces	AGF - 42-44-00-44	4.385	107 m ² , maison	Paris	+ 538
75 m ² , 6 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 840	50 m ² , RC	Boulogne	3.000	96 - VAL-DE-LOIRE		
15^e ARRONDISSEMENT			3 pièces	5-11, impasse Barbier	3.696	97 - VAL-DE-LOIRE		
3/4 pièces, parking	85-89, bd Pasteur	7.150	56 m ² , RC	SAGEL - 42-66-61-05*	+ 848	98 - VAL-DE-LOIRE		
90 m ²	COFIMEG - 43-21-63-21	+ 1.510	4 pièces, parking	Clichy	3.738	99 - VAL-DE-LOIRE		
16^e ARRONDISSEMENT			88 m ² , 2 ^e étage	3-9, rue Foucault	4.980	100 - VAL-DE-LOIRE		
3/4 pièces	8, rue Faint-Latour	7.200	2 pièces	Courbevoie	3.000	101 - VAL-DE-LOIRE		
80 m ² , 6 ^e étage	SAGEL - 47-42-44-44*	+ 1.141	50 m ² , RC	8, rue de l'Abbaye	+ 1.180	102 - VAL-DE-LOIRE		
Studio	27, avenue Kléber	3.800	3 pièces	SAGEL - 47-78-15-85*	+ 1.180	103 - VAL-DE-LOIRE		
25 m ² , 6 ^e étage	COFIMO - 48-24-50-00	+ 200	5 pièces, balcon	Garches	8.150	104 - VAL-DE-LOIRE		
4/5 pièces	27, avenue Kléber	17.150	110 m ² , 3 ^e étage	COFIMO - 48-24-50-00	+ 800	105 - VAL-DE-LOIRE		
145 m ² , 2 ^e étage	COFIMO - 48-24-50-00	+ 1.800	5 pièces, parking	Issy-les-Moulineaux	6.950	106 - VAL-DE-LOIRE		
17^e ARRONDISSEMENT			98 m ² , 2 ^e étage	23, rue Foucher-Lapellière	+ 1.123	107 - VAL-DE-LOIRE		
Studio	9, rue des Dardennes	3.000	92 - HAUTS-DE-SEINE			108 - VAL-DE-LOIRE		
25 m ² , 7 ^e étage	GCI - 40-16-27-00	+ 635	2 pièces	Asnières	3.500	109 - VAL-DE-LOIRE		
3 pièces	9, rue des Dardennes	8.134	48 m ² , 3 ^e étage	4, rue Pierre-Durand	+ 818	110 - VAL-DE-LOIRE		
83 m ² , 5 ^e étage	GCI - 40-16-27-00	+ 1.398	Studio	SAGEL - 42-66-61-05*	2.250	111 - VAL-DE-LOIRE		
2 pièces	4, rue de Puteaux	4.400	31 m ² , 4 ^e étage	Bois-Colombes	4.410	112 - VAL-DE-LOIRE		
55 m ² , 2 ^e étage	GCI - 40-16-27-00	+ 710	Studio	11-17, rue du Général-Lacaze	+ 410	113 - VAL-DE-LOIRE		
Studio	87, avenue Niel	3.800	56 m ² , 3 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	4.400	114 - VAL-DE-LOIRE		
38 m ² , 2 ^e étage	SAGEL - 47-42-44-44*	+ 641	2 pièces, parking	Boulogne	4.385	115 - VAL-DE-LOIRE		
2 pièces	6-8, rue Lucille	3.550	45 m ² , 3 ^e étage	33-35, rue A.-Jacquin	+ 1.000	116 - VAL-DE-LOIRE		
47 m ² , 3 ^e étage	SAGEL - 42-66-61-05*	+ 736	2 pièces	AGF - 42-44-00-44	4.385	117 - VAL-DE-LOIRE		

* Cet appartement, comme tous ceux proposés par cette société, fait l'objet d'une description complète accessible à tout moment sur minitel (3615 code LOCAT).

HOME PLAZZA



RÉSIDENCE HOTELIÈRE ***

Location Appartements raffinés entièrement équipés.
1 jour, 1 semaine, 1 mois pour 1 à 6 personnes.
Bâtiments historiques 18^e et Eiffel autour de jardins et Patio.
Services hôteliers, bureau et secrétariat « à la carte ».
Réservations : 74, rue Amelot, 75011 PARIS. Tél. : 40-21-20-00.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE :



مكتبة الامانة للأصل

PARIS

ILE-DE-FRANCE

L'obsession sécurité

Il a suffi d'un mort à la station Opéra - un malheureux abattu par un agent de la brigade de surveillance - pour réveiller les vieilles craintes. Les statistiques ont beau montrer que le métro parisien reste un des plus sûrs du monde, ses usagers, à certaines heures surtout et à certains endroits, ne s'y sentent pas en sécurité. Au même

moment, on apprendait que le bureau de poste de la rue du Louvre, institution parisienne s'il en est, allait être fermé la nuit, sinon demain, du moins, sans doute, après-demain, pour des motifs qui, qu'on l'avoue ou non, tiennent aussi à la sécurité. Deux plongées dans le Paris d'aujourd'hui.

Dans les couloirs du métro

Des boutiques pour rassurer les voyageurs

La sécurité par le commerce ? Le millier de commerçants présents en permanence dans les couloirs et sur les quais des 255 stations du métro parisien intra-muros sont un soutien non négligeable pour les 600 à 700 agents de la Régie ou postes fixes dans les mêmes stations, estime le commissaire principal Claude Mozziconacci, « patron » à la préfecture de police du service de protection et de sécurité du métropolitain. « Présence sécuritaire, dit-il notamment dans les stations à forte délinquance ».

Avec seulement 60 fonctionnaires opérationnels - c'est-à-dire 20 patrouilles de 3 hommes - en permanence, entre 6 h 30 et 1 h 30, Claude Mozziconacci sait qu'il ne peut pas compter sur son seul service pour garantir une parfaite sécurité dans le métro parisien, même si celui-ci reste un des plus sûrs du monde : « 4,5 millions de personnes transportées par jour et 7 ou 8 agressions quotidiennes », « il y a des stations où, c'est certain, ça va mieux depuis qu'il y a des commerçants », dit Claude Mozziconacci, même si la présence d'un commerçant fixe, notamment sur les quais (lieu le moins facilement contrôlable), peut susciter une autre délinquance, vol de la caisse ou racket.

Les quelque 150 Relais H de Hachette (livres et jouets) et les 740 points de vente divers gérés en exclusivité par la société Promo-Métro ont la réputation d'être de bonnes affaires. A tel point qu'une demande d'emplacement commer-

cial dans le métro n'est en général satisfaite qu'après un ou deux ans d'attente. Et si le chiffre d'affaires global des commerces souterrains est inconnu, la redynamisation par la RATP sur les quais (3 000 à 10 000 F par mètre carré et par an selon les emplacements) des boutiques et des stands est en croissance constante : 20 millions de francs en 1985, 24 en 1986, 27 en 1987 et 28 en 1988.

Bijoux et photos

Depuis la transformation, en 1969, à la station Montparnasse, de vitrines publicitaires en quatre premières boutiques, Monique Duroyon, secrétaire générale de Promo-Métro, a réussi à faire des 60 kilomètres de quais et des 80 kilomètres de couloirs du métro parisien un des plus grands centres commerciaux de France. En juin 1988 (dernier recensement), on y comptait 89 boutiques ou stands pour les bijoux de fantaisie, la maroquinerie et les souvenirs de Paris, 71 pour les services (dont 34 télé-talons minute), 67 pour les produits alimentaires (dont 34 cafétérias, 12 confiseries et 9 boulangeries), 56 pour les vêtements et accessoires de mode, 51 pour les travaux et accessoires photo, et ainsi des chaussures, des parfumeries, des galeries de lithographies, des fleuristes, un coiffeur, et même une auto-école !.

La RATP ne s'est aperçue de l'utilité extracommerciale de ses

commerces qu'au début des années 80. A cette époque, les anciens petits bureaux des chefs de station, situés sur les quais, furent cédés à des commerçants (articles fantaisie d'importation, travaux photo et produits de beauté « afro ») auxquels les usagers commencent spontanément de demander des renseignements. De même, ce n'est qu'il y a trois ou quatre ans que la RATP a pris vraiment conscience des besoins de sa clientèle, qui, pour une bonne partie, est prête à s'arrêter dans le métro pour y faire ses achats.

Une enquête réalisée en janvier et février 1988 montrait que 46 % des usagers interrogés avaient déjà acheté quelque chose dans le métro, mais surtout que 48 % de ceux-ci étaient « prêts » à reporter dans les commerces du métro les achats réalisés dans les petits commerces de la rue » si la possibilité leur en était offerte. Quant aux 28 % d'usagers hostiles aux commerces dans le métro, ils craignent d'être « arnaqués » (mauvaise qualité des produits et manque de suivi après-vente) et considèrent que la vente d'aliments y est anti-hygiénique.

Pourtant, si le commissaire Mozziconacci reconnaît qu'« acheter de la charcuterie ou des plats cuisinés dans le métro, c'est de la folie », il précise qu'en ce qui concerne les fruits et légumes frais aucun problème sanitaire n'a jamais été constaté par la police. Ce qui n'a pas empêché la RATP de suspendre, en février 1988, les 38 concessions offi-



cielles accordées en 1986 pour la vente de fruits et légumes (avocat et kiwi, essentiellement) à des commerçants tunisiens. Ayant cédé, sur ce point, aux pressions de certains commerçants de « la surface », relégués par la Mairie de Paris, la Régie a toutefois conscience de mécontenter un nombre important de ses usagers qui apprécient les économies en temps et en argent que leur permettent les fameux lots à dix francs (pas de problème de monnaie).

Fruits et légumes

Aussi, des négociations sont-elles en cours entre l'Association des commerçants des transports souterrains (soutenue par l'Association des Unions de France, le MRAP et SOS-Racisme) et la RATP, pour établir, d'ici l'automne prochain, quelques points de vente officiels de fruits et légumes. En attendant, la vente à la sauvette de ces mêmes produits occupe plus que largement le terrain laissé vacant par les marchands placés par Promo-Métro.

Cette vente à la sauvette a littéralement explosé depuis qu'un décret

du 18 septembre 1986 ne permet plus aux agents de la RATP de saisir la marchandise des commerçants installés sans autorisation, seule mesure vraiment dissuasive selon la surveillance générale de la RATP et le commissaire Mozziconacci, dont les hommes ne peuvent qu'indiquer des amendes forfaitaires de 200 F - qui ne sont jamais payées - et vérifier les identités. Commerciallement parlant, Monique Duroyon considère elle qu'un « véritable cataclysme » s'est abattu depuis lors sur ses commerçants-localitaires, notamment sur les marchands de bijoux de fantaisie et de souvenirs de Paris.

Le commissaire Mozziconacci est beaucoup moins inquiet. Il sait que les commerces à la sauvette ne commencent à délinquance réelle, et il n'intervient, à la demande de la RATP, que lorsque les étalages trop nombreux ou trop encombrants mettent en péril la sécurité des usagers, comme à la station République, il y a deux mois, quand une trentaine d'éventaires se succédaient dans un seul couloir.

ANTOINETTE PELLON.

Argenteuil pour Chenavan

Chenavan est le nom de ce bourg d'un millier d'habitants détruit à 90 % par le séisme qui a endeuillé l'Arménie dans les derniers jours de 1988. L'opération Chenavan, qui mobilise actuellement la ville d'Argenteuil, dans le Val d'Oise, vise à aider à la reconstruction et à la vie avant le prochain hiver. A l'origine de ce projet, deux associations : les Jeunes arméniennes de France et l'Union nationale des Arméniens de France qui ont reçu l'appui de Robert Montdargent, député et maire communiste d'Argenteuil.

L'opération à laquelle se sont associés l'Office HLM d'Argenteuil-Bonnières, la Croix-Rouge, le Secours catholique, le Secours populaire français, est menée par le Centre communal d'action sociale et son responsable Alain Ananos. Il s'agit de « mobiliser » environ 5 millions de francs pour construire 60 chalets individuels de deux chambres, cuisine, séjour et salle de bains, entièrement équipés. Ces chalets, susceptibles de résister aux secousses sismiques, ont été conçus et sont construits par une entreprise des Vosges, la SOCOFA.

Le rôle du centre communal est de démarcher les entreprises susceptibles d'apporter financièrement leur soutien. Une douzaine - Bouygues, Leroy-Somer, Lada - ont déjà répondu favorablement.

La reconstruction de Chenavan sera effectuée par des bénévoles auxquels pourront venir se joindre des habitants d'Argenteuil bénéficiaires du Revenu minimum d'insertion. « Des gens qui se sentent exclus et qui retrouveront là le sens de l'utilité, de la solidarité », explique Alain Ananos qui tient particulièrement à cet aspect du projet.

D'autres associations ont décidé de prendre en charge les festivités publiques nécessaires au village. Quant à l'Ensemble national de musique et de chants traditionnels de Lénakan, il a organisé quatre spectacles en région parisienne au profit de l'opération.

Une exposition sur le village de Chenavan est visible actuellement dans les locaux de la mairie d'Argenteuil, qui a installé un chalet-télescope sur le parking de l'hôtel de Ville.

JACQUELINE MELLON.

Un Français à Copenhague

Aux propos de Pierre Carraud (le Monde du 25 mai), le vouldrait ajouter ceci :

Les automobilistes parisiens ne sont pas les seuls à manquer de courtoisie. Ce mal est très répandu dans cette France dont un monsieur de haute taille a dit naguère qu'elle était belle, grande, généreuse... Il n'est pas nécessaire d'aller sur d'autres continents pour voir des gens vivre mieux que nous. J'ai séjourné quelques jours à Copenhague : ni crottes de chien ni cigarettes usées sur le sol.

Les automobilistes arrêtent leur véhicule au stop, ils laissent passer les piétons, respectent la signalisation routière. Les toilettes des lieux publics sont impeccables et munies du nécessaire, la jeunesse est joyeuse et correcte, les gens chaleureux, la police invisible. Les Français sont rares à Copenhague... Une automobile mal garée, elle est de chez nous.

Si nous voulons nous intégrer à l'Europe, il est plus que temps de changer de mentalité... C. LEPRÉTRE (Toulon).

La FNAC veut « encercler » Paris

La FNAC vient d'ouvrir un nouveau magasin où elle regroupe quatre secteurs d'activité (livres, disques, photos et électronique grand public) au centre commercial régional de Crétet-Soleil sur 2 616 mètres carrés dont 1 717 de surface commerciale. Elle entend ainsi « encercler Paris en matière culturelle », comme l'annonce son PDG, Jean-Louis Pétrot. Un magasin de ce style a été ouvert à Paris en mars 1988 ; un troisième le sera fin septembre 1989 dans le CNIT à la Défense.

Par ailleurs, la FNAC lance un service d'écoute musicale et de vente de disques grâce à un système combinant alternativement le minitel et le téléphone. Appelé « FNAC écoute », il permettra à chacun de sélectionner un disque, d'en écouter des extraits et de le commander par minitel.

A la grande poste de la rue du Louvre

Les dangers de la nuit

Fermera ? Fermera pas ? Le service de nuit (de 0 à 8 heures) de la grande poste de la rue du Louvre, à Paris, la seule de France à être ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre, devait être supprimé à partir du lundi 29 mai. In extremis, la direction générale de la poste a décidé de reporter cette mesure, en s'apercevant que les appareils automatiques (distributeurs de billets et cabines téléphoniques) prévus à l'extérieur des locaux pour pallier en partie la disparition de ce service ne pouvaient pas être installés à temps (le Monde du 23 et 30 mai).

Mais est-ce la seule raison ? En fait, les syndicats représentatifs rue du Louvre (1) se mobilisent contre cette disposition qui, si elle était appliquée, entraînerait la suppression de quatre postes de travail. Le ministre des PTT peut-il prendre le risque d'un nouveau conflit social, localisé ou non, après la « grande grève » de l'automne dernier ? Pour l'instant, donc, cette mesure est « reportée », mais non « rapportée ».

Elle se justifie, selon l'administration, à la fois par la faible fréquentation de ce bureau en pleine nuit et par la présence croissante de marginaux, qui prennent les locaux réservés au public pour un salon de nuit.

Faible fréquentation : « En période normale, c'est-à-dire en dehors des échéances des 15 et 30 ou 31 du mois, environ trois cents personnes viennent effectuer des opérations entre 19 heures (heures de fermeture de tous les autres bureaux parisiens) et minuit, indique Michel Rousseau, responsable du service permanent de Paris-Louvre. De minuit à 8 heures du matin, elles ne sont plus qu'une cinquantaine ».

Sécurité : il suffit de passer quelques heures, une nuit, dans les locaux de la recette principale, pour constater qu'elle n'est pas réelle-

ment assurée. La cohorte de clochards « traditionnels », de « deux dingues », qui y avait établi ses pénates nocturnes il y a encore quelques années, a été délogée par « une faune inquiétante », selon l'expression de M. Michel Rousseau. Des marginaux qui fréquentent le quartier des Halles, des sans-abri - une bonne trentaine en permanence - qui ont « conquis » ce territoire sous la menace : les bagarres à coups de couteau ne sont pas exceptionnelles.

Quant aux conditions d'hygiène, on les imagine aisément : les annuaires servent d'oreillers (se pas porter la main à la bouche pour tourner les pages...), et les recoils sont utilisés comme w.-c. Le personnel de nettoyage a été plusieurs fois « braqué » au couteau, parce qu'il « dérangeait » ces dormeurs, et beaucoup de clients hésitent aujourd'hui à monter au premier étage pour téléphoner.

La police effectue bien des rondes nocturnes quotidiennes, embarque régulièrement ces marginaux pour vérification d'identité, les relâche généralement faute de charge, et M. Michel Rousseau les retrouve quelques instants plus tard à leur place habituelle.

« Uniquement des volontaires »

Problème insoluble ? Après les attentats terroristes de l'an-tombe 1986, la grande poste avait été dotée d'équipes de deux vigiles, qui surveillaient en permanence les locaux réservés au public et qui étaient « dissuasives ». Aujourd'hui, ces vigiles ont disparu - question de crédits - et si Paris-Louvre possède bien, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, un service de sécurité, celui-ci n'est pas habilité à faire ce genre de travail.

Protégés par d'épaisses vitres pare-balles et tout un système de

verrouillage des portes, mis en place après le fameux coup-up du 12 avril 1975 (plusieurs millions de francs), les deux postes et le responsable de nuit ne craignent en principe rien, même s'ils ont dû récemment faire face à un chantage au (faux) otage piégé, déposé sur un comptoir.

Un employé est affecté à l'affranchissement et aux services financiers, l'autre au téléphone. Trois personnes, donc, avec le chef de service, entre 0 heure et 8 heures : elles sont cinq entre 19 heures et minuit. Elles font partie d'un effectif de dix-huit salariés, répartis en deux équipes, pour permettre tout le jeu des roulements, à raison de trente-deux heures de travail par semaine. « Ce sont uniquement des volontaires », précise M. Nicole Filali, chef de division de Paris-Louvre.

Une clientèle difficile

Pourquoi avoir choisi le travail nocturne, avec, chaque mois, dix ou sept « grandes nuits » de douze heures, allant de 18 h 30 à 6 h 30 ? « Ce n'est pas tant pour la prime mensuelle, de l'ordre de 300 F, assure Michel Rousseau, que pour pouvoir cumuler des jours de repos ». Ce que conçoit le directeur et un ou deux collègues : « Le travail est dur, dit-il, la clientèle est plus difficile que celle du jour. Mais nous formons une bonne équipe, nous pouvons mutuellement nous remplacer, il existe une assez grande souplesse dans les horaires. Et puis, quand je quitte le travail à 6 h 30, je dors jusqu'à midi, cela me suffit et j'ai mes après-midi de libre ».

Marc, lui, a opté pour ce service en 1981 : « Essentiellement, dit-il, pour m'occuper de mes enfants, dont le dernier a dix ans. Auparavant, c'était ma femme, infirmière de nuit, qui les prenait en charge le jour. Nous avons permis ».

Affecté, cette nuit-là, au télé-plateau, Marc connaît bien sa clientèle, qui varie, évidemment, selon les décalages horaires : « Entre 22 heures et minuit, renseigné-t-il notamment, ce sont les Africains. Jusqu'à 2-3 heures du matin, des gens, souvent en voyage d'affaires, qui appellent aux Etats-Unis : cela leur coûte trois fois moins cher que de téléphoner de leur hôtel. A 4-5 heures, les Sri-Lankais, les Pakistais. Et, toute la nuit, les ressortissants d'Afrique du Nord, car il y a souvent pour eux quatre ou cinq heures d'attente ».

Après minuit, on ne se bouscule cependant pas au premier étage de la grande poste, et la rentabilité du secteur téléphonique est en chute libre depuis quelque temps : d'abord, parce que presque tous les pays peuvent aujourd'hui être joints par l'automatique. Ensuite pour les raisons d'insécurité que l'on a décrites : il est parfois impossible même d'accéder à une cabine, parce qu'un dormeur s'est couché devant la porte.

En revanche, le guichet des services financiers a quintuplé son rendement depuis sa création (nuit, week-end et jours fériés) en 1974. On peut retirer jusqu'à 3 000 F par nuitée avec un livret de caisse d'épargne de la poste et jusqu'à 1 000 F si l'on est titulaire d'un CCP.

Le cachet qui fait foi

Qui l'utilise principalement ? Durant le week-end : beaucoup de travailleurs immigrés, qui se servent de leur livret « comme d'un porte-monnaie », reproche Michel Rousseau. Un bon millier, chaque samedi, entre midi et minuit. A une heure avancée de la nuit : des couche-tard, qui veulent poursuivre une « sortie » ou tout simplement

payer leur taxi de retour... Avec, là aussi, des risques, financiers certes, mais, pour les préposés : des escroqueries à la caisse d'épargne sont possibles, car, la nuit, Paris-Louvre est déconnecté du central informatique des PTT.

Mais c'est encore au guichet des affranchissements que se déroulent, régulièrement, les scènes les plus insolites. Les jours d'échéances commerciales, c'est la bousculade des représentants de PME et de PMI pour que le courrier parte avant minuit, avec le fameux « cachet de la poste faisant foi ». Récemment, un petit entrepreneur est arrivé, vers 23 heures, avec 976 lettres non timbrées, qu'il voulait expédier, pour la plupart, en recommandé. Cela demandait des heures de travail.

Idem pour les concours de toute sorte. Ceux que Michel Rousseau redoute le plus : les concours d'architecture. « Des architectes viennent à minuit moins cinq avec des maquettes géantes ». Ou encore, dans le domaine fiscal, ces experts-comptables qui se présentent à la dernière minute avec des liasses de papiers. On ces contribuables qui rédigent, à minuit moins le quart, leur déclaration de revenus sur les marches mêmes de la grande poste.

Encore une fois, tous ces envois portent la date du jour, mais ils ne sont « traités » qu'au cours de la nuit. Qui fera ce travail, si l'insécurité parisienne que c'est le service de nuit de Paris-Louvre est supprimé ?

MICHEL CASTANG.

(1) Aux élections professionnelles de mars dernier (commissions administratives paritaires), le nouveau syndicat SUD (Solidaires - Unitaires - Démocratiques), dissident de la CFDT après la grève de l'automne 1988, a, à Paris-Louvre, talonné la CGT, avec 31,91 % des voix contre 34,38 %. FO a obtenu 22,42 %, la CFDT 6,30 % et la CFTC 4,1 %.

سكزا من الأصل

MESSAGE DE VUITTON INVESTISSEMENT GESTION - VIG
AUX ACTIONNAIRES DE LVMH MOËT HENNESSY LOUIS VUITTON

LVMH: DERRIERE CE SYMBOLE DU LUXE IL Y A DES ANNEES D'ETHIQUE. EN VOTANT PRESERVONS-LE

LVMH était conçue comme une fédération d'entreprises, fondée sur les traditions des grandes marques et sur une éthique, qui exigent un équilibre bien maîtrisé. Equilibre entre les nécessités de la croissance industrielle et l'impératif du rare, sans lequel il n'est pas de véritable luxe. Equilibre entre les familles fondatrices qui perpétuent les cultures des entreprises et les actionnaires plus récents qui participent au capital. Equilibre entre les exigences du court terme et une vision plus large qui sait intégrer la durée: les marques comptent en décennies. Equilibre entre les traditions des métiers et la mise en œuvre de moyens modernes. Cet équilibre, la charte fondatrice de LVMH, en juin 1987, s'en portait garante. Cet équilibre a été rompu. L'esprit originel a été sacrifié au nom d'ambitions qui nous sont étrangères. Il faut y revenir. Sinon, nous perdons notre âme et le patrimoine que sont nos marques. Il n'est pas de logique économique sans éthique. Pour préserver cette éthique, garante de notre intégrité et de notre prospérité, votre devoir sera de prendre parti lors de la prochaine Assemblée Générale prévue le 9 juin, afin de défendre, tous ensemble, un projet d'avenir, bâti autour d'organes dirigeants renouvelés et d'hommes nouveaux. Votre vote permettra en effet de le mettre en place, et de garantir, par le poids que nous représentons tous ensemble, que notre éthique sera effectivement respectée.

HENRY RACAMIER, cofondateur.

Pour avoir des conseils sur la participation au vote, nous avons organisé un service d'information téléphonique au numéro vert 05 111 222. Nous répondrons à toutes vos questions du lundi au samedi de 8 h 00 à 20 h 00. **NVERT 05 111 222**

ملکة امینة الأصل

SOMMAIRE

■ L'obsession des économies budgétaires compromet le bon fonctionnement des services publics (lire p. 32). ■ Le tribunal de com-

merce de Paris impose une trêve dans le conflit entre M. Arnault et M. Racamier autour du groupe de luxe LVMH (lire ci-contre). ■ Le

président de la République clôturera le cinquantième congrès HLM, qui a lieu à Paris du 31 mai au 3 juin (lire ci-dessous).

Le poids du logement social en France

Le président de la République assistera à la clôture du congrès HLM

Si, non le faste, du moins la solennité pour le cinquantième congrès HLM, qui a choisi de célébrer à Paris, au Palais des expositions de la Porte de Versailles, « Un siècle d'habitat social, cent ans de progrès ». C'est en effet en 1889 que s'est tenu à Paris, déjà, le premier congrès international de l'habitat social. Inauguré officiellement par M. Jacques Chirac, maire de Paris, jeudi 1^{er} juin, le congrès sera clôturé samedi 3 juin par M. François Mitterrand. C'est la première fois qu'un président de la République honore de sa présence un congrès HLM. Un président de la République qui a montré souvent son intérêt pour la ville et pour le logement social.

« Nous avons été créés pour qu'il y ait moins d'inégalités dans le logement et pour que la qualité de l'habitat ne soit pas réservée à une minorité », peut-on lire sous la plume de M. Roland Pignol, délégué général de l'Union nationale des HLM, dans son rapport introductif au congrès. Et encore : « Sans volonté politique forte et sans aides publiques, le logement des plus pauvres serait un logement pauvre ». Or on observe depuis quelques années un renversement du poids du logement social dans l'activité de construction en France (voir graphique ci-contre). La part du secteur social aidé (logements locatifs) accession aidée à la propriété, aides à la pierre et aides à la personne confondues) a fortement baissé de 1984 à 1988, passant de 70 % des logements commencés à 47,4 %.

Or les deux tiers des ménages disposent mensuellement pour vivre de moins de trois fois le SMIC. Ils ont besoin d'aide pour se loger décemment. En locatif, si un organisme HLM devait financer un logement de 450 000 F aux conditions du marché, il devrait pratiquer un loyer de 4 800 F par mois. La subvention de 12 % de l'Etat ramène ce loyer à 4 300 F, le prêt privilégié au taux de 5,8 % sur trente-quatre ans le ramène à 2 700 F, hors charges. Encore insuffisant à la majorité des familles, il faut une aide personnelle importante pour que ce loyer ne dépasse pas 1 200 F pour un

ménage avec deux enfants gagnant 2,5 fois le SMIC.

En accession à la propriété, le même ménage, pour le même logement, avec un prêt aux conditions du marché, devrait assumer des mensualités de remboursement de 4 400 F par mois. Pour ramener cet effort à 35 % du revenu, soit 2 800 F par mois, il faut cumuler aide budgétaire et aide personnelle (c'est la formule du PAF, prêt aidé à l'accession à la propriété).

Ces constatations, et quelques autres sur la nécessité de réhabiliter

un million de logements en cinq ans sur un parc total de 3,2 millions de logements locatifs HLM, sur l'accord cadre en cours de préparation avec les pouvoirs publics qui prévoit l'organisation d'une politique contractuelle au niveau local, feront la trame des réflexions des congressistes, aux côtés de la préparation du budget de 1990 et des projets de réforme du financement du logement, les PAF disparaissant peut-être au profit d'un prêt unique, assorti d'une aide personnelle.

Un groupe interdépartemental sur les évolutions des aides, qui a préparé le congrès au sein de l'Union des HLM, a formulé dans un rapport les propositions du mouvement HLM. Construire 60 000 logements locatifs aidés (PLA) par an grâce aux prêts locatifs aidés (PLA) paraît indispensable, tout comme une intervention accrue sur le patrimoine ancien (150 000 logements réhabilités par an).

Paradoxalement, le prêt locatif aidé, à la fois parce que son financement est moins aidé et parce que l'aide personnelle a diminué, est devenu plus cher pour les ménages. Alors qu'il est supposé aider au logement de la moitié de la population aux revenus les plus faibles, signalent les auteurs du rapport. Il faut donc diminuer le coût du financement PLA, et maintenir le pouvoir d'achat de l'aide personnelle au logement (APL).

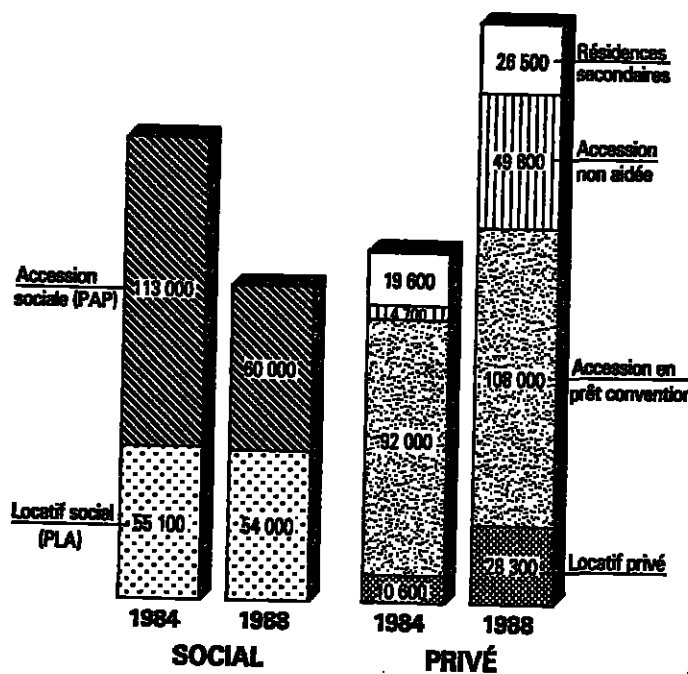
Convaincre les pouvoirs publics

En matière d'accession à la propriété, il faut préserver trois secteurs et leur réserver un traitement différencié : un secteur « libre » avec aides fiscales et épargne-logement, pour les ménages dont les revenus dépassent 13 000 F par mois ; un secteur aidé (avec aides à la pierre et aides personnelles) pour ceux dont les ressources sont comprises entre 10 000 et 13 000 F par mois ; un secteur d'accession sociale, pour ceux qui gagnent moins de 10 000 F par mois, avec prêt à taux préférentiel, aide personnelle forte, épargne préalable dans un véritable système de location-accession.

Selon le mouvement HLM, « il existe des marges de manœuvre significatives » permettant aux pouvoirs publics de « dégrader les moyens d'une politique sociale ambitieuse » : refus de rendre insolubles les plus modestes ; nécessité de mieux redistribuer les aides, publiques.

Au-delà de la solennité historique de ce cinquantième congrès, c'est pour le mouvement HLM la nécessité de convaincre le chef de l'Etat et le gouvernement de la possibilité d'une telle politique du logement.

JOSÉE DOYÈRE.



On a mis en chantier en 1988 beaucoup plus de logements qu'en 1984 : 327 100, contre 295 000. Mais seul le logement privé a contribué à cette croissance, avec une progression de 68 % de ses mises en chantier, tandis que le logement social régressait de 32 %. Il est vrai qu'en 1984, l'accession à la propriété, en a observé un glissement des PAF, en forte diminution (- 47 %), vers les prêts conventionnés (+ 17,4 %) : les plus faibles de ressources indispensables pour l'obtention d'un PAF n'ont pas été renouvelés, et la nécessité d'avoir recours à des prêts complémentaires coûteux ont incité bien des familles aux ressources modestes à se diriger vers un prêt conventionné plutôt que vers un PAF.

M. Henri Monod quitte la présidence de la Société française Hoechst

Une grande figure de la chimie en France s'en va. M. Henri Monod, président de la Société française Hoechst (SFH), la deuxième plus grande filiale du géant allemand Hoechst, un des tout premiers chimistes mondiaux, passera le flambeau à M. Gilbert Gaillard, actuel vice-président. Cela se fera le 23 juin prochain, lors de l'assemblée générale du groupe. De son côté, M. Erich Theis, administrateur, sera nommé directeur général.

M. Monod n'est pas seulement le patron de la cinquième société chimique en France (au trentième rang des entreprises nationales, toutes activités confondues). Il est l'homme, qui, en 1972, a géré la transition chez Roussel-Uclaf, après la mort accidentelle, en avril de cette année-là, de Jean-Claude Roussel.

C'est lui, qui, devant l'incapacité de la famille Roussel de payer les droits de succession, a négocié la prise de contrôle du grand laboratoire pharmaceutique par son allié, la firme allemande Hoechst. Jusqu'en 1981, il exerce de hautes responsabilités chez Roussel-Uclaf (directeur général, puis vice-président de la direction) tout en ayant, dans l'intervalle, été nommé vice-président du directoire de la SFH, qui avait repris la participation de Hoechst, dans Roussel-Uclaf (aujourd'hui de 54,5 %).

Le deuxième choc pétrolier

M. Monod est encore l'homme qui, dès 1981, puis en 1982, a été l'un des interlocuteurs privilégiés du gouvernement socialiste et a réussi à le convaincre, avec M. Martin Fruhauf, membre du directoire de la firme de Francfort, de ne pas nationaliser Roussel-Uclaf.

En 1983, M. Monod a été appelé à la présidence du directoire de la

SFH, en remplacement de M. François Dommy, fondateur de la société.

Le temps est déjà loin (1950) où Peralta (premier nom de la SFH), créée de toute pièce par M. Dommy dans l'immédiat après-guerre, faisait un chiffre d'affaires de 73 millions de francs de l'époque.

En 1988, le groupe Hoechst, en France, a réalisé un chiffre d'affaires de 18,3 milliards de francs (+ 11 %), dont 57 % provenant de la filiale Roussel-Uclaf, 36 % de la SFH, et 7 % des autres sociétés du groupe Hoechst dans l'Hexagone (Laboratoires Hoechst et Hoechst Behring notamment).

En l'espace de six ans, le chiffre d'affaires de la seule SFH s'est accru de 67 % pour atteindre 6,5 milliards de francs, dont 41 % provenant de ses unités françaises. Les résultats du groupe avant impôts ont plus que triplé depuis 1983 pour passer de 97 à 313 millions de francs.

En débauchant à la SFH en 1981, M. Monod avait été confronté avec les difficultés inhérentes au deuxième choc pétrolier dans la chimie. Les comptes du groupe étaient alors dans le rouge. Selon toute probabilité, M. Monod sera nommé fin juin à la tête du conseil de surveillance de la SFH. « Je me ferai un plaisir d'être ce président », nous a-t-il déclaré.

Il conserve également ses fonctions de président de la Chambre syndicale des industries chimiques de l'Île-de-France, mais aussi de l'Office central interprofessionnel de logement (OCIL). Quant à M. Gaillard, il se voit récompensé d'un dur labeur exercé longtemps dans l'ombre. Le directoire du groupe Hoechst, à Francfort, n'a pas hésité un instant à le désigner pour succéder à M. Monod, bien qu'il soit, lui aussi, proche de la retraite.

ANDRÉ DESSOT.

Après un résultat de 2,7 milliards de francs en 1988

Suez prévoit 3,6 milliards de francs de bénéfices en 1989

M. Renaud de La Genière, président de la Compagnie financière de Suez, a pu annoncer mardi 30 mai que les bénéfices de son établissement pour 1988 n'avaient pas été affectés par la prise de contrôle de la Société générale de Belgique (SGB). Ses bénéfices, qui se situent dans le haut de la fourchette avancée précédemment, s'élevaient à 1,6 milliard de francs (+ 23 %) pour le résultat net courant (exploitations) et à 1,09 milliard de francs (+ 30 %) pour les opérations en capital, le total s'élevait à 2,69 milliards de francs (+ 26 %).

Comme tous les autres groupes financiers, Suez a vu son chiffre d'affaires baisser de 1987 à 1988, le résultat net par action (part du groupe) augmentant très légèrement à 35,01 F contre 34,63 F. Ces chiffres autorisent le président à constater que, contrairement aux craintes et aux commentaires pessimistes exprimés précédemment par la communauté financière, les profits de Suez n'ont pas été ébranlés après l'entrée de la Société générale de Belgique dans le groupe. En 1988, la contribution de la SGB aux résultats de la maison mère a été nulle et même légèrement négative (moins 176 millions de francs) raison des frais de restructuration (13,6 milliards de francs belges) (1) qui ont annulé un résultat courant après impôts de 11,2 milliards de francs belges contre 2 milliards de francs belges en 1987.

Pour 1989, les dirigeants de Suez prévoient une forte augmentation du résultat net qui passerait de 2,7 milliards de francs l'an dernier à plus de 3,6 milliards, le bénéfice par action étant porté de 35 F à plus de 57,30 F (27 F contre 21 F pour le résultat d'exploitation) pour un capital composé de 96,6 millions de titres contre 77 millions. Cette année, en effet, à la forte rentabilité des sociétés de métaux non ferreux en Belgique (Vieille Montagne et Union minière) portées par la haute conjoncture dans le secteur viennois s'ajoutent le retour aux bénéfices des filiales encore en perte en 1988 (ACEC, Gechem...). Au cours de l'exercice 1989, la Générale de Belgique devrait ainsi apporter une contribution positive dans les comptes de Suez.

(1) Un franc belge = 0,16 franc français.

Orkem confirme l'existence de négociations avec Enimont

Le groupe chimique d'Etat Orkem (ex-CdF-Chimie) confirme que des négociations sont en cours avec Enimont, nouvelle firme qui regroupe en Italie les intérêts de la chimie de l'ENI (Ente Nazionale Idrocarburi) et une partie de ceux de la Montedison (groupe Ferruzzi), en vue d'une possible association industrielle.

« Orkem, comme de nombreuses autres entreprises de l'industrie chimique, a le souci de se reconstruire sur ses points forts et y acquiescer la nécessaire dimension internationale et de rechercher des alliances lui permettant de réaliser des économies d'échelle », précise le communiqué du groupe. Et d'ajouter : « Les conversations portent sur les perspectives de développement de la plate-forme de Dunkerque et sur certains échanges d'actifs de nature à renforcer les positions stratégiques des deux groupes ».

La direction d'Orkem précise toutefois qu'« il est prématuré de faire état des conversations auxquelles pourraient aboutir les réflexions en cours ».

Louis-Vuitton-Moët-Hennessy devant la justice

Le tribunal nomme un troisième homme dans le conflit entre MM. Arnault et Racamier

Le tribunal de commerce tente de calmer le jeu dans le conflit qui oppose MM. Bernard Arnault et Henry Racamier au sein de Louis-Vuitton-Moët-Hennessy (LVMH). Dans son ordonnance de référé, rendue le mardi 30 mai, le président Philippe Grandjean a pris des mesures afin d'empêcher les deux protagonistes d'en découdre lors de l'assemblée générale du groupe, qui se déroulera le 9 juin.

A la suite des réserves de la Commission des opérations de Bourse sur l'émission d'OBSA (obligations à bons de souscriptions) par la société Moët-Hennessy en 1987, certains actionnaires avaient demandé la mise sous séquestre de ces titres qui représentent près de 10 % du capital de LVMH. Estimant que la rapidité de la procédure de référé ne lui permettait pas de rendre un jugement tranché, mais qu'il fallait éviter que l'exécution de ces actions n'entraîne une situation irréversible dans la vie de la société, le juge a confié à un troisième homme le soin « d'assurer le séquestre des actions et de participer à toute assemblée de LVMH et de convoquer les membres du conseil de surveillance liés à ce groupe ». Le juge a désigné M. Régis Rousseau, président de la Société des Bourses françaises (SBF) pour accomplir cette mission, jusqu'à ce qu'un jugement sur

la validité de ces actions soit prononcé. Cette nouvelle procédure devrait débiter le lundi 5 juin devant le tribunal de commerce et ne devrait pas aboutir avant la fin juillet.

Dans le même temps, une autre procédure devrait se dérouler à la requête de M. Arnault. Celui-ci a en effet annoncé son intention d'« envisager des poursuites judiciaires à la suite de la publicité payante faite par M. Henry Racamier dans divers journaux en vue de la prochaine assemblée générale ». A la suite de l'ordonnance du tribunal de commerce, les deux « clans » se disent satisfaits. Il est vrai que la trêve ainsi imposée garantit pour l'instant la stabilité des instances dirigeantes lors de l'assemblée générale du 9 juin, qui devrait se contenter d'approuver les comptes de l'exercice 1988. En revanche, la situation est beaucoup moins claire en ce qui concerne l'assemblée générale de Louis-Vuitton prévue le 13 juin. Car c'est là que M. Arnault essaiera d'obtenir la modification des statuts de cette société et l'éviction de M. Racamier du poste de président. Dans l'entourage de M. Racamier, on estime qu'il est difficile d'engager l'avenir de Louis-Vuitton tant que la répartition des pouvoirs au sein de la holding LVMH n'a pas été clarifiée par les juges.

La Bourse a réagi, pour la première fois, dans la journée du 30 mai. 73 500 titres ont été échangés, provoquant une hausse de 6 %. Alors que, les jours précédents, les transactions tournaient autour de 14 000 ou 15 000 titres.

FRANÇOISE CHIROT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations Caisse nationale de l'énergie 3 % à intérêt complémentaire variable, remboursables avec prime (Indemnisation Gas d'Algérie)

Les intérêts courus du 1^{er} juin 1988 au 31 mai 1989 seront payables à partir du 1^{er} juin 1989, contre détachement du coupon n° 38 ou estampillage du certificat nominatif à raison de :

110,55 F net par obligation de 100 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 15,08 F (montant global : 125,63 F) ;
55,27 F net par demi-obligation de 50 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 7,54 F (montant global : 62,81 F) ;
11,05 F net par dixième d'obligation de 10 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 1,51 F (montant global : 12,56 F).

Pour ces obligations, les personnes domiciliées en France ou dans les départements d'outre-mer n'ont pas droit à l'option pour le prélevement d'impôt forfaitaire. A compter de la date d'émission, les 24 816 titres de 100 F sortis au tirage du 24 avril 1989 et compris dans les séries de numéros 2.534 à 11.178 et 48.913 à 51.437 ; 696.830 à 707.287 ; 745.461 à 748.633 et 760.677 à 760.691 cessent de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon n° 39 au 1^{er} juin 1989 attaché, à 3 550,15 F, déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement.

Ci-après, sont rappelés les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :

Numéros	Année de remboursement Obligations de 100 F	Prix de remboursement
1 à 2.533	1971	414,16
11.179 à 18.311	1985	3.391,16
18.312 à 31.862	1972	458,55
32.535 à 33.997	1972	458,55
33.998 à 48.912	1985	3.391,16
49.946 à 62.906	1984	2.922,11
62.915 à 75.133	1984	2.922,11
75.134 à 78.565	1981	1.771,59
78.566 à 89.736	1962	236,97
89.737 à 94.543	1981	1.771,59
95.067 à 110.417	1981	1.771,59
110.418 à 112.037	1984	2.922,11
127.378 à 130.192	1964	266,65
130.193 à 140.721	1960	219,74
140.722 à 149.758	1964	266,65
160.806 à 181.587	1983	2.532,54
186.416 à 198.989	1966	297,52
209.896 à 209.919	1968	3.566,32
209.920 à 228.383	1979	1.164,57
261.790 à 271.047	1970	380,25
271.048 à 281.893	1961	220,14
281.894 à 286.787	1970	380,25
292.576 à 310.303	1978	1.012,82
326.467 à 339.805	1968	3.566,32
361.419 à 381.595	1982	2.155,29
432.120 à 451.138	1980	1.367,15
467.016 à 470.111	1987	3.700,09
470.112 à 483.850	1969	352,50
483.851 à 492.104	1987	3.700,09
492.105 à 498.768	1977	905,44
498.769 à 511.719	1967	314,94
511.720 à 522.459	1977	905,44
522.460 à 534.500	1987	3.700,09
537.859 à 538.298	1975	678,44
545.086 à 561.051	1975	678,44
602.957 à 603.972	1965	283,17
603.973 à 614.195	1959*	209,18
614.196 à 616.192	1965	283,17
626.118 à 635.311	1965	283,17
644.494 à 661.391	1976	762,26
662.133 à 668.784	1974	565,62
668.785 à 680.291	1963	247,85
680.292 à 689.567	1974	565,62
707.288 à 713.331	1986	3.752,45
713.332 à 728.795	1973	509,89
728.796 à 745.460	1986	3.752,45
748.634 à 760.676	1971	414,16

* Série atteinte par la prescription à compter du 01-06-89.

Le montant de la retenue à la source restituable aux porteurs résidents hors de France ou des départements d'outre-mer, et bénéficiaires de conventions internationales contre les doubles impositions, s'élève à :

sur le coupon n° 38,
15,0743 F par obligation de 100 F nominal,
7,5372 F par demi-obligation de 50 F nominal,
1,5074 F par dixième d'obligation de 10 F nominal ;
sur la prime de remboursement (titres désignés par le tirage au sort du 24 avril 1988),
470,4744 F par obligation de 100 F nominal.
Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

Économie

Services publics et économies budgétaires

Bien gérer les deniers de l'Etat

(Suite de la première page.)

Devant ce qu'il faut bien appeler un état de crise, le mécanisme économique s'arrête, ou plutôt se fige à l'évidence : des moyens exceptionnels doivent être momentanément mis en œuvre. L'appel fait à la police est de ce type.

Ce n'est qu'à partir de moment où les transports de voyageurs se font à nouveau dans des conditions normales de sécurité que les deux entreprises pourront gérer elles-mêmes le bon fonctionnement des services qu'elles rendent à la collectivité.

Ce qui vient d'arriver à la SNCF risque bien sûr de donner des arguments aux partisans d'un Etat fort, assurant un grand nombre de fonctions économiques et sociales. Cette conception, qui à la Libération fut celle des hommes de la Résistance, est toujours vivace dans une partie de la gauche. On peut prévoir que les syndicats vont la réinterpréter à travers des actions destinées à stopper les hausses d'effectifs (licé, PTT) ou pour obtenir davantage de crédits (police).

L'idée de rechercher une meilleure productivité du service public doit pourtant être défendue. De mauvaises décisions prises ici et là ne doivent pas remettre en cause une orientation qui, globalement, reste bonne et dont dépend la existence même du secteur public. La compétition internationale gère, par exemple, tous les domaines, y compris ceux de l'administration. Le système de Sécurité

sociale qui emploie actuellement quelque deux cent mille personnes fournit l'exemple d'une administration qui pourra fort bien fonctionner dans dix ans avec des effectifs réduits de moitié.

Mais chaque ministre et notamment celui qui siège aux finances devrait se souvenir que productivité n'est pas à elle seule excellence. Celle-ci se conquiert autant par la qualité des services rendus que par les rendements. C'est bien, semble-t-il, l'analyse que fait M. Michel Rocard en tentant de rénover en profondeur le service public : formation professionnelle très améliorée, mobilité, responsabilité accrues, révision de la grille des salaires.

« Réflexe monarchique »

L'ennemi est que, en France, le problème du bon usage des fonds publics, celui de l'efficacité de l'administration, tourne très vite à la querelle idéologique entre droite et gauche, entre partisans et adversaires de l'initiative privée et du jeu du marché. A y regarder de près, on sait bien pourtant que les critiques qui doivent être faites à l'Etat sont tout autres.

Depuis presque quarante ans, le secteur public vit dans la dépendance du ministère de l'économie et des finances et notamment de la

direction du budget pour tout ce qui concerne les salaires, les tarifs, les investissements, certains ont parlé de « réflexe monarchique » de l'administration française. Ce réflexe-là est bien vivace rue de Rivoli.

La qualité des fonctionnaires des finances n'est certes pas en cause mais le décalage dramatique existant entre une fonction qui pour l'essentiel consiste à éconner les deniers de l'Etat et un poids disproportionné dans les décisions financièrement prises. « Je ne crois pas que le budget puisse agir intelligemment », nous disait récemment un haut responsable de l'Etat. « Son essence sublime est même d'être idiot. Car, si vous commencez à écouter et à comprendre les demandes de chaque ministre, tout débordé et vous êtes un mauvais fonctionnaire ».

Dans cette logique on peut imaginer que le budget tentera par un de ces subterfuges dont il a le secret de réduire au minimum le coût des cinq cents policiers qui vont être affectés à la SNCF. Telle est la nature ; telle est aussi sa justification, la bonne gestion des finances publiques ayant souvent valu à la France la considération des milieux financiers internationaux.

Un Etat mal informé

Si la direction du budget n'est pas en cause, sa puissance devrait être contrôlée. Mais par qui ?

On pense évidemment au ministre de l'économie et des finances. A la Libération, Pierre Mendès-France avait imaginé un grand ministère de l'économie incluant le Plan dans ses attributions. Ce projet qui aurait eu l'immense avantage d'associer vision courte et vision longue n'a pas eu de succès. Mais l'on a souvent reproché par la suite à la rue de Rivoli d'avoir gardé la puissance de ce super-ministère-mort-né.

M. Barre l'avait bien compris qui pendant un temps (1976-1977) avait cumulé cette fonction avec celle de premier ministre. M. Chirac, lui, a laissé faire presque totalement M. Balladur pour la gestion économique, ce qui faisait curieusement de ce dernier une sorte de premier ministre bête. Entre M. Michel Rocard et M. Pierre Bérégovoy, les rivalités se sont estompées mais l'hoïe de la rue de Rivoli dispute en permanence à Matignon toute une partie du pouvoir économique.

Le grave inconvénient de ce pouvoir écarté est de privilégier la gestion du quotidien, la conjoncture, les grands équilibres, le souci politique immédiat au détriment des problèmes de fond. Cette faiblesse n'est pas propre à la France : elle est la marque de presque toutes les démocraties occidentales. Il n'empêche...

En France, les difficultés du secteur public, de ses effectifs, des rémunérations, n'ont jamais été que des éléments épars et pour tout dire secondaires d'une politique conjoncturelle visant en priorité à combattre l'inflation (pas trop de salaires), à ralentir au maximum la hausse de l'indice des prix (pas trop de tarifs publics) et finalement, même si tout cela est un peu contradictoire, à réduire le déficit budgétaire. Mais dans ce cadre, une coalition ministérielle des finances pourrait se préoccuper des dossiers de fond du fisc, des PTT, de la police, de l'éducation nationale ? Comment pourrait-il accorder l'attention qu'elles méritent aux demandes des dirigeants de la RATP ou de la SNCF, placés systématiquement en position d'infériorité par le besoin d'énormes subventions d'Etat ?

Sans doute, cette vision des choses est-elle trop systématique, trop pessimiste. On pourrait trouver des exemples dans lesquels des ministres des finances se sont montrés lucides et clairvoyants. Mais trop souvent, les décisions sont prises pour résoudre des problèmes immédiats, sans souci véritable du long terme. L'éducation nationale est le dernier exemple en date et hélas le plus lourd de conséquences de cette myopie politique. Les énormes crédits qui vont être consacrés à l'enseignement au cours des années à venir sont un aveu...

Comment mieux gérer

Quand on a déploré tout cela, on n'a pas répondu à la question de savoir comment mieux gérer l'argent public et les entreprises d'Etat.

En septembre 1968, peu après les événements de mai qui avaient secoué les esprits et les habitudes, M. Maurice Couve de Murville alors premier ministre, dévoila un rapport resté secret de M. Simon Nora sur les entreprises publiques, leur financement et leur direction.

Ce rapport disait deux choses très importantes : à chaque fois que cela est possible mieux vaut pour l'Etat faire faire que faire par lui-même. « Un excès de centralisation ne conduit pas comme beaucoup le croient à renforcer les pouvoirs de l'Etat. Mieux vaut un Etat qui exerce pleinement ses pouvoirs généraux d'orientation qu'une administration que sa prolifération paralysa ».

Tout était dit là et vingt ans plus tard on n'a pas un mot à ajouter. Les entreprises publiques continuent de supporter — en échange des subventions qui leurs sont accordées — le poids des politiques conjoncturelles, sociales, et même parfois régionales des gouvernements. La lettre publique de Paul Reverdy (*Le Monde* du 18 février), l'ancien président de la RATP a confirmé ce que chacun savait mais n'osait pas dire clairement : le peu d'autorité dont dispose le président d'une entreprise dès lors qu'elle est publique et déficiente. M. Claude Quin, l'ancien président de la Régie des transports parisiens ne disait pas autre chose, même s'il s'était ingéniéré à desservir le carcan gouvernemental.

La préoccupation du quotidien pèse toujours d'un poids énorme et probablement excessif dans les décisions gouvernementales. Chaque jour apporte en effet son lot de surprises et de violences. Cette façon de gouverner n'est pas moins insatisfaisante autant qu'insuffisante. Depuis qu'il est premier ministre, M. Michel Rocard a vu fondre sur lui d'énormes problèmes qui avaient pris naissance bien avant son arrivée à Matignon : crise de l'enseignement, crise des infrastructures, grève des transports, malaise profond de la police. Il s'est attaché au problème d'ensemble du service public parce qu'il est l'un des

premiers à avoir compris que ces dérangements étaient graves, touchaient à des ressorts profonds de notre société et qu'ils méritaient une attention beaucoup plus que des crédits budgétaires ou des indices de prix...

Paradoxalement dans une société où le corps et l'âme par la communication, le manque le plus grave dont souffre l'Etat est de n'être pas informé. Non seulement parce que chaque ministre garde pour lui une partie de ses informations mais aussi et surtout parce qu'aucune instance n'a de nos problèmes une vision globale et approfondie.

M. Pierre Bérégovoy, puis M. Michel Rocard ont tenté tout d'abord de la RATP et de la SNCF, mais personne ne leur explique vraiment que, si la situation s'est dégradée, comme on le constate, c'est pour un ensemble de raisons très anciennes, autant psychologiques et sociologiques qu'économiques. Peut-on donner l'impression pendant des années à des millions d'usagers qu'il est facile de frauder et d'enfreindre tous les règlements sans provoquer les débordements actuellement constatés ?

Il faut donc, comme le proposait M. Simon Nora, rendre aux entreprises publiques une très grande autonomie de décision incluant la fixation des tarifs. En contrepartie, leurs dirigeants qui n'ont guère à craindre la concurrence, assureraient pleinement toutes les responsabilités qui incombent à un chef d'entreprise. Le risque d'un renvoi en cas d'échec ou de faute en serait le prix. Le manque de sécurité, la multiplication des incidents dans les transports parisiens pourraient alors relever de cette sanction.

Libéré des problèmes qu'il ne lui appartient pas de résoudre, le gouvernement pourrait concentrer son attention sur des sujets plus larges. Et pour n'être pas sans cesse pris de court par les événements, le Plan devrait jouer à ses côtés un rôle de conseil et d'alarme en l'informant sérieusement de tous les problèmes posés par notre société.

Des problèmes dont on s'aperçoit chaque jour davantage qu'ils ne relèvent plus seulement de l'analyse économique et financière.

ALAIN VERHOLE.

AGRICULTURE

Crise de l'artichaut dans le Nord-Finistère

BREST de notre correspondant

Les légionnaires du Nord-Finistère ont manifesté, mardi 30 mai, dans les rues de Morlaix. Deux cent vingt tracteurs ont défilé dans les artichauts de la ville 650 tonnes d'artichauts invendus au marché de Saint-Pol-de-Léon, parlant le centre ville pendant plusieurs heures. Cette action menée par la FDESA du Finistère est le résultat d'une surproduction jamais atteinte en cette période dans la zone légionnaire finistérienne, ce qui est dû à la chaleur exceptionnelle, si bien que les têtes qui devaient être récoltées au début du mois de juillet sont venues à maturité avec plus d'un mois d'avance alors que les producteurs de Languedoc-Roussillon et d'Italie ne sont pas entièrement récoltés.

Illustration de cette crise de l'artichaut dans le Léon, le record de production en mai, qui était de 9 000 tonnes, a été pulvérisé. Depuis le début du mois, 18 000 tonnes ont été mises sur le marché à un prix plancher qui atteint 2,10 F le kg, niveau que les producteurs jugent tout juste suffisant pour éponger leur coût de production. Or, beaucoup doivent se contenter de 1,50 F par kg pour les invendus, 500 à 600 tonnes par jour depuis une semaine.

La surproduction qui s'ajoute à une saison catastrophique en 1987 en raison du coup de froid et à une année marquée en 1988 par les agriculteurs normaux. Cinq cents tonnes ont déjà été déversées le 26 mai dans les rues de Saint-Pol-de-Léon et de Landivision. De prochaines actions ne sont pas exclues car on estime qu'il y a encore dix jours de récolte.

Une enveloppe atteignant 10 millions de francs a été débloquée par l'ONF (Office national interprofessionnel des fruits, légumes et de l'horticulture). Mais les agriculteurs estiment que c'est insuffisant. Ils demandent un allègement de leurs charges.

GABRIEL SIMON.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 8,50 % juin 1971

Les intérêts courus du 28 juin 1988 au 27 juin 1989 seront payables à partir du 28 juin 1989, à raison de F 30,60 par titre de 400 F, contre détachement du coupon n° 18 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 3,40 (montant brut : F 34,00).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 5,09 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 0,68 faisant ressortir un net de F 24,83. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A partir de la même date, les obligations restant en circulation cessent de porter intérêt et seront remboursables à F 400,00 (dénominée de coupons).

Il est rappelé que les titres de la série désignée par la lettre « B » sont remboursables depuis le 28 juin 1980.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94, alinéa II, loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 16,90 % juin 1982

Les intérêts courus du 28 juin 1988 au 1^{er} juin 1989 seront payables, à partir du 2 juin 1989, à raison de F 65,05 par titre de 500 F, contre détachement du coupon n° 7 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 8,45 (montant brut : F 84,50).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 12,66, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit F 1,68 faisant ressortir un net de F 61,71. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94, alinéa II, loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 13,70 % juin 1984

Les intérêts courus du 18 juin 1988 au 17 juin 1989 seront payables à partir du 18 juin 1989, à raison de F 61,50 par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 68,50 (montant brut : F 685,00).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 102,70, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit F 13,70 faisant ressortir un net de F 500,10. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Taux révisable, soit 9,42 % pour 1989

Les intérêts courus du 18 juin 1988 au 17 juin 1989 seront payables à partir du 18 juin 1989, à raison de F 423,90 par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 47,10 (montant brut : F 471,00).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 70,62, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit F 9,38, faisant ressortir un net de F 343,07. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations à taux variable février, mars, juin 1988

Les intérêts courus du 16 juin 1988 au 14 juin 1989 seront payables à partir du 15 juin 1989, à raison de F 469,93 par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de F 117,48, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit F 9,38, faisant ressortir un net de F 343,07. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations à taux variable octobre 1988

Les intérêts courus du 16 juin 1988 au 14 juin 1989 seront payables à partir du 15 juin 1989, à raison de F 143,75 par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de F 35,93, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit F 2,86, faisant ressortir un net de F 104,96. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations à taux variable mai 1988-1989 (tranche D).

Les intérêts courus du 16 mai 1989 au 14 juin 1989 seront payables à partir du 15 juin 1989, à raison de F 143,75 par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire de 25 % sera de F 35,93, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit F 2,86, faisant ressortir un net de F 104,96. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOURCE

perrier

Le Conseil d'Administration de la Source Perrier a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1988.

En son conseil d'Administration 1988, inclus une Plus-Value Nette de 139 M.F. provenant de la cession des Carrières de la Meillerie, dégage un résultat net de 303 M.F. contre 138 M.F. les dividendes payés des filiales au titre de leurs exercices 1987, 129 M.F., soit en progression de 28 %.

Avant distribution, les capitaux propres sont passés de 1 126 M.F. à 1 268 M.F., et la dette financière 235 M.F. est en diminution de 95 M.F.

En conclusion, le résultat net est passé de 570 M.F. à 1 027 M.F. pour la seule part de Groupe et au total de 590 M.F. à 1 137 M.F.

L'exercice a bénéficié : — d'une bonne tenue des résultats des filiales ; Vichy en particulier a renoué avec des résultats bénéficiaires. Aujourd'hui, toutes les filiales d'une véritable importance sont bénéficiaires ;

— d'importants profits exceptionnels de cession d'actifs, en net 801 M.F. contre 233 M.F. en 1987, ce dernier chiffre incluant une plus-value de consolidation ;

par contre, il a supporté : — 77,8 M.F. contre 11,1 M.F. d'amortissements de surcoûts ; — 77,8 M.F. contre 563 M.F. d'amortissements et de provisions d'exploitation ; — 403 M.F. d'agios sur la dette financière contre 446 M.F. en 1987.

Enfin, cessions et acquisitions ont sensiblement déplacé le périmètre de consolidation et la part du groupe dans les filiales et sous-filiales concernées. Cela était déjà vrai en 1987 pour le secteur Eaux et Boissons avec Perrier Group of America et l'est en 1988 pour le secteur Fromages. Dans les deux cas, cela s'est traduit au bilan consolidé par la prise en charge d'une dette totale importante alors que la part du groupe n'est que peu supérieure à 30 %. Ainsi le groupe Roquefort voit sa dette financière passer de 604 M.F. à 1 818 M.F., ce qui va justifier une augmentation de capital prochaine dans la Société des Caves. Le Groupe Perrier America, qui avait apporté en 1987 une dette consolidée de 338 M.F.USD, reste à peu près au même niveau, 355 M.F.USD, soit + 5 %.

La ventilation du chiffre d'affaires met en évidence les objectifs de la forte expansion du Groupe Perrier :

	Exercice 1988	
Eaux/Boissons	8 121 MF	54 % (hors fr. 4 367 MF)
Fromages	5 301 MF	35 % (hors fr. 2 853 MF)
Divers	1 725 MF	11 %
Total	15 147 MF	100 %
	Exercice 1987	
Eaux/Boissons	6 241 MF	54 % (hors fr. 2 723 MF)
Fromages	3 289 MF	29 % (hors fr. 2 094 MF)
Divers	1 589 MF	17 %
Total	11 519 MF	100 %

Les perspectives et objectifs pour l'exercice 1989 restent dans les mêmes lignes, l'expansion continue étant prévue modérée

modeste. Les réalisations d'actifs déjà bien engagées vont se poursuivre à un rythme soutenu avec encore une certaine incertitude sur leur ventilation entre les exercices 1989 et 1990 ; depuis le début de l'exercice, sont intervenues les cessions des participations dans Lindt & Sprüngli S.A. et Alltel qui ont dégagé ensemble une plus-value brute de 175 M.F. Quel qu'il soit, le développement des chiffres d'affaires, et singulièrement à l'étranger, assure une bonne évolution des résultats consolidés. L'évolution présente du dollar, + 15 % dans les deux derniers mois, conforte cette dernière appréciation.

Les capitaux propres, part du groupe, ont progressé de 1 289 M.F. à 2 278 M.F. et, part hors groupe incluse, de 2 053 M.F. à 3 208 M.F. La dette financière est de 6 536 M.F. contre 5 446 M.F., le ratio dette financière sur capitaux propres tenant se réduit de 2,65 à 2,07. Une amélioration est également sensible dans les ratios par rapport au chiffre d'affaires, 0,43 contre 0,46 et à la marge d'exploitation, 5,7 contre 6,1.

En fait, ces éléments, et en particulier la dette, sont à apprécier dans le contexte des points majeurs marquant l'exercice 1988.

Il s'agit d'abord de deux acquisitions importantes dans le Secteur Fromages, Soriano aux U.S.A. fabrication de fromages de type italien et prise de contrôle de Jean-Jacques en France, fabrication et commercialisation de lait fermenté au « bifidus actif ». Ainsi, le chiffre d'affaires de ce secteur est en augmentation de 61 %, et le résultat d'exploitation, voisin de 200 M.F., a progressé de 57 %.

D'autre part, l'ensemble des cessions d'actifs, traitées en produit net de cession à 1 074 M.F., a assuré 89 % d'autofinancement de ces mêmes acquisitions. Ces cessions concernent des activités diverses hors Boissons et Fromages :

— Lait de consommation ; Valmont ; — Carrières de la Meillerie ; — Participation dans Cuxal Plus ; — Filière de Vichy ;

Malgré ces cessions en 1988, le Chiffre d'Affaires a fortement progressé :

Secteur Eaux et Boissons (*) : 8 121 M.F., soit (+) 30 % ; Secteur Fromages : 5 301 M.F., soit (+) 61 % ; Divers : 1 725 M.F. N.C. Total : 15 147 M.F., soit (+) 32 %.

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui sera convoquée à Vichy (Gard), pour le 30 juin 1989, la distribution d'une dividende complémentaire de 13 F par action déjà payé, portera le dividende global par l'exercice à 20 F par action, soit compte tenu de l'avoir fiscal un revenu total par action de 30 F contre 24 F au titre de l'exercice 1987.

(*) Ce chiffre s'incrit par Sca Polleggio, 1 804 M.F., en progression de 14 %.

مكتبة الأصيل

Économie

ÉNERGIE

Renonçant au prix de 18 dollars par baril

L'Arabie saoudite va laisser le marché fixer les cours du pétrole

A quelques jours de la conférence ordinaire de l'OPEP qui doit, à partir du 3 juin à Vienne, décider de la politique pétrolière — et des prix du brut — pour le second semestre, l'Arabie saoudite a annoncé un changement complet de stratégie. Renonçant à l'objectif de 18 dollars par baril suivi depuis trois ans par le cartel, le royaume estime que les producteurs doivent abandonner tout objectif chiffré de prix et se contenter de respecter un plafond de production étroit laissant le marché fixer librement les cours.

« L'Arabie saoudite ne considère plus 18 dollars comme un objectif », a déclaré le ministre saoudien du pétrole, M. Hisham Nazer, mardi 30 mai dans un entretien avec le *New-York Times*. « Nous pensons que le facteur-clé pour les prix (du brut) demeure l'offre de pétrole de l'OPEP assortie d'un strict respect des quotas de production. » Cette politique, a ajouté le ministre, précisant que le royaume abandon-

nerait aussi sa demande d'un prix minimum de 15 dollars, donnera aux pays membres « l'occasion de tirer avantage de la situation lorsque les prix dépassent 18 dollars ».

Cette prise de position marque un changement majeur de la politique saoudienne. En effet, depuis l'arrêt de la guerre des prix, en décembre 1986, le royaume, suivi par l'ensemble des pays du cartel, avait mis sa stratégie autour de la défense du prix moyen de 18 dollars, prix de consensus accepté tant par les producteurs que par les consommateurs, qui, bien que peu appliqués concrètement servait de référence à moyen terme à l'ensemble du secteur énergétique. Dans la pratique, ce prix était plutôt considéré comme un plafond : les producteurs du Golfe, Arabie saoudite en tête, souciaient d'éviter une hausse trop brutale qui réduirait à terme le marché du pétrole, s'appliquant systématiquement depuis trois ans à stopper

toute envolée au-delà de 18 dollars en « ouvrant les vannes ».

An cours des dernières semaines, la reprise de la consommation, liée aux accidents perturbant la production en mer du Nord, avait poussé brièvement les cours mondiaux au-delà de 20 dollars. Cette envolée avait été une fois de plus arrêtée par une surproduction des pays du Golfe, et les cours sont retombés ces derniers jours autour de 18 dollars.

L'annonce du changement de politique saoudienne constitue une menace pour les producteurs et pour les consommateurs. L'Arabie saoudite, précédant qu'elle renonce également à la défense d'un prix-plancheur de 15 dollars et qu'elle ne respectera la discipline que dans la mesure où les autres membres du cartel le feraient, laisse ouverte la possibilité d'un relâchement des cours. Mais en sens inverse, elle fait aussi clairement entendre qu'elle ne s'opposera plus à une hausse brutale des prix.

VÉRONIQUE MAURIS.

TIERS-MONDE

Le Mexique obtient un répit sur trois ans du Club de Paris

Quatre jours après les Philippines, le Mexique a passé, à son tour, mardi 30 mai, le cap des négociations de rééchelonnement de sa dette garantie auprès du Club de Paris. Les premiers accords ont obtenu une consolidation de 1,9 milliard de dollars, le second de près de 2,5 milliards. Un cap essentiel pour ces deux pays considérés comme des tests pour la nouvelle stratégie internationale de réduction de la dette du tiers-monde.

Confortés par les crédits accordés par le FMI, un total de 1,7 milliard de dollars pour Manille, de 4,1 milliards pour Mexico, les gouvernements créanciers ont apporté, pour la première fois, leur pierre à ce nouvel édifice. La balle se trouve désormais dans le camp des banques commerciales, les créanciers et avances à la clientèle totalisent 1,9 milliard de dollars.

Le produit net bancaire s'élève à 100 millions de francs et le résultat brut d'exploitation avant amortissements, provisions et résultats exceptionnels à 42 millions de francs.

TROISIÈMES CYCLES D'ÉTUDES URBAINES A L'UNIVERSITÉ DE PARIS X - NANTERRE

Année universitaire 1989-1990
DENS Aménagement et développement local (responsable : Guy Burgel)
DEA Morphologie, stratifications sociales, production de l'espace (responsable : François Creste)
Inscriptions pédagogiques : avant le 30 juin
Demandes d'équivalences : avant le 2 juin
UNIVERSITÉ DE PARIS X
200, avenue de la République
92001 NANTERRE CEDEX, Département de Géographie et de Sociologie. - Tél. : (1) 40-97-72-00

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Banque de la Méditerranée-France, sa.

L'assemblée générale des actionnaires réunie le 19 avril 1989 sous la présidence de M. Joseph Guéroul a approuvé les comptes de l'exercice 1988.
Le total du bilan s'établit à 4,5 milliards de francs, en augmentation de 15 %.
L'exercice a été marqué par une progression de 20 % des dépôts clients, qui s'élèvent à 2,5 milliards de francs. En outre, les dépôts fiduciaires atteignent 320 millions. Les prêts et avances à la clientèle totalisent 1,9 milliard de francs.
Le produit net bancaire s'élève à 100 millions de francs et le résultat brut d'exploitation avant amortissements, provisions et résultats exceptionnels à 42 millions de francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations Caisse nationale de l'énergie 3 % à intérêt complémentaire variable, remboursables avec prime (Indemnité Électricité de France-Gaz de France)
Les intérêts courus du 1^{er} juin 1988 au 31 mai 1989 seront payables, à partir du 1^{er} juin 1989, contre détachement du coupon n° 41 ou estampillage du certificat nominatif à raison de :
110,55 F net par obligation de 100 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 15,08 F (montant global : 125,63 F) ;
52,27 F net par demi-obligation de 50 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 7,54 F (montant global : 62,81 F) ;
11,05 F net par dixième d'obligation de 10 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 1,51 F (montant global : 12,56 F).
Pour ces obligations, les personnes domiciliées en France ou dans les départements d'outre-mer n'ont pas droit à l'option pour le prélèvement d'impôt forfaitaire.
A compter de la même date, les 324 773 titres de 100 F sortis au tirage du 24 avril 1989 et compris dans les séries de numéros 4.728.406 à 5.000.000 et 5.125.001 à 5.178.203 cessent de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon n° 42 au 1^{er} juin 1990 attaché, à 5 550,15 F déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement.
Les 17 630 titres de 50 F sortis au tirage du 24 avril 1989 et compris dans la série de numéros 5 000 001 à 5 124 365 et portant en plus de ces numéros la lettre X ou Y, cesseront de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon n° 42 au 1^{er} juin 1990 attaché, à F 1.775,08 déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement.
L'intérêt complémentaire et la prime de remboursement ont été déterminés, en application de l'article 28 de la loi du 8 avril 1946 et des textes subséquents, d'après un prélèvement de 1 % sur les recettes d'exploitation de l'année 1988 d'un montant total de 1 656 771 227,97 F, soit :
1 331 388 478,38 F pour Électricité de France ;
325 382 749,59 F pour Gaz de France.
Ci-après, sont rappelés les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :

Numéros	Année de remboursement Obligations de 100 F	Prix de remboursement
1 à 21.655	1961	229,14
100.464 à 111.983	1961	229,14
111.984 à 176.195	1968	3.566,32
517.833 à 689.868	1969	352,50
731.005 à 874.872	1963	247,85
948.460 à 997.772	1960	219,74
997.773 à 1.125.597	1959	209,18
1.125.598 à 1.207.941	1960	219,74
1.480.165 à 1.664.139	1971	414,16
1.828.036 à 2.086.988	1980	1.367,15
2.200.027 à 2.414.171	1976	762,26
2.697.733 à 2.706.016	1979	1.164,57
2.706.017 à 2.909.004	1973	509,89
2.909.005 à 3.147.996	1979	1.164,57
3.150.209 à 3.367.843	1986	3.752,45
3.367.844 à 3.565.672	1977	905,44
3.565.673 à 3.775.224	1975	678,44
3.775.225 à 3.800.536	1977	905,44
3.800.537 à 3.901.566	1986	3.752,45
3.901.567 à 4.440.802	1964	266,65
4.440.803 à 5.549.292	1987	3.700,09
5.549.293 à 5.692.882	1987	3.700,09
5.692.883 à 5.833.939	1967	314,94
5.833.940 à 6.000.000	1965	283,17
6.130.001 à 6.309.968	1987	3.700,09
6.309.969 à 6.467.247	1966	297,52
6.467.248 à 6.540.453	1987	3.700,09
6.540.454 à 6.671.040	1985	3.391,16
6.671.041 à 6.895.191	1978	1.012,82
6.895.192 à 7.061.018	1985	3.391,16
7.061.019 à 7.110.353	1987	3.700,09
7.110.354 à 7.215.645	1981	1.771,59
7.215.646 à 7.438.451	1981	1.771,59
7.438.452 à 7.637.602	1974	565,62
7.637.603 à 7.695.799	1981	1.771,59
7.695.800 à 7.770.190	1983	2.532,54
7.770.191 à 8.065.253	1983	2.532,54
8.065.254 à 8.232.039	1968	335,35
8.232.040 à 8.261.587	1983	2.532,54
8.261.588 à 8.398.445	1983	2.532,54
8.398.446 à 8.662.692	1972	458,55
8.662.693 à 8.934.701	1970	380,25
8.934.702 à 9.295.439	1984	2.922,11
9.295.440 à 9.366.496	1982	2.155,29
9.366.497 à 9.441.487	1962	236,97
9.441.488 à 9.631.090	1962	236,97
9.631.091 à 9.733.999	1961	229,14
9.734.000 à 9.734.044	1962	236,97
9.734.045 à 9.939.295	1982	2.155,29
9.939.296 à 10.202.582	1988	3.566,32

Série attestée par la prescription à compter du 01-06-89
Dixième d'obligation de 10 F (portant l'une des lettres, A, B, C, D, E, F, G, H, I ou K)
6.000.001 à 6.016.189 1965 28,32
6.016.190 à 6.095.868 1967 31,50
6.095.869 à 6.123.899 1987 370,02

Le montant de la retenue à la source restituable aux porteurs résidant hors de France ou des départements d'outre-mer et bénéficiant de conventions internationales contre les doubles impositions s'élève à :
sur le coupon n° 41,
15,0743 F par obligation de 100 F nominal,
7,5372 F par demi-obligation de 50 F nominal,
1,5074 F par dixième d'obligation de 10 F nominal ;
sur la prime de remboursement (titres désignés par le tirage au sort du 24 avril 1989),
470,4744 F par obligation de 100 F nominal,
235,2372 F par obligation de 50 F nominal.
Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

SOCIAL

Progrès de la CGT à EDF et à la RATP

Aux élections pour la désignation des représentants salariés aux conseils d'administration d'EDF et de Gaz de France, le mardi 30 mai, les listes CGT ont à chaque fois gagné 3 points par rapport aux résultats de 1984. Dans le cas d'EDF, la CGT gagne 1 siège et en déduit donc 4 avec 54,61 % des suffrages exprimés, contre 51,36 % auparavant.

Sur un total de 150 234 inscrits, le nombre de votes et de suffrages exprimés est en recul de 3 points par rapport à 1984, respectivement, 86,72 % et 84,80 % du corps électoral. La CFDT rassemble 22,86 % des suffrages et conserve son unique siège tout en progressant de 2 points (28,84 %). Toutes les autres organisations syndicales perdent des voix. A commencer par Force ouvrière qui passe de 15,16 % à 12,97 % et perd son siège. L'UNCM-CGC, dans le collège cadres, totalise 6,48 % des suffrages contre 8,42 %

et conserve son siège. La CFTC, elle, recule de 4,22 % à 3,07 %.

A Gaz de France, la CGT a obtenu 55,95 % des suffrages mais la répartition des sièges est inchangée, 3 allant à la CGT, 1 à la CFDT, 1 à FO et 1 à l'UNCM-CGC.

A l'élection des représentants des salariés au conseil d'administration de la RATP, la liste CGT a gagné 11 points et 1 siège par rapport à 1984. Mais la participation au vote a baissé de 12 points en cinq ans pour tomber à 53 % sur 59 498 inscrits.

La CGT obtient 50,8 % des voix et 5 sièges avec le même nombre de voix. La CFDT se maintient avec 10,6 % des suffrages et 500 voix de moins. En revanche, FO perd 7 points, 2 600 voix et 1 siège pour recueillir 18,1 % des voix. La liste d'entente (autonomes, CFTC, CGC) recule de 4,2 points et rassemble 20,5 % des suffrages.

Le conflit des employés municipaux d'Amiens en voie d'apaisement

AMIENS de notre correspondant

Le conflit qui opposait les employés municipaux d'Amiens au maire, M. Gilles de Robien (UDF-PR) sur le retour aux trente-neuf heures de travail hebdomadaire est aujourd'hui la satisfaction d'être les premiers à bénéficier d'un traitement du Club de Paris calqué sur les « facilités élargies » du FMI qui portent sur trois ans. Leurs créanciers publics ont accepté d'étaler sur dix ans les remboursements qui devaient intervenir entre juin 1989 et juin 1992.

F. Cr.

TRANSPORTS

Les suites de l'accident d'Habsheim

Le commandant de bord suspecte le contenu des boîtes noires

A trois jours d'une confrontation organisée par le magistrat chargé de l'instruction du dossier sur la chute d'un Airbus A-320 d'Air France à Habsheim (Haut-Rhin), qui avait fait trois morts le 26 juin 1988, le commandant de bord de l'appareil, M. Michel Asseline, a choisi de répliquer aux accusations dont il est l'objet. Air France l'a licencié, en septembre dernier, et le ministre des transports a suspendu sa licence de pilote de ligne pendant huit ans, car les premiers éléments de l'enquête faisaient apparaître que l'équipage avait volé plus bas que prévu (10 mètres au lieu de 30 mètres), trop lentement (216 km, soit 5 km de plus seulement que la vitesse de décrochage) et qu'il avait remis les gaz trop tard pour éviter une forêt.

Dans le quotidien les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, M. Asseline déclare : « Les fameux enregistrements sur les paramètres de vol, les boîtes noires, ne sont pour moi qu'une vaste funistérie (...). Prendre point, ces enregistrements sont trop courts d'une dizaine de secondes, ce qui ne colle pas avec le timing de l'accident. D'autre part, la position géographique de l'appareil nous situe, pendant 1 520 secondes, quelque part en Zambie (...) et quelques secondes après au-dessus d'Habsheim (...). La seule solution est que ces bandes aient été revues et corrigées. »

M. Claude Béchet, président de la commission d'enquête technique sur l'accident, a démenti ces allégations en soulignant qu'« il aurait fallu plusieurs mois pour trafiquer les boîtes noires, compte tenu de la masse de paramètres enregistrés, et non les quelques jours qui ont précédé leur remise à la justice ». M. Béchet a rappelé que le bureau américain de sécurité (NTSB) a eu accès à ces informations dans la semaine qui a suivi l'accident et qu'il n'a rien relevé d'anormal. « Qui peut croire qu'ils avaient intérêt à dissimuler un défaut sur un Airbus ? » conclut M. Béchet.

Le maire a remercié dans un communiqué les agents communaux qui n'ont pas cessé le travail et « la population qui sait garder son calme et sa dignité, malgré les désagréments ressentis dans la vie quotidienne ». Il ajoute : « La concertation la plus large doit dégager les modalités d'application des trente-neuf heures et les mesures d'accompagnement nécessaires à l'amélioration des conditions de travail et de modernisation des services. »

M. C.

L'Aérospatiale redéploie ses effectifs

La direction de l'Aérospatiale a présenté au comité central d'entreprise le « plan d'adaptation aux nouvelles technologies » qu'elle entend mettre en œuvre cette année.

An niveau global, ce plan se traduira par un millier d'embauches et l'augmentation de 32 600 à 32 700 des effectifs de l'Aérospatiale. Il suppose aussi 195 départs volontaires débouchant sur des créations d'entreprises et 555 départs en pré-retraité. 686 salariés recevront une formation et 1 000 personnes seront appelées à changer soit d'établissement, soit d'atelier au sein d'un même établissement.

« Tiers-Rouillière : grève de la filature. — Quatre cent cinquante salariés de la filature du groupe des Tiers-Rouillière, qui emploie deux mille vingt-sept personnes, sont en grève depuis le début de la semaine, à Lavelanet (Ariège). Le secteur de la filature est le plus touché par le plan de restructuration de l'entreprise qui prévoit la suppression de sept cent quarante-cinq emplois et l'embauche de seize personnes. Le groupe Rouillière est le premier employeur du département.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations 11,50 % mai et juillet 1985
Les intérêts courus du 3 juin 1988 au 2 juin 1989 seront payables, à partir du 3 juin 1989, à raison de 517,50 francs par titre de 5 000 francs, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 57,50 francs (montant brut : 575 francs).
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 86,21 francs auxquels s'ajoutent les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 11,50 francs, faisant ressortir un net de 419,79 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.
Ces titres se sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) : le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-81-82, page 4330

مكتبة لأمير

BOURSE DU 31 MAI

**Cours relevés
à 14 h 56**

Company	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Company	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Company	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
1000	CAE 3% *	3000	3000	3027	+ 0.09	1140	Orbital	1157	1170	1161	+ 0.35	1230	St-Gabriel	806	800	800	+ 0.33
1002	CAE 5% *	3000	3002	3002	+ 0.18	1140	C.S.E.E. *	857	854	884	+ 4.85	1230	St-Louis *	1248	1248	1248	+ 0.53
1003	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 3% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1004	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1005	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1006	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1007	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1008	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1009	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1010	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1011	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1012	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1013	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1014	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1015	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1016	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1017	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1018	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1019	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1020	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1021	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1022	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1023	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1024	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1025	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1026	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1027	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1028	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1029	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1030	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1031	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1032	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1033	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1034	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1035	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1036	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1037	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1038	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1039	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1040	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1041	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1042	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1043	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1044	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1045	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1046	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1047	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1048	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1049	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1050	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1051	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1052	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1053	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1054	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1055	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1056	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1057	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1058	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1059	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1060	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1061	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1062	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1063	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1064	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1065	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1066	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1067	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1068	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1069	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1070	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1071	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1072	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1073	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	2680	2680	+ 0.53
1074	C.F.P. T.F.	1280	1282	1282	+ 0.18	1140	CAE 5% *	857	854	884	+ 4.85	1230	Solomon	2680	26		

Comptant (inflection)

SICAV (selection)

30/5

[illegible]

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL.	COURS prix.	COURS 31/6	COURS DES BILLETS		MONNAIES ÉTRANGÈRES	COURS prix.	COURS 31/6
			Achèt	Vente			
Rente 5 %	8 601	8 748	8 830	8 960	Or 100 frs au baron	75200	75760
R21	7 044	.....	.....	.....	Or 100 frs au pignon	75250	75890
Indes (100 Rs)	338 742	339 250	329 800	349 500	Pièces Indes (20 Rs)	483	482
Indes (100 Rs)	18 779	18 202	15 650	18 650	Pièces Indes (10 Rs)	451	.....
Payables (100 Rs)	300 860	301 020	281 500	312	Pièces Indes (20 Rs)	483	484
Payables (200 Rs)	88 860	87 300	83 800	90	Pièces Indes (10 Rs)	451	454
Payables (100 Rs)	94 130	93 860	90	98	Souverains	573	574
Payables (200 Rs)	10 882	10 671	10 300	11 100	Pièces de 20 dollars	2946	2970
Payables (100 dollars)	3 877	3 877	3 750	4 600	Pièces de 10 dollars	1600	1686
Payables (100 Rs)	4 483	4 488	4 400	.....	Pièces de 5 dollars	800	800
Payables (100 Rs)	300 320	300 150	378	400	Pièces de 2 dollars	2355	2345
Payables (100 Rs)	100 950	100 700	37	106	Pièces de 10 florins	488	474
Payables (100 Rs)	48 138	48 219	46 600	48 800	Or Londres	.....	.....
Payables (100 Rs)	8 308	8 226	5 150	5 750	Or Zurich	.....	.....
Payables (100 Rs)	4 089	4 084	3 800	4 800	Or Hongkong	.....	.....
Payables (100 Rs)	5 682	5 683	5 600	5 800	Argent Londres	.....	.....
Payables (100 Rs)	4 751	4 722	4 580	4 800	.....	.....	.....

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	COMMUNICATION	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TELEMATIQUE
3 Les émeutes se poursuivent en Argentine. 4 Chine : premières arrestations à Pékin. 5 Les réactions après le sommet de l'OTAN. 6 Pologne : la campagne pour les élections du 4 juin.	10 La campagne pour les élections européennes. 11 Assemblée nationale : l'opposition s'apprête à déposer une motion de censure. 12 Un entretien avec M. Emmanuel, trésorier du PS.	15 La visite du pape dans les pays scandinaves. — Les Versets sataniques en justice. 16 Tennis : les internationaux de France. — La sortie de Noah.	21 M. Quilès à Médéville. — Le lancement des programmes de la SEPT.	31 Le cinquantième congrès HLM. — L'affaire LVMH en justice. 33 L'Arabie saoudite va laisser le marché aux cours du pétrole. 23 Emploi : l'avenir des carrières médicales. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 28 Carnet 19 Météorologie 22 Radio-Télévision 22 Mots croisés 22	• Chaque matin, le mini-journal de la rédaction • En direct de la Bourse de Paris 3615 tapers LEMONDE • Commandez vos livres et disques par minitel : DIS • Les offres d'emploi de Monde EMPLOI 3615 tapers LM

Le déficit du commerce extérieur de la France a atteint 3,8 milliards de francs en avril

Le commerce extérieur de la France a été déficitaire de 2,4 milliards de francs en avril. Après correction des variations saisonnières, le déficit atteint 3,8 milliards, les importations s'étant élevées à 97,1 milliards de francs, tandis que les exportations n'atteignent que 93,3 milliards de francs, en baisse de 3,3 % sur le mois de mars (96,5 milliards de francs).

Le résultat d'avril traduit une détérioration de la balance commerciale, puisque, en mars (-280 millions après correction des variations saisonnières) et en février (-432 millions) les déficits étaient revenus à des niveaux très faibles. La signification des chiffres mensuels ne doit pourtant pas être exagérée : sur les trois derniers mois consécutifs, le déficit atteint 4,5 milliards de francs, soit une moyenne mensuelle de 1,5 milliard, déséquilibre modéré.

Comment s'explique la détérioration d'avril ? Essentiellement par la baisse des produits manufacturés, dont le déficit (matériel militaire compris) a atteint 5,5 milliards de francs après 2 milliards en mars, 3,5 milliards en février et 3,5 milliards en janvier. Le service national en 1988. Ce chiffre, atteint malgré la vente de huit Airbus pour 2,6 milliards de francs, est mauvais : s'il se répétait, il mettrait un terme à l'amélioration enregistrée ces derniers mois dans ce domaine.

• **ÉTATS-UNIS** : boom des investissements étrangers. — Les investisseurs étrangers ont consacré 65 milliards de dollars pour acheter ou établir des entreprises aux États-Unis en 1988 contre 40,3 milliards en 1987, a annoncé mardi 30 mai, le département du commerce. — (AFP.)

Après la prise de position de M. Giscard d'Estaing pour l'armée de métier

La gauche, le RPR et M. Waechter affirment leur attachement au service national

La proposition formulée lundi 29 mai sur Antenne 2, au cours de l'heure de vérité, par M. Valéry Giscard d'Estaing, de voir étudier « pour la France la possibilité d'une armée professionnelle (...) qui signifierait la disparition du service militaire tel que nous le connaissons aujourd'hui » a provoqué de nombreuses réactions. L'ancien chef de l'Etat lui-même a cru devoir, mardi, préciser ses propos de la veille. Il s'agit de forger pour l'avenir, a déclaré la tête de liste UDF-RPR, « une armée professionnelle qui serait mise au service d'objectifs européens de défense et qui développerait plus facilement sa coopération avec les partenaires européens sur le plan des langues, de l'entraînement et des matériels ».

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a estimé mardi qu'il ne fallait « certainement pas supprimer le service national, qui est un grand facteur de cohésion nationale et de mobilisation ». Il faut au contraire l'étendre et le rendre plus égalitaire, a ajouté M. Joxe, comme s'apprête à le faire Jean-Pierre Chevènement. Le service national est un instrument à la fois de défense nationale et de démocratie.

Si les socialistes sont « attachés à la conscription », ils sont aussi favorables « à des aménagements du service national », a de son côté expliqué M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste. La proposition de M. Giscard d'Estaing n'est pas la nôtre, a encore fait valoir l'ancien premier ministre. De plus, l'idée de nation ne semble avoir de relief à ses yeux qu'en temps de guerre. Même en temps de paix, la nation est une notion à laquelle la gauche est très attachée.

Socialiste et spécialiste, l'ancien ministre de la défense Charles Hernu a, en revanche, déclaré mardi à Villeurbanne (Rhône), que, « personnellement », il n'était « pas du tout hostile » à l'idée émise par M. Giscard d'Estaing. Pour M. Hernu, « dans la perspective d'une sécurité de l'Europe, et non pas d'une défense européenne qui supposerait une politique commune, on pourrait étudier la question parce qu'aujourd'hui les moyens techniques et technologiques font que c'est envisageable ». L'ancien ministre a rappelé à cette occasion qu'il avait lui-même créé les VSL (Volontaires service long) pour les jeunes du contingent qui prenaient un engagement supplémentaire : « C'est comme ça qu'on a pu envoyer des soldats au Tchad, au Liban ou ailleurs ».

Dans son approbation, M. Hernu rencontre des alliés objectifs à l'UDF. M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, pense que le projet exprimé par le président de l'UDF est « tout à fait exanthématique », car c'est « un des sept ou huit éléments à étudier à la lumière des débats qui vont suivre la réunion de l'OTAN et les décisions de la CEE (...) ». C'est une position sur laquelle on a intérêt à réfléchir avec nos partenaires européens.

L'ancien premier ministre Raymond Barre préfère ne pas trancher, jugeant que l'armée de métier est « un sujet très complexe, qui donne à réfléchir ».

Pas d'obscuration du côté du Parti communiste français. Le président du groupe à l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, est « contre l'armée de métier », qui représente, selon lui, « la vieille haine des forces réactionnaires voulant une armée

prétorienne ». « Les communistes sont attachés à l'armée de conscription, ils sont dans la tradition de Jean Jaurès, ajoute le député communiste de l'Allier. Mais nous voulons un service militaire de six mois ».

M. Antoine Waechter, tête de liste des écologistes aux européennes, se déclare « favorable au maintien du service national » en France « avec possibilité de choisir entre un service conventionnel et un service civil ». « Si l'on n'a pas une implication de la population dans la défense de son territoire, estime le chef de file des Verts, on n'assurera pas une bonne transition vers le désarmement ».

Les réactions à la proposition de M. Giscard d'Estaing ont été plutôt hostiles au sein du bureau du groupe RPR à l'Assemblée nationale qui a écopé la question au cours de sa réunion de mardi. M. Claude Labbé, président d'honneur du groupe, a déclaré que « le devoir militaire ne lui semblait pas devoir être supprimé (...) ». Il faut des gens de métier dans l'armée, et peut-être plus, mais il ne faut pas supprimer la conscription. L'approbation avait M. Jean de Lipkowski (député de la Charente-Maritime) et Robert-André Vireux (Val-de-Marne). « L'armée de métier peut être l'instrument d'un pouvoir autoritaire », craint ce dernier. M. Bernard Pons, président du groupe, a jugé sur un ton ironique « tout à fait originale et intéressante » la proposition de l'ancien président de la République. M. Jacques Godfrain (Aveyron) a cru retrouver les sources de M. Giscard d'Estaing, notant qu'il avait dû relire « le livre du colonel de Gaulle sur l'armée de métier », ajoutant : « On n'en est pas encore là, c'est le député du Larzac qui vous parle ».

Sur le vif

A vos rangs, fixe !

Quelle faux déchet, les socialistes ! Dès que pour se faire dire en 1981, le nous nous sommes promis de le réduire de moitié, le dur du service militaire. C'était sa 105^e proposition, à mon blâmé. Les autres, on y a toutes eu droit, mais alors celle-là, où elle a bien pu passer, on se dit pas.

Ce matin dans la capitale, on le cherchait partout. On l'a retrouvé au fond d'un couloir de ministère. C'était déjà plus ça. Elle avait pris du ventre. Un ventre de neurale au lieu de six. Après quoi, elle disparaît. A la trappe ! Service, service. C'est bon pour la morale, ça brasse les classes sociales et puis ça les draine et ça les occupe, les bidasses. Vaut mieux se pointer à l'école que qu'aux ASSÉDIC.

Fallait voir ce qui se passait en arrière plan à gauche, à droite et au milieu quand VGE, l'ex-futur président, a donné un bon coup de pied médiatique dans la fourmilière, l'autre soir, à l'heure de vérité. T'es fait très fort, là, mon chat. Bravo ! On est tous avec toi. La guerre, si un jour faut y aller, ce sera un truc de pro, va chèrement espéré, informé, tout ça. On peut plus le croire à ces conneries d'appareil qui se ventent pas quoi inventer pour y couper. Il y en a un sur trois.

Les petits malins, les planqués, qui arrivent à se défilé.

Les confuses ont tendu leurs micro à nos élus : alors l'armée de métier, ça veut dire quoi ça veut ? Un coup, c'était tout un dire, on s'en fout de votre opinion. Vous connaissez le nôtre. On nous a sondés dans le Monde. Le service militaire on est contre. Le service civil, ça on nous l'a pas demandé, mais le vous pensiez qu'on allait pour à une énorme majorité.

Au lieu de protéger nos frontières — les quelques d'ailleurs, celles de la France ou celles de l'Europe ? — le service militaire de protéger les pays au nord, ne pas un coup de main aux pays au nord de se développer, nos gars. Ce serait vraiment plus utile, vous croyez pas, à l'heure le ministre de l'environnement ? Non, il croit pas. Il préfère les voir réparer les chaudières à la brosse à dents. Chapeau, les Verts !

Vous savez ce qu'on devrait lancer avec nos voisins ? Un énorme mouvement populaire genre Touche-à-tout-touche. Ça marcherait du tonnerre. Vous à l'appel à l'aide. Mais à l'appel au châtiment.

CLAUDE BARRAUTE

M. Barzani dénonce le projet de « dékurdisation » du nord de l'Irak

À début d'avril, les autorités irakiennes avaient ordonné aux habitants des agglomérations de Kirkouk et de Ramadi, au nord de l'Irak, de quitter leurs habitations avant le 25 avril dans le cadre

d'une campagne apparemment destinée à vider le nord du Kurdistan irakien de sa population autochtone. La mise en application de cette mesure fut par la suite ajournée au 1^{er} mai et finalement suspendue, sans qu'aucun nouveau décret ait été pris pour l'évacuation des quelque deux cent cinquante mille Kurdes qui habitent cette région.

Récentement de passage à Paris, M. Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI), a lancé au cours d'une entrevue avec le Monde un appel à l'opinion publique internationale pour qu'elle mette tout en œuvre pour empêcher la déportation par l'Irak des Kurdes du nord du pays. Selon M. Barzani, malgré la suspension des mesures de déportation envisagées au début d'avril par Bagdad, les autorités irakiennes n'ont pas abandonné leur projet de déporter les Kurdes du Nord de leurs villages traditionnels pour les reléguer dans des camps.

M. Barzani note que les nouvelles mesures de déportation envisagées par Bagdad constituent l'étape finale du projet de « dékurdisation » du nord de l'Irak. « Quatre mille villages kurdes, dit-il, ont été déjà détruits au Kurdistan irakien au cours des dix dernières années sous le prétexte fallacieux qu'ils représentaient un risque de sécurité pour l'Irak ». Selon le chef du PDKI irakien, « environ un million de Kurdes ont déjà été déplacés vers les périphéries des grandes villes du Kurdistan et vers les hautes terres stratégiques construites dans le centre et le sud du pays ». Il ajoute : « Le plan de déportation actuellement en cours concerne ce qui reste encore des villages traditionnels kurdes, soit un peu moins de cinq cents ».

M. Barzani s'élève de la « relative passivité » de la communauté internationale devant des mesures qui, dit-il, « relèvent de génocide », alors que des mesures similaires prises par les autorités de Bagdad contre des villages roumains ont suscité un peu partout de vives protestations.

Évoquant la situation intérieure en Irak, M. Massoud Barzani affirme qu'il n'y aura pas de stabilité politique dans ce pays tant que le problème kurde ne sera pas réglé. Il confirme que, depuis le cessez-le-feu irano-irakien, les pechmegas kurdes ont abandonné leur tactique de guerre « frontale », contre les troupes gouvernementales pour recourir à une stratégie de guérilla. Celle-ci, précise-t-il, est menée par des petits groupes de combattants et vise non seulement des objectifs militaires, mais également des cibles économiques et industrielles « vitales » dans les centres urbains, « y compris et nécessaire Bagdad ».

JEAN GUYERAS

Au conseil des ministres

M. François Roussely est nommé directeur général de la police nationale

Un vaste mouvement de responsables au ministère de l'Intérieur a été adopté par le conseil des ministres du mercredi 31 mai. Directeur de cabinet de M. Pierre Joxe, M. François Roussely est nommé directeur général de la police nationale, où il remplace M. Ivan Barbot, nommé préfet de la région Poitou-Charentes.

M. Pierre Joxe a décidé d'accrocher les choses. Enfin ! diront sans doute ceux qui, collaborateurs de son cabinet ou syndicalistes policiers, l'y exhortaient. Au ministère de l'Intérieur, la nomination de M. François Roussely à la direction générale de la police nationale (DGP) était en effet attendue, selon les espérances, depuis l'automne dernier.

Mais M. Joxe prenait son temps, hésitant à se séparer de cet homme-orchestre, ancien conseiller technique de Gaston Defferre, rencontré place Beauvau en juillet 1984 quand il succéda à ce dernier et qui, depuis lors, était devenu son bras droit, y compris de 1986 à 1988, durant la cohabitation.

Aux dernières nouvelles, M. Roussely devait remplacer M. Ivan Barbot à la tête de la DGP après l'investiture solennelle de celui-ci, l'été prochain, par le président de la République, comme président d'Interpol. M. Joxe a finalement décidé d'accrocher le mouvement sous la pression de ses interlocuteurs policiers, et notamment des principaux syndicats.

Le meeting organisé, le 25 avril, par la puissante Fédération autonome des syndicats de police (FASP) tout comme les manifestations de policiers en civil du SNAPC, le 23 mars, avaient pour cible un directeur général jugé trop évanescence, trop souvent en déplacement à l'étranger et trop peu investi dans une réflexion novatrice sur les structures de la police nationale. A leurs yeux, la nomination de M. Barbot en janvier 1987, après une période

de bras de fer entre M. Charles Pasqua et l'Élysée — où, pour la petite histoire, il bénéficiait de l'appui de Roger-Philippe Felat — était le résultat d'un compromis plutôt que l'expression d'une politique.

Hommes-clés

Le choix de M. Roussely en est l'antithèse. Socialiste de cœur quoi que son militant d'esprit, ce haut fonctionnaire issu de la Cour des comptes est au cœur des réformes entreprises place Beauvau depuis 1981 : décentralisation, formation des personnels, plan de modernisation de la police nationale.

Trois critiques sur le fonctionnement de l'Etat et très incisive sur la nécessaire réforme du service public policier, il a su se faire apprécier par beaucoup tant pour sa compétence que pour sa courtoisie. Entré au cabinet de Gaston Defferre en juin 1981 pour suivre les aspects financiers de la décentralisation, il est devenu directeur adjoint en avril 1984, place qu'il conservera auprès de M. Joxe jusqu'à ce que celui-ci le promeuve, en mars 1985, directeur de cabinet, poste qu'il a retrouvé en mai 1988.

A quarante-quatre ans, le voici au centre d'un dispositif administratif où l'on retrouve plusieurs des hommes-clés de la politique impulsée par la gauche au ministère de l'Intérieur : M. Pierre Verbrugghe, ancien DGP lui-même de juin 1983 à janvier 1987, à la préfecture de police de Paris ; M. Jean-Marc Erba, ancien directeur de la formation des personnels policiers,

tête pensante des réformes, nommé en mars chargé de mission auprès du DGP et directeur d'un institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) qui sera inauguré cet automne ; M. Christophe Lemaire, ancien membre du cabinet de M. Joxe, nommé en octobre 1988 directeur des affaires financières du ministère.

Avec le mouvement décidé par le conseil des ministres, ce dispositif est désormais complété par la nomination de plusieurs professionnels qui, dans l'esprit de M. Joxe, ont montré leur détermination à faire évoluer la police nationale.

On soulignera notamment la nomination de M. Jacques Genest, membre du cabinet du ministre, comme directeur adjoint de la direction centrale de la police judiciaire, où il devrait logiquement succéder à l'actuel directeur, lors de son départ à la retraite, en décembre.

Sous-directeur aux renseignements généraux, M. Claude Bardon est promu directeur central adjoint. M. René-Georges Quéry prend la tête de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT), où il remplace M. Jacques Fraquet, nommé chef de service de coopération internationale de police (SCIP). M. Gérard Maurel prend la direction de l'inspection générale de la police nationale (IGPN), tandis que M. Raymond Merle devient sous-directeur de la police judiciaire parisienne, où il remplace M. Olivier Foll, nommé sous-directeur chargé de la police scientifique et technique.

EDWY PLENEL

M. Rocard propose la création d'un Conseil supérieur de la langue française

Le conseil des ministres, qui s'est réuni mercredi 31 mai a autorisé M. Michel Rocard à engager la responsabilité de son gouvernement sur le projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers, conformément à l'article 49-3 de la Constitution. Ce texte, actuellement en discussion à l'Assemblée nationale, fait l'objet d'une obstruction de la part des députés de l'opposition, les groupes UDF et RPR ayant l'intention de déposer une motion de censure à son encontre (voir page 11).

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres un projet de décret instituant un Conseil supérieur de la langue française et une Délégation générale à la langue française. Ces deux instances doivent remplacer respectivement le Comité consultatif et le Commissariat général de la langue française, victimes, selon M. Rocard, d'une certaine « somnolence », et devront assurer un meilleur suivi de l'usage et de l'évolution de la langue française tout en renforçant son rayonnement grâce, notamment, à une meilleure coordination avec les instances chargées de la francophonie.

M. Michel Rocard, ministre d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a, pour sa part, présenté au gouvernement un projet de décret améliorant la situation statutaire de certaines catégories de fonctionnaires. Sont notamment concernés par cette révision du classement indiciaire de certains grades et emplois, les cinq

mille trois cents infirmiers d'Etat, les magistrats de la Cour des comptes et les agents comptables des PTT.

A l'occasion de la communication de M. Alain Decaux, ministre délégué chargé de la francophonie, sur le troisième sommet des pays francophones qui s'est tenu du 24 au 26 mai à Dakar, M. François Mitterrand a tenu à rappeler les conditions dans lesquelles il avait alors annoncé l'annulation de la dette africaine. Le président de la République a réaffirmé que le Parlement français aurait à débattre de cette proposition, qui lui avait été initialement suggérée par M. Pierre Bérégovoy, avec l'appui de M. Rocard.

An chapitre des mesures individuelles, M. Pierre Guizot a été nommé préfet hors cadre tandis que M. Ivan Barbot, directeur général de la police nationale, a été installé préfet de la région Poitou-Charentes, préfet de la Vienne. Enfin, M. Gérard Eymery a été nommé président-directeur général de la Compagnie générale des communications.

• **TENNIS** : les internationaux de France. — Voici les résultats des premiers matches comptant pour le deuxième tour des internationaux de France de tennis, qui ont eu lieu mercredi matin 31 mai à Roland-Garros.

★ Simples dames : G. Sabatini (ARG, n° 2) b. A. Dechambre (FRA) 6-3, 6-2 ; A. Kijimuta (JAP) b. H. Sukova (TCH, n° 5) 6-1, 7-5 ; N. Provis (AUS) b. L. Lapi (ITA) 6-1, 6-1.

★ Simples messieurs : J. Bates (GB) b. O. Rahnasto (FIN) 6-3, 6-2, 6-4 ; J. Hlasek (SUI, n° 6) b. A. Gomez (ECU) 6-4, 6-2, 6-2.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

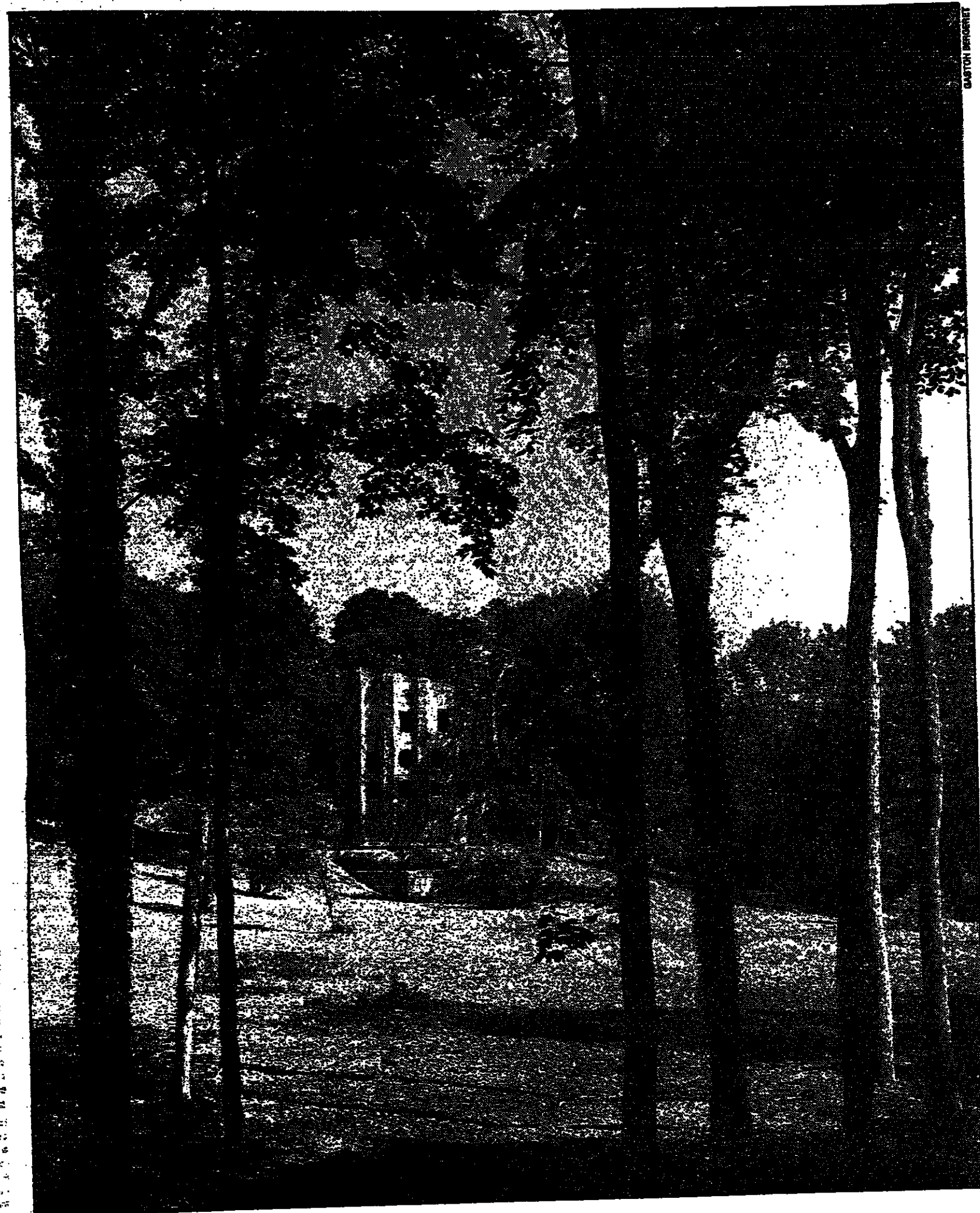
LOCATIONS
1.400 LOCATIONS
PARIS ET REGION
PARISIENNE
7 jours / 7
24 Heures sur / 24
36.15 LOCAT

Institut Florimont
37, av. du Petit-Lancy - CH-1213 GENEVE - Tél. : 22/782-08-11
Collège Marie-Thérèse
24, av. Eugène-Lance - CH-1212 GENEVE - Tél. : 22/794-26-20
Institut Notre-Dame du Lac
17, ch. Nant-d'Argent - CH-1223 GENEVE - Tél. : 22/752-13-44
Établissements catholiques ouverts aux élèves de toutes religions.
JARDINS D'ENFANTS - CLASSES PRIMAIRES ET SECONDAIRES
INTERNAT-EXTERNAT
BACCALAURÉAT FRANÇAIS - MATURITÉ SUISSE

هنا نحن الأصل

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



DU DÉSERT DE RETZ AUX BOSQUETS SONORES D'OSAKA

Jardins des villes, jardins des champs

Puissance des villes où les citadins vont s'ébattre le dimanche, passe-temps des retraités amateurs de rosiers, les jardins, ont, depuis plus d'un siècle, perdu toute signification. Pourtant ils sont cette année à l'ordre du jour. Un « mois » leur est consacré dans le calendrier des festivités officielles. Des crédits sont débloqués pour les plus malades d'entre eux. Mais surtout, ils provoquent à nouveau des débats : qu'est-ce qu'un jardin à l'aube du vingt et unième siècle ? Quelle est sa fonction, quel rapport doit-il entretenir avec le lieu où il est implanté ? Comment peut-il jouer avec les autres arts qui lui sont traditionnellement associés, sculpture et musique ?

Signes de cet intérêt, des polémiques se sont élevées à propos de l'élaboration des nouveaux parcs parisiens : La Villette, Javel et Bercy. Des œuvres contemporaines sont implantées à Kerguelennec en relation étroite avec l'esprit du parc. On crée à Osaka un véritable bosquet sonore. On se débarrasse, enfin, de la notion d'« espace vert » — superficie d'habitude ext-

guë et rarement verte — destinée à régénérer les poumons atrophiés des citadins les plus démunis.

Le jardin suppose d'abord une réflexion sur la Nature. C'est cette interrogation qui est à l'origine des jardins modernes : ceux de la Renaissance. L'homme doit atteindre aux secrets de la connaissance qu'elle recèle. La disposition d'un parc, son dessin, le choix des végétaux associés au minéral peuvent lui en donner la clé ou plutôt lui rappeler que cette clé existe. Le Songe de Polyphile, ouvrage célèbre de la fin du quinzième siècle, donnera la trame de nombreux jardins « initiatiques », en Italie mais aussi en France.

Le jardin du dix-septième siècle, où l'influence française est prépondérante, est un théâtre dont le visiteur, acteur de cette mise en scène abstraite, doit découvrir les perspectives mouvantes. Un siècle plus tard on préférera les parcs « anglo-chinois », jardins encyclopédiques et du sentiment, microcosmes conçus

pour la jouissance de points de vue renouvelés. Le jardin romantique poussera à ses extrêmes cette esthétique du saule pleureur et de l'allée tortueuse, que l'on retrouvera dans les grands parcs d'Alphand.

Mais avec cet Haussmann de la chlorophylle, on est déjà passé dans un autre monde. Celui de l'hygiène et des classes laborieuses qu'il faut bien faire respirer de temps à autre. Soudain, quelques riches amateurs poursuivront des expériences dans leur coin. Charles de Noailles, au château du Dé, imaginera un jardin cubiste pour accompagner la villa que Mallet-Stevens lui construisit. Albert Kahn fera venir des jardiniers japonais pour dessiner ses parterres.

Mais ce ne sont là que des exceptions. On préfère planter dans les parcs des kiosques à musique pour faire jouer l'orchestre municipal, ou parsemer les massifs de grands hommes de bronze. Le dialogue avec la nature est décidément à renouer.

EMMANUEL DE ROUX.

MUSIQUES

XI

Womack and Womack, une tradition de famille



Au bout de presque vingt ans passés à écrire des chansons et à produire des disques pour les autres, Cecil et Linda Womack ont conquis leur place au soleil en naviguant à contre-courant. Renouant avec la sobriété instrumentale du son des années 60, ils ont imposé sur les ondes et les pistes de danse un son d'une élégance presque désuète. Sur scène, la présence de leur nombreuse progéniture et leur acharnement à faire participer le public ramènent aussi à des temps plus innocents. Précurseurs d'un renouveau de tendance, les Womack ont de toute façon réussi leur conquête de l'Europe. Ils tournent en France jusqu'au 6 juin.

THÉÂTRE

IX

« Vidéopérette », écrans géants à La Villette



La liste des accessoires de cette fêrerie aurait pu à Prévert : six écrans géants, neuf moniteurs, douze magnétoscopes, quarante-quatre enceintes acoustiques et pas de raton laveur, même électronique. Mais un acteur vivant, submergé par ses soixante-dix congénères cathodiques. L'ordonnateur de ce raz de marée d'images, Michel Jaffrenou, a touché au lettrisme avant de se convertir au « cathodisme » forcené. Résultat : ne pas manquer, jusqu'au 7 juin : une heure de « Vidéopérette » dans la Grande Halle de La Villette.

ARTS

VI

L'astre noir du marquis de Sade

Le théâtre, dont on imagine mal la place qu'il occupait au dix-huitième siècle, est le pivot de l'œuvre de Sade, de sa vie. Une exposition au Paris Art Center reconstruit jusqu'au 10 juillet les décors de cette mise en scène.

مكتبة الامن الاصل

JARDINS DES CHAMPS...

DES TUILERIES A KERGUEHENNEC

Des sculptures entières dans les arbres

La sculpture du vingtième siècle a grandi dans l'espace privé des ateliers avant qu'on ne la convoque à ciel ouvert, dans les villes ou dans les bois. Mais elle n'était pas toujours prête à dialoguer avec un environnement conçu sans elle. Au château de Kerguehenne, au milieu d'essences rares, la sculpture peuple enfin un parc à ses mesures.

« **M**ON désir serait que ma sculpture ne soit pas impossible dans un jardin français », écrivait Aristide Maillol à Maurice Denis en 1907. Elle ne l'était pas. Il avait fallu seulement plus de cinquante ans pour qu'on s'en rende compte, lorsque Malraux, en 1964, réalisa le vœu de l'artiste en faisant placer ses œuvres aux Tuileries, jardin français, fantôme de jardin à la française, et peuplé de statues comme les autres grands jardins parisiens, au temps de la manie commémorative qui sévit de Louis-Philippe jusqu'à la fin du siècle. Au point de décourager pour un bon bout de temps toute tentative d'y glisser quelques nouvelles pièces.

Jusqu'à Malraux, et jusqu'à la relance, ces dernières années, de la commande publique, qui passe aussi par les hommages aux grands hommes et par les Tuileries. Où les œuvres nouvelles ne font d'ailleurs pas tellement pire figure que leurs voisines du siècle dernier. On peut d'ailleurs très bien ne pas les voir, à peu d'exceptions près, tant leurs commanditaires apparemment peu convaincus de leur commande, d'inspiration présidentielle, ont cherché à les éloigner des sentiers battus. Cela explique en partie que leur mise en place n'ait pas déclenché le concert de protestations habituel lorsqu'un artiste est pressenti pour intervenir au cœur du Paris historique.

La sculpture du vingtième siècle, dont l'histoire, plus encore que celle de la peinture, est aussi celle d'une succession d'incompréhensions, de rendez-vous manqués et de commandes imbéciles, est née, a grandi dans l'espace privé des ateliers, libre, libéré du monument, de l'architecture et des impératifs de la commande, se constituant un formidable réservoir de formes, d'images et d'idées socialement inexploitées jusqu'aux années 50. Jusqu'à ce qu'on ait eu besoin de ses échappées dans l'imaginaire pour contrebalancer les effets nocifs de l'urbanisme moderne et de l'architecture fonctionnelle des grandes métropoles. Partis des Etats-Unis, le mouvement a gagné la vieille Europe. Et la sculpture contemporaine de reprendre l'air des villes, sur dalles, entre béton, acier et verre. Du coup, elle grandit, prit de l'extension en tous sens, et même, puisqu'on lui demandait de jouer le rôle des jardins anciens, devint parcourus à surprises, lieu habitable, de recueillement et de méditation.

Le musée, qui se devait de rendre compte de cette évolution, dut alors prévoir des jardins pour y présenter des pièces qui débordaient largement de ses murs. On créa des musées de sculptures en plein air, des jardins de sculptures et des parcs de sculptures dont certaines œuvres avaient été pensées pour rivaliser avec



« Sentier de charme », de Giuseppe Penone (1986).



« Bild Stock », d'Ulrich Ruckriem (1986).

l'architecture plutôt que pour dialoguer avec les arbres, quand d'autres se trouvaient dans leur élément.

Battersea Park, à Londres, accueillit Moore, et le public put découvrir les rapports intimes que les arrondis archaïques de ses figures entretenaient avec le paysage « naturel » des jardins anglais.

Autre exemple de parc de sculptures célèbre : celui du Musée Kröller-Müller d'Otterlo, près d'Arnhem, aux Pays-Bas. Inauguré en 1961, il est devenu une sorte d'anthologie de la sculpture moderne depuis Rodin. Mais il est plus que cela, car on ne s'est pas contenté de poser les œuvres sur les pelouses. On a utilisé les dénivelés du terrain, on a choisi des clairières, pour que les œuvres s'intègrent dans l'espace, et organisé un parcours tortueux, à partir des abords du musée, jusqu'à la forêt, pour entretenir l'impression de découverte à l'occasion de la promenade, que l'on peut faire aussi en bicyclette.

A Paris, où nos Musées d'art moderne, alors en vogue, à l'avenue du Président-Wilson, ne disposaient pas

de jardin, même petit, le CNAC, au début des années 70, prit un bout du parc de Vincennes pour y présenter des sculptures renouvelées périodiquement. C'est à peu près dans le même temps qu'on a commencé à organiser des symposiums. Aujourd'hui oublié, le musée de sculptures en plein air de la forêt de Sénart est né ainsi, à proximité d'un pavillon de chasse dessiné par Chalgrin. Il peut servir d'exemple à ne pas suivre tant il est incongru, tant ses sculptures ostentatoires blessent la forêt inutilement, tant il ressemble à un dépôt.

Un autre râteau, un peu plus récent, nous ramène dans l'espace urbain, quasi Saint-Bernard, où l'idée de disposer des sculptures en même temps qu'on aménageait un jardin n'était pas mauvaise, mais difficile à mener à bien compte tenu de l'étrécesse du terrain et des caprices de la Seine. Ce qui ne justifie cependant pas la surcharge en murets, en bordures de béton, en gradins, en lampadaires de toutes sortes, et en sculptures d'échelles variables et incompatibles entre elles : l'une est technologique, l'autre expressionniste, une troisième totemique, une quatrième organique, le tout

faisant penser au brio-à-brac d'un salon d'été à long-temps, et rien de plus.

Il existe finalement peu de jardins et de parcs de sculpture contemporaine en France et, dans ce petit nombre, peu de réussites. Il n'y en a même pas vraiment, sinon à la Fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence, un lieu à la fois clos et ouvert, privé et public, secret et sans mystère, où les compositions — architecture, sculpture et paysage — vivent en parfaite entente. Depuis peu de temps, nous avons aussi le centre d'art contemporain de Kerguehenne, dans le Morbihan, dont le grand parc à l'anglaise, peuplé il y a plus d'un siècle d'essences rares par un ancien actionnaire de la Compagnie des Indes, accueille des œuvres qui rendent compte très justement des nouveaux rapports que les sculpteurs, depuis le land art et le minimal, entretiennent avec la nature, des rapports à la fois directs, cultivés et romantiques.

Le parc a été ouvert en 1986. Il est géré par le Fonds régional d'art contemporain de Bretagne, et quatre ou cinq nouvelles sculptures commandées avec discrètement sont mises en place là où l'artiste a choisi d'intervenir. En juin, elles seront une quinzaine. Ce qui est peu, mais fait aussi le charme de ces lieux où il faut aller chercher les œuvres loin sous le couvert des arbres, plutôt qu'à découvrir dans la proximité du château et de ses dépendances où rien de l'ordonnance du jardin n'est bouleversé, où, au contraire, chaque intervention renforce l'esprit du parc à l'anglaise, fait jouer le cœur, le sensible et le mental, et promène l'esprit dans le temps et l'espace.

LA NATURE DU GESTE. UN GESTE CONTRE NATURE

Ici, c'est une assemblée de colonnes de Hajdu dédiée à Mallarmé ; là un homme minuscule, mais néanmoins géant, de Markus Raetz, qui est allongé dans l'herbe ; dans une allée, on rencontre une figure en métamorphose, de Penone, et ailleurs une sorte d'autel, de Ruckriem, et il faut lever les yeux pour découvrir le *Casus suspendis* de Zorio, sorte de version africaine de l'arche de Noé restée accrochée aux branches après que les eaux du Déluge eurent baissé. Plus loin, des plaques de marbre de Flinay nomment les arbres en latin et, cette fois près du château, dans la serre, là où il fallait les mettre, des centaines de pots rouges cimentés, de Jean-Pierre Raynaud, rappellent à la fois la nature du geste de l'artiste, geste contre nature et du jardin quel qu'il soit, un fait de culture, signifiant l'emprise de l'homme sur le monde.

Dans le parc de Kerguehenne, les chemins qui mènent à la sculpture sont très beaux, l'on peut même s'y égarer avec plaisir, quitte à ne pas trouver tous les jardins secrets des artistes. Mais cette magie des lieux sera-t-elle aussi forte si effectivement un jour le parc devient un vrai parc de sculpture des années 70 et 80 et après, et non plus un endroit où l'on trouve des sculptures dans un parc ? La pensée muséale et son jeu de références formelles et historiques qui accompagnent nécessairement le parcours ne risquent-elles pas de gâcher les révéries du promeneur solitaire ?

GENEVIEVE BRIERETTE

• Domaine de Kerguehenne-en-Nizant, 56500 Lœnig. Tél. : 97-60-21-19.

NATURE ET CULTURE DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE A NOS JOURS

Fleurs de rhétorique...

A l'époque de l'exode rural et de la multiplication des résidences secondaires, la campagne s'installe à la ville, tandis que les citadins n'ont d'autre aspiration que d'habiter à la campagne. On ne sait plus où mettre les pieds.

« **I**l était né caustique, et les pierres qu'il jetait dans le jardin des autres atteignaient toujours quelqu'un », écrit Barbey d'Aurevilly à propos d'un des personnages des *Diaboliques*. C'est là un sens inhabituel du terme, et qui n'apparaît ni dans les savantes classifications de Boitard ni dans la floraison d'ouvrages que connaît aujourd'hui la France, restée longtemps endormie dans l'idée que seuls les Anglais sauraient jamais faire pousser du gazon. Mais c'est là une signification précieuse : elle nous signale qu'il faut désormais une certaine vivacité d'esprit pour entrer dans un univers qui, à l'instar de l'architecture, combine un nouveau sens de l'histoire, un intérêt renouvelé pour les aspects scientifiques, une évidente gourmandise à l'égard des arts protégés par les musées, et une passion pour les symboles allant jusqu'au culte de l'hermétisme.

Bref, tout un ensemble de tendances où l'on retrouve le dix-huitième siècle, sous son aspect le plus sulfureux au

moins autant que sous l'aspect bucolique et pédagogique de Jean-Jacques Rousseau. *L'Encyclopædia universalis* place d'ailleurs l'article « Jardins (art des) » dans le tome Interférences-Libertins, juste après Japon, et avant Jarry.

Le renouveau de l'intérêt français pour les jardins se place à une période charnière de notre histoire. Alors que l'exode rural a eu pour conséquence d'installer la campagne à la ville, le retour à la nature cher aux années 60, retour normalement accompagné de la fabrication du fromage de chèvre, puis la floraison des résidences secondaires, ont eu pour effet inverse d'installer les villes à la campagne. Tant et si bien qu'on ne sait plus ce qui relève de l'une et de l'autre, de la nature et de l'architecture, de la verdure et du minéral.

TIENS, UN « AH ! AH ! »

« La campagne, c'est là où l'on trouve des oiseaux crus dans les arbres », disait un pertinent cuisinier au siècle dernier. Et de fait, on le voit bien au parc de Thoiry : sans nos amies les bêtes, on ne saurait plus où l'on met les pieds. A Bagatelle, au parc Monceau, aux Buttes-Chaumont ? Ou bien au désert de Retz (lire pages 3 et 4), dans le parc de Courson, voire à la Fondation Cartier, où les empiétements de voitures et autres ferrailles achèvent de brouiller les pistes ?

Il est clair au moins que les Français ont considérablement évolué dans leurs rapports avec les jardins et les parcs, et qu'ils n'acquiescent plus à la formule du cardinal de Bernis : « La campagne, possédée huit jours, n'est bonne qu'en peinture ». Ils commencent même à s'habituer au temps, à l'idée qu'on puisse planter un arbre qu'on ne verra pas adulte. On le voit au désert de Retz, on le voit à Courson, dont les propriétaires ont entrepris de retrouver le tracé et la beauté du parc original, après qu'un siècle ou deux l'ont laissé à l'état de « nature ». Ici et là, on ressort les dessins et les plans, on recrée les « ha ! ha ! » (ou sauts-de-loup) et les perspectives, on retrouve les tracés d'origine, jusqu'à rechercher parfois des espèces que les progrès de l'horticulture ont fait oublier — c'est là un domaine où la mode peut avoir des effets durables sur la génétique.

La restauration de tels parcs représente un investissement sans doute culturel, mais pas seulement. On le sait depuis longtemps en Angleterre : c'est en effet un des plus sûrs moyens de faire venir le public, et de permettre ainsi, grâce à un prix d'entrée, de couvrir une part de l'entretien des châteaux. Ceux, au moins, dont les parcs n'ont pas été démantelés par la Révolution de 1789 ou par une succession de successions peu propices à l'intégrité des grandes propriétés.

Pour les jardins et les parcs publics, l'affaire est évidemment un peu différente. La démocratie ayant délégué sa patience, le temps n'y est véritablement une souffrance que pour les paysagistes chargés de les concevoir et de les entretenir, et qui sont les seuls à imaginer des bois, des bosquets, de hauts arbres soignés, là où le public ne voit que d'anodines verdure à pénétrer gaiement. La Couronne, par exemple, qui a récupéré le contenu du trou des Halles, cache encore pour longtemps son visage.

Pour les jardins récemment créés ou en cours d'aménagement, notamment à Paris, la situation est un peu différente. Ils bénéficient tout à la fois du goût renouvelé pour les fabriques et les « folies » (comme à La Villette), d'une connaissance nouvelle des plantes (comme au parc Citroën), d'une meilleure capacité à parer les marques du passé (comme à Bercy). Cela permet de donner plus vite un visage définitif à ces espaces où le végétal et le minéral sont étroitement associés, comme pour sceller le mariage de la ville et de la campagne. Et cela permet de retrouver la dimension symbolique qui s'était peu à peu perdue depuis le dix-huitième siècle, l'organisation prenant la place du rêve, du jeu, du plaisir des sens, ou même des plaisirs du non-sens.

FREDERIC EDELMANN

ملكا من الاصل

ARTS

ORCHESTRATION DE L'ESPACE URBAIN A OSAKA

... JARDINS DES VILLES

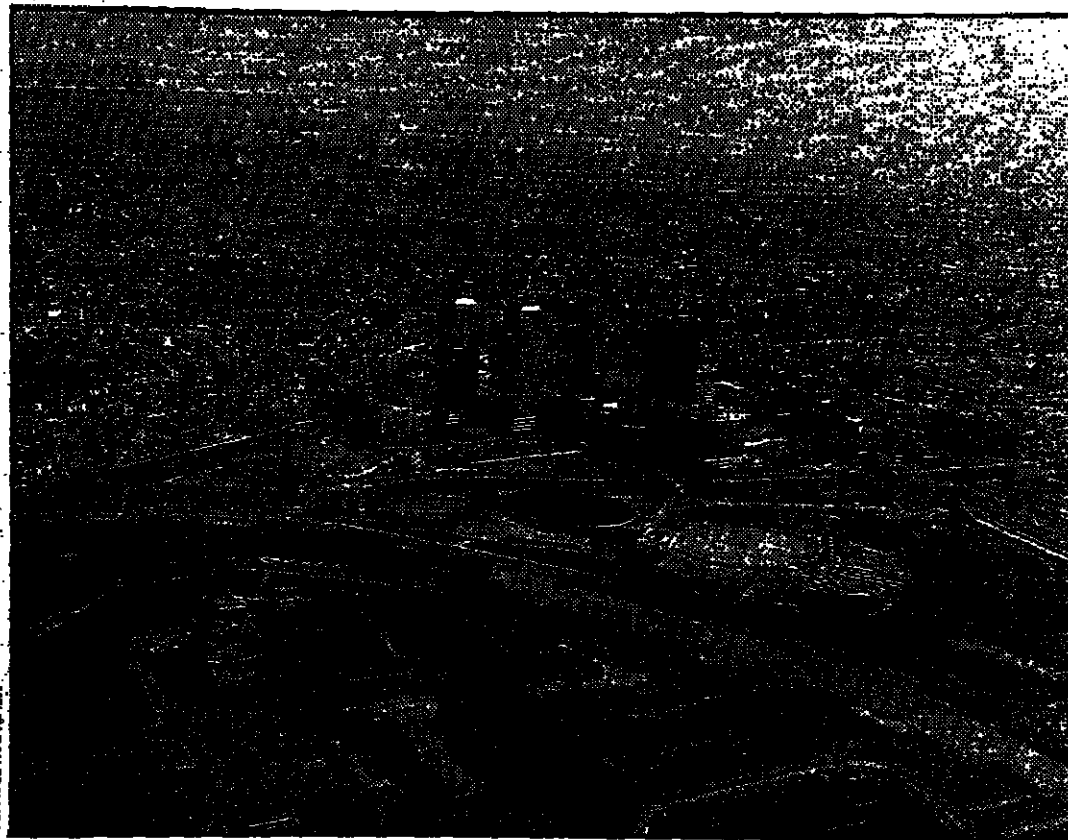
Bosquets sonores à la française

Le 17 juillet est inauguré dans « l'enfer industriel » de la seconde ville du Japon un jardin à la française d'un genre un peu particulier. Les plantations ne sont pas constituées de feuillages ni de verdure, mais de sons.

« Des formes qui sortent du sol pour former des lignes, des îlots, des points... » Non, ce n'est pas d'arbustes, de plates-bandes ni de massifs que parle ainsi Louis Dandrel. Sauf si l'on admet qu'un jardin puisse être constitué d'espaces immatériels, conçus non pour être vus mais pour être écoutés.

C'est pour Osaka, cet été, que ce musicien doublé d'un designer sonore, spécialement intéressé par un meilleur confort de nos oreilles en milieu urbain, prépare l'un de ces espaces opéra dont il a le secret, en compagnie de Pierre Jaubert de Beaujeu qui, lui, est architecte, urbaniste, scénographe. Éminemment polyvalent comme tous ceux que Dandrel a su gagner à ses idées. Celles-ci avaient suffisamment séduit les édiles culturels de la bonne époque, en 1981, et intéressé Maurice Fleuret, alors directeur de la musique, pour que l'atelier de recherche et de création d'Espaces nouveaux voie le jour et soit doté des moyens nécessaires. Cet atelier fut très vite se garantir des ressources propres, fruits de l'application de ses recherches en matière de signalisation sonore, de nuisances acoustiques en milieu urbain, de construction d'objets ou de mobiliers destinés à un meilleur confort d'écoute — au cinéma, en particulier (le Monde du 31 mars 1988). Recherches qui aboutissaient en 1988 à la construction d'une audiosphère que l'on peut voir, rutilante, dans les locaux d'Espaces nouveaux. Quelque chose dans les dimensions, comme la planète du Petit Prince, sauf qu'une porte donne accès à ses entrailles sombres et qu'il s'agit, en vérité, d'un studio pour expérimentations acoustiques sophistiquées, voire de la maquette d'un théâtre idéal. Thème : la diffusion du son en trois dimensions (non seulement de gauche à droite et d'avant en arrière mais de bas en haut). Un vieux rêve dont Dandrel et son équipe décident (et commercialisent, qu'on se le dise !) l'instrument de simulation.

C'est simuler est le secret de toute recherche acoustique, qu'elle vise une salle ou un lieu ouvert en plein



Au pied des deux buildings, l'invisible jardin.

tissu urbain. Et lorsque Dandrel et tel ou tel de ses complices s'attaquent à la reconstruction par le son d'un jardin (comme à Hongkong pour l'opération « Urbasonic » de l'an dernier : (le Monde du 13 décembre 1988) ou d'une piazza bordée d'un parc (c'est le projet Osaka de cet été), c'est par la simulation, dans leur studio parisien, des sons émis par la ville — vélos, voitures, trams, sorties de métro, conversations des passants — qu'ils commencent leur travail d'« orchestration » d'un autre leur propre « partition » : leur « jardin » de sons.

« On ne peut pas prétendre maîtriser l'environnement sonore à l'échelle d'une ville, dit Louis Dandrel. Cela ne s'est jamais fait et ne serait peut-être pas souhaitable. Une ville est formée d'individus qu'il faut laisser s'exprimer de façon spontanée. Faire du bruit signifie qu'on vit. Vouloir le gérer le tue. »

« Mais ce qui rend l'environnement urbain insupportable est qu'il est fait d'un trop grand nombre d'invariants, d'isochronies : il faut y réintroduire des silences, mais aussi des tensions, de la diversité.

« A Hongkong, j'avais choisi une esplanade plantée de quelques arbres, bordée d'avenues bruyantes et de trois bouches de métro : un lieu de passages et de rencontres. Cette ville possède une identité sonore très forte, faite de bruits chinois millénaires et de sons internationaux. Nous avons commencé à opérer des prélèvements de sons en quadrillant systématiquement cet espace, mais en ratisant très large pour intégrer trams et voitures avoisinantes : pour savoir, en fait, quelle partition se jouait quotidiennement dans ce quartier, et dans quel registre notre intervention devait se situer.

« Nous avons finalement installé quatre sources sonores au milieu de chaque côté du parc : deux axes de sons discrets qui se croisent, qui attirent vraiment l'attention que dans les trous du niveau sonore ambiant. J'ai pensé aux portes de certaines églises ou de certains temples qui créent chez le visiteur une impression de compression très forte après laquelle l'espace intérieur semble se dilater démesurément. C'est en cela que nous travaillons comme des architectes : nous utilisons le son comme un matériau destiné à donner une forme à l'espace.

« Il existe des villes structurées par le bruit de l'eau des fontaines, comme Grenade ou Aix...

« ... Et des lieux délimités par le chant des oiseaux comme les architectures cisterciennes. A chaque arbre son espèce : les moines le savaient très bien. Dans ce cas, c'est la nature qui apporte le son-ferment de l'espace. Pensez aussi à ces jardins japonais ou balmaï et à leur science paysagère, appuyée sur une perception précise d'un espace acoustique. Des tuyaux de bambou y sont plantés çà et là, que l'eau courante fait basculer et qui, périodiquement, frappent une pierre. On ces jarres enterrées et accordées, dans lesquelles tombe une goutte d'eau à intervalles réguliers.

« A Osaka, vous n'avez pas choisi un jardin.

« Le jardin, c'est nous qui le construisons cette fois, par notre partition musicale ! Nous nous installons sur une piazza calme, un lieu esthétiquement intéressant sinon qu'il est situé entre deux buildings géants — défilés aux tremblements de terre — et le château médiéval reconstruit après la guerre : à mi-distance exactement du Japon traditionnel et du Japon hypermoderne. Symboliquement, c'est le meilleur endroit que nous pouvions trouver.

« Sur cette place, nous ne planterons pas des arbres, mais une forêt de buildings miniatures qui émettront des polyphonies vocales aux couleurs très européennes, retravaillées électroniquement. Les passants circuleront entre ces bosquets de souffles qui leur passeront au ras des mollets : ma conception du jardin à la française... »

Propos recueillis par ANNE REY.

* « Urbasonic 89-90 », du 17 au 23 juillet à Osaka. Rem : au siège d'Espaces nouveaux, 56, boulevard Davout, 75020, tél. : 43-56-30-99. L'opération est réalisée avec l'aide du ministère des affaires étrangères, l'AFSA, et des partenaires publics et privés japonais.

L'axe majeur de Cergy-Pontoise

Dessiné par un artiste plasticien, Dani Karavan, matérialisé, si l'on peut dire, dans le ciel par un rayon laser, l'axe majeur de Cergy-Pontoise renoue avec la tradition des grandes percées pratiquées dans les forêts royales de l'île de France, avec la pensée humaniste de l'âge classique, avec un désir de projeter dans l'espace un ordre idéal du monde. C'est un parcours promenade de trois kilomètres qui va droit, dont chaque étape — il y en a douze, autant qu'il y a de mois dans l'année et d'heures de midi à minuit et de minuit à midi — a été pensée pour que le marcheur s'y retrouve, se retrouve en terrain de connaissance.

Il a sa raison d'être, géographique, historique et urbanistique. Urbanistique d'abord. C'est en effet partant d'un cahier des charges précis que l'équipe d'architectes, d'urbanistes, d'ingénieurs, de paysagistes et de géomètres de Cergy ont fait appel à l'artiste, en 1980. Il s'agissait de donner à la ville nouvelle distribuée en fer à cheval autour d'une boucle de l'Oise, dont le centre était réservé à des parcs et à des étangs, une ligne de force, de relier ces jardins aux deux rives et à l'axe routier.

Avoir demandé à un plasticien de concevoir cet aménagement est sans précédent dans l'histoire contemporaine des villes créées ex-nihilo. En France tout au moins. Si depuis Evry l'Andraut et Parat on faisait appel à des artistes, c'était après qu'architectes et urbanistes eurent délimité le périmètre exact de leur intervention, pensée en termes de folie après coup et de « supplément d'âme ».

A Cergy, où l'axe majeur prend appui au cœur de la place des colonnes de Ricardo Bofill, à la tour-belvédère légèrement inclinée de Karavan, on tend à oublier un peu que le sculpteur, pour une fois, était là avant l'architecte et que c'est de leur dialogue qu'est né ce lieu métaphysique assez fort pour inspirer cinéastes et publicitaires.

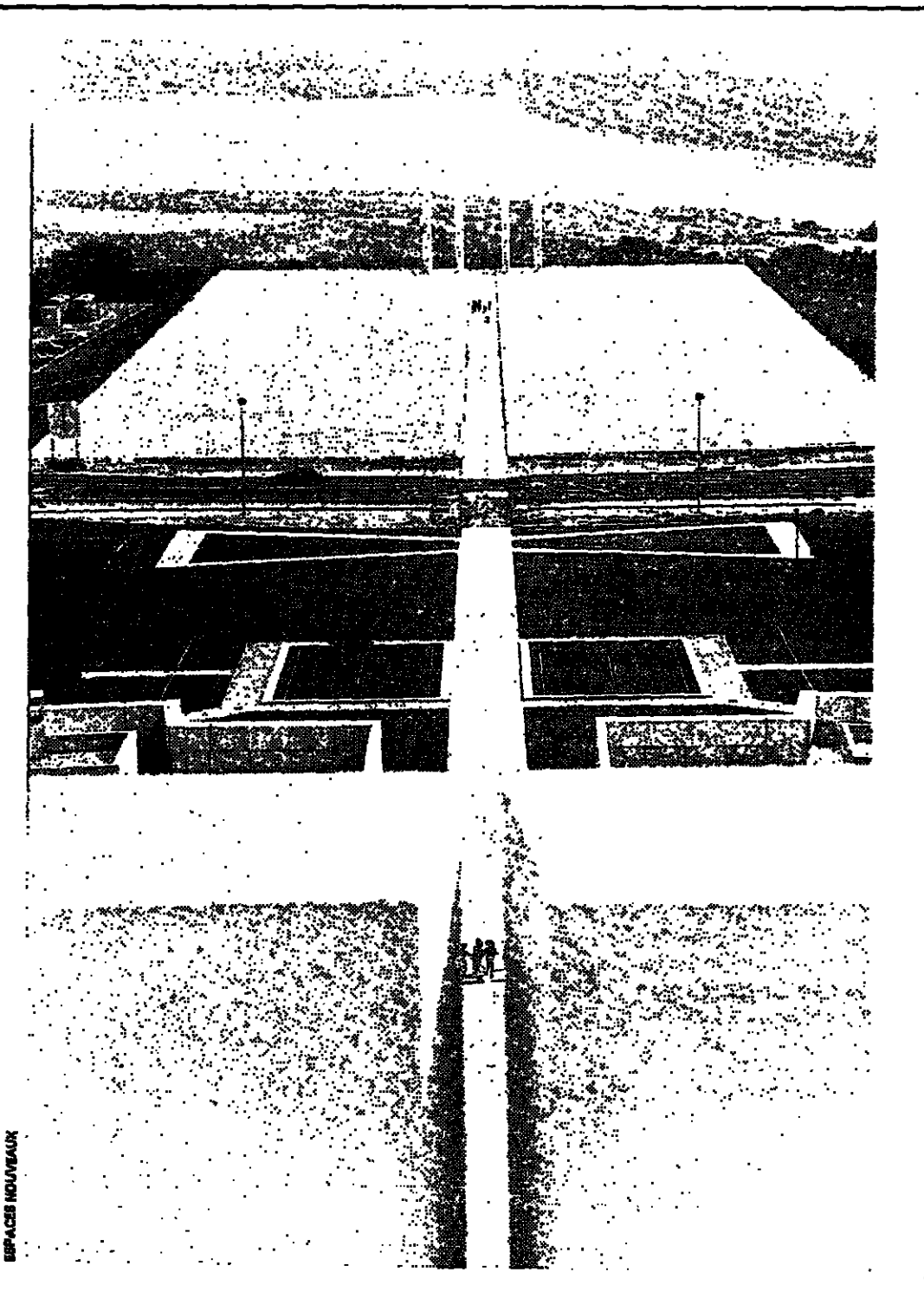
La brèche entre les bâtiments de l'hémicycle qui ouvre la ville au paysage de la vallée de l'Oise en un panorama assez vaste pour permettre de découvrir à l'horizon les tours de la Défense (que l'axe

majeur rejoint par l'esprit — et le rayon laser). Cette brèche n'était pas inscrite ainsi dans les premiers plans de l'architecte. De même que le projet du sculpteur, s'il répondait à la demande des concepteurs de la ville nouvelle, en dépassait d'emblée les vues. Et les budgets prévus. Aussi est-ce lentement que l'axe majeur se concrétise, chaque étape obligeant à trouver un nouveau financement.

Dans son état actuel, on ne saurait en juger qu'imparfaitement. Manque trop de hauteur aux arbres, manque l'effet d'ensemble d'une construction mentale dont on n'a pour l'instant que le côté urbain, social et convivial, alors que le parcours est censé aboutir à trois kilomètres dans l'intimité d'une petite île où l'on se rend en barque pour y écouter solitairement le vent. Le projet est arrêté aujourd'hui aux colonnes de l'Esplanade, lieu de rencontre et d'animation, une fois passé le verger, rappel du Cergy agricole de naguère. Il est arrêté juste au moment où le coteau planté d'arbres doit assurer la transition entre la part urbanisée du plateau et la vallée de l'Oise.

Il y a encore beaucoup à faire : un théâtre de plein air, dont la scène entourée d'eau intègre justement la rivière dans la perspective de l'axe et d'où une allée perpendiculaire doit conduire à l'ancienne maison de Gérard Philipe, située dans un parc splendide ; une île astronomique dans l'esprit des jardins d'Egypte, d'Inde et du Mexique, qui permettra de mesurer le temps et d'observer les astres, et la pyramide de l'île où l'on pourra aller écouter le vent. Soit autant de jalons d'un parcours pensé, calculé très exactement pour que l'homme ait la possibilité de repenser son rapport au cosmos. Soit une belle idée de sculpture-paysage, soit un beau dessin comme seuls des artistes plasticiens peuvent sans doute les imaginer par-delà les limites des terrains jusqu'à réservés, en se faisant tout à la fois architectes, urbanistes et jardiniers. Encore faut-il penser faire appel à eux quand il en est encore temps. Et qu'ils puissent vivre les aïeas de la commande publique. Ce qui ne va pas toujours de soi.

G. B.



مكتبة جامعة القاهرة

... JARDINS DES CHAMPS

Il fallait s'y attendre. Les jardins ont à leur tour leur mois. Le mois des jardins, il n'y a plus de saison ! C'est une initiative de l'Association pour l'art des paysages et des jardins, en abrégé ARPEJ, joli nom qui peut expliquer pourquoi ce « mois », inventé l'an dernier, rencontre le Jour de la musique, le 21 juin, note de fraîcheur à la veille de l'été.

L'ARPEJ a trouvé l'appui de Jack Lang et du ministre de l'Équipement, Michel Delebarre, d'un sponsor (la société quasi homonyme Delbard), d'associations et de propriétaires, dont plusieurs ont ouvert inhabituellement, et souvent gratuitement, leurs jardins au public le 28 mai. Car, pour l'occasion, juin, court, a commencé en mai. Et, pour terminer, les 23 et 24 juin auront lieu à Versailles les Rencontres internationales du Potager du Roy, organisées par deux écoles nationales supérieures, celle du paysage et celle d'horticulture.

Bien qu'à « dominante interprofessionnelle », ces rencontres, qui auront le jardin comme « thème fédérateur », seront l'occasion d'ouvrir au public le parc Balbi et le Potager du Roy comme seront ouverts en France quelque cent trente parcs peu ou mal connus : Courances, Courson ou la Vallée aux lours dans la région parisienne. Canon et l'arboretum d'Harcourt en Normandie, la Garenne-Lemot près de Nantes, le jardin exotique du val Rahme dans le Midi, celui de La Roche-Courbon dans les Charentes et les terrasses d'Hauteville en Dordogne ; les hortillonnages d'Amiens à découvrir en bateau et le jardin d'altitude du Haut-Châtelet dans les Vosges, Busséol et Cordès en Auvergne, Bussy-Rabutin en Bourgogne ou Schoppenwihl en Alsace... Des parcs seront organisés le long des routes du val de Loire et de Normandie.

Un concours (1) doté de trois prix de 150 000 F, portant sur « la mise en valeur et la restauration d'un jardin historique », est ouvert.

Ce mois des jardins est aussi pour le ministère l'occasion de définir une politique qui lui a longtemps fait défaut. Cette année, 34 millions de francs seront débloqués pour remettre en état le patrimoine vert national. Encore faudra-t-il que cette aide arrive jusqu'à leurs destinataires. En l'absence de services spécifiques au ministère, ce sont les Monuments historiques qui gèrent ces sommes. Et combien de fois, dans un passé récent, la pierre a-t-elle bénéficié de la manne destinée au végétal ! On peut d'ailleurs s'interroger sur la relative indifférence de nos concitoyens envers les jardins. Surtout quand on constate la ferveur de nos voisins britanniques ou italiens dans ce domaine. Notre pays a, certes, été le berceau d'un certain art des jardins. Mais celui-ci n'a-t-il pas été hâtivement assimilé à l'oïstiveté d'une classe disparue ? De fait, la bourgeoisie française a toujours privilégié la pierre — placement oblige. Et la puissante mémoire paysanne de notre pays condamne inconsciemment cette occupation du sol, hédoniste et inutile.

F. E. et E. de R.

(1) Ce concours est organisé par la société Saint-Hilaire, 24 avenue Marceau, 75008 Paris. Les dossiers y seront adressés entre le 15 juin et le 1^{er} octobre 1989.

* Pour tous renseignements concernant ce mois des jardins, téléphoner au service de presse de la Direction du patrimoine, tél. : 40-15-82-82 ou 40-15-82-70.

« **U**n bloc de l'édifice chinois vient de tomber, le reste va s'effriter... Faut-il intervenir ? Alors qu'on se hâte », écrit Colette en 1953. Je reviens du désert de Retz. La curiosité pouvait me mener vers Ermenonville, vers les fabriques (1) du château de Méruville ; mais l'appel du désert est plus pressant que celui des autres vestiges des jardins paysagistes. Son classement, qu'il devra au maître architecte Jean-Charles Moreux, arrivera-t-il à temps ? Sauvera-t-on le dernier témoignage d'une fantaisie picturale et architecturale qui, chérissant la ruine, son lierre, sa chèvre broussarde et son pont rompu, bâtissait le désert avec des matériaux neufs et ébrouait les débris de la tour ? Voué aux degrés décollés, à la demi-chapelle rustique, au quart de donjon, le site inspiré d'Hubert Robert valait par l'ordonnance végétale et l'utilisation des plans. A Retz, il encadre une étrange colonne dérivée. Si l'effort de J.-C. Moreux donne ses fruits, il faudra des mains assurées pour toucher à la laborieuse ruine, conception d'un architecte anglo-mane, expert à pincer la harpe et à tirer à l'arc, qui s'appelle Racine de Monville.

A l'époque où l'écrivain découvre le désert de Retz, le parc est livré à lui-même depuis la veille de la seconde guerre mondiale, en dépit de son classement en 1942. Il n'a pourtant pas encore touché le fond du désastre. Quinze années plus tard, il semble voué à la disparition totale. Le pavillon chinois qu'Louis a pu photographier n'est plus qu'un souvenir. La colonne devant laquelle les surréalistes ont posé, masquée, est fendue de haut en bas. Quelques voix s'élèvent, ici ou là, pour sauver ces vestiges. Parmi eux, Olivier Choppin de Janvry, un architecte passionné de jardins qui, plus tard, restaurera le pavillon chinois de Cassan, près de L'Isle-Adam.

Par bonheur, André Malraux choisit Retz comme exemple pour présenter, en décembre 1966, devant l'Assemblée nationale, la loi qui porte son nom : « Le désert de Retz, où se trouvent les vestiges les plus importants de monuments chinois du dix-huitième siècle, est la propriété d'un marchand forestier, qui les laisse tomber, non pas en ruine, mais en poussière, alors que c'est le seul lieu en Europe où existent de telles œuvres ». Grâce au texte voté, l'administration va pouvoir contraindre les propriétaires des sites classés à effectuer les travaux nécessaires à leur sauvegarde. En cas de refus, les Monuments historiques les entreprendront eux-mêmes. Les récalcitrants seront dans l'obligation d'acquiescer la moitié de l'addition.

Les propriétaires du Désert sont les héritiers d'un ancien colonel de l'armée de l'air, M. Courtois, pré-

C'est une des premières fois qu'un jardin est traité, sur le plan de la restauration, comme un monument historique. Il s'agit du désert de Retz, en bordure de la forêt de Marly. Cet archétype du « pays d'illusions », folle en vogue à la fin du dix-huitième siècle, est ainsi en passe d'être sauvé, après maintes péripéties.

dent de la Société des steeple-chases de France, qui s'est toujours plus intéressé aux chevaux de son haras de Joyenval qu'au parc de Retz. Retraqués dans leur volonté de ne rien faire, ils ont même une gaffe juridique. Qu'ils perdent. Une campagne de sauvegarde, conduite par Olivier Choppin de Janvry, permet de consolider la colonne menacée et de relever l'une des fabriques : une pyramide réduite à un tas de pierres. Mais le parc est devenu une jungle inextricable qu'apprécient les chasseurs de trésors et les amateurs de discrètes réunions érotiques. Peu après la mort de Gérard Lebovici, les amis du producteur assassin se réunissent ici pour lui rendre un dernier hommage, si l'on en croit une pancarte clouée sur un arbre à cinq mètres de hauteur. Mais la présence la plus marquante est celle des habitués vandales, qui saccagent les bâtiments tout juste restaurés.

LE GOLF, UNE BONNE IDÉE ?

Tout est à recommencer. Par chance les héritiers Courtois finissent par vendre leur patrimoine. Le groupe Worms qui l'acquiert trouve dans le lot les 40 hectares du désert de Retz — 20 hectares de parc proprement dit et 20 hectares de terres agricoles. Que faire de ce morceau de verdure proliférante, classée et inconstructible ? Comme Worms avait également acheté le domaine de Joyenval, une plaine de 200 hectares jouxtant le désert, les responsables du groupe financier caressent l'idée d'y installer un centre de loisirs avec maisonnettes et attractions diverses. Le projet est refusé par l'administration.

C'est alors qu'Olivier Choppin de Janvry entre en scène à nouveau et convainc les financiers de leur mauvais choix. Pourquoi ne pas reconstruire le parc et transformer les terrains environnants en un golf, puisque, paraît-il, la région parisienne en manque ? Si l'idée du golf séduit les responsables du groupe Worms, ces derniers ne veulent pas se lancer dans une opération qu'ils jugent hasardeuse, voire ruineuse : la gestion d'un patrimoine historique. Ils préfèrent le céder pour une somme symbolique à l'architecte. A lui de se débrouiller ensuite pour le faire vivre. Ainsi

ARCHITECTURES UTOPIQUES

Dans le désert de Retz,

naquit la Société civile du désert de Retz qu'Olivier Choppin de Janvry fonde avec un de ses amis, Jean-Marc Hélier.

Ainsi rien n'empêche plus le désert de retrouver son éclat. Rien sinon le nez de la guerre et quelques incassables administratives. Pour remettre le parc en état, il faut une bonne douzaine de millions de francs. Trois pistes de financement sont explorées. Le groupe Worms, en échange de l'utilisation pour son golf des 20 hectares périphériques du désert, accepte de verser, pendant quarante-cinq ans, 300 000 F chaque année. Il assure, en outre, l'entretien de la partie dont il a l'usufruit, promet de reconstruire sur cette parcelle l'une des fabriques disparues (le petit bâtiment servira à camoufler une pompe) et charge Choppin de Janvry de dessiner le golf. Ensuite, côté Etat, Retz bénéficie immédiatement du plan quinquennal lancé par François Léotard en 1987. Grâce à lui, les Monuments historiques s'engagent à financer 50% des travaux de réfection entrepris par les propriétaires. A condition qu'une convention soit signée entre les deux parties. Retz doit donc bénéficier, pendant cinq ans, de 1 million à 1,5 million de francs. Le problème est que l'Etat paie avec un retard toujours plus grand. Les factures présentées début 1987 ne sont honorées que fin 1988. Et quand l'association, qui verse ponctuellement son obole, se plaint et menace d'agir de la même manière, l'administration, déçue dans sa dignité, constate la « rupture de la convention ». Aucune somme n'a donc été versée en 1988 et 1989. Les travaux entrepris sont considérablement ralentis.

Mais ce qui a été réalisé change déjà considérablement la physionomie du désert. La jungle a fait place au parc. Les essences rares ont été dégagées. Plus de trois cents arbres ont été soignés. Le terrain est drainé. Les étangs et les ruisseaux sont curés. Des parcelles sont ménagées sur la plaine de Joyenval. Dans la colonne, dégagée de sa cuirasse végétale, un escalier en vis a repris sa place grâce à la générosité de la Fondation Gould. Le gouvernement des Etats-Unis a fait cadeau de trois séquoias qui ne demandent qu'à devenir géants. La société Ugine a permis la reconstruction d'une fabrique, la tente tartare, dont il existait un modèle en Suède. Enfin, le mur d'enceinte est en passe d'être réaménagé. Et c'est là que de nouveaux problèmes se posent.

Une portion de ce mur totalement ruiné, 700 mètres environ, est située sur le territoire de la forêt de Marly, propriété de l'Etat, et, à ce titre, gérée par l'Office national des forêts (ONF). Pour que la Société civile du désert ait le droit de réparer — à ses frais — cette clôture, indispensable pour la



Le temple de Pan, une des « fabriques » de Retz.

هنا من الأصل

ARTS

DANS UNE MONTAGNE DE VERDURE

les illusions retrouvées

sauvagerie du parc, l'ONF réclame une somme coquette. Elle refuse, par ailleurs, de rouvrir la route Dauphine, à travers la forêt de Marly, qui permettrait aux futurs visiteurs d'accéder au désert par son entrée principale. Le ministre de la culture comme celui de l'agriculture ont beau donner, par écrit, leur accord, l'administration des forêts fait la sourde oreille. Pourtant cette arrivée est nécessaire pour saisir toute la signification du parc et donc l'achèvement de ses sauveteurs.

C'est à Retz, en effet, qu'en 1774, François Nicolas Racine de Monville, petit-fils d'un riche fermier général, se payait une fantaisie qui fit jaser toute l'Europe. Ce personnage ne passait pas inaperçu : amant de la comtesse du Barry, compagnon fidèle du duc d'Orléans, musicien accompli, botaniste éclairé, esprit caustique, « il dansait superbement, nous dit son concurrent Dufort de Cheverny, et réussissait à étonner dans tous les exercices, montant à cheval, jouant à la paume, touchant les instruments, tirant des flèches avec un arc mieux qu'un sauvage ». Le luxe « oriental » de son hôtel parisien, construit sur les plans de Boulle, avait assis sa réputation. Cette fois-ci, Monville n'eut pas besoin d'architecte. Il imagina lui-même les bâtiments qui allaient pomper sa thébaïde : un parc planté d'espèces rares et aménagé dans le goût anglo-chinois.

En dix ans, au gré de sa fantaisie, tout en respectant les lois rigoureuses d'un genre qui faisait fureur, il dispersa savamment un temple grec, un théâtre découvert, une pyramide qui dissimulait une glacière, un pavillon chinois et un obélisque égyptien en tête. Une tente barbare servait de salle d'armes et des serres chaudes abritaient les espèces les plus rares de sa collection botanique. Mais la grande réussite de Monville est sans conteste cette colonne dérivée, habilement « ruinée », de 15 mètres de diamètre, où, sur cinq niveaux, l'ingénieux propriétaire avait installé un agréable logement. Des fissures partaient du sommet et s'élargissaient par endroits pour permettre l'éclairage du dernier étage. De l'entrée du domaine, qui se fait à travers une grotte voilée par deux satyres de tôle, on découvre le parc d'un seul coup d'œil. Tout ce que pouvait véhiculer une philosophie des Lumières revue par la cour de Versailles et les salons du Palais-Royal se trouvait rassemblé dans ce lieu, microcosme parfait de la société « éclairée » de son temps. De Marie-Antoinette à Jefferson, futur président des États-Unis, et du prince de Ligne à Gustave III de Suède, les curieux affluèrent pour admirer la dernière folie de l'homme à la mode.

CHINE DE SONGE

Folie ? Jurgis Baltrušaitis parle plutôt de « pays d'illusions ». C'est l'Anglais Chambers qui, après plusieurs voyages en Chine, devint, au dix-huitième siècle, le théoricien de ce nouvel art paysager. Par rapport à la nature ordinaire (la prose), le jardin doit être un poème héroïque. Et ses auteurs doivent être des poètes dont l'imagination va au-delà du réel. Ils doivent s'appuyer sur l'exemple des Chinois, qui découpent le terrain à aménager non pas géométriquement, comme en Europe, mais par scènes. Chacune ayant son point de vue marqué par un édifice. On doit venir dans un jardin pour voir, mais aussi pour y jouer une pièce. « La vie de la nature a sa dramaturgie qui rejoint la dramaturgie proprement dite », note Baltrušaitis. Après l'abstraction du jardin à la française, l'imagination signifiante par l'exotisme et la découverte de mondes nouveaux se plaça à créer ces « pays d'illusions » où une Chine de songe côtoie la Grèce antique, l'Égypte ancienne ou la lointaine Tartarie, toutes aussi inventées. Et comme l'érosion du siècle brille par son éclectisme, ces lieux sont aussi des encyclopédies vivantes. « Le pays d'illusions n'est pas seulement un microcosme fantastique, remarque encore Baltrušaitis. Il est aussi une somme de connaissances et une raison des expériences et des recherches dans les domaines les plus divers qui y gravitent. C'est un jardin des plantes et un jardin zoologique, un champ d'irrigation et un musée minéralogique. (...) Et c'est aussi un musée en plein air de monuments de différents pays de tous les temps. »

Mais, quel que soit le dessin de ces jardins, ils sont, avant tout, un lieu d'évasion, un refuge, un paradis, dont l'inventeur a la clé. Ces jardins de l'intelligence sont surtout des jardins du sentiment.



Le pavillon chinois photographié par Izis avant sa complète disparition

Contemporain de Monville, Alexandre de Laborde avait lui aussi dispersé dans son parc de Méryville, dessiné par Hubert Robert, toute une série de monuments, grottes et temples. La plupart de ces fabriques ont été, hélas ! démontées et transportées au château de Jeurra, à quelques kilomètres de là. On peut les voir hors de leur cadre. Laborde a laissé sous l'Empire une *Description des jardins de France*. Il y évoque avec nostalgie cette époque où « vingt arpents pouvaient contenir un cours complet de morale ; une promenade rappelait tous les devoirs et tous les sentiments ; chaque rocher disait quelque chose de tendre, chaque arbre portait une devise sentimentale conçue dans l'innocence des premiers âges ou dictée par celle du propriétaire ». Mais plus loin il remarque : « Ces emblèmes ne produisaient pas toujours l'effet que l'on désirait. Des gens distraits, des femmes légères, riaient dans l'allée des tombeaux ; on se disputait sur le banc de l'amitié ; on jouait gros jeu sous le chaume d'une cabane rustique ; et les voûtes sombres n'inspiraient pas toujours des pensées bien religieuses. »

Quelques années plus tard, les fabriques commencent une apothéose héroïque. Pas de fêtes publiques après 1789 sans temple de l'immortalité, pyramide funéraire, autel de la Raison ou rocher de la Liberté. Ce ne fut qu'un dernier feu d'artifice. La révolution industrielle oubliée ces vestiges d'un âge révolu où l'on croyait que tout le bonheur du monde pouvait tenir dans un jardin.

EMMANUEL DE ROUX.

(1) Petites maisons de fantaisie.
* Le désert de Retz est ouvert certains jours sur rendez-vous et tous les dimanches de juin à 15 h. Renseignements au 39.76.90.37.

NOUVELLES EXPOSITIONS

Bogratshew-Pougny

Signataire avec Malévitch du manifeste du Suprématisme, Jean Pougny quitta la Russie en 1920 et s'installa à Paris, où il s'adonna à la nature morte, au paysage de la ville et au thème de l'Arlequin. Nombre d'œuvres de l'exposition viennent de la collection du sculpteur Bogratshew, qui était un ami, et dont les sculptures sont présentées aussi.

Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle, Paris 16^e. Tél : 45-48-67-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Du 1^{er} juin au 1^{er} octobre.

De l'église au temple de la raison : le Panthéon

L'histoire du chef-d'œuvre de Soufflot est compliquée. Louis XV posa la première pierre de cette croix grecque dédiée à sainte Geneviève. Les travaux traînèrent en longueur ; et l'architecte était mort quand l'église fut ouverte à la veille de la Révolution. Pour peu de temps. Sa transformation en temple de la Raison s'accompagna de modifications architecturales qui en augmentèrent la raideur et la froideur.

Calcaire nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4^e. Tél : 42-74-22-22. Tous les jours sauf jours fériés de 10 h à 18 h. Du 31 mai au 30 juillet 22 F.

Jean Dubuffet

Des lieux et non-lieux et des figures équivoques, et des dessins, des aquarelles, des gouaches, des collages, des livres et des paysages pour arpenter les « paysages du mental » d'un peintre philosophe, en compagnie d'un livre de Michel Ragon sur Jean Dubuffet.

Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine, Paris 6^e. Tél : 42-26-22-32. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h 30. Du 31 mai au 20 juillet.

L'inspiration du poète

Autour d'une telle maîtresse de Nicolas Poussin, qui célèbre la poésie et l'art, une enquête sur les allégories du Parnasse du seizième au vingtième siècle, à travers tableaux, tapisseries, gravures, dessins et livres illustrés.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jagard, côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h. Conférences par Marc Fumaroli lundi 12 juin à 18 h 30 à l'Auditorium. Du 2 juin au 28 août. 25 F (billet d'entrée au musée).

Mucha

Ivan Lendl n'est pas seulement le n° 1 du tennis mondial. C'est aussi un amateur d'art. Le musée de l'Affiche expose sa collection de Mucha, le plus parisien des artistes tchèques, inventeur du style « vermicelle », champion de la décoration florale, qui régna sur l'art décoratif français de 1895 à 1910.

Musée de la publicité, 18, rue de Paradis, Paris 10^e. Tél : 42-48-12-08. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 18 h. Du 31 mai au 17 juillet. 18 F.

Gravolines

Jacques Villon, œuvre gravée autour d'une collection

En plus de cent gravures, pour la plupart issues de la collection de M. et Mme Pressat, l'œuvre en noir et blanc d'un peintre qui débuta comme illustrateur de mode à la Belle Époque, vécut le cubisme, en tira une grande rigueur, qu'il aime faire passer dans des visages et paysages gravés, taillés, tramés au burin.

Musée de dessin et de l'estampe originale, hôtel de ville, place Charles-Vaillant, 93200 Gravolines. Tél : 28-23-06-13. De 14 heures à 17 heures, samedi et dimanche de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Entrée gratuite. Du 2 juin au 3 septembre.

Visites guidées

Les parcs à fabriques ont été particulièrement nombreux dans la région parisienne. Rares sont ceux qui sont parvenus jusqu'à nous. Le parc Monceau, dessiné par Carmontelle pour le duc d'Orléans, a perdu la moitié de sa superficie, la plupart de ses monuments ont disparu. Certains ont été transplantés ailleurs, comme le temple de l'Amour, reconstruit à l'extrémité de l'île de La Jette. De la folie Saint-James à Neuilly, dessinée par Belanger, il ne reste que le « rocher » qui encadre un temple dorique, à l'extrémité d'un terrain de basket. La Nymphée de Soufflot, construite pour le financier Bertin à Chateaufort, est l'unique survivante d'un parc défunt. Dans le parc de Versailles, on peut toujours voir le belvédère et le temple de l'Amour conçus pour Marie-Antoinette par l'architecte Niquet.

Le parc d'Ermenonville est lui aussi ouvert au public. C'est le marquis de Girardin qui le dessina lui-même. Il fit drainer son domaine, fort marécageux, creusa un étang, planta des arbres, ouvrit des perspectives et parsema son parc de fabriques. Il en reste quelques-unes : l'autel de la Réverie, la table des Muses, le banc rustique destiné au repos des vieillards, un dolmen et un temple de la Philosophie, volontairement inachevés. Girardin recommande, dans son traité, comme un motif particulièrement évocateur, « une urne renfermant les cendres de deux amants fidèles ». Il dut se contenter de celles de Jean-Jacques Rousseau qui, jusqu'à la Révolution, reposèrent sur une île plantée de peupliers.

E. de R.

SÉLECTION PARIS

Assesoyez-vous en suédois !

Avec l'architecte Erik Gunnar Aspland, le sculpteur John Kandel et le designer Jonas Bohlin. Soit trois générations d'art du meuble en Suède depuis un demi-siècle.

Centre culturel suédois, hôtel de Marle - 11, rue Feytaud, Paris 3^e. Tél : 42-71-52-20. Tous les jours sauf lundi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 13 juillet.

De la Riviera à la côte d'Azur

Né à Grasse en 1820, ce fils de parfumeur s'prend de la

photographie après avoir étudié la peinture avec Ingres. Moderne et visionnaire, il archive les sites du midi de la France en 1860, avec une grande variété de points de vue. Et brosse un superbe portrait d'un patrimoine architectural à jamais disparu. Cet hommage se compose de quatre-vingt-dix tirages originaux sur papier albuminé.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris, 16^e. Tél : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 21 août. 25 F (comprendant l'ensemble des expositions).

GALERIE DES ORFÈVRES
66, quai des Orfèvres 75001 Paris ☎ 43.26.81.30
JEAN PELTIER
Peintre de la Marine - 1907-1984
16 MAI - 3 JUIN

GALERIE CLAUDE BERNARD
7-9, rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS
Tél. : (1) 43 26 97 07
JUAN CARDENAS
Peintures et Dessins
du 18 mai au 24 juin

SALON DE LA MAISON
DES LOISIRS
ET DES ANIMAUX
DE COMPAGNIE

Espace
Château
du Jeudi 1^{er} au Lundi 5 Juin 1989
Tous les jours de 10 h à 19 h
Nuit du vendredi 2 jusqu'à 22 h
ILE DES IMPRESSIONNISTES
CHATOU (78)
Espace de la Maison des Loisirs et des Animaux de Compagnie

GALERIE FELIX VERCEL
9, avenue Matignon Paris 8^e
Tél. (1) 42 56 25 19

18 mai

1989

10 juin

VENARD

peintures récentes

GALERIE ARIEL
140, bd Haussmann Paris 8^e
CONFRONTATION
DOUCET POLIAKOFF
25 mai - 30 juin

PROSCENIUM
35, rue de Seine, 75006 Paris
43 54 92 01
Les dessins pour comédies
CHARLES GIR
(1863-1941)

مكتبة أمية الأصل

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

→

Dessins de Matisse

Pour fêter la parution du catalogue raisonné des œuvres de Matisse dans les collections du Musée national d'art moderne, une centaine de feuilles évoquent l'évolution de son œuvre, du fauvisme aux derniers projets pour Venise. Admirable, naturellement.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 14 août. 32 F, 50 F (billet couplé Grande Halle et Centre Georges-Pompidou).

Jean Fautrier

Le projet d'une exposition Fautrier était dans l'air du côté de Beaubourg, avant de se concrétiser au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Qui rend un grand et juste hommage à l'auteur des *Ogares* : plus de cent cinquante peintures, des dessins, des gravures ainsi que la quasi-totalité des sculptures retraçant l'ensemble du parcours de cet artiste majeur de la scène française.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 10^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 45, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 24 septembre. 15 F.

La Légende d'Ossian illustrée par Girodet

Ossian n'existait pas, et les héros de son Olympe scandinave non plus. Mais Girodet a donné figures et formes à ces fantasmes. Ses dessins et lithographies — parmi les premiers du genre — ont à la convergence du néo-classicisme et de l'orientalisme.

Bibliothèque Marmottan, 19, rue Soufflot-Reinach, Boulogne-Billancourt, 92100. Tél : 48-05-22-04. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 25 juin.

Les Sibylles d'or de la médecine

La médecine de l'Ancien Régime ne limite pas ses préceptes des pratiques de Moïse... C'est aussi une plongée dans un imaginaire des plus curieux.

Musée d'histoire naturelle, galerie de zoologie 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris, 6^e. Tél : 43-30-14-41. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h, samedi et dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 18 décembre. 25 F.

Le Voyage en Italie

De Legnà à Bonnard, de Zola aux reportages commandés par Albert Kahn, l'Italie telle qu'elle fut perçue, vue et imaginée par les professionnels et amateurs, voyageurs, érudits ou simples curieux. Etudes de ruines, portraits et paysages brossés, en 150 photographies, un somptueux panorama.

Fondation Desnos - Thiers, 27, place Saint-Georges, Paris, 9^e. Tél : 48-79-14-33. Tous les jours sauf lundi de 11 h à 18 h 30. Jusqu'au 31 août. 15 F.

Magiciens de la Terre

At 5^e étage du Centre Georges-Pompidou et à la Grande Halle de La Villette, une exposition d'art contemporain d'un type nouveau, dont on peut discuter des tenants et aboutissants.

Tout en lui reconnaissant le mérite de vouloir faire éclater les frontières de la scène internationale en rassemblant, sous un même toit, des vedettes de la création occidentale et des inconnus venus d'Afrique, d'Océanie, de Chine, d'Amérique centrale. Pour un dialogue des cultures du monde.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 14 août. 32 F, 50 F (billet couplé Grande Halle et Centre Georges-Pompidou).

Michel-Ange dessinateur

« Seul art et science existant sur la terre », le dessin, pour Michel-Ange était une pratique quotidienne. Dessins d'architecture, dessins d'anatomie, études pour les fresques de la Sixtine ou pour les sculptures du tombeau des Médicis, projets pour la Bibliothèque laurenzienne... Sélectionnés dans les plus grandes collections par Michael Hirst, professeur à l'Institut Courtauld de Londres, les quatre-vingt-huit feuilles offrent au public une anthologie des méthodes de Michel-Ange dessinateur à chacune des grandes étapes de sa carrière.

Musée de Louvre, galerie Médicis, entrée par la Pyramide, direction Daron, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h, nocturnes mercredi jusqu'à 21 h 45 et un lundi sur deux jusqu'à 21 h 45. Vis. cont. les lundi, jeudi, samedi à 15 h 15. Jusqu'au 31 juillet. 25 F + 7 F (supplément de droit d'entrée au musée).

1889, la tour Eiffel et l'Exposition universelle

Une célébration peut en cacher une autre. On souffle au musée d'Orsay les 100 bougies de la Tour, elle-même dressée pour le centenaire de la prise de la Bastille. C'est aussi l'occasion de revisiter l'Exposition universelle de 1889, fête du métal et de la fulgurance polychrome, où pour la première fois les visiteurs purent contempler les habitants des lointaines colonies de la République.

Musée d'Orsay, quel Anselme-François, Paris, 7^e. Tél : 40-48-48-14. Tous les jours sauf lundi de 9 h à 21 h 15, samedi, dimanche de 9 h à 17 h 30. Jusqu'au 15 août. 30 F.

Miniatures de l'Inde impériale

On voit trop rarement, en France, les œuvres des artistes indiens du seizième siècle, époque bénie où l'empereur moghol Akbar encourageait peintres et illustrateurs. Ces miniaturistes ont créé une véritable école raffinée et inventive. Leur usage de la couleur et leur dessin conjugué harmonie et description de la nature et des hommes. On verra ainsi quelques-uns de ces portraits qui firent, plus tard, l'admiration de l'Europe et influèrent sur l'art de Matisse.

Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris, 16^e. Tél : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 10 juillet. 15 F.

Peints et Grands

Théâtres du marquis de Sade

L'embastillement du « Divin Marquis » qui, pour un peu, aurait été libéré le jour de la prise de la Bastille, serait-il à l'origine de cette exposition ? C'est en tout cas la première jamais

consacrée à Sade. A Sade, homme de théâtre, amateur de comédies et auteur d'une vingtaine de pièces.

Paris Art Center, 36, rue Falguère, Paris, 19^e. Tél : 43-22-39-47. Tous les jours sauf dimanche, lundi et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 10 juillet.

Populaire ou Décoratif

Chevaux de bois signés Gustave Bayol, sculpteur à Angers longtemps avant que le bestiaire des maréages se mette à l'heure de Walt Disney, marionnettes, jeux d'adresse, machines à sous des années 40... La collection d'un particulier émerveille par l'art populaire et le décor des baraquements forains.

Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Faillie, Boulogne-Billancourt, 92100. Tél : 46-94-77-96. Tous les jours de 9 h à 21 h, dimanche de 10 h à 12 h. Jusqu'au 2 juillet.

Ubu : cent ans de règles

Ubu, un morceau de roi, morceau de choix, en matière d'illustration de la cupidité et de la bêtise. Bonnard, Rouault, Zadkine, Matisse, Ernst, Miro et bien d'autres artistes s'en sont emparés pour catalyser leur vision critique du monde. Avant les grandes réincarnations du personnage de Jarry au théâtre, à la télévision, dans la vie courante.

Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouy, Paris, 7^e. Tél : 46-50-50-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} juillet.

GALERIES

Pablo Gargallo

Pour la première fois, une exposition simultanée des sculptures de Gargallo et des découpages de carton dont il se servait pour calculer proportions et formes. Passionnant et superbe.

Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris, 1^{er}. Tél : 42-98-37-56. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

Charles Gê

On a aimé parfois entre Gargallo et Gê, ce dessinateur et affichiste, qui avait aimé vivre de la sculpture. Mais il avait aussi le goût de la musique, de la danse et du spectacle de music-hall.

Galerie Provençal, 36, rue de la Seine, Paris, 6^e. Tél : 42-94-02-01. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 24 juin.

Charles Lapicque

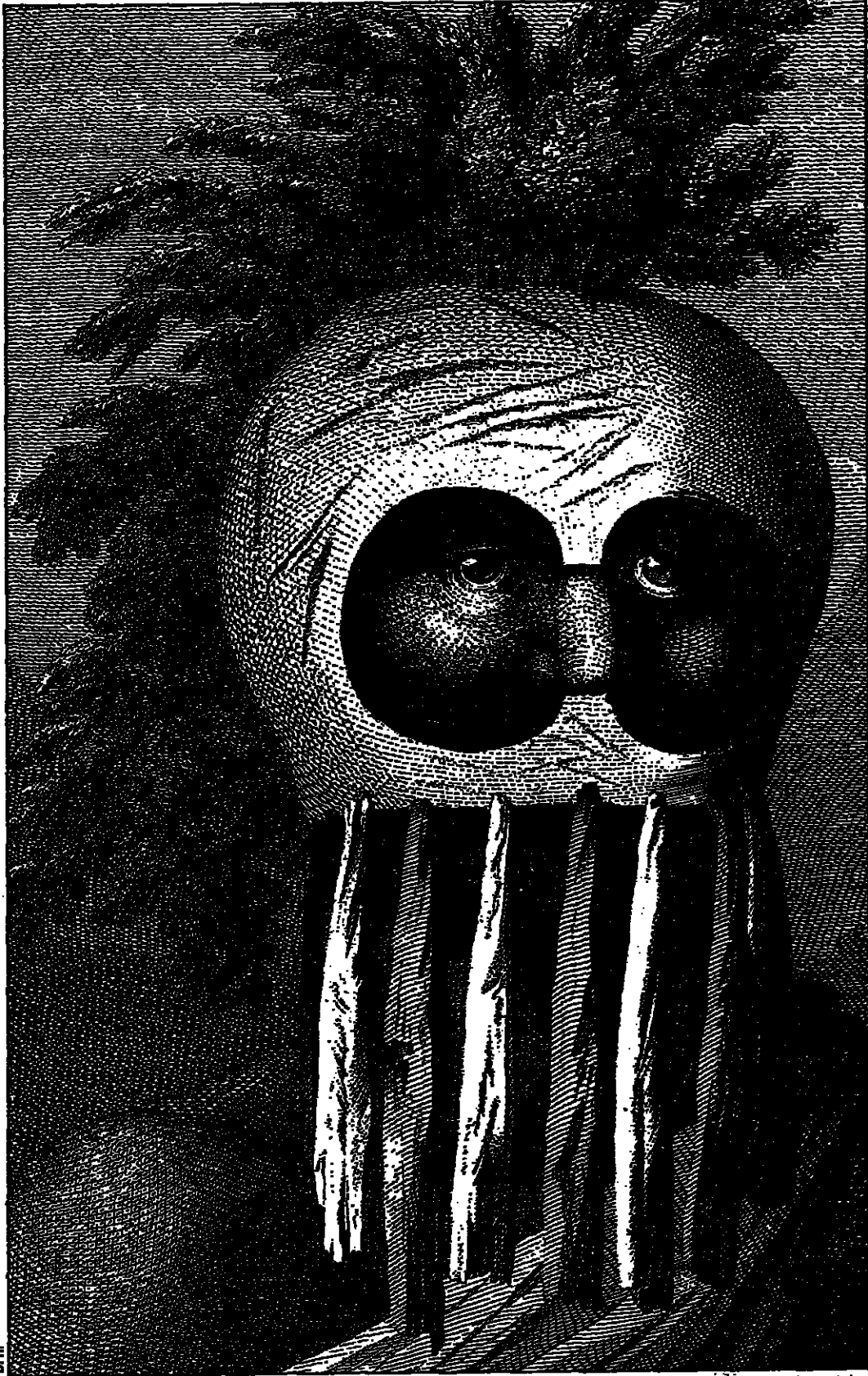
De Jeanne d'Arc traversant la Loire (1940), où le peintre développe une conception de la couleur contraire aux théories habituelles voulant que le bleu creuse l'espace, jusqu'à la peinture fondante du *Tigre des Ming*, en passant par les vues baroques de Venise, un choix de tableaux complétés par des œuvres sur papier présentées à la galerie voisine de Thomas Le Guillou.

Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine, Paris, 9^e. Tél : 46-62-67-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h 30, samedi de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

Claudio Parmiggiani

La *Barque du soleil*, tel est le titre de l'unique œuvre présentée, ici, par ce Turinois qui renoue avec la tradition égyptienne, de l'Égypte ancienne à la Renaissance.

Galerie Durand-Dessort, 43, rue de Montmorency, Paris, 9^e. Tél : 42-76-29-66. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h. Jusqu'au 22 juillet.



L'homme sauvage, illustration anonyme tirée des « Voyages de Cook ». Le marquis de Sade a sûrement lu le récit du navigateur. On en retrouve un écho dans son roman « Aline et Valcour ». A voir : l'exposition Sade du Paris Art Center.

Giuseppe Penone

Dans ses œuvres nouvelles, le sculpteur italien s'est intéressé aux aléas et vagues de la nature, pendant plus d'un siècle, ont croisé de leurs pas la pierre d'un escalier d'usine, dans le Yorkshire. Et il en a fait le relief. Son exposition s'intitule : « Courbes de niveau ».

Galerie Durand-Dessort, 3, rue des Harodettes, Paris, 9^e. Tél : 42-77-63-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h, samedi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 22 juillet.

Niki de Saint Phalle

Indiques et souvent monumentales, les œuvres des années 80, dont certaines ont été « stabilisées » par Jean Tinguely, autrement dit des œuvres réalisées à quatre mains, comme la fontaine Stravinsky à Beaubourg, ou la fontaine de Châtenay-Chinon, inaugurée en 1988.

JCM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Collot, Paris, 6^e. Tél : 43-26-12-05. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 24 juin.

Hervé Télémaque

Hâches, mêlées, reconstruites, les images d'un kaléidoscope mental où les souvenirs d'attaches kinesthésiques collent à la réalité quotidienne d'un peintre, qui connaît la peinture.

Galerie J. Mousillon, 110, rue Vieille-du-Temple, Paris, 3^e. Tél : 48-47-75-91. Tous les jours sauf lundi de 11 h à 20 h. Jusqu'au 30 juin.

RÉGIONS

Alençon

Charles Léandre Elève de Cabanel, il rita le prix de Rome, mais il vira bien, puisqu'il devint dessinateur d'humour. Célèbre par ses collaborations dans de nombreux journaux dont la *Caricature*, le *Rire*, l'*Assiette au beurre*, le *Charivari*, il vint beaucoup à Montmartre, où il aimait donner des fêtes. Il fit aussi de la gravure moins drôle.

Musée des beaux-arts et de la dentelle, rue Juvenal, Alençon, 61100. Tél : 33-32-40-07. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le lundi. Jusqu'au 4 septembre.

Caen

Sculptures du XX^e siècle Laurens, Lipchitz, Pevsner, Archipenko, Giacometti, Caro, tous sculpteurs majeurs de ce siècle ont été collectionnés par le Wilhelm-Lembrück Museum de Duisbourg. Celui-ci a prêté leurs œuvres au musée de Caen, qui a rarement été à pareille fête.

Musée de Caen, 25, rue Richelieu, 61100. Tél : 21-46-62-00. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Fermé le mardi. Jusqu'au 2 juillet.

Grenoble

Leon Polk Smith

Bien que son rôle dans le développement de l'abstraction américaine, de l'art géométrique au minimal soit reconnu, l'œuvre de Leon Polk Smith reste peu étudiée et n'a jamais été consacrée par une importante rétrospective, même aux États-Unis. Le musée de Grenoble, après celui de Ludwigshafen, comble donc une lacune.

Musée de peinture et de sculpture, place de Verdun, 38000. Tél : 78-64-08-82. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 10 juillet.

Alençon

Charles Léandre Elève de Cabanel, il rita le prix de Rome, mais il vira bien, puisqu'il devint dessinateur d'humour. Célèbre par ses collaborations dans de nombreux journaux dont la *Caricature*, le *Rire*, l'*Assiette au beurre*, le *Charivari*, il vint beaucoup à Montmartre, où il aimait donner des fêtes. Il fit aussi de la gravure moins drôle.

Musée des beaux-arts et de la dentelle, rue Juvenal, Alençon, 61100. Tél : 33-32-40-07. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le lundi. Jusqu'au 4 septembre.

Caen

Sculptures du XX^e siècle Laurens, Lipchitz, Pevsner, Archipenko, Giacometti, Caro, tous sculpteurs majeurs de ce siècle ont été collectionnés par le Wilhelm-Lembrück Museum de Duisbourg. Celui-ci a prêté leurs œuvres au musée de Caen, qui a rarement été à pareille fête.

Musée de Caen, 25, rue Richelieu, 61100. Tél : 21-46-62-00. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Fermé le mardi. Jusqu'au 2 juillet.

Grenoble

Leon Polk Smith Bien que son rôle dans le développement de l'abstraction américaine, de l'art géométrique au minimal soit reconnu, l'œuvre de Leon Polk Smith reste peu étudiée et n'a jamais été consacrée par une importante rétrospective, même aux États-Unis. Le musée de Grenoble, après celui de Ludwigshafen, comble donc une lacune.

de Prud'hon, Courbet, Ingres, Degas et Rodin.

Musée des Beaux-Arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux. Tél : 78-23-07-68. De 10 h 30 à 18 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 3 septembre.

Trésors d'orfèvrerie gallo-romaines

Composé grâce à des prêts généreux du British Museum et d'autres musées européens, un panorama très riche de pièces rares. Coupes, lampes, épingles et vaisselle de table, mais ornés de motifs repoussés, de plaques et de dorures.

Musée de la collection gallo-romaine, 17, rue Clément, 93006. Tél : 78-23-04-00. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 27 août.

Robert Barry, Peter Downsbrough, Douglas Huebler

Des lettres, des mots, des lignes, des barres et des images de la présence-absence de l'art, ou les jeux conceptuels de trois Américains qui ont choisi l'espace de l'exposition comme sujet de leurs œuvres. Pas faciles.

Musée Saint-Pierre art contemporain, 18, rue du Président-Edouard-Herriot, F-69001. Tél : 78-30-60-66. De 12 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 14 juin.

Marcelo-en-Barcel

Avant la Pyramide, le Louvre

Une exposition sur les fouilles conduites avant la construction de la Pyramide. Pas moins de quatre cents objets du haut Moyen Âge au dix-neuvième siècle, dont les fameux moules de Bernard Palissy, y sont présentés. Fondation Septentrion, 87000. Tél : 20-20-36-57. De 14 heures à 18 heures, le dimanche de 14 heures à 18 heures, fermé le lundi. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Nantes

Le démontage des anges

Latins, baroques et mystiques, quinze artistes chicanos originaires de Los Angeles sont invités à Nantes. Ils sont les auteurs de maraux, d'environnements, d'estampes, de pastels, et participent du rassemblement de la figure du dessin des années 80.

CDC, 7, rue Chamois-de-la-Madeleine, 44000 et Zoo-Galerie, 1, rue de Saint-Martin, 44000. Tél : 40-89-00-55. Jusqu'au 1^{er} juillet.

Saint-Etienne

Veir la musique

On entend la peinture des musiciens ? A travers un choix de partitions contemporaines, croissements de sons, de couleurs, de rythmes, de lignes, d'images.

Musée d'art moderne, La Tournelle, 42000. Tél : 77-53-89-58. De 10 heures à 18 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 12 juin.

Strasbourg

Sarkis

Sarkis est un manipulateur d'images, de sons, d'objets, d'idées, de souvenirs. Et l'un des plus érudits et mystérieux sculpteurs d'aujourd'hui. Il fait tout de lui-même une exposition à la mesure de son inventivité. C'est fait.

Auditorium Desnos, 1, rue du Marché-au-Poisson, 67000. Tél : 83-32-48-05. De 11 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 2 juillet.

La collection Arts à 645 établie par :

Guy de Beaumont, Philippe Bretteville, Frédéric Edelmann, Patrick Roggeart et Emmanuel de Rosier.

مكتبة الأصل

THÉÂTRE

SÉLECTION PARIS

Amour pour amour

de William Congreve, mise en scène d'André Steiger, avec Catherine Sédot, Dominique Rameau, Claude Michaux, Marcel Bonnot, et Jean-Philippe Poyart.

Seconde mise en scène d'André Steiger au Français, après le *Véritable Saint-Genest* l'an passé, *Amour pour amour* fait son entrée au répertoire. La pièce, écrite en 1695 par le dramaturge irlandais William Congreve, met en scène les amours de deux jeunes gens, Valentin (Jean-Philippe Poyart) et Angelica (Sonia Volle-rem). Toute la richesse et la complexité de l'un des plus grands dialogues de l'histoire du théâtre.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Le 31 mai, 14 heures ; les 1^{er}, 3 et 6 juin, 20 h 30 (et les 8, 11, 15, 18, 20, 24, 27 et 30 juin). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 40 F à 180 F.

L'Avare

de Molière, mise en scène de Jacques Mauclair, avec Jean-Pol Brisart, Gérard Pichon, Michel Dodane, et Jacques Mauclair.

Transposant les costumes de l'Avare vers aujourd'hui un peu baby-boom, Jacques Mauclair joue un Harpagon assez clownesque. Il a fait des mises en scène plus subtiles, mais pourquoi résister à la sincérité, au côté « gens de voyage » de sa troupe ? Au Marais, on a le cœur du théâtre sur la main. Et, depuis peu, le Molière - inattendu - du meilleur spectacle de l'année sur une scène privée.

Marais, 37, rue Volta, 3^e. Du lundi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-74-14-84. Durée : 2 heures. De 30 F à 100 F.

Circus Aladin

Une joyeuse - très joyeuse troupe - venue de Suisse nous propose sous chapiteau un voyage en forme de « Conte de la fête extraordinaire ». Entre cirque traditionnel et muséum, et avec un zeste de cabaret puisque l'on peut manger sur place, un grand et juste succès. Aladin et ses clowns aux mille manières contournant à la Cartouche de Vincennes leur carrière entamée aux Arènes de Lutèce.

Cartoucherie Aladin's palace, route de Champ-de-Mars, 12. Du mercredi au dimanche à 20 h 30. Tél. : 48-08-38-28. Durée : 2 heures. De 120 F à 180 F. Dernière représentation le 4 juin.

La Danse de l'éclat

de et par Philippe Gauthier. Philippe Gauthier, encore et toujours, seul en scène. Il reprend une nouvelle fois le premier de ses parcours solitaires, racontant sa vie et ses débuts d'acteur avant qu'il ait rejoint le Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine. Une nouvelle fois, épatant.

Arts-Ménages, 78 bis, bd des Régnolles, 17^e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-67-22-22. Durée : 2 h 30. De 95 F à 155 F. Dernière représentation le 3 juin.

Des Françaises

de Michèle Fabien, mise en scène de Laurence Février, avec Anne Bacch, Monique Couturier, Laurence Février, Judith Henry et Jean-Robert Vard.

1789-1989, côté femmes. Le pari est singulier et louable. Du XVIII^e siècle, la voix de Claire Lacombe, fondatrice de la Société des citoyennes révolutionnaires. Du XX^e siècle, celle de Berty Albrecht, qui fonda aux côtés d'Henri Frenay le groupe Combat dans la Résistance.

Artistic-Athévins, 46, rue Richard-Lenoir, 11^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 16 heures. Tél. : 48-08-38-02. Durée : 2 heures. De 60 F à 90 F.

L'Ex-femme de ma vie

de Julien Doleau, mise en scène de l'auteur, avec Jane Birkin, Richard Berry, Cécile Audebert et Daniel Berthou.

Jane Birkin reprend le rôle qu'elle avait créé - avec succès - l'automne dernier au Splendid-Saint-Martin aux côtés de Thierry Lhermitte. Elle remplace Balasko et rejoint Richard Berry pour près de deux heures d'un rire qui vient, par instants, aiguillonner une certaine gravité.

Gymnase Marie-Bell, 38, bd Bonne-Nouvelle, 10^e. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-46-78-78. Durée : 1 h 45. De 60 F à 200 F.

Le Feu de la chasse

de Yasushi Inoue, mise en scène de Stuart Seide, avec Martin Pascal, Laurence Roy et Alison Horns.

Nouvelle mise en scène de Stuart Seide, talentueux acteur et metteur en scène américain installé à Paris depuis bientôt vingt ans. Une nouvelle fois, il s'est entouré de servants du théâtre de qualité - les comédiennes Martine Pascal et Laurence Roy et le compositeur Pascal Dusapin - pour adapter le récit d'un écrivain japonais tout juste mort pour l'une des plus importantes plumes de son temps.

Théâtre 13, 24, rue David, 13^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-88-16-30. Durée : 1 h 30. De 50 F à 90 F.

God Save the Queen

de Kado Kottar, mise en scène de l'auteur, avec Maril Marini.

Maril Marini est la « fée du logis » du groupe Tef. Elle est la coquette, la brillante et elle adore se déguiser. Elle a été la femme assise, de Copti, Caliban dans la *Tempête*, et elle est aujourd'hui une pauvre femme qui attend un enfant en même temps que la reine d'Angleterre. Elle fantasme.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 95000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 48-34-67-67. Durée : 1 h 15. De 30 F à 100 F.

Lorenzaccio

d'Alfred de Musset, mise en scène de Francis Huster, avec Francis Huster, Jacques Spiesser, Laurence Bauriol, Antoine Delory, Georges Seret et Monique Méliand.

Revoici Francis Huster pour une nouvelle mise en scène à grand spectacle. Il s'empare du plus grand poème dramatique de notre répertoire, s'entoure de plusieurs dizaines de comédiens, et interprète lui-même, entre cynisme machinal et vilaine enfance, le personnage saillant et ténébreux dessiné par Musset. Le public est ravi.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8^e. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-58-08-30. Durée : 3 h 45. De 80 F à 200 F.

Le Mariage de Figaro

de Beaumarchais, mise en scène d'Antoine Vitez, avec Catherine Gaudin, Geneviève Cadix, et Claude Michaux.

La première mise en scène d'Antoine Vitez à la tête de la Comédie-Française depuis essentiellement par les faiblesses de la distribution mais aussi par la distance prise par le metteur en scène avec une œuvre écrite pourtant avec beaucoup de simplicité. Dans le petit rôle de Marceline, Catherine Gaudin est excellente mais, hélas ! bien casquée.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Le 31 mai et les 2 et 5 juin, 20 h 30 (et les 8, 11, 17, 21, 28 et 29 juin). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 40 F à 180 F.

Monsieur Songe

de Robert Pinget, mise en scène de Jacques Seiler, avec Nadia Burwin, David Lebman, Jacques Boudet et Jacques Seiler.

Retrouvailles de Jacques Seiler et Robert Pinget, l'un de nos auteurs les plus acharnés à bien servir le répertoire contemporain et l'un de nos auteurs dramatiques les plus importants. Dans une petite salle, conviviale donc, un quarton de comédiens fêlés qui nous promet un bon moment.

Poche-Montparnasse, 75, bd du Montparnasse, 6^e. Du mardi au vendredi à 20 h 45, le samedi à 20 heures et 22 heures. Tél. : 46-48-82-97. Durée : 1 h 30. De 60 F à 180 F.

Chavort

de Heiner Müller, mise en scène de Jean-Louis Martinelli, avec Evelyn Didi et Yvan Collette.

Créé l'an passé avec succès au Théâtre de Lyon, ce spectacle signé par Jean-Louis Martinelli (lire le supplément Arts et spectacles du 20 avril dernier) est enfin accueilli à Paris. Deux excellents comédiens servent un texte passionnant, variation du drame tragique allemand Heiner Müller sur les *Liaisons dangereuses* de Choderlos de Laclos.

Athénée-Louis Jovet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jovet, 9^e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-42-67-27. Durée : 1 h 10. De 80 F à 160 F. Dernière représentation le 3 juin.

Rosal et Epave

de Harold Meller, mise en scène de Christian Schiavetti, avec Agathe Alexis et Christian Schiavetti.

La plume soignée et virulente de Harold Meller que certains comparent à Bobo Strauss et Franz Xaver Kroetz. Rosal est une reprise d'un spectacle présenté avec succès par Agathe Alexis au festival d'Avignon en 1988. Epave est une création à laquelle participe l'excellent

Christian Ruché

l'un des piliers de l'ex-troupe de la Salamandra.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route de la Pyramide, 12^e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-38-38. Durée : 1 h 50. De 40 F à 90 F.

Thomas B.

de Jacques Kraemer, mise en scène de l'auteur, avec Denis Manuel.

Denis Manuel seul en scène pour une tentative de « portraiture » du dramaturge autrichien Thomas Bernhard, disparu récemment.

Espace de Paris, 6, rue Pierre-au-Lard, 6^e. Du mercredi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-78-46-42. Durée : 1 h 05. De 60 F à 90 F.

Une folle électrique

de Diderot, mise en scène de Michel Valmer, avec Fabrice Lecchini, François Dornier et Hélène Dore.

Reprise d'un spectacle créé avec succès à la Chapelle des Cordeliers dans une mise en scène d'un luxe insensé et efficace : cette pièce fut créée avec le soutien d'Electricité de France. L'adaptation du texte de Diderot signée Françoise Thyron est remarquable, Fabrice Lecchini intrigue et séduit toujours autant, surtout la nouvelle génération.

Mégar, 28, rue de Mégar, 9^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-78-75-00. Durée : 1 h 20. De 80 F à 180 F.

Yves Huestad

Yves Huestad est un jeune acteur belge qui n'était jamais venu ici. Son spectacle des Bonnes du Nord tourne au triomphe. Les prolongations s'imposent. Révisé dans ces colonnes, hôte de Jean-Pierre Coffe

Dans un conte laconique, *Mystification*, Diderot s'empare de l'effet des objets, ces « réveils de mémoire », sur un esprit bien, en l'occurrence celui d'une jeune danseuse (Françoise Dornier) aux prises avec un faux médecin (Fabrice Lecchini). Reprise à Mégar d'un succès de l'hiver dernier.

RÉGIONS

Villourbanne

Férocé, la nuit...

de Michel Deutsch, mise en scène de Georges Lavandier, avec Patrick Pissot, Stéphane Ortel, Charles Schmitt, Marie-Françoise Tysse et Marc Botton.

A propos de sa nouvelle pièce, le dramaturge Michel Deutsch, dont on vient de voir *Sil venis verbo* au Théâtre national de la Colonne, écrit : « *Férocé* est celui qui se bat contre un être qu'il ne connaît pas. Qu'il se désespère à chercher à retrouver. Dans sa quête, il va alors rencontrer des animaux étranges, des financiers véreux, des diables. Il va aussi rencontrer une femme (...). » Un duo, donc et tant de personnages mis en scène par le créateur du TNP, Georges Lavandier.

TNP, jusqu'au 8 juin. Du lundi au samedi, horaires variables. Tél. : 78-84-70-74. Durée : deux heures. De 75 F à 100 F.

DANSE

Nouveautés

Compagnie Dominique Bagouet

Reprise du *Suit de l'ange*, un des succès de Bagouet, créé en 1987. Scénographie de Christian Boltanski et musique de Pascal Dusapin.

Théâtre de la Ville, Du 5 au 7 juin à 20 h 45. Tél. : 42-74-22-77. Durée non précisée. 70 F et 110 F.

Indonésie

Les danses de cour du palais Mangkunagaran (Surakarta, Java) ont constitué pendant des siècles la base des fêtes et des cérémonies du palais. Contraste toujours savoureux entre la grâce du Beksan Putri, danse de femmes, et la rudesse du Beksan Kakung, danse des hommes.

Maison des cultures du monde, Les 2, 3 et 5 juin à 20 h 30. Le 4 juin à 17 heures. Tél. : 45-44-72-30. Durée non précisée. 90 F.

Christina Moyes

Longtemps partenaire d'Antonio Gades, elle a fondé sa propre compagnie. Les sortilèges inimitables du flamenco invités du Festival de Paris.

Grand Rex, Le 6 juin à 20 h 30. Tél. : 40-27-98-07. Durée non précisée. De 40 F à 160 F.

La fille mal gardée

Le plus ancien ballet français, créé à Bordeaux en 1789, remanié avec de tendres soins par l'Érudite Ivo Cramer et fort bien dansé par le Ballet de Nantes.

Nolty-le-Grand, Espace Michel Simon, Le 3 juin à 21 heures. Tél. : 48-31-02-02. Durée non précisée. 90 F.

Et toujours

Béjart (Ballet Lausanne)

Trois programmes en alternance.

1788 et nous... : du 1^{er} au 3 juin et du 8 au 17, relecture du dimanche. L'Œuvre de fin, le *Scène de printemps* : du 5 au 7 juin. Rentrée : le 31 mai. A 21 h 30. Tél. : 48-78-75-00. De 100 F à 300 F.

Patrick Dupond et le Ballet de Nancy

Quatre chorégraphies pour un hommage à Ulysse Dove.

Palais des sports, jusqu'au 11 juin. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-28-40-80. Durée : 2 heures. De 90 F à 280 F.

Cordillon

Reprise du ballet le plus célèbre de Maguy Maïa par le Ballet de l'Opéra de Lyon.

Maison des arts et de la culture de Créteil, jusqu'au 3 juin à 20 h 30. Tél. : 45-80-

38-08. Durée non précisée. 100 F.

Jeunes danses européennes

Comment dansent nos voisins ? Réponse britannique avec The Chelmsforders, The Featherstonhenges, Yolande Smith et Kathy Crick.

Centre Georges-Pompidou, Le 31 mai et le 3 juin à 21 heures, le 1^{er} et 2 juin à 18 h 30 et 21 heures. Tél. : 42-74-42-18. Durée non précisée. 70 F.

Anna Teresa de Keersmaecker

Une des révélations comp de poing des années 80 : à voir absolument.

Théâtre de la Ville, Du 31 mai au 2 juin à 20 h 45. Tél. : 42-74-42-18. Durée non précisée. 70 F.

Régions

Marseille

Quatre des meilleurs chorégraphes contemporains : Andy Degroot, Odile Duboc, Daniel Larrieu et Mark Tompkins ont composé, et dansent eux-mêmes, des solos à la mémoire de l'illustre danseur dont on fête cette année le centenaire de la naissance.

Théâtre des Capucins, Le 2 juin à 21 heures. Tél. : 91-42-48-53. Durée : 1 heure environ. 70 F.

Lille

L'Ascète de Jean-Claude Mézière et la *Vierge Marie*. Un duo très drôle de Jean Gaudin et Eva voit fascie méditer dans une armoire sous la sollicitude un tantinet satanique de la Vierge. Dans le cadre de « Danse à Lille ».

Théâtre de la Préfecture, Le 9 juin à 20 h 30. Tél. : 20-78-12-02. Durée non précisée. 90 F.

La sélection théâtre a été établie par Olivier Schmitt.

Dans : Sylvie de Nance.

DERNIERE LE 3 JUIN

ESSAION-42.78.46.42

THOMAS B.

DE JACQUES KRAEMER

AVEC DENIS MANUEL

مكتبة الأمل

MUSIQUES

WOMACK AND WOMACK AU ZÉNITH

La soul tout à l'ancienne



Linda Womack, mère au travail

Cecil et Linda Womack ont trouvé en Europe une terre d'accueil pour leur soul à la fois sobre et chaleureuse. Gitans planétaires ou famille de sitcoms, ils ne sortent jamais sans leur progéniture. Un traditionalisme qui se confirme dans leur musique qui flirte avec le gospel tout en faisant danser les foules.

DANS la famille Womack, je voudrais... le papa : Cecil, quadragénaire, chauve et colossal ; petit frère de Bobby Womack (l'onde), l'auteur de *It's All Over Now*, immortalisé par les Rolling Stones. La maman : Linda, née Cooke, fille de Sam (le grand-père), l'une des plus belles voix de la soul music, elle-même chanteuse de talent au physique d'extinctrice douce mais ferme. Les enfants : trois filles et un petit garçon de deux ans - prénommé Womack, pour mieux garantir la pérennité du clan - qui rejoignent, *volens nolens*, les parents à la fin de chaque concert.

Au jeu des sept familles de la musique noire américaine, Womack and Womack représentent la soul, la musique noire près de ses racines, par opposition au funk, à ses débordements technologiques et à ses rejets plus ou moins éduqués, disco, hip hop, house et autres machines à défriser les puristes. Il y a comme de l'autopunition dans le choix de pureté des Womack : Cecil et Linda ont été parmi les artisans du Philadelphia sound, au milieu des années 70, du temps où l'ex-capitale des États-Unis était aussi celle de la musique noire. Les Spinners ou Teddy Pendergrass déployaient leurs voix suaves sur des arrangements hypercomplexes, et il y avait souvent du Womack derrière. Quand le centre de gravité musical s'est déplacé vers Los Angeles, Cecil et Linda ont suivi le mouvement. Finalement, il y a cinq ans, monsieur et madame se sont mis à leur compte, à l'enseigne de Womack and Womack.



Les Womack, scène de la vie conjugale.

Leur second album, *Conscience*, sorti l'année dernière, a été le bon. *Teardrops*, le 45 tours qui en a été extrait, a grimpé dans tous les hit-parades d'Europe, grâce à sa simplicité spartiate : mélodie enstasiante et tempo moyen fait pour danser pendant des heures. *Conscience* ressemble à un numéro d'acrobatie minimalistes : comment swinguer sans cuivres, sans synthétiseurs ni boîte à rythmes ; rien que des voix, des guitares - souvent acoustiques - et une rythmique. Le résultat est convaincant mais extraordinairement fragile.

LE PATRIARCHE ET SON CLAN

Sur scène, leur musique est à la merci d'un public rétif ou trop enthousiaste. En plus, on a parfois l'impression que Cecil Womack a préféré recruter des musiciens sans grand relief (dont un guitariste gaucher qui joue d'un instrument pour droitier tenu à l'envers, les cordes signés vers le haut, une particularité qu'il partage comme par hasard avec Cecil Womack) pour mieux les contrôler, laissant les shows à la merci des humeurs du patron et de la patronne. Mais quand le contact est établi, les Womack sont irrésistibles de ferveur, rejoignant, au-delà de la soul, les sources du gospel.

Dans une chambre de palace ou règne une ambiance résolument couche-culotte, bébé somnolent et gamines interventionnistes, Cecil (surtout) et Linda posent les principes de base du Womack sound : « La house music marche au volume, nous nous concentrons sur le feeling. Comme on peut tout faire à l'ordinateur, on ne prend plus le temps d'apprendre le métier. » Cecil Womack aime le tout à l'ancienne. Avec sa méfiance à l'égard de la technologie, du business, sa foi en la famille comme dernier refuge contre les assauts du monde moderne, il est assez convaincant en patriarche d'un clan de gitans planétaires.

Il garde un souvenir amer de ses débuts dans le métier, et plus particulièrement de l'épisode *It's All*

Over Now : « Les Stones ont entendu le titre disque avant que nous le sortions. Ils ont copié la maquette, presque note pour note, nous (Cecil et son frère Bobby) étions sur un petit label, pas très puissant. Aujourd'hui, je ne laisserais pas faire ».

Cette mésaventure et quelques autres sont à la base d'une méfiance profonde face au show-biz tel qu'on le pratique aux États-Unis : « C'est un pays complètement prosaïque. Les maisons de disques ne signent un artiste qu'en fonction de sa rentabilité éventuelle. Le succès ne pouvait venir qu'en Europe. »

De fait, il y a toujours eu une affinité mystérieuse entre l'Europe continentale et une certaine forme de soul qui a pris les formes les plus diverses, des pastiches de Nino Ferrer au culte de James Brown à une époque où il était quasiment oublié aux États-Unis. Les Womack savent jouer sur cette corde et ont passé le marché américain par pertes et profits. Ils viennent d'acheter une maison dans le sud de la France, où les petits Womack grandiront en force et en sagesse pour devenir de vrais chanteurs soul, comme papa, comme maman.

THOMAS SOTINEL.

★ Le 4 juin, à Bordeaux, Grand Parc, à 20 heures. Places 110 F. Le 5 à Toulouse, Halle aux Grains, à 20 heures. Places 110 F. Le 6 juin au Zénith, porte de Paris, à 20 heures. Places : 136 F.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Haydn
Sonate en mi bémol majeur
Schubert
Variations sur le nom d'Abbaye
Fantaisie op. 17
Martin
Préludes n° 7 et 8
Prokofiev
4^e Sonate
3^e Concerto
Scarlatti
Sonata en la mineur
Rachmaninov
Étude-Tableaux op. 28 n° 3
Beethoven
Sonate op. 10 n° 1
4^e Concerto
Mozart
Sonate KV 310
Schubert
Wunderer-Phantasie
Doménico Martin (piano)
et ses élèves.

Dominique Merlet est, sans aucun doute le professeur de piano le plus recherché en France. Sa classe du Conservatoire national supérieur de musique de Paris est d'un niveau vraiment élevé. Sa méthode ? Laisser s'exprimer la personnalité musicale de chaque étudiant en lui donnant une excellente technique de base. Une technique qui ne prend pas seulement en compte les doigts (comme dans l'ancienne école française de piano, celle de Marguerite Long, en tout cas) mais qui englobe l'ensemble du corps sans dissocier un paramètre (quel qu'il soit : sonorité, articulation, pédale, travail intellectuel, interprétation), au profit d'un autre. Un enseignement qui ne préjuge pas de l'histoire entre musique et piano. Depuis qu'il enseigne au CNSMP, il a déjà au moins deux résumés sanctionnés par les meilleurs musiciens (Philippe Cassard, Premier Prix du Concours de Dublin, et Jean-Marc Linaud, dont la carrière est en train de prendre son envol international).

Ce soir, nous nous sommes laissés dire que Dominique Merlet va présenter quelques jeunes talents mieux que promoteurs.

Le 2 juin, Conservatoire national supérieur de musique, 20 heures. Tél. : 42-88-15-20. Entrée libre.

Concert de Chazy
Sobus
Machado
Intermède IV
Hervé
Folklore
Ton Thot Tist
Une œuvre en création musicale

Marcel
Des concertos
Jean-Henri, Jean-Marie Trillard (guitares).

Un duo de guitaristes qui ne se satisfait pas des enseignements habituels mais qui passe commande d'œuvres nouvelles auprès de compositeurs contemporains, afin de vivifier un répertoire trop souvent ramassé. Horras et Trillard méritent mieux que notre attention : notre présence.

Le 6 juin, Maison de Radio France, 18 h 30. Tél. : 42-80-15-15. Entrée libre.

Martin y Soler
Una Cosa Feroce
Monteserrat Figueras, Enriqueta Llorca, Monteserrat Alavedra, Ernesto Palencia, M. Cid, José Pizarro, Fernando Peláez, Stefano Pichetti, La Capella Reial, Montserrat XX, Jordi Savall (direction).

Né à Valence peu après la mort de Jean-Sébastien Bach, mort à Saint-Petersbourg, où il était devenu le compositeur officiel de Catherine II, en 1806, Vicente Martín y Soler fut un compositeur particulièrement fêté de son vivant. Mozart alla même jusqu'à citer un passage de *Una cosa rara* dans *Don Juan*. Depuis 1797,

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.E. : prix moyen du repas - J.-H. : ouvert jusqu'à 1 heure

DINERS		RIVE DROITE
JOHN JAMISON 10, rue des Capucines, 2 ^e 40-15-00-30/40-15-06-08 LE COSSAIRE 1, bd Beaumarchais, 16 ^e 45-25-53-23 45-20-87-85 LE GOURMAND CANDIDE 43-80-01-41 6, pl. Marché-Juin, 17 ^e (pl. Fauriel) LE ZEPHYR 1, rue du Jourdain, 20 ^e 46-36-65-81 F/hand.	LE RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE Cuisine faite par le patron. Carte inventive. Menu à 95 F a.c. Fermé samedi. Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. T.L.J. aux samedi midi et dimanche. Dg. et dda. Maintient une cuisine imprégnée de traditions dans un cadre raffiné. Spéc. Jambon Paysan en Sorbet Melon. Tournedos Périgourdins. P.M.R. 150/200	RESTAURANT THOUILLER 47-05-49-75 75, rue Saint-Dominique, 7 ^e Spécialité de coq au vin et de cassoulet au coq au vin. Service jusqu'à 22 h 30. Ouvert dimanche. Ouvert tous les jours.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT
HUITRES TOUTE L'ANNÉE POISSONS DU MARCHÉ
Plats traditionnels - Vins à découvrir - Décor : « Brasserie de Luxe »
TERRASSE au pied de l'Opéra-Bastille. T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille, 43-43-90-32.

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 h sur 24

CONGRES MAILLOT
Fort Maillet : 80, av. de la Grande-Armée
HUITRES, COQUILLAGE toute l'année
POISSONS, VIANDES à la grille
45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

DINERS-SPECTACLES

L'ESPAGNE À PARIS
• CHEZ VINCENT • 4, r. St-Lazare (10^e)
Diners-spectacles dansants - Attractions
Avec LOS MUCHACHOS
Jusqu'à l'aube - 46-07-21-27 - F. dim.

Pour les abonnés du « Monde »

SALLE PLEYEL
DES PRIX PRÉFÉRENTIELS
POUR QUATRE RÉCITAUX
DE LA SÉRIE PIANO QUATRE ÉTOILES

Les abonnés du Monde ont la possibilité d'assister aux récitals de trois pianistes et d'une violoniste, en bénéficiant d'une réduction de 15 % sur le tarif habituel. 100 places en première catégorie leur sont réservées, pour chacun des récitals suivants :

- Le mardi 6 juin, à 20 h 30, récital de la violoniste Viktoria Mullova et du pianiste Bruno Canino : Mozart (Sonate KV 378) ; Beethoven (Sonate op. 12 n° 3) ; Stravinski (Diverses) ; Prokofiev (Sonate n° 21). Un archet droit, puissant, mis au service d'interprétations vivantes, passionnées. Accompagnateur des plus grands, Bruno Canino saura dialoguer sur les nuances.
- Le mardi 13 juin, à 20 h 30, récital du pianiste Nikita Magaloff : Chopin (Barcarolle, Mazurkas op. 55, Sonate en si mineur op. 58), Scriabine (Études op. 42), Stravinski (Petrouchka). Du monde entier, les jeunes pianistes viennent percer les secrets de l'art du piano auprès de ce fringant septuagénaire qui a connu et qui a joué avec les plus grands musiciens de ce siècle. Les riches heures d'un prince du clavier.
- Le mardi 20 juin, à 20 h 30, récital de la pianiste Maria Tiso : Bach (Fantaisie chromatique et fugues), Schubert (Sonate en la mineur op. 42), Debussy (quatre Préludes), Bartok (Dances roumaines). Un début de carrière éblouissant, suivi d'un repit vers l'enseignement et l'enregistrement de disques, mieux que beaux, utiles (une intégrale des sonates de Clementi). Plus des retrouvailles avec la scène. Paris ne cesse de les féliciter.
- Le 23 juin, à 20 h 30, récital du pianiste Vlado Perlemuter : Beethoven (Sonate à la Adèle), Liszt (Trois Nocturnes), Chopin (quatre Ballades). Le doyen des pianistes français en activité, le plus grand aussi, sans doute, depuis la grande époque de Riet et de Cortot. La leçon d'un grand maître.

100 places, au prix préférentiel de 220 F (au lieu de 280 F) et de 150 F au lieu de 180 F. Location par téléphone (au plus tard 14 jours avant le concert) au 45-63-88-73, règlement par carte bleue uniquement (donner votre numéro d'abonné), ou aux caisses de la salle Pleyel (venir avec votre dernière bande d'expédition), tous les jours de 11 heures à 18 heures, sauf dimanches et jours fériés.

سكوا من الأصل

